

DELIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTE
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITES

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



8
novembre
2024

Conseil départemental du Cantal
Réunion de l'Assemblée départementale

Conseil départemental

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 8 Novembre 2024

Horaire: 09:30

CANTAL ATTRACTIF

24CD05-1 Station du Lioran - Tarifs des remontées mécaniques pour la saison 2024-2025

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Tarifs individuels

ANNEXE - 2 - Tarifs Groupe

ANNEXE - 3 - Tarifs spéciaux

ANNEXE - 4 - Tarifs dégressifs selon la météo

ANNEXE - 5 - Tarifs dégressifs

ANNEXE - 6 - Les bons plans

ANNEXE - 7 - Tarifs Individuels Patinoire, luge, tyrolienne

ANNEXE - 8 - Tarifs Groupe Patinoire, luge, Tyrolienne

24CD05-2 Sectorisation future : Complément et ajustement

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Sectorisation autres Communes

ANNEXE - 2- Sectorisation Aurillac

ANNEXE - 3- Sectorisation Saint-Flour

24CD05-3 Convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2025-2026-2027 -
Association ECLAT, Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace
Public

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention 2024

ANNEXE - Convention pluriannuelle 2024-2027

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

24CD05-4 Protocole d'accord relatif à la lutte contre l'habitat indigne
dans le Département du Cantal 2024-2028

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Protocole LHI

24CD05-5 Avenants aux conventions de gestion entre le Conseil départe-
mental du Cantal et la CAF du Cantal et la MSA d'Auvergne

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant 1 MSA

ANNEXE - Avenant 3 CAF

24CD05-6 Avenants aux conventions avec l'ADAPEI et l'Association
des Paralysés de France (APF) pour la mobilisation de l'Aide à la Vie
Partagée (AVP) au bénéfice des personnes âgées et des personnes en
situation de handicap dans le cadre du nouvel accord tripartite

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - avenant convention Résidence Baradel

ANNEXE - avenant convention Résidence Enchalade

ANNEXE - avenant convention Résidence les Hortes

24CD05-7 Convention entre le Département et les Services Autonomie
à Domicile en application de l'axe 2 du cadre d'adhésion de l'appel à
manifestation d'intérêt "Soutien de la CNSA aux Départements dans
le cadre de son budget d'intervention 2023-2026"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CD05-8 Attribution d'une aide à l'investissement pour l'EHPAD de Pierrefort

ANNEXE - Délibération

24CD05-9 Fonds Cantal Solidaire 2022-2024 - Attribution exceptionnelle au titre de l'année 2024

ANNEXE - Délibération

24CD05-10 Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Pleaux et le Département du Cantal : Collège-Ecole Publique de Pleaux

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

CANTAL INNOVANT

24CD05-11 Expérimentation d'une nouvelle offre de service d'intermédiation entre les jeunes, les établissements de formation et les entreprises

ANNEXE - Délibération

CANTAL RESPONSABLE

24CD05-12 Rapport annuel sur la situation en matière de développement durable dans le Cantal 2023-2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Rapport DD 2023-2024

ADMINISTRATION GENERALE

24CD05-13 Compte-rendu à l'Assemblée des décisions prises par son Président dans le cadre des marchés publics formalisés et des marchés publics à procédure adaptée

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau MAPA

ANNEXE - Tableau formalisés

24CD05-14 Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice des attributions déléguées à son Président

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention mise à disposition locaux Haras

ANNEXE - 2-Convention partenariat AMI photovoltaïque

ANNEXE - 3-Demande subvention FEDER-FSE N°49044

ANNEXE - 4-Demande de subvention FEDER FSE+ n°50250

ANNEXE - 5-Demande d'occupation Atrium HDD

ANNEXE - 6-Demande de subvention LEADER Cantal 3V

24CD05-15 Barème Direction des Mobilités - Travaux et matériels

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Barème

24CD05-16 Personnel départemental - Tableau des emplois

ANNEXE - Délibération

24CD05-17 Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein du Département du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Rapport annuel Femmes-Hommes

24CD05-18 Mise à jour du règlement budgétaire et financier - Provisions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - RBF Fiche 3.3 Provisions

ANNEXE - Règlement budgétaire et financier

24CD05-19 Constitution de provisions 2024

ANNEXE - Délibération

24CD05-20 Décision Modificative n°1 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - DM n° 1

24CD05-21 Orientations budgétaires 2025

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - DOB 2025

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-1

Station du Lioran -

Tarifs des remontées mécaniques pour la saison 2024-2025

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Jamal BELAÏDI

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Bruno FAURE se retire et ne participe pas au vote.

Vu le contrat de délégation de service public passé avec la SAEM Super Lioran Développement le 7 janvier 2014, portant sur la gestion et l'exploitation des remontées mécaniques, du domaine skiable et des activités annexe de la station du Lioran ;

Vu l'avis favorable du Conseil d'administration de la SAEM Super Lioran Développement du 23 décembre 2023 sur la grille tarifaire hivernale 2024-2025 ;

- **APPROUVE** les tarifs proposés pour la saison hivernale 2024-2025 joints en annexe de la présente délibération.

				
X				

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CATEGORIE INDIVIDUEL TOUS SECTEURS

1/2 JOUR - JOUR - 2 JOURS - TOUTES SAISONS

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCÉEN/ÉTUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
1 Jour 9-17h	37,20 €	5,65%	39,30 €	29,90 €	5,35%	31,50 €	25,60 €	5,47%	27,00 €
Petite journée 11-17h	32,70 €	5,50%	34,50 €	27,90 €	5,38%	29,40 €	22,90 €	5,88%	24,20 €
4 heures consécutives	29,80 €	5,37%	31,40 €	25,20 €	5,56%	26,60 €	21,40 €	5,81%	22,60 €
Fin d'après-midi 15-17h	24,60 €	5,28%	25,90 €	21,50 €	5,58%	22,70 €	18,90 €	5,29%	19,90 €
2 Jours consécutifs	70,40 €	5,82%	74,50 €	56,60 €	5,65%	59,80 €	50,20 €	5,58%	53,00 €

FORAITS SEJOURS - HAUTE SAISON -

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCÉEN/ÉTUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
3 Jours	106,50 €	5,54%	112,40 €	85,30 €	5,51%	90,00 €	76,10 €	5,52%	80,30 €
4 Jours	136,40 €	5,57%	144,00 €	110,00 €	5,55%	116,10 €	97,50 €	5,54%	102,90 €
5 Jours	164,80 €	5,52%	173,90 €	132,50 €	5,51%	139,80 €	119,00 €	5,55%	125,60 €
6 Jours	193,70 €	5,47%	204,30 €	153,90 €	5,59%	162,50 €	138,40 €	5,56%	146,10 €
7 Jours	218,40 €	-100,00%		163,60 €	-100,00%		146,20 €	-100,00%	
8 Jours	240,00 €	-100,00%		182,50 €	-100,00%		157,40 €	-100,00%	

FORAITS SEJOURS - BASSE SAISON -

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCÉEN/ÉTUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
3 Jours	104,10 €	5,57%	109,90 €	80,50 €	5,59%	85,00 €	71,70 €	5,58%	75,70 €
4 Jours	128,70 €	5,52%	135,80 €	102,90 €	5,54%	108,60 €	92,30 €	5,53%	97,40 €
5 Jours	152,80 €	5,56%	161,30 €	122,10 €	5,57%	128,90 €	110,20 €	5,54%	116,30 €
6 Jours	173,60 €	5,53%	183,20 €	138,70 €	5,55%	146,40 €	127,70 €	5,56%	134,80 €
7 Jours	193,00 €	-100,00%		152,60 €	-100,00%		140,10 €	-100,00%	
8 Jours	205,60 €	-100,00%		166,00 €	-100,00%		150,70 €	-100,00%	

FORAITS SAISON

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCÉEN/ÉTUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
FORFAIT SAISON	526,00 €	5,32%	554,00 €	393,00	5,34%	414,00 €	262,00	5,34%	276,00 €

FORAITS RESERVES AUX SCOLAIRES ET CLASSES DE NEIGE

SCOLAIRES-CLASSE NEIGE	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
4 heures consécutives	6,20 €	4,84%	6,50 €
1 Jour	10,50 €	4,76%	11,00 €
Samedi après midi Cantal	10,00 €	5,00%	10,50 €

CATEGORIE INDIVIDUEL
TOUS SECTEURS

AUTRES TITRES - TOUTES CATEGORIES - TOUTES SAISONS -

	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
<i>Supplément journée</i>	10,60 €	-100,00%	
<i>Forfait couple</i>	217,60 €	5,24%	229,00 €
<i>1 Jour débutant</i>	20,40 €	5,39%	21,50 €
<i>4 Heures consécutives Débutants</i>	14,70 €	5,44%	15,50 €
<i>10 points Télébaby</i>	8,90 €	3,37%	9,20 €
<i>1 Nocturne sans forfait</i>	5,50 €	3,64%	5,70 €
<i>1 Nocturne avec forfait</i>	3,10 €	3,23%	3,20 €
<i>Aller simple baguet</i>	5,60 €	-	tarifs été 24
<i>Aller retour baguet</i>	6,80 €	-	tarifs été 24
<i>1 assurance 1 jour</i>	2,90 €	0,00%	2,90 €
<i>Tapis 10 points</i>	6,70 €	-	forfait tapis 2h
<i>Tapis 20 points</i>	12,10 €	5,73%	12,80 €
<i>Tapis 40 points</i>	18,90 €	5,29%	19,90 €
<i>Forfaits deux tapis jour</i>	15,00 €	5,33%	15,80 €
<i>Forfaits 4 heures deux tapis</i>	10,90 €	5,50%	11,50 €
<i>Forfaits 2 heures deux tapis</i>	8,00 €	5,00%	8,40 €
<i>Forfaits 4 heures Prat de Bouc</i>	12,00 €	5,00%	12,60 €
<i>Forfait 1 jour Prat de Bouc</i>	17,00 €	4,71%	17,80 €

CATEGORIE GROUPE - Minimum 15 personnes
TOUS SECTEURS

4 HEURES - JOUR - 2 JOURS - TOUTES SAISONS

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCEEN/ETUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
1 Jour	31,10	5,47%	32,80	25,80	5,43%	27,20	22,00	5,45%	23,20
Petite journée	27,40	5,47%	28,90	22,90	5,24%	24,10	19,60	5,61%	20,70
4 heures consécutives	25,50	5,49%	26,90	21,50	5,58%	22,70	18,80	5,32%	19,80
Fin d'après-midi 15-17h	20,30	5,42%	21,40	17,80	5,62%	18,80	16,30	5,52%	17,20
2 Jours consécutifs	60,70	5,44%	64,00	48,70	5,34%	51,30	42,80	5,37%	45,10

FORAITS SEJOURS - HAUTE SAISON -

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCEEN/ETUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
3 Jours	89,70	5,46%	94,80	73,00	5,48%	77,00	65,10	5,68%	68,80
4 Jours	113,40	5,47%	119,60	92,70	5,39%	97,70	84,00	5,48%	88,60
5 Jours	138,70	5,48%	146,30	112,60	5,42%	118,70	101,40	5,42%	106,90
6 Jours	162,50	5,48%	171,40	129,90	5,47%	137,00	118,70	5,48%	125,20
7 Jours	179,50	5,46%	189,30	143,40	5,44%	151,20	131,00	5,42%	138,10

FORAITS SEJOURS - BASSE SAISON -

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCEEN/ETUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
3 Jours	81,60	5,39%	86,00	64,90	5,86%	68,70	61,80	4,21%	64,40
4 Jours	103,50	5,41%	109,10	79,90	5,38%	84,20	78,70	5,46%	83,00
5 Jours	121,90	5,41%	128,50	94,20	5,41%	99,30	93,70	5,44%	98,80
6 Jours	141,70	5,43%	149,40	106,90	5,43%	112,70	105,80	5,48%	111,60
7 Jours	154,10	5,45%	162,50	119,20	5,45%	125,70	113,80	5,45%	120,00

LES TARIFS SPECIAUX

	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
<i>Journée Initiateur/accompagnateur</i>	27,80	5,04%	29,20
<i>Saison Initiateur/accompagnateur/ Carte DSF</i>	318,00	5,03%	334,00
<i>Moniteur des ecoles de ski du Lioran</i>	tarif forfaitaire		
<i>Journée Adulte SNCF</i>	26,70	5,24%	28,10
<i>4 heures Adulte SNCF</i>	23,30	5,15%	24,50
<i>Journée Enfant SNCF</i>	21,20	5,19%	22,30
<i>4 heures Enfant SNCF</i>	17,70	5,08%	18,60
<i>Journée Etudiant SNCF</i>	22,40	5,36%	23,60
<i>Journée résident</i>	27,10	5,17%	28,50
<i>4 heures résident</i>	23,30	5,15%	24,50
<i>Saison résident</i>	318,00	5,03%	334,00
<i>Forfait course journée</i>	16,60	5,42%	17,50
<i>Saison skiclub adulte</i>	204,00	4,90%	214,00
<i>Saison skiclub enfant</i>	132,30	4,91%	138,80
<i>Saison skiclub junior</i>	165,30	4,90%	173,40
<i>Fofaits personnel SAEM saison</i>	70 % du tarif ski club		
<i>Fofaits personnel SAEM journée</i>	70 % du forfait course ski club		

CATEGORIE INDIVIDUEL
TARIFS DEGRESSIFS SELON LA METEO

SECTEUR PRAIRIE SANS LE SECTEUR ALAGNON

BAS 1

TOUTES SAISONS

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCÉEN/ÉTUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
1 Jour	29,80	5,37%	31,40	24,80	5,24%	26,10	22,30	5,38%	23,50
Petite journée	26,70	5,62%	28,20	23,00	5,65%	24,30	19,20	5,73%	20,30
4 heures consécutives	23,80	5,46%	25,10	20,90	5,26%	22,00	17,70	5,65%	18,70

TEMPETE - OUVERTURE TRES RÉDUITE DES APPAREILS PRAIRIE

BAS 2

TOUTES SAISONS

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCÉEN/ÉTUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
1 Jour	22,60	5,31%	23,80	21,10	5,21%	22,20	19,90	5,03%	20,90
Petite journée	20,80	5,29%	21,90	19,20	5,21%	20,20	17,80	5,62%	18,80
4 heures consécutives	19,80	5,56%	20,90	18,00	5,56%	19,00	16,80	5,36%	17,70

SECTEUR PRAIRIE SANS LE SECTEUR ALAGNON

BAS 1

1/2 JOUR - JOUR - TOUTES SAISONS

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCEEN/ETUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
1 Jour	26,50	5,28%	27,90	21,50	5,58%	22,70	19,20	5,21%	20,20
4 heures consécutives	20,20	5,45%	21,30	17,80	5,62%	18,80	15,40	5,19%	16,20

TEMPETE - SEULS LES TELESKIS DU BAS DE LA STATION

BAS 2

1/2 JOUR - JOUR - TOUTES SAISONS

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCEEN/ETUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2023/2024	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
1 Jour	21,80	5,50%	23,00	18,30	5,46%	19,30	17,10	5,26%	18,00
4 heures consécutives	18,60	5,38%	19,60	15,60	5,77%	16,50	14,90	5,37%	15,70

LES BONS PLANS

CATEGORIE	ADULTE			JUNIOR/LYCEEN/ETUDIANT			ENFANT		
	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025	TARIF 2023/2024	EVOLUTION	TARIF 2024/2025
<i>5 Jours non consécutifs</i>	175,70	5,18%	184,80	137,20	5,17%	144,30	126,80	5,13%	133,30
<i>8 Jours non consécutifs</i>	257,60	5,12%	270,80	195,60	5,11%	205,60	170,90	5,15%	179,70
<i>10 Jours non consécutifs</i>	311,00	5,14%	327,00	234,00	5,13%	246,00	208,70	5,17%	219,50
<i>1 Jour supplémentaire au de là du forfait 6 jours</i>	25,50	5,10%	26,80	21,90	5,48%	23,10	19,00	5,26%	20,00
<i>1 Jour supplémentaire au de là du forfait 8 jours</i>	19,10	-100,00%		17,70	-100,00%		13,10	-100,00%	
<i>Supplément multi-activités</i>	16,10	5,59%	17,00	13,30	5,26%	14,00	10,90	5,50%	11,50
↑ Le supplément multi-activités : pour tout forfait de 3 jours et plus, il donne accès à 1 entrée patinoire - 1 séance de ski nocturne - 3 tours de dévalfluge									

TARIFS HIVER 2024/2025 - INDIVIDUELS

Entrée Location des Patins	Adulte 18 ans et +		Junior 12 / 17 ans		Enfant 5 / 11 ans	
	6,30	3,50	5,20	3,50	4,50	3,50

DEVAL LUGE		Tarif unique				
1 tour			4,20			
4 tours			14,10			
6 tours			21,00			

TELEPHERIQUE Aller et retour Trajet simple	Adulte 18 ans et +		Junior 12 / 17 ans		Enfant 5 / 11 ans	
	11,50	9,20	10,10	8,00	8,10	6,50

PIETONS BAGUET Aller et retour Trajet simple	Adulte 18 ans et +		Junior 12 / 17 ans		Enfant 5 / 11 ans	
	7,10	5,80	6,20 €	4,90 €	5,20	4,00

TYROLIENNE		A partir de 25 kg				
Solo (à partir de 30 kg ; max 120 kg)						
Duo (à partir de 25 kg ; max 150 kg)						

Montée au telesiege du Baguet + descente en Tyrolienne

SOLO : Accès en solo à partir de 30kg. Poids maximum 120 kg.

DUO : Acces possible a partir de 25 kg.
L'écart de poids entre les deux personnes ne doit pas dépasser 40kg. Le poids cumulé des deux descendeurs ne doit pas dépasser 150kg (cette limite peut être revu à la baisse selon le vent)

TARIFS HIVER 2024 / 2025 – GROUPES (15 personnes mini*)

* cf. indications pour le tarif groupe Tyrolenne

PATINOIRE	Entrée	5,70	4,80	4,10
	Location des Patins	2,90	2,90	2,90
DEVALUIGE	Tarif unique			
	1 tour		3,40	
	4 tours		11,50	
	6 tours		16,50	
TELEPHERIQUE	Tarif unique			
	Adulte 18 ans et +			
	Allee et retour	10,10	9,00	Enfant 5 / 11 ans
	Trajet simple	7,50	7,00	6,90
TYROLENNE	Tarif unique			
	à partir de 10 pers.			
	Solo (à partir de 30 kg ; max 120 kg)	22,00 €		
	Duo (à partir de 25 kg ; max 150 kg)	35,00 €		

Montée au telesiege du Baguet + descente en Tyrolenne
A partir de 10 personnes - pas de gratulé

SOLO : Accès en solo à partir de 30kg. Poids maximum 120 kg.

DUO : Acces possible a partir de 25 kg.

L'écart de poids entre les deux personnes ne doit pas dépasser 40kg. Le poids cumulé des deux descendeurs ne doit pas dépasser 150kg (cette limite peut être revu à la baisse selon le vent)

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-2

Sectorisation future : Complément et ajustement

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Philippe FABRE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 26 voix pour - 4 abstention(s), Pierre MATHONIER, Stéphane FRECHOU, Magali MAUREL, Valérie RUEDA.

Vu la délibération du Conseil départemental du 23 juin 2023 n°23CD02-1 relative à la sectorisation actuelle des collèges publics ;

Vu les délibérations du Conseil départemental du 23 juin 2023 n°23CD02-2 et du 18 décembre 2023 n°23CD05-7 relatives à la sectorisation future des collèges publics ;

Considérant la médiation en cours portant sur l'annulation de la délibération du Conseil départemental du 18 décembre 2023 susvisée ;

- **CONFIRME** les décisions de sectorisation suivantes :

- septembre 2025 :

1. Ayrens et Saint-Paul-des-Landes sectorisées au collège de Laroquebrou.
2. Carlat et Yolet sectorisées au collège de Vic-sur-Cère.
3. Prunet et Teissières-les-Bouliès sectorisées au collège de Montsalvy.
4. Alleuze sectorisée en totalité au collège La Vigière de Saint-Flour.
5. Cussac et Paulhac sectorisées au collège de Pierrefort.
6. Celoux, Chazelles, Lastic, Rageade, Soulages et Vieillespesse sectorisées au collège de Massiac.
7. Sansac-de-Marmiesse sectorisée au collège de Saint-Mamet.

- septembre 2026 :

1. Jussac, Marmanhac et Laroquevieille sectorisées au collège de Saint-Cernin.

- **DECIDE** de décaler la fermeture du collège La Jordanne d'une année.

- **DECIDE** de surseoir aux décisions prises par délibération n°23CD05-7 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 concernant la sectorisation des Communes rattachées aux collèges aurillacois et de proroger pour ces mêmes Communes la sectorisation actuelle, à l'exception des Communes susvisées.

- **CONFIRME** les mesures de sectorisation actuelle pour toutes les autres Communes non mentionnées dans les éléments ci-dessus.

				
X				

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SECTORISATION AUTRES COMMUNES

Commune de domiciliation	Septembre 2025		1er septembre 2026	
	Collège de rattachement	Commune du collège	Collège de rattachement	Commune du collège
ALBERPIERRE-BREDONS	Georges Pompidou	Murat		
ALLANCHE	Maurice Peschaud	Allanche		
ALLEUZE	La Vigière	Saint Flour		
ALLY	Raymond Coriat	Pleaux		
ANDELAT	Blaise Pascal	Saint Flour		
ANGLARDS-DE-SAINT-FOUR	La Vigière	Saint Flour		
ANGLARDS-DE-SALERS	Le Méridien	Mauriac		
ANTERRIEUX	Louis Pasteur	Chaudes Aigues		
ANTIGNAC	Georges Brassens	Ydes		
APCHON	Georges Bataille	Flom es Montagnes		
ARCHES	Le Méridien	Mauriac		
ARNAC	Val de Cère	Laroquebrou		
ARPAJON SUR-CERE	La Pomatié	Aurillac		
AURIAC-L'EGLISE	Pierre Galéry	Massiac		
AURILLAC	Voie annexe 2			
AUZERS	Le Méridien	Mauriac		
AVRENS	Val de Cère	Laroquebrou		
BADAILHAC	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère		
BARRIAC-LES-BOSQUETS	Raymond Coriat	Pleaux		
BASSIGNAC	Georges Brassens	Ydes		
BEAULIEU	Georges Brassens	Ydes		
BESSE	Henri Mondor	Saint Cernin		
BOISSET	Les Portes du Midi	Mauris		
BONNAC	Pierre Galéry	Massiac		
BRAGEAC	Raymond Coriat	Pleaux		
BREZONS	Gorges de la Truyère	Pierrelort		

CALVINET	Marcelin Boule	Montsalvy
CARLAT	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère
CASSANOUZE	Marcelin Boule	Montsalvy
CAYROLS	Jean Dauzié	Saint Mamet
CELLES	Georges Pompidou	Murat
CELOUX	Pierre Galéry	Massiac
CEZENS	Georges de la Truyère	Pierrelort
CHALIERS	La Vigière	Saint Flour
CHALINARGUES	Georges Pompidou	Murat
CHALVIGNAC	Le Méridien	Mauriac
CHAMPAGNAC	Georges Brassens	Ydes
CHAMPS-SUR-TARENTE-AINE-MARCH	Georges Brassens	Ydes
CHANTERELLE	Georges Pompidou	Condat
CHARMENSAC	Pierre Galéry	Massiac
CHASTEL-SUR-MURAT	Georges Pompidou	Murat
CHAUDÈS-AIGUES	Louis Pasteur	Chaudès Aigues
CHAUSSENAC	Raymond Cortat	Pleaux
CHAVAGNAC	Georges Pompidou	Murat
CHAZELLES	Pierre Galéry	Massiac
CHEYLADE	Georges Bataille	Riom es Montagnes
CLAVIERES	La Vigière	Saint Flour
COLLANDRES	Georges Bataille	Riom es Montagnes
COLTINES	Blaise Pascal	Saint Flour
CONDAT	Georges Pompidou	Condat
COREN	La Vigière	Saint Flour
CRANDELLES	Jules Ferry	Aurillac
CROS-DE-MONTVERT	Val de Cère	Laroquebrou
CROS-DE-RONESQUE	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère
CUSSAC	Gorges de la Truyère	Pierrelort
DEUX-VERGES	Louis Pasteur	Chaudès Aigues
DIENNE	Georges Pompidou	Murat
DRUGEAC	Le Méridien	Mauriac
ESCORAILLES	Raymond Cortat	Pleaux

ESPINASSE	Louis Pasteur	Chaudes Aigues	
FERRIERES-SAINT-MARY	Pierre Galéry	Massiac	
FONTANGES	Le Méridien	Mauriac	
FREIX-ANGLARDS	Henri Mondor	Saint Cernin	
FRIDEFONT	Louis Pasteur	Chaudes Aigues	
GIOU-DE-MAMOU	La Ponétie	Aurillac	
GIRGOLS	Henri Mondor	Saint Cernin	
GLENAT	Val de Cère	Laroquebrou	
GOURDIEGES	Gorges de la Truyère	Pierrefort	
JABRUN	Louis Pasteur	Chaudes Aigues	
JALEVRAC	Le Méridien	Mauriac	
JOURSAC	Maurice Peschaud	Allanche	
JOU-SOUS-MONJOU	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère	
JUNHAC	Marcelin Boule	Montsalvy	
JUSSAC	La Jordanne/Henri Mondor	Aurillac/Saint Cernin	Henri Mondor
LA CHAPELLE-D'ALAGNON	Georges Pompidou	Murat	Saint Cernin
LA CHAPELLE-LAURENT	Pierre Galéry	Massiac	
LA MONSELIE	Georges Brassens	Ydes	
LA SEGALASSIERE	Jean Dauzié	Saint Manet	
LA TRINITAT	Louis Pasteur	Chaudes Aigues	
LABESSERETTE	Marcelin Boule	Montsalvy	
LABROUSSE	La Ponétie	Aurillac	
LACAPELLE-BARRES	Gorges de la Truyère	Pierrefort	
LACAPELLE-DEL-FRAISSE	Marcelin Boule	Montsalvy	
LACAPELLE-VIESCAMP	Val de Cère	Laroquebrou	
LADINHAC	Marcelin Boule	Montsalvy	
LA FEUILLADE-EN-VEZIE	Marcelin Boule	Montsalvy	
LANDEYRAT	Maurice Peschaud	Allanche	
LANOËRE	Georges Brassens	Ydes	
LAPEYRUGUE	Marcelin Boule	Montsalvy	
LAROQUEBROU	Val de Cère	Laroquebrou	
LAROQUEVEILLE	La Jordanne/Henri Mondor	Aurillac/Saint Cernin	Henri Mondor
LASCELLES	Jeanne de la Treille	Aurillac	Saint Cernin

LASTIC	Pierre Galéry	Massiac
LAURIE	Pierre Galéry	Massiac
LAVASTRIE	Louis Pasteur	Chaudes Agues
LAVEISSENET	Georges Pompidou	Murat
LAVEISSIERE	Georges Pompidou	Murat
LAVIGERIE	Georges Pompidou	Murat
LE CLAUX	Georges Bataille	Riom es Montagnes
LE FALGOUX	Le Méridien	Mauriac
LE FAU	Le Méridien	Mauriac
LE MONTEIL	Georges Brassens	Ydes
LE ROUGET-PERS	Jean Dauzié	Saint Manet
LE TRILOULOU	Les Portes du Midi	Maur's
LE VAULMIER	Le Méridien	Maur's
LE VIGEAN	Le Méridien	Mauriac
LES TERNES	Blaise Pascal	Saint Flour
LEUCAMP	Marcelin Boule	Montsalvy
LEYNHAC	Les Portes du Midi	Maur's
LEYVAUX	Pierre Galéry	Massiac
LIEUTADES	Louis Pasteur	Chaudes Agues
LORCIERES	La Vigière	Saint Flour
LUGARDE	Georges Pompidou	Condat
MADIC	Georges Brassens	Ydes
MALBO	Gorges de la Truyère	Pierrelort
MANDAILLES-SAINT-JULIEN	Jeanne de la Treille	Aurillac
MARCEMAT	Georges Pompidou	Condat
MARCHASTEL	Georges Pompidou	Condat
MARCOLES	Jean Dauzié	Saint Manet
MARMAINHAC	La Jordanne/Henri Mondor	Aurillac/Saint Cernin
MASSIAC	Pierre Galéry	Massiac
MAURIAC	Le Méridien	Mauriac
MAURINES	Louis Pasteur	Chaudes Agues
MAURS	Les Portes du Midi	Maur's
MEALLET	Le Méridien	Mauriac

Henri Mondor Saint Cernin

MENET	Georges Bataille	Riom es Montagnes
MENTIERES	La Vigièrè	Saint Flour
MOLEDES	Pierre Galéry	Massiac
MOLOMPIZE	Pierre Galéry	Massiac
MONTBOJIF	Georges Pompidou	Cordat
MONTCHAMP	La Vigièrè	Saint Flour
MONTGHELEX	Georges Pompidou	Cordat
MONTMURAT	Les Portes du Midi	Mauris
MONTSALVY	Marcelin Boule	Montsalvy
MONTVERT	Val de Cère	Laroquebrou
MOURLJOU	Les Portes du Midi	Mauris
MOUSSAGES	Le Méridien	Mauriac
MURAT	Georges Pompidou	Murat
NARNHAC	Gorges de la Truyère	Pierrelort
NAUCELLES	Jules Ferry	Aurillac
NEUSSARGUES-MOISSAC	Georges Pompidou	Murat
NEUVEGLISE : hors Chamberton et La Ch	Louis Pasteur	Chaudes Aigues
NEUVEGLISE : Chamberton et La Ch	Blaise Pascal	Saint Flour
NIEUDAN	Val de Cère	Laroquebrou
OMPS	Jean Dauzié	Saint Mamet
ORADOUR	Gorges de la Truyère	Pierrelort
PAILHEROLS	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère
PARLAN	Jean Dauzié	Saint Mamet
PAULHAC	Gorges de la Truyère	Pierrelort
PAULHENC	Gorges de la Truyère	Pierrelort
PEYRUSSE	Maurice Peschaud	Allanche
PIERREFORT	Gorges de la Truyère	Pierrelort
PLEAUX	Raymond Coriat	Pleaux
POLMINHAC	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère
PRADIERES	Maurice Peschaud	Allanche
PRUNET	Marcelin Boule	Montsalvy
QUEZAC	Les Portes du Midi	Mauris
RAGEADE	Pierre Galéry	Massiac

RAULHAC	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère
REILHAC	Jules Ferry	Aurillac
REZENTIÈRES	Blaise Pascal	Saint Flour
RIOM-ES-MONTAGNES	Georges Bataille	Flom es Montagnes
ROANNES-SAINT-MARY	Jean Dauzié	Saint Mariet
ROFFIAC	Blaise Pascal	Saint Flour
ROUFFIAC	Val de Cère	Laroquebrou
ROUMEGOUX	Jean Dauzié	Saint Mariet
ROULZIERS	Les Portes du Midi	Maur
RUYNES-EN-MARGERIDE	La Viglière	Saint Flour
SAIGNES	Georges Brassens	Ydes
SAINTE-AMANDIN	Georges Pompidou	Condat
SAINTE-ANTOINE	Les Portes du Midi	Maur
SAINTE-BONNET-DE-CONDAT	Georges Pompidou	Condat
SAINTE-BONNET-DE-SALERS	Le Méridien	Mauriac
SAINTE-CERNIN	Henri Mondor	Saint Cernin
SAINTE-CHAMANT	Henri Mondor	Saint Cernin
SAINTE-CIRgues-DE-JORDANNE	Jeanne de la Treille	Aurillac
SAINTE-CIRgues-DE-MALBERT	Henri Mondor	Saint Cernin
SAINTE-CLÉMENT	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère
SAINTE-CONSTANT-FOURNOULES	Les Portes du Midi	Maur
SAINTE-ANASTASIE	Maurice Peschaud	Allanche
SAINTE-EULALIE	Le Méridien	Mauriac
SAINTE-MARIE	Georges de la Truyère	Pierrefort
SAINTE-ETIENNE-CANTALES	Val de Cère	Laroquebrou
SAINTE-ETIENNE-DE-CARLAT	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère
SAINTE-ETIENNE-DE-CHOMEIL	Georges Bataille	Flom es Montagnes
SAINTE-ETIENNE-DE-MAURS	Les Portes du Midi	Maur
SAINTE-FLOUR	Voir annexe 3	
SAINTE-GEORGES	La Viglière	Saint Flour
SAINTE-GERONS	Val de Cère	Laroquebrou
SAINTE-HIPPOLYTE	Georges Bataille	Flom es Montagnes
SAINTE-ILLIDE	Henri Mondor	Saint Cernin

SAINT-JACQUES-DES-BLATS	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère
SAINT-JULIEN-DE-TOURSAC	Les Portes du Midi	Maur
SAINT-MAMET-LA-SALVETAT	Jean Dauzié	Saint Manet
SAINT-MARTIAL	Louis Pasteur	Chaudes Aigues
SAINT-MARTIN-CANTALES	Raymond Cortat	Pleaux
SAINT-MARTIN-SOUS-VIGOUROUX	Gorges de la Truyère	Pierrefort
SAINT-MARTIN-VALMEROUX	Le Méridien	Mauriac
SAINT-MARY-LE-PLAIN	Pierre Galéry	Massiac
SAINT-PAUL-DE-SALERS	Le Méridien	Mauriac
SAINT-PAUL-DES-LANDES	Val de Cère	Laroquebrou
SAINT-PIERRE	Georges Brassens	Ydes
SAINT-PONCY	Pierre Galéry	Massiac
SAINT-PROJET-DE-SALERS	Henri Mondor	Saint Cernin
SAINT-REMY-DE-CHAUDÈS-AIGUES	Louis Pasteur	Chaudes Aigues
SAINT-SANTIN-CANTALES	Val de Cère	Laroquebrou
SAINT-SANTIN-DE-MAURS	Les Portes du Midi	Maur
SAINT-SATURNIN	Maurice Paschaud	Allanche
SAINT-SAURY	Jean Dauzié	Saint Manet
SAINT-SIMON	Jeanne de la Treille	Aurillac
SAINT-URCIZE	Louis Pasteur	Chaudes Aigues
SAINT-VINCENT-DE-SALERS	Le Méridien	Mauriac
SAINT-VICTOR	Val de Cère	Laroquebrou
SALERS	Le Méridien	Mauriac
SALINS	Le Méridien	Mauriac
SANSAC-DE-MARMIESSE	Jean Dauzié	Saint Manet
SANSAC-VEINAZES	Marcelin Boule	Montsalvy
SAUVAT	Georges Brassens	Ydes
SEGUR-LES-VILLAS	Maurice Paschaud	Allanche
SENEZERGUES	Marcelin Boule	Montsalvy
SERIERS	Blaise Pascal	Saint Flour
SIRAN	Val de Cère	Laroquebrou
SOULAGES	Pierre Galéry	Massiac
SOURNIAc	Le Méridien	Mauriac

TALZAT	Blaise Pascal	Saint Flour
TANAVELLE	Blaise Pascal	Saint Flour
TEISSIERES-DE-CORNET	Jules Ferry	Aurillac
TEISSIERES-LES-BOULIES	Marcelin Boule	Montsalvy
THIEZAC	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère
TIVIERS	La Vigièrè	Saint Flour
TOURNEMIRE	Henri Mondor	Saint Germain
TREMOUILLE	Georges Brassens	Ydes
TRIZAC	Georges Bataille	Riom es Montagnes
USSEL	Georges Pompidou	Murat
VABRES	La Vigièrè	Saint Flour
VAL D'ARCOMIE	La Vigièrè	Saint Flour
VALETTE	Georges Bataille	Riom es Montagnes
VALUEJOLS	Blaise Pascal	Saint Flour
VALJOUZE	Pierre Galéry	Massiac
VEBRET	Georges Brassens	Ydes
VEDRINES SAINT-LOUP	La Vigièrè	Saint Flour
VELZIC	Jeanne de la Treille	Aurillac
VERNOLS	Maurice Peschaud	Allanche
VEYRIERES	Georges Brassens	Ydes
VEZAC	La Ponètiè	Aurillac
VEZE	Maurice Peschaud	Allanche
VEZELS-ROUSSY	La Ponètiè	Aurillac
VIC-SUR-CÈRE	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère
VIELLESPESE	Pierre Galéry	Massiac
VIELLEVIE	Marcelin Boule	Montsalvy
VILLEDIEU	Blaise Pascal	Saint Flour
VIRARGUES	Georges Pompidou	Murat
VITRAC	Jean Dautzié	Saint Marret
YDES	Georges Brassens	Ydes
YOLET	Jean de la Fontaine	Vic sur Cère
YTRAC	La Jordanne	Aurillac

Commune d'Aurillac

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Allée des Pres du Barra		collège de la Jordanne
Allée des Tilleuls		collège Jules Ferry
Allée du Valenc		collège Jules Ferry
Allée Georges Pompidou		collège de la Jordanne
Aton		collège de la Jordanne
Avenue Aristide Briand	du 44 au 999 pair et du 45 au 999 impair	collège de la Jordanne
Avenue Aristide Briand	n°Impairs du 3 au 45, n° 4 et 40	Collège Jeanne de la Treille
Avenue Aristide Briand	autres numéros	collège Jules Ferry
Avenue Charles de Gaulle		collège de la Jordanne
Avenue Charles de Gaulle		collège Jules Ferry
Avenue de Confihe		collège de la Jordanne
Avenue de Done		Collège Jeanne de la Treille
Avenue de Julien		collège de la Jordanne
Avenue de la Liberté		collège Jules Ferry
Avenue de la République		collège Jules Ferry
Avenue de Tivoli		collège Jules Ferry
Avenue de Tronquieres	47 au 143	collège de la Jordanne
Avenue de Tronquieres	1 au 45	collège Jules Ferry
Avenue des Prades	1 au 9	collège de la Jordanne
Avenue des Prades	9 au 9999	collège Jules Ferry
Avenue des Pupilles de la Nation		collège de la Jordanne
Avenue des Voleitaires de 1792		collège de la Jordanne
Avenue du 4 Septembre		collège Jules Ferry
Avenue du Cdt Hubert Monraisse		collège Jules Ferry
Avenue du Docteur ChanaI		Collège Jeanne de la Treille
Avenue du Garric		collège de la Jordanne

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics** **Commune d'Aurillac**

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Avenue du Général Leclerc	numéros 0, 109, 112, 113, 207, 123, 130, 132, 140 tous numéros de 100 à 102, de 142 à 150, pairs de 70 à 84, de 104 à 108, de 116 à 122 impairs de 151 à 161, de 165 à 169, de 173 à 187, de 193 à 203, de 211 à 217, de 221 à 227, de 231 à 237 autres numéros	collège la Ponétie
Avenue du Général Leclerc		collège de la Jordanne
Avenue du Général Milhaud		collège Jules Ferry
Avenue du Plomb du Cantal		collège Jules Ferry
Avenue du Professeur Henri Mondor		collège Jules Ferry
Avenue Gambetta	1,3,5,7,9,11,17,	Collège Jeanne de la Treille
Avenue Gambetta	autres numéros	collège Jules Ferry
Avenue Georges Pompidou	autres numéros	collège de la Jordanne
Avenue Georges Pompidou	numéro 25 numéros pairs de 0 à 18 numéros impairs de 7 à 17	collège la Ponétie
Avenue Jean Baptiste Veyre		Collège Jeanne de la Treille
Bois de Conthe		collège de la Jordanne
Boulevard Antony Joly		Collège Jeanne de la Treille
Boulevard d'Aurinques		Collège Jeanne de la Treille
Boulevard de Canteloube		collège de la Jordanne
Boulevard de Lescudilliers		collège Jules Ferry
Boulevard de Verdun	autres numéros	collège de la Jordanne
Boulevard de Verdun	1, 3	collège la Ponétie
Boulevard de Verdun	3 au 999	collège Jules Ferry
Boulevard des Hortes		Collège Jeanne de la Treille
Boulevard du Pavatou		Collège Jeanne de la Treille
Boulevard du Pont Rouge	1,3,5,9,11,13,15,17,19,21,23,25,27,29,31,33,35,37,43,45,47 .49 et 8,12,14,16,18,20,22,24,30,32,34,36,38,40,44,46,48,50	Collège Jeanne de la Treille
Boulevard du Pont Rouge	autres numéros	collège Jules Ferry
Boulevard du Vialenc		collège de la Jordanne

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics** **Commune d'Aurillac**

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Boulevard Eugene Lintilhac		Collège Jeanne de la Treilhe
Boulevard Jean Jaurès		Collège Jeanne de la Treilhe
Boulevard Louis Dauzier		Collège Jeanne de la Treilhe
Braqueville		collège Jeanne de la treilhe
Cantuel		Collège Jeanne de la Treilhe
Carrefour H Et Bernard Tricot		collège de la Jordanne
Caussac		Collège Jeanne de la Treilhe
Chemin d'Antuejoul		collège de la Jordanne
Chemin de Berthou		collège Jules Ferry
Chemin de Coissy		collège de la Jordanne
Chemin de la Cote Blanche		Collège Jeanne de la Treilhe
Chemin de la Cote du Buis		Collège Jeanne de la Treilhe
Chemin de la Martinie		collège de la Jordanne
Chemin de la Ponette	autres numéros	collège de la Jordanne
Chemin de la Ponette	numéros 0, 7, 9, 11	collège la Ponette
Chemin de la Résnie		Collège Jeanne de la Treilhe
Chemin de Lascanaux (anc nat 120)		Collège Jeanne de la Treilhe
Chemin de Marmiers		collège de la Jordanne
Chemin de Massigoux		Collège Jeanne de la Treilhe
Chemin de Palay		Collège Jeanne de la Treilhe
Chemin de Roussy		Collège Jeanne de la Treilhe
Chemin de Sistrières		collège de la Jordanne
Chemin de Verniols		collège Jeanne de la treilhe
Chemin des Combes		collège de la Jordanne
Chemin des Remparts		collège de la Jordanne
Chemin du Barra		collège de la Jordanne
Chemin du Bois de Conthe		collège de la Jordanne
Chemin du Bousquet		collège de la Jordanne
Chemin du Roc Castanet		Collège Jeanne de la Treilhe

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics** **Commune d'Aurillac**

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Chemin Jacques Paul Peducasse		collège de la Jordanne
Cité Clairvivre		collège de la Jordanne
Cité de Brouzac	autres numéros	collège de la Jordanne
Cité de Brouzac	numéros 0 à 12	collège la Ponétie
Cité de Canteloubé		collège de la Jordanne
Cité de la Montade		collège de la Jordanne
Cité de Limagne		collège Jules Ferry
Cité du Parc		Collège Jeanne de la Treilhé
Cité du Stade		collège Jules Ferry
Cité Maurice Paraf		collège Jules Ferry
Cité Pierre Terrisse		collège de la Jordanne
Côte de Reyne		Collège Jeanne de la Treilhé
Cours d'Angouleme		Collège Jeanne de la Treilhé
Cours Monthyon		Collège Jeanne de la Treilhé
Cueilhes		collège de la Jordanne
Escanis		collège de la Jordanne
Fabregues		Collège Jeanne de la Treilhé
Gazard		collège Jeanne de la treilhé
Guerquet		collège de la Jordanne
Ilot Marcel Carne		collège de la Jordanne
impasse Aristide Briand		collège Jules Ferry
Impasse Blaise Pascal		collège de la Jordanne
Impasse Clément Marot		collège de la Jordanne
Impasse d'Alenbert		collège de la Jordanne
Impasse de Baradel		collège de la Jordanne
Impasse de Fraissy	autres numéros	collège de la Jordanne
Impasse de Fraissy	numéros 1, 3, 5, 6	collège la Ponétie
Impasse de la Ferraudie		collège Jules Ferry

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics** **Commune d'Aurillac**

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Impasse de la Moissette		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse de l'Adret		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse de Limagne		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse de Pesteils		collège de la Jordanne
Impasse de Reyne		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse de Versailles		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse des Aulnes		collège Jules Ferry
Impasse des Frênes		collège Jules Ferry
Impasse des Mois		collège de la Jordanne
Impasse du Barra		collège de la Jordanne
Impasse du Docteur Louis Maillet		collège Jules Ferry
Impasse du Garric		collège de la Jordanne
Impasse du Patural		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse du Pont Bourbon		collège Jules Ferry
Impasse du Rocher		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse du Ventarel		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse Elsa Triolet		collège de la Jordanne
Impasse Eugene Linilhac		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse Gabriel Lacoste		collège de la Jordanne
Impasse Georges Brassens		collège de la Jordanne
Impasse Jean Jaurès		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse Jean Paul Sautre		collège de la Jordanne
Impasse Jean Rostand		collège de la Jordanne
Impasse Jules Ferry		collège Jules Ferry
Impasse Louis Aragon		collège de la Jordanne
Impasse Louis Dauzier		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse Louis Debrons		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse Louise Labe		collège de la Jordanne
Impasse Marthe		Collège Jeanne de la Treilhe

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics**
Commune d'Aurillac

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Impasse Pablo Neruda		collège de la Jordanne
Impasse Pablo Picasso		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse Paul Valéry		collège de la Jordanne
Impasse Pierre Degenyer		collège Jules Ferry
Impasse Pierre Louvagnez		Collège Jeanne de la Treilhe
Impasse Raymond Queneau		collège de la Jordanne
Impasse René Dumont		collège de la Jordanne
Impasse Simone de Beauvoir		collège de la Jordanne
Impasse Sourniac		Collège Jeanne de la Treilhe
La Borie		collège Jeanne de la treilhe
La Borie Haute		collège Jeanne de la treilhe
La Condamine		Collège Jeanne de la Treilhe
La Moissette		Collège Jeanne de la Treilhe
La Resinie		collège Jeanne de la treilhe
La Sablière basse		collège de la jordanne
Lascanaux		collège de la jordanne
Le Croizet		Collège Jeanne de la Treilhe
Le Grangeou		Collège Jeanne de la Treilhe
Les 4 Chemins		collège de la Jordanne
Les Marrières		Collège Jeanne de la Treilhe
L'Hermitage		collège de la jordanne
Lieu Dit Colssy		collège de la jordanne
Lotissement Plaines Couderqueiro		Collège Jeanne de la Treilhe
Maurou		Collège Jeanne de la Treilhe
Monroucou		collège Jeanne de la treilhe
Montaillou		collège Jeanne de la treilhe
Montée de Limagne		Collège Jeanne de la Treilhe
Montée du Ventarel		Collège Jeanne de la Treilhe
Nationale 122		collège de la Jordanne

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics** **Commune d'Aurillac**

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Noalhac		collège Jeanne de la Treilhe
Passage de la Barbantelle		Collège Jeanne de la Treilhe
Passage Marinie		Collège Jeanne de la Treilhe
Passage Robert de la Vaissière		Collège Jeanne de la Treilhe
Passage Robert Garric		collège Jules Ferry
Place Claude Erignac		Collège Jeanne de la Treilhe
Place Coffinhal		Collège Jeanne de la Treilhe
Place d'Aurinques		Collège Jeanne de la Treilhe
Place de Belbex		collège de la Jordanne
Place de la Bienfaisance		Collège Jeanne de la Treilhe
Place de la Paix		collège Jules Ferry
Place de la Préfecture		Collège Jeanne de la Treilhe
Place de l'Hôtel de Ville		Collège Jeanne de la Treilhe
Place des Carmes		collège Jules Ferry
Place Droits de l'Homme R Cassin		collège Jules Ferry
Place du 8 Mai		collège Jules Ferry
Place du Buis		Collège Jeanne de la Treilhe
Place du Cap Blanc		Collège Jeanne de la Treilhe
Place du Champ de Foire		Collège Jeanne de la Treilhe
Place du Souvenir Français		Collège Jeanne de la Treilhe
Place du Square	1,2,3,4,5,6,7,23,25	Collège Jeanne de la Treilhe
Place du Square		collège Jules Ferry
Place Gerbert		Collège Jeanne de la Treilhe
Place Pierre Semard		collège Jules Ferry
Place Saint Etienne		Collège Jeanne de la Treilhe
Place Saint Geraud		Collège Jeanne de la Treilhe
Pont de Julien		collège de la Jordanne
Promenade de Bochoille		collège de la Jordanne
résidence des Bars		collège Jules Ferry

CS

Annexe 2

	Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
	Résidence du Puy Courry		collège de la Jordanne
	Résidence Maurice Paraf		collège de la Jordanne
	Résidence Paul Delpeuch		Collège Jeanne de la Treille
	Résidence Villa d'Aron		collège de la Jordanne
	Roussy		collège Jeanne de la Treille
	Route de Belbex		collège de la Jordanne
	Route de Toulouse		collège de la Jordanne
	Route des Cretes		Collège Jeanne de la Treille
	Route du Collet		collège de la Jordanne
	Rue Albert Roussel		collège de la Jordanne
	Rue Alexandre Pinard		collège Jules Ferry
	Rue Alphonse Vinatie		Collège Jeanne de la Treille
	Rue Ampère		collège de la Jordanne
	Rue Arcis sur Aube		Collège Jeanne de la Treille
	Rue Arietty		collège de la Jordanne
	Rue Arsene Vermenouze		Collège Jeanne de la Treille
	Rue Arthur Rimbaud		collège de la Jordanne
	Rue Auguste Bancharel	autres numéros	collège de la Jordanne
	Rue Auguste Bancharel	numéros 1 à 14, 16, 18	collège la Ponétie
	Rue Baldeyrou		collège Jules Ferry
	Rue Bataillouze		collège Jules Ferry
	Rue Beauclair		collège Jules Ferry
	Rue Benjamin Franklin		collège de la Jordanne
	Rue Bernard Palissy		collège de la Jordanne
	Rue Blaise Cendrars		collège de la Jordanne
	Rue Blaise Pascal		collège de la Jordanne
	Rue Boris Vian		collège de la Jordanne
	Rue Camille Flammarion		collège de la Jordanne
	Rue Carnot		collège de la Jordanne

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics** **Commune d'Aurillac**

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Rue Caylus		collège Jules Ferry
Rue Cazaud		collège Jules Ferry
Rue Charles Baudelaire		collège de la Jordanne
Rue Charles Darwin		collège de la Jordanne
Rue Charles Dullin		collège de la Jordanne
Rue Charles Gide		collège Jules Ferry
Rue Charles Gide Prolongée		collège Jules Ferry
Rue Charles Trenet		collège de la Jordanne
Rue Chazerat		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Claude Debussy		collège de la Jordanne
Rue Clément Marot		collège de la Jordanne
Rue Combattants Moins de 20 Ans		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Condorcet		collège de la Jordanne
Rue Cugnot		collège de la Jordanne
Rue d'Anjony		collège de la Jordanne
Rue de Baradel		collège de la Jordanne
Rue de Boudieu		collège de la Jordanne
Rue de Comblat		collège de la Jordanne
Rue de Conros		collège de la Jordanne
Rue de Cropières		collège de la Jordanne
Rue de Firminy		collège de la Jordanne
Rue de Fraissy	autres numéros	collège Jules Ferry
Rue de Fraissy	numéros pairs de 6 à 28	collège de la Jordanne
Rue de Fraissy	numéros impairs de 9 à 25	collège la Ponétie
Rue de la Bertrande		collège de la Jordanne
Rue de la Briede		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de la Cere	autres numéros	collège de la Jordanne
Rue de la Cere	1 au 20	collège Jules Ferry
Rue de la Châtaigneraie		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de la Coste		Collège Jeanne de la Treilhe

CS

Annexe 2

	Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
	Rue de la Cote Blanche		Collège Jeanne de la Treille
	Rue de la Croix du Valenc		Collège Jeanne de la Treille
	Rue de la Doire		collège de la Jordanne
	Rue de la Ferraudie		collège Jules Ferry
	Rue de la Fontaine de l'Aumone		Collège Jeanne de la Treille
	Rue de la Fromental		collège de la Jordanne
	Rue de la Gare		collège Jules Ferry
	Rue de la Jordanne		collège de la Jordanne
	Rue de la Libération		Collège Jeanne de la Treille
	Rue de la Margeride		Collège Jeanne de la Treille
	Rue de la Maronne		collège de la Jordanne
	Rue de la Moissette		Collège Jeanne de la Treille
	Rue de la Montade		collège de la Jordanne
	Rue de la Planèze		Collège Jeanne de la Treille
	Rue de la Ponette	autres numéros	collège de la Jordanne
	Rue de la Ponette	numéro 0	collège la Ponétie
	Rue de la Ponette	numéros impairs de 7 à 15	Collège Jeanne de la Treille
	Rue de la porte du Buis		collège Jules Ferry
	Rue de la Santoire	autres numéros	collège de la Jordanne
	Rue de la Somme	numéros 2, 3, 4, 10	collège la Ponétie
	Rue de la Somme		collège de la Jordanne
	Rue de la Sumeue		collège de la Jordanne
	Rue de la Tuyere		collège de la Jordanne
	Rue de l'Abbe de Pradt	autres numéros	collège de la Jordanne
	Rue de l'Abbe de Pradt	0 à 20 pairs	collège Jules Ferry
	Rue de l'Abbe Gregoire		collège de la Jordanne
	Rue de l'Alagnon		collège de la Jordanne
	Rue de Lalue	autres numéros	collège de la Jordanne
	Rue de Lalue	numéros de 0 à 5, 8	collège la Ponétie
	Rue de l'Arbre Croumaly		Collège Jeanne de la Treille

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics**
Commune d'Aurillac

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Rue de l'Artense		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de Lascanaux		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de l'Auze		collège de la Jordanne
Rue de l'École Normale		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de l'Égalité		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de l'Eclanche		collège Jules Ferry
Rue de l'Hôtel de Ville		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de Limagne		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de l'Impradine		collège Jules Ferry
Rue de l'Oimet		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de l'Usclade		collège Jules Ferry
Rue de l'Yser	autres numéros	collège de la Jordanne
Rue de l'Yser	numéros de 4, 6	collège la Ponétie
Rue de Marmiesse	20 à 75	collège de la Jordanne
Rue de Marmiesse	2 à 19	collège Jules Ferry
Rue de Noailles		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de Parieu		collège Jules Ferry
Rue de Pestell		collège de la Jordanne
Rue de Salers		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de Sistrières	autres numéros	collège de la Jordanne
Rue de Sistrières	numéros 8 à 14, 22 à 32, 36	collège la Ponétie
Rue de Sistrières	numéros impairs de 3 à 21, 25 à 41	collège de la Jordanne
Rue de Val		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue de Versailles		collège Jules Ferry
Rue Deloim de Lalaubie		collège de la Jordanne
Rue Denis Papin		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue des Alpuettes		collège de la Jordanne
Rue des Camisieres		collège Jules Ferry
Rue des Carnes		collège Jules Ferry
Rue des Chênes		collège Jules Ferry

CS

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Rue des Combattants Volontaires Du 17/2		collège de la Jordanne
Rue des Dames		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue des Fargues		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue des Forgerons		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue des Frères		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue des Frères Charmes		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue des Frères Delmas		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue des Frères Geraud		collège de la Jordanne
Rue des Frères Lumière		collège Jules Ferry
Rue des Hêtres		collège Jules Ferry
Rue des Iris		collège Jules Ferry
Rue des Lys		collège de la Jordanne
Rue des Malaudes		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue des Orfévres		collège de la Jordanne
Rue des Remparts		collège Jules Ferry
Rue des Roses		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue des Visitandines		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue d'Illzach		collège de la Jordanne
Rue Django Reinhardt		collège de la Jordanne
Rue du 11 Novembre	autres numéros	
Rue du 11 Novembre	numéros 0, 4, 6, 10, 14, 18, 20, 36, 38, 42, 44 numéros impairs de 1 à 7	collège la Ponétie
Rue du 139e Rgt d'infanterie		collège Jules Ferry
Rue du 14 Juillet		collège Jules Ferry
Rue du Bar		collège Jules Ferry
Rue du Baron Perret		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Bel Air		collège Jules Ferry
Rue du Bois de la Fage		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Buis		Collège Jeanne de la Treilhe

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics** **Commune d'Aurillac**

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Rue du Capitaine Manhes		collège Jules Ferry
Rue du Carliades		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Carmel		collège Jules Ferry
Rue du Cayla		collège de la Jordanne
Rue du Cezallier		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Château Saint Etienne		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Chavaroché		collège Jules Ferry
Rue du Collège		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Consulat		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Coq Vert		collège Jules Ferry
Rue du Couchant		collège Jules Ferry
Rue du Crucifix		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Danemark		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Docteur Chibret		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Docteur Civiale		collège Jules Ferry
Rue du Docteur Émile Roux		collège Jules Ferry
Rue du Docteur Eugene Puech	autres numéros	collège de la Jordanne
Rue du Docteur Eugene Puech	numéros pairs de 2 à 22	collège la Ponétie
Rue du Docteur Eugene Puech	numéros impairs 5 à 11	collège Jules Ferry
Rue du Docteur Louis Mallet		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Docteur Michel		collège de la Jordanne
Rue du Docteur Patrick Beraud	autres numéros	collège la Ponétie
Rue du Docteur Patrick Beraud	numéros 1, 2	collège de la Jordanne
Rue du Donjon		collège Jules Ferry
Rue du Frere Amance		collège Jules Ferry
Rue du Général d'Estaing		collège de la Jordanne
Rue du Goul	4/6/8 et du 7 au 11	collège Jules Ferry
Rue du Goul	1 au 5	Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Gue Bouliaga		collège Jules Ferry
Rue du Languedoc		collège Jules Ferry

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics**
Commune d'Aurillac

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Rue du Lioran		collège Jules Ferry
Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Maréchal Ney		collège Jules Ferry
Rue du Mars		collège Jules Ferry
Rue du Midi		collège Jules Ferry
Rue du Monastere		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Mont Mouchet		collège Jules Ferry
Rue du Patural		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Peigord		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Pont d'Alles		collège Jules Ferry
Rue du Pre Mongeal		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du President Delzons		collège Jules Ferry
Rue du Prince		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Puy Courmy		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Puy Griou		collège Jules Ferry
Rue du Puy Mary		collège Jules Ferry
Rue du Puy Violent		collège Jules Ferry
Rue du Queroy		collège Jules Ferry
Rue du Rieu		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Roc des Ombres		collège Jules Ferry
Rue du Rocher		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Rouergue		collège Jules Ferry
Rue du Roussillon		collège Jules Ferry
Rue du Salut		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Veinazes		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue du Viaduc		collège Jules Ferry
Rue du Village des Haras		collège de la Jordanne
Rue Edmond Michelet		collège Jules Ferry
Rue Édouard Herriot		collège Jules Ferry

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics**
Commune d'Aurillac

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Rue Édouard Marty		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Eloy Chapsal		collège Jules Ferry
Rue Elsa Triolet		collège de la Jordanne
Rue Émile Duciaux		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Émile Zola		collège Jules Ferry
Rue Emmanuel Chabrier		collège de la Jordanne
Rue Etienne Marcenac		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Federico Garcia Lorca		collège de la Jordanne
Rue Felix Daguerre		collège de la Jordanne
Rue Ferdinand Buisson		collège Jules Ferry
Rue Fernand Leger		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Francis Fesq (du docteur)		collège Jules Ferry
Rue Francis Poullenc		collège de la Jordanne
Rue François Maynard		collège Jules Ferry
Rue François Villon		collège de la Jordanne
Rue Frédéric Mistral		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Furcy Gronier		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Gabriel Desprat	autres numéros	collège de la Jordanne
Rue Gabriel Desprat	numéros 1 à 17, 19 à 24, 26	collège la Ponétie
Rue Gabriel Faure		collège de la Jordanne
Rue Gabriel Lacoste		collège de la Jordanne
Rue Gandillon Gens d'Armes		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Gaston Maumy		collège de la Jordanne
Rue Georges Bizet		collège de la Jordanne
Rue Georges Braque		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Georges Brassens		collège de la Jordanne
Rue Georges Clemenceau	10 au 64	collège de la Jordanne
Rue Georges Clemenceau	1 au 9	collège Jules Ferry
Rue Gérard de Nerval		collège de la Jordanne

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics** **Commune d'Aurillac**

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Rue Guillaume Apollinaire		collège de la Jordanne
Rue Gustave Eiffel	autres numéros	collège de la Jordanne
Rue Gustave Eiffel	numéros 1 à 5	collège la Ponétie
Rue Gutenberg		collège de la Jordanne
Rue Guy de Veyre		collège Jules Ferry
Rue Hector Berlioz		collège de la Jordanne
Rue Henri Delmont		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Henri Dunant		collège de la Jordanne
Rue Henri Matisse		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Jacquard		collège de la Jordanne
Rue Jacques Duclaux		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Jacques Prévert		collège de la Jordanne
Rue Jean Abadie		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Jean Alphand		collège de la Jordanne
Rue Jean Baptiste Champell		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Jean Baptiste Coffinhal		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Jean Baptiste Rames		collège Jules Ferry
Rue Jean Bouin		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Jean Cinq Arbres		collège de la Jordanne
Rue Jean de Bonnefon		collège de la Jordanne
Rue Jean Gabin		collège de la Jordanne
Rue Jean Herault		collège Jules Ferry
Rue Jean Mermoz		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Jean Moulin		collège de la Jordanne
Rue Jean Paul Sartre		collège de la Jordanne
Rue Jean Philippe Rameau		collège de la Jordanne
Rue Jean Rostand		collège de la Jordanne
Rue Jean Sebastian Bach		collège de la Jordanne
Rue Jean Vilard		collège de la Jordanne

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics** **Commune d'Aurillac**

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Rue Jeanne de la Treille		collège Jules Ferry
Rue Joachim du Bellay		collège de la Jordanne
Rue Joan Miro		Collège Jeanne de la Treille
Rue Joseph Cabanes		collège Jules Ferry
Rue Jules Ferry		collège Jules Ferry
Rue Jules Supervielle		collège de la Jordanne
Rue Laparra de Fleux		collège Jules Ferry
Rue Lavoisier		collège de la Jordanne
Rue Léon Blum		collège Jules Ferry
Rue Lescure		collège Jules Ferry
Rue Lionel Terray		Collège Jeanne de la Treille
Rue Louis Aragon		collège de la Jordanne
Rue Louis Debrons		Collège Jeanne de la Treille
Rue Louis Delhostal		Collège Jeanne de la Treille
Rue Louis Farges		Collège Jeanne de la Treille
Rue Louis Jouvet		collège de la Jordanne
Rue Louis Loucheur		Collège Jeanne de la Treille
Rue Louise Michel		collège de la Jordanne
Rue Marcellin Boule		Collège Jeanne de la Treille
Rue Marcenague		Collège Jeanne de la Treille
Rue Marchande		Collège Jeanne de la Treille
Rue Marie Landes		Collège Jeanne de la Treille
Rue Marie Marvingt	autres numéros	collège de la Jordanne
Rue Marie Marvingt	numéros 0 à 10	collège la Ponétie
Rue Marie Maurel		collège Jules Ferry
Rue Maurice Ravel		collège de la Jordanne
Rue Max Jacob		collège de la Jordanne
Rue Meallet de Cours		collège de la Jordanne
Rue Monge		collège de la Jordanne

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics** **Commune d'Aurillac**

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Rue Nicephore Niepce		collège de la Jordanne
Rue Olivier de Serres		collège de la Jordanne
Rue Pablo Neruda		collège de la Jordanne
Rue Pablo Picasso		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Pasteur		collège Jules Ferry
Rue Paul Doumer		collège Jules Ferry
Rue Paul Eluard		collège de la Jordanne
Rue Paul Fort		collège de la Jordanne
Rue Paul Valéry		collège de la Jordanne
Rue Paul Verlaine		collège de la Jordanne
Rue Perdiguer		collège de la Jordanne
Rue Pierre Cremonet		collège de la Jordanne
Rue Pierre de Coubertin		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Pierre de Ronsard		collège de la Jordanne
Rue Pierre Degeyter		collège Jules Ferry
Rue Pierre Fortet		collège Jules Ferry
Rue Pierre Jacoby		collège de la Jordanne
Rue Pierre Louvagnez		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Pierre Marty		collège de la Jordanne
Rue Pierre Moussarie		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Pierre Rigal		collège Jules Ferry
Rue Piganiol de la Force		collège Jules Ferry
Rue Raymond Bastid		collège Jules Ferry
Rue Raymond Cortat		collège Jules Ferry
Rue Raymond Queneau		collège de la Jordanne
Rue Ribot		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Robert de la Valsière		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Robert Desnos		collège de la Jordanne
Rue Robert d'Humieres		collège Jules Ferry

Département du Cantal **Sectorisation des collèges publics** **Commune d'Aurillac**

Annexe 2

Domiciliation	Numéros	Collège de rattachement
Rue Robert Garric		collège Jules Ferry
Rue Roche Taillade		collège Jules Ferry
Rue Sabatière		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Saint Jacques		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Sainte Anne		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Salvador Allende		collège de la Jordanne
Rue Simone de Beauvoir		collège de la Jordanne
Rue Sophie Germain		collège de la Jordanne
Rue Théodore Monod		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Transparots		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Victor Hugo		collège Jules Ferry
Rue Victor Jara		collège de la Jordanne
Rue Voltaire		collège de la Jordanne
Rue Wolfgang Amadeus Mozart		collège de la Jordanne
Rue Yves du Manoir		Collège Jeanne de la Treilhe
Rue Yves Montand		collège de la Jordanne
Square de Vic		Collège Jeanne de la Treilhe
Toulouseite		Collège Jeanne de la Treilhe
Tronquières		collège de la Jordanne
Vernols		Collège Jeanne de la Treilhe
Veyrac		collège de la jordanne
Veyraquet		collège de la Jordanne

domiciliation	numéros	Collège de rattachement
ALL ANTOINE LAUBY		Blaise PASCAL
ALL DU PLOMB DU CANTAL		Blaise PASCAL
AV CHARLES DE GAULLE		La Vigière
AV DE BESSERETTE		Blaise PASCAL
AV DE CLERMONT FERRAND		La Vigière
AV DE LA FONTLONG		Blaise PASCAL
AV DE LA REPUBLIQUE		La Vigière
AV DE LA TRUYERE		Blaise PASCAL
AV DE VERDUN	numéros 34, 36	La Vigière
AV DE VERDUN	numéros pairs 2 à 32, numéros impairs	Blaise PASCAL
AV DES MARTYRS		La Vigière
AV DES ORGUES		Blaise PASCAL
AV DU 11 NOVEMBRE		La Vigière
AV DU CARDINAL SALIEGE		Blaise PASCAL
AV DU COMMANDANT DELORME		La Vigière
AV DU DOCTEUR MALLET		Blaise PASCAL
AV DU LIORAN		Blaise PASCAL
AV DU SAILHANT		Blaise PASCAL
AV LEON BELARD		Blaise PASCAL
BEL AIR		La Vigière
BEL AIR BAS		La Vigière
BESSERETTE		Blaise PASCAL
BOUZENGAC		La Vigière
CHAGOUZE		La Vigière
CHAMP DE LAFONT		Blaise PASCAL
CHAVREROCHE		Blaise PASCAL
CHE DE FRIDIERES	-	La Vigière
CHE DE L'HOPITAL VIEUX		Blaise PASCAL
CHE DES CHEVRES		Blaise PASCAL
CHE DES JARDINS		Blaise PASCAL
CHE DU BON AIR		Blaise PASCAL
CHE DU CALVAIRE		Blaise PASCAL
CITE JEAN MOULIN		Blaise PASCAL
CITE MONTPLAIN		Blaise PASCAL
COSTE CHAUDE		Blaise PASCAL
COURTILLES		La Vigière
CRS CHAZERAT		Blaise PASCAL
CRS SPY DES TERNES		Blaise PASCAL
FIGUIERE		La Vigière
FRAISSINET		Blaise PASCAL
GRAND MERIGNAC		La Vigière
HAM DE CAMIOLS		La Vigière
IMP DE LA CHAUX		La Vigière
IMP DE LA CROIX		Blaise PASCAL
IMP DE LA MOURENNE		La Vigière
IMP DE LA PIERRE BLANCHE		Blaise PASCAL
IMP DE LA SAGNOLLE		La Vigière
IMP DES ECUREUILS		Blaise PASCAL
IMP DES GRAMINEES		Blaise PASCAL
IMP DES JARDINS		Blaise PASCAL

domiciliation	numéros	Collège de rattachement
IMP DU MOULIN		Blaise PASCAL
IMP JEAN MARIE BOYER		Blaise PASCAL
IMP JULES VEDRINES		Blaise PASCAL
IMP LAGRAS		Blaise PASCAL
IMP MEYREVELLE		Blaise PASCAL
IMP PIERRE DESSAURET		Blaise PASCAL
IMP SAINT-VINCENT DE PAUL		Blaise PASCAL
LA CHAUMETTE		La Vigière
LA COMBE		Blaise PASCAL
LA COMBE DE VOLZAC		Blaise PASCAL
LA COSTE OUEST		Blaise PASCAL
LA CROIX DE MONTPLAIN		Blaise PASCAL
LA FONTLONG		Blaise PASCAL
LE CHASSANG		Blaise PASCAL
LE COLOMBIER		Blaise PASCAL
LE FAYET		La Vigière
LE MOULINO		La Vigière
LE PONT DE L'ESCUR		Blaise PASCAL
LE PUECH		Blaise PASCAL
LE ROZIER		La Vigière
LE TRAVERS		Blaise PASCAL
LES RIAGOUS		Blaise PASCAL
LESCURE		Blaise PASCAL
LOT DE FRAISSINET MOURELLE		Blaise PASCAL
LOT DE TREMEIRE		Blaise PASCAL
LOT DU PRE CHAREIRE		Blaise PASCAL
LOT LA CROIX DE FER		La Vigière
LOT LES CEDRES BLEUS		Blaise PASCAL
MASSALES BAS		Blaise PASCAL
MOURELLE		Blaise PASCAL
MTE DE NOTRE-DAME TROUEE		Blaise PASCAL
MTE DE SAINT-ROCH		Blaise PASCAL
MTE DES ROCHES		Blaise PASCAL
PAS DE LA MAIN DE SAINT-FOUR		Blaise PASCAL
PAS DU BIEF		La Vigière
PL D'ARMES		Blaise PASCAL
PL DE LA FONTAINE		Blaise PASCAL
PL DE LA HALLE AUX BLEDS		Blaise PASCAL
PL DE LA LIBERTE		La Vigière
PL DE L'ANDER		La Vigière
PL DES FILS DU DOCTEUR MALLET		Blaise PASCAL
PL DES METS		Blaise PASCAL
PL DU PALAIS DE JUSTICE		Blaise PASCAL
PL JEAN DE BRISSON		Blaise PASCAL
PL ODILON DE MERCOEUR		La Vigière
PONT DE FRAISSINET		Blaise PASCAL
QUA DE FRIDIERES		La Vigière
R ANATOLE FEUILLET		Blaise PASCAL
R ANDRE BERTUIT		La Vigière
R BAPTISTE ROZIERES		Blaise PASCAL
R BLAISE PASCAL		Blaise PASCAL
R DE BELLOY		Blaise PASCAL
R DE CAMIOLS		La Vigière

domiciliation	numéros	Collège de rattachement
R DE FRIDOU		La Vigière
R DE LA CHAUMETTE		La Vigière
R DE LA COLLEGALE		Blaise PASCAL
R DE LA CROIX MONTPLAIN		Blaise PASCAL
R DE LA FORGE		Blaise PASCAL
R DE LA FRAUZE		Blaise PASCAL
R DE LA MARGERIDE		Blaise PASCAL
R DE LA PIERRE BLANCHE		Blaise PASCAL
R DE LA PLANEZE		Blaise PASCAL
R DE LA RESISTANCE		La Vigière
R DE LA ROLLANDIE		Blaise PASCAL
R DE LA SOURCE		Blaise PASCAL
R DE LA VIGIERE		La Vigière
R DE L'AUBRAC		Blaise PASCAL
R DE L'ECIR		Blaise PASCAL
R DE L'EGALITE		La Vigière
R DE MONTAIGUT		Blaise PASCAL
R DE VENDEZE		La Vigière
R DE VILLENEUVE		La Vigière
R DES AGIALS		Blaise PASCAL
R DES CORDELIERS		La Vigière
R DES ECOLES		Blaise PASCAL
R DES GRAMINEES		Blaise PASCAL
R DES JACOBINS		Blaise PASCAL
R DES LACS		Blaise PASCAL
R DES LYS		Blaise PASCAL
R DES PLANCHETTES		Blaise PASCAL
R DES REMPARTS		Blaise PASCAL
R DES ROSIERS		Blaise PASCAL
R DES SOUS BOIS		Blaise PASCAL
R DES TANNERIES		La Vigière
R DES VERDURES	Bas de la rue : numéros impairs 1 à 19	La Vigière
R DES VERDURES	haut de la rue : n° 21	Blaise PASCAL
R DU 14 JUILLET		Blaise PASCAL
R DU 19 MARS 1962		Blaise PASCAL
R DU 4 SEPTEMBRE 1870		Blaise PASCAL
R DU 8 MAI 1945		La Vigière
R DU BEL-AIR		Blaise PASCAL
R DU BREUIL		Blaise PASCAL
R DU CARDINAL BERNET		Blaise PASCAL
R DU CEZALLIER		Blaise PASCAL
R DU CHAMP DE BARAL		Blaise PASCAL
R DU CHANCELIER DUPRAT		Blaise PASCAL
R DU CHAPELOU		Blaise PASCAL
R DU CHATEAU D'ALLEUZE		La Vigière
R DU COLLEGE		Blaise PASCAL
R DU COUDERC		Blaise PASCAL
R DU DOCTEUR LIONNET		Blaise PASCAL
R DU DOCTEUR PIERRE HUGON		Blaise PASCAL
R DU DOLMEN		La Vigière
R DU GEVAUDAN		Blaise PASCAL
R DU LAVOIR		Blaise PASCAL

domiciliation	numéros	Collège de rattachement
R DU MAZEL		Blaise PASCAL
R DU MAZUT		La Vigière
R DU MERIGNAC		La Vigière
R DU MONT MOUCHET		La Vigière
R DU MURET		Blaise PASCAL
R DU PONT VIEUX		La Vigière
R DU PRE DE PAQUES		La Vigière
R DU RESONNET		La Vigière
R DU THEATRE		Blaise PASCAL
R DU THUILE BAS	-	La Vigière
R DU THUILE HAUT	-	Blaise PASCAL
R DUGUESCLIN		La Vigière
R ELIE RAYNAL		Blaise PASCAL
R ETIENNE MALLET		Blaise PASCAL
R FERNAND VERT		Blaise PASCAL
R GEORGES CLEMENCEAU		La Vigière
R GUILLAUME BONY		Blaise PASCAL
R HENRI FRESSANGE		Blaise PASCAL
R HENRI RASSEMUSSE		Blaise PASCAL
R JACQUES PAUL MIGNE	-	Blaise PASCAL
R JEAN BAUDART		Blaise PASCAL
R JEAN CLAVEL		Blaise PASCAL
R JEAN JAURES		La Vigière
R JEAN ROUX		Blaise PASCAL
R JEAN-MARIE ANDRIEUX		Blaise PASCAL
R JOSEPH PASCAL		Blaise PASCAL
R JULES VEDRINES		Blaise PASCAL
R LEOPOLD CHASTANG		Blaise PASCAL
R LOUIS PONS		Blaise PASCAL
R MARCEL RAPARIE		Blaise PASCAL
R MARCELLIN BOUDET		Blaise PASCAL
R MARCHANDE		Blaise PASCAL
R MARIE ANTOINETTE PAGES		Blaise PASCAL
R MARIE-AIMEE MERAVILLE		La Vigière
R MEYREVILLE		Blaise PASCAL
R MICHEL BUCHE		Blaise PASCAL
R RENE CASSIN		Blaise PASCAL
R SAINT-JACQUES		Blaise PASCAL
R SENATEUR ALBERT BADUEL		Blaise PASCAL
R SOREL		Blaise PASCAL
R TRAVERSIERE		Blaise PASCAL
R VERCINGETORIX		La Vigière
RES BEAUSEJOUR		La Vigière
RES CATELINA		Blaise PASCAL
RES CHAMBORD		Blaise PASCAL
RES LES GENETS		La Vigière
ROUEYRE		Blaise PASCAL
ROZIER FROMENTAL		La Vigière
RTE DE MASSALES		La Vigière
RTE DE NEUSSARGUES		Blaise PASCAL
RTE DE VILLEDIEU		Blaise PASCAL
TERNEPESSADE		Blaise PASCAL
VENDEZE		La Vigière

domiciliation	numéros	Collège de rattachement
VOLZAC		Blaise PASCAL
ZI LA FLORIZANE		La Vigière
ZONE D'ACTIVITES DU ROZIER COREN		La Vigière

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-3

Convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2025-2026-2027 - Association ECLAT, Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOL

Rapporteur : Valérie CABECAS

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Pierre MATHONIER se retire et ne participe pas au vote.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le Schéma départemental d'action culturelle (SDAC) 2022-2027, adopté par délibération n° 21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;

Vu le Schéma départemental de développement des enseignements artistiques et des pratiques en amateurs (SDDEAPA) 2022-2027 adopté par délibération n° 21CD06-33 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;

Vu la délibération n°23CD05-26 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la culture pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

Vu la délibération n°24CP06-13 de la Commission Permanente approuvant la convention pour l'attribution d'une subvention à l'association Eclat au titre de l'année 2024 dans le cadre de la 37^{ème} édition du Festival international de Théâtre de rue ;

- **PREND ACTE** du versement de la subvention d'un montant de 90 000 euros conformément aux dispositions de la convention signé en juillet 2024 portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Eclat au titre de l'année 2024 dans le cadre de la 37^{ème} édition du Festival international de Théâtre de rue, jointe en annexe de la présente délibération.

- **APPROUVE** la convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2025-2026-2027 liant l'Association Eclat, Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public, l'Etat, la Région, la CABA, la Ville d'Aurillac et le Département du Cantal dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

				
X				

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION ÉCLAT AU TITRE DE L'ANNEE 2024

Entre :

Le **Conseil départemental du Cantal**, sis 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n°24CP06-xx de la Commission Permanente en date du 5 juillet 2024,

Désigné sous le terme « Le Département » ;

D'une part,

Et

L'**Association ÉCLAT**, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Françoise NYSSSEN,

Dont le siège social est situé au 20 rue de la Coste - 15000 Aurillac

Siret : 345 094 494 00050

N° licence entrepreneur de spectacle : 1-2024-000906 et 1-2024-000907 / 2-2024-000908 / 3-2024-000909

Désignée sous le terme « l'Association » ;

D'autre part,

Préambule :

Vu la charte des missions de service public pour le spectacle vivant d'octobre 1998 ;

Vu les statuts de l'Association Eclat adoptés le 4 décembre 2009 ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10 ;

Vu la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif et notamment son article 20 ;

Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n°2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;

Vu le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Considérant la place et le rayonnement acquis au plan international, national, régional et local par l'Association ÉCLAT, Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public (CNAREP), avec d'une part, le Festival international de théâtre de rue d'Aurillac et « Champ libre ! », d'autre part, le-lieu de fabrique artistique « *Le Parapluie* » et son programme de résidence annuel.

Considérant que le Département affirme sa volonté de poursuivre les actions engagées en faveur aussi bien du rayonnement international et national que de l'insertion régionale et locale de l'association Éclat, Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public.

La présente convention précise, compte tenu des objectifs du Département, et au vu du projet artistique de l'Association ÉCLAT, productrice du festival international de théâtre de rue d'Aurillac et de l'évènement « **Champ libre !** » et gestionnaire du « Parapluie », les engagements de chacun durant l'année 2024.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} - Objet

Par la présente convention, l'Association s'engage à rechercher la réalisation des objectifs complémentaires suivants, conformes à son objet social et à mettre en œuvre, à cette fin – sous réserve des engagements prévus à l'article 5, tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ses missions :

1.1. Organiser durant l'été 2024, la 37^{ème} édition du festival, du 14 au 17 août 2024.

La programmation officielle du festival comptera 18 compagnies déployées sur le centre-ville. Elle est consacrée à la création actuelle des arts de la rue. Elle valorise la pluralité des récits et des formes, témoigne des préoccupations et mutations contemporaines et s'attache à explorer la multiplicité des espaces.

Cette année, une collaboration avec KOFICE, la Korean Foundation for International Cultural Exchange, donne lieu à un focus sur la création en espace public coréenne. Six compagnies sont programmées durant le festival. Ce panorama exceptionnel donnera une couleur singulière à cette édition 2024.

En parallèle, **le Rendez-vous des compagnies de passage** accueillera environ 700 compagnies, dont 250 compagnies sont regroupées en 22 collectifs. Le Festival est aussi le rendez-vous des programmeurs et des accompagnateurs, des observateurs et des critiques, des amateurs de l'art en espace public, qui se retrouvent au sein des espaces aménagés pour l'occasion au collège Jules Ferry pour des échanges féconds, des rencontres, des débats et tables rondes.

Du 20 juillet au 4 août 2024, six compagnies composent le programme de **Champ libre** ! qui se déroulera en itinérance sur le territoire, en collaboration avec 25 Communes.

1.2. Accompagner les projets artistiques et culturels prenant en compte l'espace public, ainsi que les parcours des artistes du spectacle vivant et en particulier du secteur des arts de la rue.

A ce titre, l'Association développe un programme de soutien à la création, à la recherche et à l'expérimentation, tant au plan international et national que régional et local. Il sera notamment constitué d'un programme d'accueils en résidence au Parapluie, lieu de fabrique artistique, et en itinérance sur le territoire, avec l'appoint du lieu d'hébergement de Tronquières également dédié aux résidences d'écriture.

En 2024,

- le soutien à la création (politique de coproductions, possibilité d'artiste associé ou de résidence-association),
- la rencontre entre démarches artistiques, populations et territoires. L'Association s'attachera à mettre en œuvre le cahier des charges des CNAREP (centres nationaux des arts de la rue et de l'espace public).

1.3. Développer des formes de médiation, attentives aux spécificités territoriales ainsi qu'aux publics spécifiques et au milieu scolaire.

1.4. Porter un rôle de pôle référent et moteur pour les arts de la rue au niveau régional, national et international. Au plan régional, ce rôle s'exercera notamment :

- par l'apport de conseil et d'expertise auprès des autres opérateurs et des entités publiques,
- par le repérage et l'accompagnement des jeunes équipes,
- l'établissement de partenariats avec les autres établissements culturels.

1.5. Pour sa part, le Département s'engage, sous réserve du vote de son budget, à soutenir financièrement, dans le respect des règles de la comptabilité publique, la réalisation de ces objectifs, y compris par l'attribution progressive des moyens de fonctionnement et d'investissement nécessaires, et, le cas échéant par la mise à disposition de personnels, de locaux et de matériels régis par voie de convention

ARTICLE 2 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à sa date de signature par les parties. Elle prend fin au 31 décembre 2024.

ARTICLE 3 - Montant des subventions et conditions de paiement

Le Département du Cantal s'engage à subventionner l'Association pendant la durée de la convention, pour les activités mentionnées à l'article 1^{er}.

Pour 2024, le montant de la subvention s'établit à 90 000 € répartis comme suit : 10 000 € pour soutenir les missions d'accompagnement de la création et 80 000 € pour l'organisation de la 37^{ème} édition du Festival International de Théâtre de Rue Aurillac 2024, du 14 au 17 août 2024, et en parallèle la tournée cantalienne « Champ libre ! » qui a lieu du 20 juillet au 4 août 2024 dans plusieurs communes du département, ceci compte tenu de l'adoption des budgets du Conseil Départemental pour l'année 2024.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'Association des obligations prévues par la présente convention.

Le Conseil Départemental s'emploie à favoriser le développement et de toute action de développement départemental des activités de l'Association en lien avec la politique culturelle de diffusion du Département et en coordination avec les structures culturelles conventionnées, notamment territoriales.

ARTICLE 4 - Obligations comptables

L'Association s'engage :

- 4.1 à appliquer un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissements de comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à adresser aux collectivités publiques les dits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice,
- 4.2 à adresser chaque année aux collectivités publiques le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos, signé par le président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant son dépôt par les commissaires,
- 4.3 à présenter une ventilation analytique des comptes qui fasse apparaître les différents secteurs d'activité (festival, saison, centre national des arts de la rue, rencontres professionnelles),
- 4.4 à respecter les obligations nées de l'application de l'article 20 de la loi 2006-586 visée en préambule.

ARTICLE 5 - Autres engagements

- 5.1 L'Association communiquera sans délai au Département copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.
- 5.2 L'Association s'engage à transmettre au Département un rapport d'activité de l'année 2023 (festival, action de production, coûts des services communs, coûts artistiques, évolution des rémunérations, billetterie) dès validation de ce rapport par son assemblée générale.
- 5.3 En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'Association en informe également le Département.

ARTICLE 6 - Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par l'Association et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 11, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 - Contrôle de l'administration

- 7.1 L'Association s'engage à faciliter à tout moment, le contrôle par le Département du Cantal de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et de recettes et tout autre document dont la production serait jugée utile.

- 7.2 Au terme de la convention, l'Association remet dans un délai de six mois, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place, peut être réalisé par le Département, en vue d'en vérifier l'exactitude.
- 7.3 L'Association reconnaît avoir parfaite connaissance des conséquences qu'emporte pour elle le bénéfice des aides publiques consenties par le Département notamment en matière de contrôle juridictionnel par la Chambre Régionale des Comptes, de communicabilité à tout tiers des comptes et documents qu'elle doit aux collectivités.

ARTICLE 8 - Évaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquelles le Département a apporté son concours, est réalisée selon les critères ci-dessous permettant à la fois une analyse qualitative et quantitative :

- 8.1 Bilan de la fréquentation pour l'événement Champ libre ! et pour la 37^{ème} édition du Festival International de Théâtre de Rue d'Aurillac 2024 ;
- 8.2 Analyse financière des comptes de l'Association (analyse du bilan, évolution du fonds de roulement, ratios financiers).

ARTICLE 9 - Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7 et aux conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 - Avenant

- 10.1 Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.
- 10.2 Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 - Attribution de juridiction

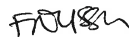
En cas de contestation et/ou de difficulté d'interprétation et/ou d'application des présentes, et à défaut d'accord amiable, les parties conviennent expressément de donner attribution aux tribunaux compétents.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le

Visa du contrôleur financier, le 10/06/2024

Pour le Conseil départemental du Cantal,
Monsieur le Président

Bruno FAURE

Pour l'Association ÉCLAT,
Madame la Présidente

Françoise NYSSSEN



Convention pluriannuelle d'objectifs

2024-2025-2026-2027

Association ÉCLAT

Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public

Entre :

L'État (Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) représenté par la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfète du Rhône, Officier de la Légion d'Honneur, Commandeur de l'Ordre national du Mérite,

Le conseil départemental du Cantal, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE,

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, représentée par son Président, Monsieur Pierre MATHONIER

La Ville d'Aurillac représentée par son Maire, Monsieur Pierre MATHONIER

ensemble ci-après dénommés « les partenaires publics »

d'une part,

et

L'association ÉCLAT, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé 20 rue de la Coste – 15000 Aurillac), représentée par sa présidente, Madame Françoise NYSSSEN Déclaration au Journal Officiel de la République Française le : 1^{er} juillet 1988

N° SIRET : 345 094 494 00050

code APE : 90.01Z

n° RNA : W151000477

n° de licence(s) entrepreneur de spectacles : 2024-000906 et 2024-000907 / 2024-000908 / 3-2024-000909

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

Page 1 sur 60

- VU** le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations notamment le chapitre III du titre Ier ;
- VU** la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;
- VU** la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;
- VU** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;
- VU** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Madame Fabienne Buccio, préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfète du Rhône ;
- VU** le décret n° 2023-1327 du 29 décembre 2023 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;
- VU** l'arrêté du 5 mai 2017 fixant le cahier des missions et des charges relatif au label « Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public » ;
- VU** la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
- VU** la circulaire du 15 janvier 2018 relative aux modalités d'application du dispositif de labellisation et au conventionnement durable dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;
- VU** la circulaire du 8 avril 2022 relative au plan de lutte contre les VHSS dans le spectacle vivant et les arts visuels ;
- VU** le Code général des Collectivités Territoriales ;

Préambule

Considérant que le bénéficiaire est titulaire du label « Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public » ;

Considérant que le projet artistique et culturel initié et conçu par son directeur, figurant en annexe I, est conforme à son objet statutaire et au cahier des missions et des charges du label « Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public » ;

Considérant la politique de l'Etat

Considérant que l'Etat décide d'accompagner financièrement un projet émanant d'une structure labellisée parce que son projet artistique et culturel répond aux critères du cahier des missions et des charges du label ;

Considérant la politique du ministère de la Culture en faveur des arts de la rue et de l'espace public ;

Considérant que le CNAREP est un établissement de référence nationale porteur d'un projet artistique et culturel d'intérêt général de création, de diffusion et de présentation aux publics d'œuvres conçues pour l'espace public ;

Considérant que les structures labellisées CNAREP accompagnent les projets artistiques et culturels pour l'espace public ainsi que les parcours des artistes en prenant appui sur leur territoire d'implantation ;

Considérant que ces structures constituent un réseau national de référence qui participe à la reconnaissance et à la qualification des arts de la rue et de l'espace public, portant dans l'exercice de leurs missions, une attention particulière à la diversité, au respect des objectifs de parité ainsi qu'à la prise en compte des droits culturels, de l'équité territoriale, pour le développement de l'accès et de la participation du plus grand nombre à la vie culturelle ;

Considérant que les CNAREP participent ainsi au dynamisme et à la structuration de la politique du ministère de la culture sur le secteur des arts de la rue et plus largement sur les expressions artistiques pensées pour l'espace public ;

Dans la mise en œuvre de l'ensemble de leurs engagements, les CNAREP portent une attention particulière à l'application effective des principes de :

- diversité au travers des œuvres produites ou présentées au public que des artistes accompagnés par la structure et des autres métiers artistiques ou techniques ;
- parité entre les femmes et les hommes tant dans l'accès aux moyens de travail, de production et à la programmation qu'aux postes à responsabilité de la structure et à l'égalité de rémunération.

Considérant la politique du Département du Cantal qui affirme sa volonté de poursuivre les actions engagées en faveur aussi bien du rayonnement international et national que de l'insertion régionale et locale du Festival International de Théâtre de Rue et du centre de création artistique « Le Parapluie », ceci dans le cadre de la compétence partagée relative à la culture conformément aux dispositions de l'article L.1111-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la politique de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac fondée sur l'accès de tous les publics aux grands équipements culturels, l'encouragement à la diversité des pratiques et des médiations culturelles ;

Considérant la traduction statutaire de cette politique culturelle, notamment au travers de la compétence optionnelle « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels d'intérêt communautaire », au titre desquels le Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public dénommé « Le parapluie » et de la reconnaissance d'intérêt communautaire « du soutien financier aux manifestations culturelles de dimension communautaire » ;

Considérant la traduction politique de cette ambition au travers du Projet de Territoire 2021-2026 porté par l'exécutif communautaire qui, au titre de son Axe 2 relatif à l'attractivité territoriale, met en exergue la composante culturelle du Bassin et priorise les manifestations de grande envergure (Festival de Théâtre de Rue, Aurillac en Scène...) et le maillage de toutes les communes autour d'événementiels liés à la musique classique et au Street Art, notamment ;

Considérant la politique de la Ville d'Aurillac, dont l'objectif est de contribuer à l'épanouissement individuel de chacun, à la qualité de vie et au vivre-ensemble au sein de la commune ;

Considérant qu'en lien avec son projet de cohésion sociale, la priorité de la Municipalité est de mettre l'accent sur la démocratisation de la culture en agissant contre les déterminismes sociaux et tous les freins d'accès, à travers une stratégie axée sur la médiation, l'aller vers, l'action hors les murs, l'éducation artistique et culturelle et la territorialisation de son action ;

Considérant que la ville porte ses efforts afin que la culture ne soit pas confisquée, mais reste un espace commun ;

Considérant l'importance pour l'attractivité et le rayonnement de la ville du festival international de théâtre de rue porté par l'association ÉCLAT ;

Considérant que le projet artistique et culturel défendu par le bénéficiaire répond aux objectifs municipaux dans le cadre de sa politique culturelle ;

Il est convenu ce qui suit :

TITRE I : DISPOSITIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES

ARTICLE 1 : Modalités de mise en œuvre du projet artistique et culturel

Le projet artistique et culturel d'ÉCLAT s'articule autour :

- du soutien à la création, incarné par une politique de coproductions complétée d'accueils en résidence au Parapluie et en itinérance sur le territoire, et d'une incitation à la création de formes originales, in-situ, transversales ou de grande ampleur. Parallèlement, l'association longue avec des équipes artistiques sera renforcée.
- de l'organisation du Festival international de théâtre de rue d'Aurillac, dont les axes majeurs sont le soutien et la promotion de la création contemporaine et internationale. Une attention particulière sera portée à l'émergence européenne, à l'expérimentation, et au lien entre les arts en espace public et les questions de société.
- de la circulation d'œuvres artistiques sur l'ensemble du territoire, par le biais d'une délocalisation des résidences, la mise en œuvre de rendez-vous préalables au festival organisés en partenariat avec des communes partenaires et des acteurs locaux, et enfin des partenariats avec les structures culturelles régionales.
- du développement de nouvelles formes de médiation, avec une attention particulière portée aux réalités territoriales et aux populations, à l'ouverture intergénérationnelle, ainsi qu'aux publics spécifiques et au milieu scolaire.
- de la consolidation du pôle de référence que représente l'association ÉCLAT pour les arts de la rue au niveau régional, national et international. Son action s'exercera à l'endroit :
 - . du soutien aux expérimentations et à la recherche transversale
 - . de l'accompagnement de la formation professionnelle
 - . du soutien à l'édition
 - . de l'apport d'expertise et de conseil auprès d'autres opérateurs culturels régionaux
 - . du développement d'une coopération à l'échelle européenne et internationale

ARTICLE 2 : Responsabilité artistique :

La présente convention est conclue sous la condition que la responsabilité artistique soit assurée par Monsieur Frédéric REMY

En cas de départ de ce dernier, la présente convention sera automatiquement suspendue selon les modalités prévues à l'article 15.

TITRE II : DISPOSITIONS FINANCIERES ET REGLEMENTAIRES

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire titulaire du label « Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public » et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme à son objet statutaire dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Le projet conçu par son directeur et approuvé par le conseil d'administration est précisé en annexe I à la présente convention. Il est décliné en programme pluriannuel d'activité.

La présente convention fixe :

- la mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel,
- les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels,
- les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Les partenaires publics contribuent financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 4 années couvrant la période 2024-2027.
Elle sera valide jusqu'au 31 décembre 2027.

ARTICLE 3 : Conditions de détermination du coût du projet

3.1 Le coût total prévisionnel du projet sur la durée de la convention est évalué à 14 060 485 €
ÉCLAT conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe II et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels admissibles correspondent au fonctionnement général de la structure. Ils sont précisés en annexe II à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014 ;
- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe II ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 3.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux partenaires publics par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel de la subvention tel qu'il est prévu dans les conventions bilatérales détaillées ci-après ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par les partenaires de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6. Cet excédent ne peut être supérieur à 15 % du total des coûts annuels éligibles du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 : Montant et conditions d'attribution de la subvention

4.1. Pour l'Etat

La détermination et les modalités des versements des subventions de l'Etat au bénéficiaire pour la réalisation de son projet artistique sont fixées dans des conventions bilatérales passées entre le bénéficiaire et l'Etat.

Il est précisé qu'au titre du règlement (UE) de la commission du 17 juin 2014 visé, l'Etat contribue financièrement au projet visé à l'article 1 du titre II de la présente convention.

La contribution de l'Etat prendra la forme d'une subvention. L'Etat n'en attend aucune contrepartie directe.

Les subventions de l'État ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- Le dépôt d'un dossier de demande de subvention selon les modalités en vigueur, avant le 30 octobre de l'année précédente ;
- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1 du Titre II, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 14 ;
- La vérification par l'État que le montant de la subvention n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 12, sans préjudice de l'article 3.4.

4.2. Pour Le département du Cantal

Pour 2024, le montant de la subvention du Conseil départemental du Cantal s'établit à 90 000 euros.

La détermination et les modalités des versements de la subvention du Conseil départemental au profit de la structure pour la réalisation de son projet artistique sont fixées annuellement dans la convention passée entre la structure et le Conseil départemental sous réserve de l'inscription de la dépense au budget départemental.

4.3. Pour Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac

Le montant de la subvention de la CABA s'établit annuellement à 580 000 euros.

Ce montant constitue le montant de subvention de la Collectivité pour les quatre années de la convention.

Toute augmentation du montant de la subvention prévisionnelle fera l'objet d'un avenant à la présente convention, signé par la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac et l'Association et sera communiqué aux autres signataires.

Par ailleurs, la CABA s'engage, dans le cadre du développement des actions culturelles en faveur du public « étudiant » du Bassin d'Aurillac, et plus particulièrement de l'organisation de l'événement annuel « Les Rendez-Vous Etudiants », à mettre en œuvre un partenariat avec l'Association ÉCLAT, qui devra être formalisé chaque année par un avenant bipartite à la présente convention, pour proposer à cette occasion un spectacle de théâtre de rue.

Outre sa contribution financière annuelle, la Communauté d'Agglomération met à disposition de l'Association ÉCLAT, les biens meubles et immeubles dont elle est propriétaire et édifiés par elle sur le site du Parapluie, commune de Naucelles.

Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention distincte entre la Communauté d'Agglomération et l'Association ÉCLAT, qui sera communiquée aux signataires de la présente convention.

Ladite convention, signée le 31 mai 2007, sera, si nécessaire, précisée par avenant d'ici l'échéance de la présente convention pluriannuelle d'objectifs.

De plus, la CABA met à disposition de l'Association ÉCLAT, pendant le Festival international de théâtre de rue, certains de ses espaces (Aire événementielle de la Ponétie, parking du Prisme, etc...). Ces mises à disposition font l'objet de conventions annuelles distinctes en amont du Festival.

La mise à disposition du Parapluie est valorisée dans les prestations en nature dont bénéficie l'Association. De plus, les prestations en nature de la CABA feront l'objet d'une réévaluation annuelle votée au Conseil d'Administration et apparaîtront dans les documents financiers de l'Association.

4.4. Pour la Ville d'Aurillac

Sur la durée de la convention, la ville d'Aurillac allouera une subvention annuelle de 30.000 € à l'association ÉCLAT. Chaque année, celle-ci sera versée en une seule fois, après le vote du budget primitif.

A cet effet, chaque année, l'association devra communiquer à la ville sa demande de subvention avant le 31 décembre de l'année précédente accompagné d'un budget prévisionnel détaillé et du dernier bilan comptable.

Toute modification du montant de la subvention devra être validée par délibération du conseil municipal et faire l'objet d'une convention financière spécifique entre l'association ÉCLAT et la ville d'Aurillac. Cette dernière sera communiquée pour information aux autres signataires de la présente convention.

Outre sa contribution financière annuelle à l'accomplissement des missions visées au titre 1 de la présente convention, la ville d'Aurillac met à disposition de l'association ÉCLAT, les biens immeubles et meubles dont elle est propriétaire, rue de la Coste, siège de l'organisation, ainsi que le domaine de Berry qui permet à l'association d'accueillir des compagnies en résidence. Ces mises à disposition sont formalisées par conventions distinctes.

De plus, pour les besoins du Festival et durant celui-ci, la ville d'Aurillac met à disposition de l'association ÉCLAT des espaces du domaine public et des locaux complémentaires. Ces mises à disposition font l'objet d'une convention annuelle distincte en amont de la manifestation.

Par ailleurs, afin d'assurer le bon déroulement du Festival, la ville d'Aurillac apporte, avant, pendant et après la manifestation, un important soutien humain et logistique à l'association ÉCLAT. Il est à noter que la participation financière, logistique et humaine de la ville d'Aurillac est un élément majeur de la bonne organisation du Festival. Chaque fin d'année, l'évaluation et la valorisation de ce soutien font l'objet d'une délibération du conseil municipal, qui est communiquée à l'association ÉCLAT.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

5.1. Pour l'Etat

Les modalités des versements des subventions de l'Etat à la structure pour la réalisation de son projet artistique sont fixées dans des conventions bilatérales passées entre le bénéficiaire et l'Etat.

5.2. Pour Le département du Cantal

Les modalités de versement de la subvention sont fixées à l'article 4.2.

5.3. Pour Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac

La subvention annuelle versée par la CABA sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur ; elle est versée par quart en février, mai, août et novembre.

5.4. Pour la Ville d'Aurillac

Le versement de la subvention annuelle interviendra après le vote du budget primitif de la ville qui validera le montant de la subvention.

ARTICLE 6 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage à fournir chaque année aux partenaires publics :

- un rapport d'activité de l'année écoulée,
- le programme d'activité de l'année en cours,
- le budget prévisionnel du bénéficiaire,
- les comptes annuels de l'année précédente (le compte de résultat, le bilan, l'annexe),
- le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu,
- un bilan annuel des actions et dispositifs mis en place en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS),
- tout autre document que les partenaires publics jugeront utile de demander.

De plus, pour l'Etat, le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice des données d'activités ainsi qu'un état du personnel employé dans l'année distinguant, suivant les trois fonctions artistes / administratifs / techniciens, le personnel sur emploi durable (entendu au sens des contrats à durée indéterminée et des contrats à durée déterminée d'une durée consécutive de neuf mois au moins) et le personnel occasionnel. Cet état est exprimé en équivalents temps plein et également en nombre de personnes pour les occasionnels. Il comporte un volet spécifique à l'application de la parité.

Les modèles des documents à remplir seront envoyés par l'Etat.

ARTICLE 7 : Obligations comptables

Le bénéficiaire est tenu d'établir ses comptes annuels conformément au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de réglementation comptable (CRC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations homologué par l'arrêté du 8 avril 1999 (JO n° 103 du 4 mai 1999 page 6647).

A partir d'un total de 153 000 euros de subventions publiques annuelle, Le bénéficiaire s'engage à désigner un commissaire aux comptes inscrit auprès de la cour d'appel dans le ressort de laquelle est situé le siège social du bénéficiaire. Il devra faire connaître le nom de ce commissaire aux comptes à la Direction régionale des affaires culturelles dans un délai de trois mois suivant la signature de la présente convention. Le bénéficiaire qui est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre aux partenaires publics tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer sans délai aux partenaires publics copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 01 juillet 1901 relative au contrat d'association ou informer l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA (Répertoire national des associations).

Le bénéficiaire s'engage à fournir le relevé d'identité bancaire en cas de changement de domiciliation bancaire.

Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

ARTICLE 8 : Obligations sociales et fiscales

Le bénéficiaire s'engage à respecter toutes les obligations à l'égard des organismes sociaux et fiscaux et les dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale, par référence aux conventions collectives en vigueur.

ARTICLE 9 : Autres engagements

9.1. Communication

9.1.1. Obligations communes à tous les partenaires publics

Le bénéficiaire s'engage à mentionner les aides reçues et à faire figurer de manière lisible le logotype des partenaires publics selon les règles définies par la charte graphique, le logotype est déployé sur tous les supports produits dans le cadre de la présente convention : papier, internet, écrans vidéo, teaser

Le bénéficiaire s'engage en outre à mentionner le soutien des partenaires publics dans leurs relations avec les médias et les partenaires professionnels ;

Le bénéficiaire s'engage également à faire connaître et mentionner le soutien des partenaires publics dans ses relations avec les Médias. Le bénéficiaire fournira aux partenaires publics et à leur demande, en conformité avec les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestations destinées à la promotion des actions.

9.1.2. Obligations spécifiques à l'Etat

En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention "Avec le soutien de la Direction régionale des affaires culturelles d'Auvergne-Rhône-Alpes".

9.2. Plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels dans le spectacle vivant (VHSS)

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les 5 engagements prévus dans le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) proposé par le ministère de la Culture aux professionnels du secteur culturel et rappelés ci-dessous :

1. Être en conformité avec les obligations du code du travail en matière de santé, de sécurité et de harcèlement sexuel ;
2. Créer un dispositif interne de signalement efficace et traiter chaque signalement reçu ;
3. Former dès 2022 la direction, les encadrants, la DRH et les personnes désignées référentes au recueil de la parole et à la gestion des situations de VHSS ;
4. Sensibiliser formellement les équipes et organiser la prévention des risques ;
5. Engager un suivi et une évaluation des actions en matière de VHSS.

Les engagements pris par Le bénéficiaire sont formalisés dans un plan d'action. Le bénéficiaire s'engage à transmettre un bilan annuel de la réalisation de ces actions, dans les conditions fixées à l'article 6 de la présente convention.

9.3. Le bénéficiaire s'engage à entrer dans un processus de développement durable, respectueux des bonnes pratiques envers les droits de l'Homme, les droits du travail et l'environnement. L'objectif est de réduire les risques pour la santé et la sécurité, de promouvoir l'innovation sociale, de préserver l'énergie et les ressources naturelles, de sensibiliser les parties prenantes des associations aux questions écologiques et de les mobiliser sur des pratiques innovantes. Elle devra également porter une attention particulière aux actions mises en œuvre en direction des publics en situation de handicap.

9.4. Le bénéficiaire s'engage à lutter contre les discriminations femmes/hommes par une plus grande vigilance sur la répartition des moyens, la programmation et la gestion interne (partage des responsabilités, rémunérations...) en réponse à la feuille de route du ministère de la culture en vigueur fixant les objectifs égalitaires dans les arts et la culture ;

9.5. Le bénéficiaire s'engage à prendre en compte la prévention des risques professionnels, notamment par l'utilisation du document unique d'évaluation des risques (DUER) et l'organisation de visites médicales pour le personnel qu'elle emploie. Dans ce cadre il est rappelé que les employeurs sont tenus à une obligation de résultat en matière de sécurité et de santé au travail ;

9.6. Le bénéficiaire s'engage à participer à des rencontres professionnelles et aux enquêtes ou démarches d'observation initiées par les partenaires publics.

Le bénéficiaire s'engage à répondre aux enquêtes menées par les partenaires publics, notamment avec l'appui d'agence, en particulier Auvergne-Rhône-Alpes spectacle vivant.

Le bénéficiaire s'engage également, dans la mesure du possible, à répondre favorablement aux propositions de participation à des rencontres professionnelles sur des thématiques liées à son action.

ARTICLE 10 : Sanctions

10.1 En cas de retard dans l'exécution ou d'inexécution de la convention par le bénéficiaire, ou en cas de modification substantielle et unilatérale de celle-ci, sans l'accord écrit des partenaires publics, ces derniers peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre des conventions bilatérales prises en application de l'article 5, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

10.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné dans les conditions précisées dans les conventions bilatérales prises en application de l'article 5 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut entraîner également la suppression de l'aide.

10.3 Les partenaires publics informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : MODALITES DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

11.1. L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre des conseils d'administration, en présence de la direction artistique du CNAREP et des représentants des collectivités publiques signataires.

11.2 Le conseil d'administration est chargé de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Il examine en particulier :

- la mise en œuvre progressive des objectifs définis à l'annexe III de la présente convention ;
- l'état d'exécution du budget analytique de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel pour l'exercice suivant (annexe II) ;
- la réalisation du programme d'action de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire.

11.3 L'évaluation porte sur la réalisation du projet artistique et culturel et sur sa conformité au regard du cahier des missions et des charges du label. Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention, définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la convention. Les

indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire.

11.4 De préférence un an et au plus tard six mois avant l'expiration de la présente convention, la direction de la structure présente aux partenaires publics une auto-évaluation de la mise en œuvre du projet artistique et culturel sur la base du cahier des charges. Celle-ci prend la forme d'un bilan d'ensemble argumenté sur le plan qualitatif et quantitatif des actions développées et de la réalisation des objectifs. Elle est assortie d'un document de synthèse des orientations envisagées dans la perspective d'une nouvelle convention.

11.5 Ces deux documents sont remis au directeur général de la création artistique, aux collectivités territoriales partenaires et à la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles) qui-transmet son avis au directeur général de la création artistique avec copie au chef de l'Inspection de la création artistique.

À l'issue de cette procédure les partenaires publics signataires de la convention pluriannuelle d'objectif décident de demander ou non à la directrice ou au directeur de leur proposer un projet de nouvelle convention. Cette décision doit lui être notifiée.

Ce projet comporte une introduction résumant, le cas échéant, les évolutions de contexte relatives aux territoires et à l'établissement, actualise les objectifs de la précédente convention maintenus et précise les nouveaux objectifs et leurs modalités de mise en œuvre.

ARTICLE 12 : Contrôle des partenaires publics

12.1 Pendant l'exécution de la présente convention et à son terme, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

12.2 Les partenaires publics s'assurent annuellement et à l'issue de la convention que les contributions financières qu'ils versent dans les conditions prévues à l'article 5 n'excèdent pas le coût de la mise en œuvre du projet. Les partenaires publics peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 dans la limite du montant prévu à l'article 3.2 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 13 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 11 et au contrôle de l'article 12.

ARTICLE 14 : Procédures modificatives

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires signataires. Ces avenants feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention doit être faite par courrier précisant l'objet de la modification. Les modifications demandées ne peuvent en aucun cas remettre en cause les objectifs généraux définis dans le titre I de la présente convention.

ARTICLE 15 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

La convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par les partenaires publics, par notification écrite, en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 16 : Annexes

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII et IX font partie intégrante de la présente convention :

- annexe I : Projet artistique et culturel 2024-2025-2026-2027
- annexe II : Budgets prévisionnels 2024-2025-2026-2027
- annexe III : Indicateurs d'évaluation
- annexe IV : Grille emploi
- annexe V : Plan des actions et dispositifs mis en place en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) conformément aux engagements pris par le bénéficiaire dans le cadre de son plan d'action.
- annexe VI : Plan d'action du RSE
- annexe VII : Note relative aux besoins en locaux et espaces de travail

ARTICLE 17 : Règlement des litiges - recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif compétent.

Fait à , le
En cinq exemplaires originaux

Pour l'État, La Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfète du Rhône, Fabienne BUCCIO	
Pour le Département du Cantal, Le Président, Bruno FAURE	Pour la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, Le Président, Pierre MATHONIER
Pour la Ville de Aurillac, Le Maire, Pierre MATHONIER	
Pour l'Association, La Présidente, Françoise NYSSSEN	Pour l'Association, Le directeur, Frédéric REMY



Association ÉCLAT
Centre National des Arts de la Rue et de
l'Espace Public

Projet Artistique et Culturel
2024 - 2025 - 2026 - 2027

SOMMAIRE

Introduction	p.2
1. LES MISSIONS ARTISTIQUES	p.3
Le soutien à la création et les accueils en résidence	
L'expérimentation et les tentatives	
En Recherche, un projet commun des 3 CNAREP de la Région AURA	
2. LES MISSIONS TERRITORIALES ET EN DIRECTION DES PUBLICS	p.6
Le Festival d'Aurillac, un écosystème unique	
Le rendez-vous des Compagnies de passage	
La sélection officielle	
CHAMP LIBRE !	
Autres temps forts	
Les actions culturelles d'ÉCLAT	
La sensibilisation en milieu scolaire Culture et Santé	
Les projets participatifs	
Les projets de territoire (au long cours)	
3. LES MISSIONS PROFESSIONNELLES	p.16
La formation professionnelle	
L'accompagnement des écoles supérieures	
La ressource et le soutien à l'édition ou à la production audiovisuelle	
L'expertise et le conseil	
La réflexion et la prospective	
4. LES MOYENS	p.20
Les locaux d'ÉCLAT	
La communication L'équipe	
L'association	
5. ANNEXES	p.22
Détail des compagnies soutenues en 2024	

INTRODUCTION

Comment faire le bilan des dernières années d'une manière objective et prospective ? Comment aborder ces quatre années à venir au vu de ce passé aussi récent que tumultueux ? Comment inscrire le projet d'ÉCLAT dans une période où la politique culturelle et le spectacle vivant vivent une crise sans précédent ? Comment se projeter d'une manière autant ambitieuse que réaliste dans la situation actuelle ?

Il est indéniable que cette période, marquée par un changement de direction à ÉCLAT, fut confrontée à une réalité totalement inattendue depuis 2020. Nous n'allons pas détailler ici les aléas, plus ou moins déstabilisants, qu'il a fallu surmonter. Cependant, cette étape difficile fut aussi agile et expérimentale, initiatrice et fédératrice, constructive et structurante.

L'absence de Festival pendant deux ans nous a obligé à conduire nos missions autrement. Nous avons soutenu de nombreuses et de nombreux artistes en écriture et en création, nous avons formalisé un dispositif de recherche croisé avec les autres CNAREP de la Région, nous avons réécrit une tournée cantalienne indépendante, nous avons ritualisé un rendez-vous public au Parapluie, nous avons irrigué le territoire avec des projets emblématiques, nous avons maintenu le lien avec habitants, et partenaires locaux.

Nous avons également assumé notre rôle structurant pour un secteur par une autre approche différente du rendez-vous des Compagnies de passage. Nous avons reçu à la fois la famille des compagnies de référence et de nouvelles équipes ; nous avons initié des formes ambitieuses adaptées à l'envergure du Festival ; nous avons ouvert la programmation à d'autres esthétiques, des thématiques actuelles, de nouvelles pratiques sensibles dans l'espace public.

Nous avons également ausculté la géographie du festival avec nos compagnons, inscrit cette manifestation dans une démarche plus écologique et responsable. Nous avons généré de la pensée sur nos activités et sur le secteur de la création en espace public. Nous avons tissé des liens, élargi nos horizons, ravivé la dimension internationale de notre action.

Nous avons structuré une équipe, harmonisé notre fonctionnement, commencé à communiquer différemment, mis à jour nos statuts, entamé notre structuration budgétaire...

Mais lorsque nous voyons les chantiers à mener, les évolutions à réaliser et les fondations malmenées à consolider, nous sommes inévitablement en vigilance et en alerte.

La crise actuelle du spectacle vivant n'est pas une crise de création ou de fréquentation. Nous l'avons remarqué depuis la reprise en 2022. La création en espace public a rarement été aussi bouillonnante et en phase avec son époque. Des compagnies de référence ont pris le relais des compagnies historiques. L'émergence actuelle se défait des codes et des influences anciennes. Les artistes viennent de tous les champs artistiques avec une envie et une créativité qui ne s'opposent pas à la création « dans les murs ». Des tendances actuelles apparaissent en France et à l'étranger et les ambitions artistiques se développent allègrement.

Le public, quant à lui, répond toujours autant présent. Le public habitué reste curieux de l'évolution artistique actuelle. Il est rejoint par un public familial et par une jeunesse avide de création, ouverte aux pratiques numériques. Ces arts bien vivants sont encore plus fédérateurs et populaires lorsqu'ils sont partagés librement, dans un espace public ouvert, sans barrières sociales, générationnelles et économiques.

C'est dans cette direction, en accompagnant ces dynamiques que nous allons continuer à construire notre projet. Si le Festival est un pivot des missions d'ÉCLAT, elles ne peuvent s'affranchir d'un projet qui se déploie sur le territoire, en lien avec tous les habitants et les habitantes, avec les publics les plus éloignés ou les plus jeunes. Cet équilibre est vital pour la continuité d'ÉCLAT et ce, d'autant plus dans un territoire rural que l'on nomme trop souvent « prioritaire ». Et il réclame des moyens à la hauteur de ces enjeux.

1. LES MISSIONS ARTISTIQUES

Le soutien à la création et les accueils en résidence

Le soutien à la création d'ÉCLAT est incarné par une politique de coproductions et/ou de préachats, complétée d'accueils en résidence.

Les résidences permettent à une compagnie ou un artiste, durant un temps donné, de créer, répéter, écrire, construire son spectacle. Les artistes ou compagnies sont accueillis en résidence au Parapluie, ou en délocalisation pour répondre aux postulats artistiques (milieu naturel, espace urbain, péri-urbains ou dans des sites particuliers).

Le Parapluie est un lieu de fabrique et de transmission d'envergure internationale. Il s'agit principalement d'un lieu de résidence artistique, qui devient occasionnellement un lieu ouvert et un espace de rencontre.

Au-delà de l'investissement de cet espace de création dédié, en résonnance avec les pratiques et nécessités des écritures hors-murs, les équipes artistiques ont besoin de s'immerger dans la ville, ses quartiers et les espaces naturels avoisinants.

– Favoriser l'ancrage dans le quotidien de la ville

Même si la période de pandémie passée a considérablement limité les pratiques artistiques libres en espace public, un retour à certaines modalités de création contextualisées se concrétise. Il s'agit pour les artistes de tester leur travail in-situ, de se confronter à une réalité tangible et de se nourrir d'interactions vécues avec les habitants. Ainsi, en 2024, Rara Woulib ira à la rencontre de jeunes skateuses et skateurs à l'Épicentre en partenariat avec Session Libre, tandis que Kiroul finalisera sa prochaine création *Jours* sur une place publique.

Certains projets ne peuvent se construire sans la participation active de personnes « non professionnelles ». Il peut s'agir de volontaires, d'habitants d'un quartier, d'un public scolaire ou encore spécifique... Cette participation peut prendre la forme de témoignages, de récits rapportés, de participation active, expérimentale ou prolongée. Ces projets sont régulièrement accueillis à Aurillac ou dans l'agglomération. Avec l'aide de structures partenaires, de relais divers, ces expériences sont toujours riches de ces rencontres, de ces partages sensibles, de ces pratiques croisées. Cette démarche est constitutive du projet de Carton Plein - *Vieillir vivant !* qui seront accueillis pour une première étape en 2024.

– Explorer le paysage

De la même manière, la préoccupation grandissante autour du « vivant », des écosystèmes et d'un rapport plus respectueux à la nature induit certaines pratiques dans des milieux naturels, en déplacement ou sous forme de « spectacle-paysage ». [Alexandre Koutchevsky](#), auteur du premier manifeste sur le « théâtre paysage », abordera la pente lors d'une première expérimentation à Aurillac.

Le soutien à la création et l'accueil en résidence veillera donc à trouver un équilibre entre l'occupation du Parapluie, ses ouvertures publiques et les itinérances sur le territoire. Cependant, la modularité du site du Parapluie ainsi que son équipement en font un espace de travail privilégié pour les compagnies.

– Accompagner les processus au long cours

Ainsi, nous permettons aux équipes accueillies en résidence de travailler sur des périodes plus ou moins longues, d'une à deux semaines. Dans la même logique, il nous arrive d'accueillir une compagnie deux fois dans l'année ou sur deux exercices, et ce, afin d'apporter un réel soutien aux projets, de maintenir lien et conseil établis lors de ces étapes de production. Cet accompagnement moins formel est tout aussi important pour les équipes artistiques. Il permet de soutenir une démarche, d'accompagner à plusieurs niveaux les créations en devenir. [La compagnie Jeanne Simone](#) est ainsi accueillie depuis 2023 en vue d'une prochaine création qui verra le jour en 2025. Il en va de même pour [l'Amicale](#) avec leur projet [L'enfance majeure](#) qui a été initié en 2023 sous forme d'ateliers avec des enfants de l'école primaire des Alouettes.

– Décloisonner

Nous continuerons à soutenir d'une manière volontariste l'émergence de la jeune création dans l'espace public, à travers le soutien de jeunes artistes, sortants de la FAI-AR mais pas seulement. Par ailleurs, la question de la transversalité sera au cœur de la dynamique de soutien à la création afin de défendre une vision contemporaine des arts de la rue, débarrassée des étiquettes ou des réseaux connus. Nos échanges avec [Mathilde Delahaye](#), [Mohammed El Khatib](#), [Alessandro Sciarroni](#), [Jeanne Desoubaux](#) et d'autres artistes majeurs de la scène contemporaine actuelle aboutiront à des projets de création soutenus par ÉCLAT.

Dans la mesure du possible, chaque accueil en résidence se conclura par une rencontre publique, sortie de résidence, rencontre d'artistes, présentation in-situ...

– Commandes artistiques

Par ailleurs, des initiatives artistiques singulières, sous forme de commandes in-situ ou de collaborations entre plusieurs compagnies, seront initiées afin de provoquer de nouvelles écritures et de nouvelles rencontres artistiques. A l'instar de l'installation aérienne des [Filles du renard pâle](#), de la performance de la [Khta cie](#) ou de la dernière création de [Titanos](#), nous ferons appel à des équipes pour prendre en compte la spécificité du Festival pour ces créations. Ainsi, nous sommes toujours en dialogue avec [Chloé Moglia](#) et nous prévoyons une création unique en 2025 avec le [Cirque Inextremiste](#). Ces projets pourront être de grande ampleur et auront vocation à être essentiellement présentés dans le cadre du Festival. Ces équipes peuvent être accueillies à l'année ou bien lors de leur finalisation en amont du Festival.

– Coopérer

Nous préserverons la possibilité offerte à certaines compagnies d'être accueillies en cours de saison pour finaliser un travail de création, de reprise, ou de recherche au Parapluie ou au Domaine de Tronquières. Ces accueils simples devront respecter une certaine cohérence d'un point de vue écologique et professionnel. Cette année, [la compagnie l'Entaille](#), accueillie par Superstrat, viendra finaliser la construction d'une scénographie au Parapluie. Une première collaboration va également s'établir avec [Marzouk Machine](#), compagnie majeure de la Région AURA, lors d'un accueil pour la reprise du spectacle [Apocalypse](#).

Dans la mesure où ces projets sont en phase avec les missions artistiques du CNAREP, les partenariats avec les acteurs culturels locaux, en particulier avec le Théâtre d'Aurillac ou La Manufacture seront favorisés.

ÉCLAT est impliqué depuis 2020 dans l'appel à projet « Hors Cadre » porté par l'Association des CNAREP. Ce fond de production mutualisé permet à des projets atypiques dans leurs démarches, formes et temporalité, d'être soutenus d'une manière significative. Après trois éditions de cet appel, les projets s'affinent et commencent leurs parcours de diffusion. ÉCLAT accueillera certaines de ces productions en résidence et lors de leurs diffusions. Les compagnies [l'Entaille](#) et [Rara Woulib](#), lauréats du dispositif en 2023 seront accueillis cette année à Aurillac.

– En chiffres

Nous maintiendrons un rythme soutenu d'accueils en résidence où nous prendrons en charge financièrement les frais d'approche et de séjour. Une dizaine de compagnies seront accueillies dans le cadre d'un compagnonnage ou des résidences de création. Les apports financiers seront généralement compris entre 6/8 000 € et 20 000 €, étalés sur un ou deux ans, et ne seront pas conditionnés à une résidence au Parapluie. Nous contribuerons ainsi au financement d'une dizaine de projets par an, pour un montant total compris entre 100 000 € et 130 000 €.

L'expérimentation et les tentatives

Nous accueillons régulièrement des artistes et compagnies qui sont en phase de recherche, d'écriture ou d'expérimentation. Ces différents temps de travail, individuels ou collectifs, offrent la possibilité de confronter leurs idées, leurs inspirations, de creuser une thématique ou des pratiques avant la phase de montage de production. C'est ainsi que des pistes deviennent plus concrètes, des projets s'affirment et des certitudes apparaissent.

L'accueil en plusieurs laboratoires de la chorégraphe [Laure Terrier](#) et de l'auteur [Antoine Mouton](#) a servi de déclencheur d'une démarche de création commune. Ces étapes préalables ont été indispensables afin de trouver une complicité artistique sans que l'enjeu même d'un montage de production soit déterminant. Il permet ainsi la tentative qui peut, ou ne peut pas aboutir, à une création future. Dans ce cas précis, la prochaine pièce chorégraphique, sonore et textuelle de la compagnie Jeanne Simone se concrétisera en 2025.

Cette même démarche se répètera avec l'auteur et metteur en scène Alexandre Koutchesvsky autour d'un paysage déterminé, celui de la pente.

En Recherche, un projet commun des 3 CNAREP de la Région AURA

ÉCLAT, dans le cadre du cahier des charges et des missions des Centres Nationaux des Arts de la Rue et de l'Espace Public, est missionnée pour le développement des arts de la rue, sous toutes ses formes. A ce titre, l'accompagnement de l'expérimentation artistique est l'un de ses axes de mission majeurs. En favorisant les conditions nécessaires aux artistes et compagnies du secteur pour l'approfondissement des démarches artistiques et leur évolution, il s'agit de contribuer à la consolidation et aux mutations des écritures contemporaines.

Le dispositif En Recherche s'inscrit dans cette orientation. Il est financé par une subvention dédiée octroyée par la DRAC Auvergne Rhône-Alpes.

Il a pour vocation de permettre à une créatrice ou un créateur issu de tous les champs artistiques du spectacle vivant, de poursuivre sa recherche en lien avec les spécificités de l'espace public ou d'intégrer cette interrogation dans ses prérogatives, en dehors de la logique de création/production/diffusion.

En Recherche doit être support à une parenthèse d'expérimentation déconnectée d'objectifs de production, pour l'approfondissement de fondamentaux, pour faire un pas de côté, se former... En Recherche se matérialise par un apport financier prenant la forme d'une bourse annuelle. Il peut être assorti de temps de travail immersifs dans les lieux de l'association ÉCLAT ou sur son territoire.

En Recherche est conduit simultanément par les trois lieux labellisés de la Région Auvergne- Rhône-Alpes : ÉCLAT, Quelques p'Arts... et les ateliers Frappaz.

ÉCLAT a accueilli dans ce cadre [Julie Lefebvre](#), chorégraphe de l'ex-compagnie La fabrique fastidieuse en 2022 et [Magali Chabroux](#), directrice artistique du [Blöffique théâtre](#) en 2023. Les premiers bilans croisés avec les artistes accueillis par les ateliers Frappaz et Quelques p'Arts... sont unanimement positifs.

En 2024, [Nadine Guinefoleau](#), directrice artistique de la compagnie Carabosse, prendra le temps de s'interroger sur le temps et échanger sur certains processus d'écritures avec d'autres artistes et complices.

2. LES MISSIONS TERRITORIALES ET EN DIRECTION DES PUBLICS

La diffusion des œuvres

– LE FESTIVAL D'AURILLAC, un écosystème unique

Le Festival d'Aurillac est la plus importante manifestation dédiée aux arts de la rue au niveau international et il est, à ce titre, une référence. Il se définit également par son incroyable fréquentation, d'une diversité générationnelle et sociale unique dans le champ du spectacle vivant. Après deux années d'absence, due à la pandémie de Covid, on peut également affirmer qu'il reste le rendez-vous le plus plébiscité par les artistes et les compagnies. Après l'édition des retrouvailles en 2022, l'édition 2023 a été marquée par un nombre d'inscriptions sans précédent au rendez-vous des Compagnies de passage. Cet engouement est également partagé par les festivaliers et le public professionnel et médiatique. Cette situation nous place dans un rôle de responsabilité pour tout un secteur artistique et pour l'importance de cette visibilité pour de nombreuses compagnies. Mais nous devons également réfléchir à l'évolution de ce rendez-vous afin qu'il reste à taille humaine, adapté à son environnement et porteur d'une convivialité partagée par toutes ses composantes.

– Une géographie en mutation

Nous avons lancé ces dernières années une réflexion autour de la géographie du Festival avec le soutien du collectif des Girouettes, compagnons d'ÉCLAT. Ce compagnonnage unique a abouti à une nouvelle cartographie du Festival, un travail autour des lieux d'accueil, de la signalétique ou de la mobilité. Cette approche des usages et des habitudes festivalières s'appuie sur une étude sensible du territoire, des quartiers de la ville, de ces différents acteurs et des usagers du Festival.

Ce processus a permis d'interroger certains repères communs de la ville pendant et en dehors du Festival. De premières réalisations concrètes ont été éprouvées lors des deux dernières éditions.

Ces repères se concrétisent par exemple, à travers la nouvelle carte qui présente la ville à l'endroit dans sa réelle géographie, et qui aborde la ville par secteurs, par différents centres de gravité. Cette présentation se retrouve dans le programme du festival qui présente l'implantation des compagnies et des collectifs par quartiers, dans une approche de proximité. Cette approche induit de nommer les quartiers par leurs noms, de présenter la ville dans sa réalité, laquelle s'insère le festival. C'est-à-dire que le festival 'n'efface pas la ville avec ses codes, ses usages, ses numéros de pastilles...etc.

Ainsi, le lien que nous souhaitons impulser entre les compagnies, les collectifs et les riverains se trouvera facilité par cette approche réelle, inclusive, sensible.

Mais ces objectifs de transformation du Festival s'opèrent avec le temps, en cohérence avec les évolutions artistiques et sociales, en lien avec les collectivités et les autorités.

Nous devons également trouver une cohérence de programmation et de mobilité des publics entre le centre-ville et la périphérie. Si cet équilibre a pu avoir lieu en journée et en début de soirée, une réflexion autour des temps festifs en soirée doit se poser.

– L'écoresponsabilité

Ce Festival, emblématique dans le domaine du spectacle vivant en France, est observé par le monde entier. C'est pourquoi nous allons continuer, lors des prochaines éditions, à promouvoir et mettre en application des valeurs et des pratiques vertueuses fondamentales de notre époque. Cela veut dire que le Festival d'Aurillac deviendra, en lien avec nos partenaires territoriaux, de plus en plus écoresponsable, éthique et solidaire. Le Festival engendre une communauté éphémère qui doit porter un état d'esprit commun, investie de la responsabilité d'un bien-vivre ensemble et d'une convivialité exprimée. Cette démarche, entamée autour des questions liées à l'hospitalité, a été prolongée en termes de développement durable, de gestion des déchets, de la réduction de l'utilisation du plastique, de la promotion des filières courtes, de la mobilité... Il s'agit là d'une bonne gestion de cet environnement exceptionnel afin qu'il soit porteur de valeurs et surtout qu'il soit bénéfique pour son territoire.

Conf. Annexe Plan RSE d'ÉCLAT

– Les paramètres climatiques

Cette réflexion doit également intégrer un nouveau paramètre climatique qui est apparu lors de

ces dernières éditions. Le dérèglement climatique actuel a un impact direct sur le Festival lors de périodes de canicule. Si les intempéries, la pluie et le vent, ont été intégré depuis longtemps dans nos organisations, les fortes chaleurs et l'ensoleillement deviennent une nouvelle réalité à intégrer. Au-delà de dispositifs de prévention pour les publics et les artistes (accès à l'eau potable, zones fraîches disponibles, messages d'information...), une cartographie des sites les plus exposés devra être réalisée afin de proposer des replis possibles ou d'adapter les horaires de représentation.

– La prévention

C'est avec un sens partagé de responsabilité que nous avons mis en œuvre pour la première fois en 2023 un dispositif de prévention et de sécurité relatif aux Violences et Harcèlements Sexistes et Sexuelles qui prend en compte à la fois les personnels d'ÉCLAT, les équipes artistiques accueillies et les festivaliers. L'association les Catherinettes interviendra à nouveau en 2024 pour porter ce dispositif en lien avec les autorités. Cette démarche de prévention vient s'ajouter aux démarches associatives pour prévenir et réduire les risques liés à différentes addictions.

Nous échangeons, par ailleurs, avec différents acteurs de prévention (le comité interministériel « Jeunes et fêtes », l'association Freeform à Toulouse...) présents lors de rassemblements festifs afin de proposer une nouvelle approche de médiation pour un partage respectueux de l'espace public et de ses usages. Cette médiation pourrait intervenir lors de situations critiques pour sensibiliser les festivaliers sur certaines nuisances et débordements pour que s'opère une bonne gestion de la fête pendant le Festival.

Le rendez-vous des Compagnies de passage

Le rendez-vous des Compagnies de passage est une constituante essentielle du Festival.

Aurillac devient une ville ouverte qui accueille, sans sélection, les artistes, professionnels et amateurs qui souhaitent présenter des spectacles ou des performances en résonance avec l'espace public. En 2023, ce sont près de 700 compagnies qui ont pu présenter leurs créations à Aurillac.

Ce principe de non-sélection du Festival d'Aurillac fait partie intégrante de son identité, de sa singularité et de sa popularité. La ville d'Aurillac, qui porte comme un emblème cette liberté de création et d'expression, est le symbole d'une démarche unique au monde et qui doit perdurer.

– Des esthétiques plus contextuelles

Cependant, nous nous confrontons à certaines limites quant à l'accueil des compagnies inscrites au Festival. Le nombre de compagnies accueillies et leur organisation en collectifs n'a cessé de s'accroître. C'est un changement positif car il s'affranchit désormais d'une nécessité de se situer dans des espaces fermés, cours d'écoles ou autres. Ainsi, la volonté de réinvestir artistiquement les rues, les places ou les espaces verts ouverts de la ville s'est affirmée. Cette démarche est par ailleurs symbolisée par le collectif Justine Sittu qui a investi un secteur du centre-ville avec une programmation de spectacles déambulatoires. De la même manière, de nombreuses compagnies ont besoin d'espaces particuliers pour des spectacles contextualisés ou bien des espaces pouvant accueillir des structures scéniques ou scénographiques fixes. Ces évolutions esthétiques, ces nouvelles écritures de l'espace public, questionnent très justement ce rendez-vous qui doit accompagner ces mouvements et par conséquent s'adapter à la création actuelle.

C'est pourquoi nous devons modifier notre charte d'accueil des compagnies, qu'elles soient autonomes ou en collectifs. Ces changements doivent à la fois répondre aux évolutions esthétiques et techniques des spectacles mais aussi aux limites posées par les espaces disponibles.

– Des collectifs à taille humaine en lien avec les quartiers

La relation avec les habitants est devenue une préoccupation essentielle pour ÉCLAT mais aussi pour les artistes et les collectifs présents durant ces quatre jours. De nouvelles organisations en collectif se sont formalisées en 2023 avec, par exemple, un collectif de spectacles déambulatoires en centre-ville, déconnectés d'une cour d'école ou d'un point fixe. Cette évolution ouvre la voie à de nouvelles implantations et à de nouvelles collaborations entre artistes, habitants, commerçants, festivaliers.

Nous avons également questionné la forme des collectifs de compagnies lors d'un séminaire de travail cet hiver. Le constat est général et les conclusions induisent un retour à des collectifs à taille plus humaine, habités par des préoccupations de sécurité générales (réglementaires et au-delà), de responsabilités écologiques, d'hospitalité et de qualité de l'accueil, d'une convivialité et d'un cadre festif plus respectueux des habitants et d'une cohabitation bienveillante avec les riverains.

Un temps de rencontre privilégié entre les collectifs, les compagnies et les habitants sera mis en place dans chaque quartier en début de semaine pour un échange convivial et un partage d'informations, des préoccupations et des collaborations possibles. Cette démarche pourra commencer dès l'édition 2024 d'une manière expérimentale afin de se généraliser progressivement dans toute la ville.

Une réflexion autour de l'organisation et de l'implantation des collectifs avec leur environnement urbain et humain doit se mener. Un dialogue bienveillant et constructif sera favorisé pour tisser des liens, créer de la complicité et une bonne cohabitation.

Cette mise en relation est indispensable pour créer des synergies et pour que les habitants s'approprient davantage leur Festival, pour que des initiatives populaires, participatives, et solidaires puissent émerger et que les clivages puissent s'atténuer.

La sélection officielle

Le rayonnement international du Festival d'Aurillac a su résister à deux années blanches. Toutefois pour qu'il conserve ce rôle de référent artistique et qu'il continue à présenter les nouvelles écritures contemporaines, sa programmation officielle devra être ambitieuse, diversifiée et représentative de la vitalité artistique internationale dans l'espace public.

– Reflet de la création actuelle

Cette sélection devra valoriser la pluralité des récits et des formes, témoigner des préoccupations et mutations contemporaines et s'attacher à explorer la multiplicité des espaces de représentation. Aux côtés de nouvelles créations, de projets singuliers ou « in situ », des spectacles fédérateurs seront proposés. La dernière création du Collectif La Méandre, *Fantôme* sera présentée cette année après avoir été créée en 2023 au festival Chalon dans la rue.

Ce large panorama qui mélange les disciplines et les influences, les artistes de référence et les nouvelles générations, les compagnies issues des arts de la rue et d'autres artistes qui souhaitent s'emparer de ces espaces urbains, péri-urbains ou naturels, pour aller à la rencontre de tous les publics, doit rester la marque du Festival.

La ligne artistique que nous défendons sera riche de cette diversité et de cette actualité, elle devra permettre la découverte, s'ouvrir à l'émergence, aux croisements et accueillir des artistes majeurs du spectacle vivant dans sa large définition. Ce sera le cas en 2024 avec l'accueil de l'opéra-paysage *Carmen* créé par la metteuse en scène lyrique Jeanne Desoubreaux.

– Favoriser les grands formats

Certains de ces projets que l'on nomme « grands formats » seront accompagnés à la fois en production et en diffusion. En 2024, Transe Express sera accueilli au Parapluie pour un des projets les plus spectaculaires de ces dernières années. Cette création devra être présentée lors de l'édition 2025 du Festival. Il s'agit là d'un enjeu fondamental pour l'avenir de ces créations et pour le Festival d'Aurillac. Ces productions sont néanmoins de plus en plus coûteuses à accueillir, il faudra donc que le budget artistique du Festival s'accroisse pour être en cohérence avec les réalités budgétaires actuelles.

– La coopération

Cette ouverture que le Festival opère nécessite des moyens financiers significatifs. Nous avons bien compris la nécessité actuelle d'opérer en coopération avec d'autres opérateurs culturels, en particulier dans le cadre du plan ministériel Mieux Produire Mieux Diffuser, mais pour que celles-ci soient fécondes et durables, il est nécessaire d'aller au-delà de simples intentions.

C'est dans cette démarche que le Festival d'Aurillac et le Festival d'Avignon vont entamer cette année une collaboration autour de la production déléguée du spectacle itinérant créé à Avignon en juillet 2024. Le Festival d'Avignon a demandé au metteur en scène argentin [Mariano Pensotti](#) de créer une forme légère intitulée *Celui qui marche à côté*. Cette pièce sera présentée quelques semaines plus tard lors du Festival d'Aurillac. Cette collaboration devrait se prolonger à l'avenir à la fois autour de ces créations itinérantes mais également sous d'autres formes à inventer.

Nous entamons aussi un partenariat avec le Sirque, pôle national des arts du cirque de Nexon pour l'accueil de la première création équestre de [Mathias Lyon](#).

La collaboration avec la SACD continuera à travers le dispositif Auteurs d'Espaces et l'accueil d'une ou de deux créations lauréates de cette sélection.

A la fin de l'année 2019, nous devons lancer « la rue à vif » avec la SACD. Ce partenariat devait se concrétiser sous forme d'un laboratoire de formes courtes et expérimentales imaginées par deux artistes issus de champs artistiques différents (théâtre, danse, cirque mais aussi cinéma, documentaire, série...). La période de Covid ainsi que la crise actuelle de perception de droits d'auteurs nous ont obligé à suspendre cette initiative. Nous allons reprendre le dialogue afin de relancer ce projet.

– Une ambition internationale

Depuis plus de 35 ans, le Festival d'Aurillac s'est engagé par l'art sur le sujet de la relation de l'Homme à l'espace public. Après les dernières années que nous avons vécues, cette question reste essentielle dans nos démocraties, dans le débat social et culturel. Les débats d'idées ont été remplacés par des confrontations idéologiques et le resserrement sur soi a pris la place de l'ouverture au monde.

C'est pourquoi nous devons, pour les années à venir, renforcer notre ancrage européen et notre ouverture internationale. Le Festival d'Aurillac n'est pas seulement un festival artistique, c'est aussi un festival porteur, du local à l'international, d'une tradition culturelle, sociale et politique. La culture est un élément essentiel de visibilité européenne et internationale qui donne à la ville d'Aurillac et à son festival une dimension qui dépasse les frontières.

Nous explorerons et repérerons de nouveaux partenaires internationaux, afin de découvrir de nouvelles esthétiques, de décloisonner nos influences et de constituer un nouveau panorama international de la création contemporaine. Ainsi, nous avons accueillis lors des dernières années des compagnies mexicaines, ukrainiennes, iraniennes, coréennes et largement européennes.

Pour renforcer cette dynamique, malgré le temps d'arrêt lié à la pandémie, un travail de coopération avec des réseaux existants est important, mais d'autres seront développés avec le réseau des Instituts Français et les partenaires internationaux de l'ONDA. Plusieurs pistes de collaboration ont été envisagées, parmi lesquelles une implication plus forte du Festival à l'occasion des saisons culturelles, un soutien accru à des repérages et des résidences artistiques accrues. La collaboration avec l'Institut Français débutera à l'occasion de la saison France – Brésil en 2025.

– Les focus internationaux

Après avoir collaboré avec Pro Helvetia et le Centre Culturel Suisse On Tour pour proposer un focus Suisse lors de la 36^e édition du Festival, nous avons constaté que cette démarche était plébiscitée par les artistes invités, les partenaires internationaux et surtout par le public, festivalier ou professionnel.

De prochains focus pourraient se matérialiser de différentes manières : à travers la diffusion de plusieurs créations, par des rencontres ou tables rondes sur le sujet du contexte politique et social du pays d'origine des artistes, de leur liberté de création et d'expression, des conditions de création qu'ils rencontrent. Il pourra également se formaliser à travers des workshops, séminaires et formations professionnelles.

– 2024, un focus coréen

La réussite de ce premier focus a traversé les frontières et nous échangeons actuellement avec plusieurs acteurs culturels Sud-Coréens. La dynamique de la création coréenne actuelle n'est plus à démontrer.

Que ce soit au niveau audiovisuel, musical ou dans le champ du spectacle vivant, les artistes et leurs œuvres sont plébiscités dans le monde entier. Ce que l'on sait moins, c'est que la culture française et sa diversité exercent une influence majeure pour la politique culturelle coréenne.

A ce titre, les arts de la rue et son festival majeur, le Festival d'Aurillac, sont des références internationales en termes de création et de démocratisation culturelle. C'est ainsi que les festivals des arts de la rue se sont développés largement dans plusieurs villes coréennes et que la ville de Séoul a fondé un centre de création dont la structuration et les missions s'inspirent de nos Centres Nationaux des Arts de la Rue et de l'Espace Public.

Nous sommes donc en dialogue avec différents organismes culturels, en particulier KOFICE et la Seoul Art Foundation, afin de mettre au point la venue de plusieurs spectacles coréens lors de la prochaine édition du Festival en 2024. Ce focus coréen serait un préalable à la commémoration, en 2026, des 140 ans de relations diplomatiques entre nos deux pays. Il s'agit de donner à voir en prémices des spectacles propices à la mobilité.

Nous pourrions inviter la renommée *Ambiguous Dance Company* avec le spectacle *Fever, Long: Yeonhee Project de Liquid Sound, C'est par là, c'est par là* de la compagnie *Galmæ, Muljil d'Elephants Laugh, Cuckoo de Jaha Koo* ou bien *Breathe d'A Persons*...

Si ce focus coréen ne pouvait se concrétiser avec ampleur en 2024, rendez-vous est donné pour cette année commémorative de 2026.

– Un réseau de coopération européen

Nous avons entamé différents échanges avec plusieurs partenaires européens, porteurs de festivals importants, interdisciplinaires ou dédiés aux arts de la rue. Cette initiative de coopération est également suivie par le festival Chalon dans la rue. Nous engagerons dès cette année une réflexion avec ces partenaires potentiels permettant de lancer d'ici deux à trois ans un projet de coopération européenne.

Plusieurs pistes seront explorées, tant pour promouvoir la circulation transnationale des œuvres, pour soutenir les approches innovantes de la création dans l'espace public à travers le programme Europe Créative, que pour explorer, travailler la relation au public, le partage avec les habitants, la transmission et l'éducation dans le cadre du programme Erasmus+.

L'espace public sera entendu au sens large : espace rural, urbain ou espace de transition. Les problématiques liées au renouvellement de l'espace public, abordées par des processus artistiques innovants visant à accompagner les transformations sociales, pourraient être envisagées dans ce cadre.

Toutefois, il existe actuellement une effervescence autour de la jeune création européenne qui entre en résonance avec l'espace public, espace devenu hautement symbolique à notre époque. Cette probable relève artistique a déjà toute sa place dans le Festival. Mais nous pouvons agir en coopération et aller plus loin afin d'accompagner ces œuvres plus fragiles, audacieuses, expérimentales. Notre objectif est de rompre les limites qui existent entre artistes et structures culturelles spécialistes de la scène, de la rue ou d'autres secteurs et de s'inspirer mutuellement à travers une approche de création multiple et une adresse public spécifique.

Ainsi un processus de sélection interdisciplinaire pourrait se développer à l'échelle européenne. Cette sélection, opérée par plusieurs structures ou festivals en Europe, sera représentative de la diversité de la création dans l'espace public. Ce seront entre cinq et dix projets de créations qui seront accompagnés, accueillis par les structures partenaires. Notre implication, au-delà du soutien à la création pourrait prendre plusieurs formes pendant le festival, allant de la présentation de projets, au soutien lors de l'inscription au rendez-vous des Compagnies de passage ou à la diffusion dans la programmation officielle.

– Les rencontres professionnelles

Le Festival d'Aurillac est un lieu de rencontre, de confrontation et d'alliances professionnelles. Ce rassemblement inédit d'artistes, de professionnels, d'observateurs et de spectateurs engagés doit être l'occasion de débats, de rencontres thématiques et d'une expression libre et citoyenne. Un espace dédié à ces rencontres et formes d'expression devra être ouvert à toutes et tous. Des tables rondes, analyses critiques et rencontres thématiques s'y dérouleront. D'autres rendez-vous professionnels seront organisés pendant la semaine du Festival.

Les présentations de projets de création organisées avec ARTCENA seront reconduites.

D'autres rendez-vous professionnels seront proposés avec des partenaires institutionnels : une RIDA ou un parcours avec l'Office National de Diffusion Artistique, un focus de professionnels internationaux avec l'Institut Français ou avec des réseaux européens comme l'IETM (réseau international pour les arts du spectacle contemporains), Circostrada ou IN SITU (Plateforme européenne pour la création artistique en espace public).

Enfin, l'association ÉCLAT sera active dans les associations professionnelles du secteur : l'association des CNAREP, les Fédérations Nationales et Régionales des Arts de la Rue, le réseau des arts de la rue initié en Région AURA. Elle portera des rencontres thématiques et des actions conjointes pendant le Festival et tout au long de l'année.

CHAMP LIBRE !

En 1999, ÉCLAT initie les Préalables la semaine précédant la frénésie artistique du Festival. Alors qu'un public local friand et connaisseur de théâtre de rue s'est progressivement formé au fil des éditions du Festival, l'envie de proposer des spectacles dans des communes de l'agglomération aurillacoise, du département et de la région s'est imposée.

Depuis 2020, Champ libre !, composée d'une programmation dédiée, a pris le relais des Préalables. Cette tournée départementale (et au-delà), s'échelonnant de 10 jours à 3 semaines en août, est toujours organisée en étroite collaboration avec les communes. En 2024, alors que le Festival est avancé en raison des Jeux Olympiques et Paralympiques, c'est dès le 20 juillet que cette tournée débutera.

Elle vise à inscrire l'art dans le quotidien des villes et villages en créant une coopération à l'échelle d'un territoire. L'engouement grandissant des communes partenaires et des publics montre l'importance que doit prendre la diffusion de la culture dans l'aménagement du territoire. En 2023, ce sont plus de 25 communes qui ont fait le choix engagé et enthousiaste de défendre la culture sur leur territoire et d'accueillir avec conviction artistes et public.

Champ libre ! contribue à une vraie dynamique culturelle et propose des diffusions en série, ce qui permet de réduire les frais de route et de créer un lien plus fort entre les artistes et le territoire. Cinq à six compagnies arpentent le territoire pour des séries de programmation allant de 3 à 6 représentations successives.

Le fait que Champ libre ! soit désolidarisé du Festival offre la possibilité de le faire évoluer dans le temps et dans la forme. Nous pourrions ainsi imaginer d'autres rendez-vous qui dépasseraient la juste diffusion de spectacle, oeuvrer en lien avec les commerçants et associations locales pour des temps conviviaux, de prolonger une soirée par un concert ou une projection en plein air, investir des lieux patrimoniaux...

En 2024, la programmation sera constituée des équipes suivantes : *Le dénouement qu'on voudrait - La Motivation, Dis bonjour à la dame - Frigo Opus 2, L'atelier Lefeuvre & André - Parblex, Véronique Tuailon - More Aura, L'Arbre à Vache - Goodbye Persil, Chicken Street - Le magnifique bon à rien.*

Autres temps forts

Les rendez-vous étudiants se dérouleront en 2024 le 18 ou le 19 septembre prochain. La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac organise chaque année les Rendez-vous étudiants, avec la collaboration de nombreux partenaires. Temps privilégié pour fêter la rentrée et faire connaître aux nouveaux arrivants les spécificités du territoire, ÉCLAT propose un spectacle en point d'orgue, accessible à tous et toutes.

La programmation artistique et musicale s'opère de manière à fédérer et à mélanger les publics. C'est aussi l'occasion pour les aurillacois friands de théâtre de rue, ou curieux de le découvrir, de se retrouver. C'est ainsi que ces rendez-vous réunissent autour des spectacles un public à la fois jeune mais aussi intergénérationnel pour d'un temps convivial et artistique.

ÉCLAT continuera sa collaboration avec le Théâtre d'Aurillac en 2025. Cette collaboration pourra prendre la forme d'une coréalisation comme nous l'avons effectué avec *Les Naufragés* d'Emmanuel Meirieu, Compagnie Bloc Opératoire au Parapluie. D'autres coopérations futures sont ouvertes avec des artistes qui créent à la fois dans et hors les murs.

La relation à **La Manufacture** se tisse autour de l'évènement « La Manufacture au Parapluie ». Des rencontres et masterclass conjointes sur la création chorégraphique en espace public seront envisagées. Des connexions s'opéreront naturellement avec le Festival 10^{ème} Art et Session Libre autour des arts urbains, des disciplines acrobatiques urbaines et des nouvelles tendances du Street ou du Land Art.

D'autres **collaborations en région et interdépartementales** se formaliseront. Nous devons trouver les modalités de ces partenariats afin que les temporalités de diffusion se rejoignent.

Nous avons imaginé des projets à l'occasion de la candidature à la Capitale Européenne de la Culture de Clermont-Ferrand avec des partenaires comme la Comédie de Clermont et Boom'Structur. Certaines de ces initiatives pourraient se poursuivre, à l'image du projet **Paysan** de **Mohammed El Khatib**.

Nous avons initié en 2020 un réseau régional regroupant des structures de toutes tailles et formes (CNAREP, autres labels nationaux, festivals professionnels et bénévoles, saisons culturelles, communes). Plusieurs réunions se sont tenues depuis afin d'échanger sur des projets artistiques et des compagnies régionales. La réactivation de ce réseau apparaît comme une nécessité afin de permettre des coopérations sur le territoire régional. ÉCLAT participera activement à cette dynamique.

Les 20 ans du Parapluie

En 2004, le Parapluie sortait de terre ! Premier lieu de fabrique construit de toutes pièces et dédié aux arts de la rue, il a ouvert ses portes à Naucelles durant l'édition 2004 du Festival d'Aurillac. En octobre 2024, nous célébrerons cet endroit unique, qui a permis à ÉCLAT d'accompagner plus de 200 projets depuis sa création, lors d'un samedi familial, cousu de spectacles et de moments conviviaux : petit-déjeuner acrobatique, ébullitions foraines, défis artistiques et repas partagés seront au menu de cet anniversaire pas comme les autres !

Les actions culturelles d'ÉCLAT

Faire avec le territoire

Au fil de chaque saison culturelle, de septembre à juillet, mais également pendant le Festival International de Théâtre de Rue d'Aurillac en août, nous nous efforçons d'aller à la rencontre de notre territoire. ÉCLAT est un acteur culturel incontournable de son environnement et ses actions doivent être ouvertes aux personnes qui le constituent. ÉCLAT renforce, par ce biais, son ancrage territorial et impulse une dynamique de rencontre qui contribue à forger des regards nouveaux sur les arts de la rue et de l'espace public ainsi qu'une synergie avec des actions de production et de diffusion.

Nos projets d'actions culturelles sont le fruit d'un lien tissé entre une démarche artistique et des acteurs locaux, d'une co-construction et d'une coordination entre équipes artistiques et partenaires territoriaux. Nous avons pu éprouver lors des dernières années des projets marquants, donnant du sens à nos missions et provoquant un autre regard sur les actions du CNAREP. Il est apparu évident que ces actions étaient indispensables au côté de l'organisation du Festival et qu'elles contribuent à l'élargissement et la diversité des publics. On peut citer *les Pheullus* du *Phun* ou bien *correspondance de quartier* du *biOffique théâtre*. En effet, les habitants du territoire doivent percevoir que ce label national, implanté à Aurillac, s'adresse également à eux, toute l'année, à travers des projets dédiés, d'une pertinence et d'une ampleur significative.

Habitants, participants à des actions artistiques ou de médiation, usagers, écoliers, étudiants ou retraités, tout le monde peut ou doit se sentir concerné par ce que nous inventons ici avec les artistes. Nous nous attacherons à tisser des relations avec des acteurs non spécifiquement artistiques, relais indispensables afin de toucher les populations les plus directement éloignées du monde artistique. Ces partenariats visent à toucher des publics spécifiques (jeunes ou personnes âgées, publics en insertion), voire à intégrer ces publics au cœur même du projet artistique que nous menons. Les frontières entre artistes et publics se doivent d'être petit à petit effacées avec des projets faisant de la culture non pas une fin en soi, mais un outil et un moyen pour atteindre des objectifs relevant aussi de la création de lien social.

Nous serons également attentifs aux mutations urbaines actuelles, aux initiatives créatives spontanées, aux modes d'expressions alternatifs d'une population peu concernée par l'offre culturelle traditionnelle, par une jeunesse curieuse de nouvelles démarches de création dans les espaces urbains. Nous avons pu observer lors des représentations de *Quinch Quinch* pendant la dernière édition du Festival que de nouveaux langages artistiques pouvaient fédérer largement tous les publics, nouveaux ou habitués.

- La sensibilisation en milieu scolaire

ÉCLAT sera toujours un partenaire privilégié pour les établissements scolaires dans le cadre de dispositifs d'éducation artistique et culturelle. Ces actions communes sont pensées pour laisser une grande part de créativité et d'autonomie aux élèves impliqués. Elles devraient être poursuivies et accentuées, et des ateliers spécifiques pourraient être imaginés chaque année avec la complicité de compagnies accueillies en résidence et/ou d'autres intervenants artistiques.

Depuis 2020, nous avons porté plusieurs projets de pratiques et de création partagées à destination de plusieurs écoles primaires, de collèges et des lycées de l'agglomération. Qu'il s'agisse de projets portés par le collectif BIM, par la compagnie *Bonjour Désordre*, *Jeanne Simone* ou bien dernièrement l'*Amicale*, il s'agit d'expériences positives d'un point de vue éducatif et souvent une première expérience d'expression artistique pour les enfants, préadolescents ou adolescents.

Nous souhaitons bien évidemment amplifier ce type de collaborations, selon des temporalités variables, avec les établissements scolaires de l'agglomération. Mais nous sommes confrontés à certaines limites concernant leurs financements. De plus, nous devons fréquemment faire appel à des intervenants qui ne sont pas originaires du territoire, ce qui implique des coûts supplémentaires significatifs. La création d'une Convention Territoriale d'Education Artistique et Culturelle pourrait lancer une dynamique dans laquelle ÉCLAT aurait toute sa place.

D'autres initiatives liées à la diffusion de spectacles en ou hors des établissements scolaires remportent toujours un succès en termes d'impact culturel ou de fréquentation. Ainsi, la diffusion d'un spectacle de la compagnie *Libertivore* au sein de l'ENILV et du lycée agricole Georges Pompidou d'Aurillac a fait suite à un projet de pratique artistique autour de la thématique du sauvage avec le collectif *noue*.

Cette expérience fut très positive et le dialogue avec l'établissement devrait aboutir à d'autres actions de médiation qui pourraient se formaliser lors de l'année scolaire 2024/2025.

Le Pépin

Collaboration avec le Lycée Saint Géraud

3 à 4 numéros sont en prévision pour l'année 2024.

Fin 2015, des élèves en Terminale Bac Professionnel Artisanat et Métiers d'Art - Communication Visuelle Pluri-Médias du Lycée Saint-Géraud d'Aurillac ont imaginé un journal pour traiter de l'actualité des résidences au Parapluie. Ce projet, coordonné par Bruno Verger, professeur d'Arts Appliqués se poursuit depuis.

Le journal est, en quelque sorte, une interprétation, une vision qu'ont les élèves du travail effectué par les compagnies en résidence de création. Pour chaque numéro, des élèves s'inspirent de l'univers de la compagnie, puis ils la rencontrent au Parapluie et produisent du texte, des dessins, mais aussi du contenu décalé en lien avec le thème du spectacle de la compagnie accueillie.

Le journal est imprimé à 1000 exemplaires et nous assurons sa diffusion dans des lieux de vie aurillacois variés afin de toucher un public assez large.

- Culture et Santé

ÉCLAT est un interlocuteur privilégié d'interSTICES, structure de coopération régionale sur la thématique Culture & Santé. La pertinence de leur démarche correspond totalement aux enjeux qu'ÉCLAT porte en termes de développement culturel et artistique en lien avec les structures d'insertion, sociales, éducatives, socio-culturelles, médico-sociales ou médicales. C'est pourquoi nous sommes acteurs de cette dynamique pour favoriser le développement de nouvelles initiatives artistiques et culturelles dans des établissements de santé.

Carnage Productions dans le cadre du dispositif Culture et Santé

Réalisation d'un court-métrage en partenariat avec l'ADSEA / DITEP de Polminhac

Du 19 au 21 février et du 15 au 17 avril 2024

En 2022, Stéphane Filloque a signé *13 ans et 9 mm*, un court-métrage sur le harcèlement qu'il a co-réalisé avec huit adolescents en échec scolaire. Une expérience pédagogique qui fut couronnée de succès, les jeunes ayant reçu le « Diplôme d'honneur du civisme pour la jeunesse » à la suite de la création de ce film. En 2024, le directeur-artistique-metteur-en-scène-clown-comédien-couteau-suisse remet ça avec un groupe de l'ITEP de Polminhac. « Mon souhait est de reproduire une expérience similaire avec un public différent, en se greffant sur leurs émotions, leurs ressentis. »

Ainsi, les jeunes seront amenés à créer un film de A à Z, du choix du thème à l'écriture, la mise en scène et la réalisation. Ce qui motive Stéphane Filloque dans cette démarche, c'est la possibilité de proposer une vraie expérience de terrain, stimuler la créativité de ces jeunes participants, et laisser une trace concrète symbole de fierté.

- Les projets participatifs

Pour étayer leur thématique ou collecter des paroles et témoignages, certaines compagnies sollicitent la contribution de personnes volontaires.

En 2024, les compagnies [Carton Plein](#) et [Rara Woulib](#) travailleront respectivement avec des personnes âgées, en collaboration avec l'EHPAD de La Louvière, et des adolescents fréquentant les activités d'Épicentre, lieu de cultures et pratiques urbaines (skate et BMX).

De plus, la résidence de la compagnie [Kiroul](#) devrait s'effectuer en deux temps, le premier au Parapluie, le deuxième en immersion sur une place publique d'Aurillac. Ce type de résidence in situ permet aux riverains, aux usagers de cet espace public d'être confronté d'une manière informelle à un travail de création en cours, d'investir l'espace urbain comme un lieu de travail sensible en dehors du Festival et de faire récit d'un territoire en création.

[Lanternes, lumières sur la ville](#) du collectif [les Poussières](#) : projet porté par un collectif d'Aubervilliers qui prend la forme d'ateliers de fabrication de lanternes déployés sur plusieurs semaines et ouverts à des publics très divers (enfants et jeunes en temps scolaires, adultes, personnes âgées, en insertion...) et des ateliers destinés à tous et toutes dans l'espace public. Plusieurs centaines de participants sont impliqués, une galerie des lanternes sera exposée dans l'espace public et la conclusion s'opère par une grande procession nocturne lumineuse et musicale au cœur de la ville rassemblant des milliers de personnes et des centaines de lanternes construites.

Chaque année, certaines compagnies accueillies en résidence ou qui font partie de la programmation officielle du festival nous font des demandes pour rassembler des participants prêts à s'investir et à prendre part à leurs spectacles. De manière générale, cela représente environ une centaine de personnes chaque année.

Cette participation repose sur un engagement réciproque. Alors que les participants apportent leur énergie et leur motivation, les compagnies s'engagent à les accompagner et à les intégrer pour qu'ils puissent vivre une véritable expérience artistique et conviviale dans de bonnes conditions. Il ne s'agit pas de grossir les rangs d'une compagnie ou d'utiliser les participants pour construire une image forte dans un spectacle, mais de valoriser leur participation en la pensant comme un échange. Ces participations sont généralement ouvertes à tous et toutes, indépendamment de la pratique artistique de chacun.

– Les projets de territoire (au long cours)

Les projets artistiques et culturels de territoire que nous portons sont des projets initiés par des artistes qui prennent en compte un contexte général et qui peuvent être reproductibles ou pensés spécifiquement pour un territoire donné. Le territoire peut prendre en compte toutes les composantes d'un espace donné, c'est-à-dire son implantation physique et géographique, architecturale ou naturelle. Ces territoires peuvent être plus ou moins vastes, urbains ou péri-urbains, naturels ou paysagers. Mais ce qui constitue pour nous un territoire induit les personnes qui le composent, habitants, usagers, structures sociales, sociétales, éducatives, institutionnelles ou associatives.

Ces projets peuvent s'inscrire indifféremment dans des dispositifs existants, à tout moment de l'année ou plus rarement dans le Festival. Ces projets, écrits à l'échelle d'un quartier, d'une ville, d'une commune, d'un parc naturel ou d'un lieu patrimonial, ont cette caractéristique de mettre en jeu la participation et la contribution des personnes qui le constitue selon la forme et la nature des projets. Ce type de démarche interroge tout autant la fabrication d'une proposition artistique que sa médiation.

Nous l'avons déjà évoqué, il est primordial que le projet d'ÉCLAT se décline sur le territoire, s'adresse aux habitants et trouve sa cohérence en dehors du temps du Festival. Cet équilibre est fondamental et nécessite une coopération beaucoup plus volontariste en termes de moyens mis en œuvre. Notre objectif serait de porter un projet d'ampleur chaque année. Ces projets s'établissent sur la durée, à travers un travail de sensibilisation ou d'ateliers bien en amont de sa forme finalisée, ils induisent donc des financements spécifiques importants.

Si les moyens actuels d'ÉCLAT ne sont pas suffisants pour initier ce type de projet, les dispositifs ponctuels existants ne sont pas dimensionnés pour financer ce type de projets. C'est pourquoi un dialogue avec les partenaires et les collectivités doit s'enclencher afin de ne pas délaisser cet aspect essentiel du projet actuel.

Nous pensons à certains de ces projets :

Trophy de *STO Union* est un projet canadien encore inédit en France, impliquant de 100 à plus de 200 participants adultes, une scénographie unique en ville. Ce projet se formalise par l'installation d'une centaine de tentes translucides dans l'espace public. Chaque tente est investie par un ou deux habitants qui racontent en sept minutes un moment de bascule dans leur vie à un petit groupe de public. Ces récits se succèdent pendant plusieurs heures et provoquent à la fois une installation plastique sensible et des rencontres humaines poignantes et rares.

D'autres projets comme *Pasta Y Basta* de la compagnie à l'envers, *Cité fertile* de Quignon sur rue, *Cuccines* de Floriane Facchini, l'installation d'une œuvre monumentale en carton d'Olivier Grossetête ou *Dominos* de Station House Opera, *Nids* de Star Pilot, sont autant de projets fédérateurs qui s'adresseraient à la ville et trouveraient leur place et leur raison d'être sur le territoire.

– Projet Leader Cantal

Certains de ces projets pourraient s'inscrire dans le cadre du programme régional FEADER à travers le GAL Auvergne-Rhône-Alpes Cantal 2024 – 2027, sur une durée de deux ans sur un territoire déterminé, en lien avec plusieurs acteurs publics, associatifs et éducatifs, à l'instar du projet *Cité fertile* de Quignon sur rue.

3. LES MISSIONS PROFESSIONNELLES

La formation

– La formation professionnelle

ÉCLAT accueille chaque année des sessions de formation professionnelle techniques au Parapluie. Ces modules seront renforcés afin de proposer aux professionnels du spectacle du Cantal des formations qualifiantes. Ainsi le Parapluie devient un espace de formation technique reconnu par plusieurs organismes agréés et contribue à développer au niveau local une filière de techniciens qualifiés. Il est essentiel que sur des territoires comme le Cantal, des professionnels puissent s'épanouir sur place en termes d'emplois proposés mais aussi en termes de formations indispensables dans l'évolution de nos pratiques techniques et sécuritaires.

D'un point de vue de la production, de l'administration et de la communication, nous accueillons régulièrement des stagiaires qui se trouvent intégrés à l'équipe de l'organisation du Festival. Ces personnes viennent de toute la France et nous privilégions naturellement les personnes issues du territoire.

– L'accompagnement des écoles supérieures

La FAI-AR est l'école artistique supérieure de référence en Europe dédiée à la création en espace public. Nous accueillons régulièrement en résidence ou en diffusion des artistes issus de cette formation unique en Europe. En 2020, nous avons accueilli un laboratoire de la formation supérieure durant deux semaines sous la direction artistique d'Arnaud Pirault de la compagnie Gruppenfonction.

Ainsi le lien entre ÉCLAT et la FA-AR est relativement étroit. La sortie de formation d'une promotion se formalise tous les deux ans par un « panorama de chantiers », rendez-vous professionnel de présentation de maquettes des apprentis. En 2021, nous avons décidé de collaborer afin de présenter ce panorama lors de l'édition 2021 du Festival, puis lors de rencontres adaptées au contexte sanitaire. L'annulation de ces rencontres a eu pour conséquence la suppression de ce premier panorama délocalisé. Depuis, la direction de la FAI-AR a changé et de nouveaux échanges devraient aboutir à un autre mode de collaboration.

En 2021, nous avons accueilli au Parapluie un laboratoire de formation de l'École Supérieure d'Art Dramatique de Paris autour de la thématique de théâtre-paysage dirigé par Mathilde Delahaye. L'expérience, pour une formation supérieure telle que l'ESAD, d'aborder le « hors les murs » comme un possible artistique fut remarquable.

C'est pourquoi nous allons continuer à imaginer d'autres sessions de formation et de sensibilisation avec des partenaires tels que Superstrat (Centre de formation artistique à Saint- Bonnet-le-Château), l'École Supérieure d'Architecture de Clermont-Métropole, l'école de la Comédie de Saint-Étienne, l'ENSATT de Lyon, ou en lien avec le Jeune Théâtre National pour la réalisation de maquettes.

La ressource et l'expertise

– La ressource et le soutien à l'édition ou à la production audiovisuelle

ÉCLAT contribue à la promotion éditoriale traitant du spectacle vivant à travers la mise en place d'une librairie professionnelle et thématique pendant le Festival. D'autre part, ÉCLAT propose régulièrement des rencontres et des lectures de textes contemporains dédiés à l'espace public. Ces dernières années, nous avons participé au financement de deux ouvrages à paraître aux éditions Deuxième Époque : *Terres communes* d'Alix Denambide et *Pailarde(s)* de Marie Do Fréval. Ce soutien à l'édition restera d'actualité lorsque ces projets résonnent avec nos activités de soutien à la création et à la diffusion.

En 2022, une commande de deux courts films documentaires a été faite auprès de deux réalisateurs (Eric Ménard et Bastien Giraud) pour témoigner de la traversée funambule des *Filles du renard pâle* et de la performance de la *Khta compagnie*. Nous pourrions poursuivre cette démarche selon les projets accueillis à l'occasion des prochaines éditions.

En 2023, Antoine Page, réalisateur de documentaires, a pu s'immerger dans l'organisation du Festival et découvrir plus finement cette manifestation. Un dialogue entre ce réalisateur et ÉCLAT

pourrait aboutir à la réalisation d'une œuvre documentaire autour du Festival d'Aurillac, sérielle et/ou long format destiné aux salles de cinéma. Une première phase d'écriture et de recherche de financements s'établira courant 2024.

– L'expertise et le conseil

ÉCLAT, labellisé Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public, est identifié comme un pôle de référence des arts de la rue au niveau national mais aussi international.

Ce rôle peut susciter des collaborations avec des collectivités et d'autres organismes qui chercheraient à bénéficier d'une expertise dans ce domaine. Ainsi, nous pourrions effectuer des missions de conseil et de développement, ou porter des événements et des temps de programmation sur le territoire.

A un niveau plus large, Frédéric Remy est régulièrement membres de commissions d'attribution d'aides en DRAC AURA, à la DGCA, à la SADC.

Frédéric Remy est également membre du comité scientifique et pédagogique de la FAI-AR, et du conseil d'orientation d'ARTCENA.

ÉCLAT est membre du Conseil d'Administration de la Fédération Régionale des Arts de la Rue AURA et participe à ce titre au groupe de travail sur les festivals au sein du COREPS Auvergne Rhône Alpes.

ÉCLAT est fréquemment invitée à intervenir lors de rencontres professionnelles, tables rondes, conférences en France ou à l'étranger. En 2023, Frédéric Remy était invité à intervenir à l'occasion du festival de Tárrega en Espagne ou auprès de jeunes professionnels aux métiers de la culture à Séoul en Corée du Sud.

Dans le prolongement de ces missions de conseil, ÉCLAT participera activement à la réflexion et aux actions conduites par l'association des CNAREP, créée en novembre 2019. ÉCLAT assure la co-présidence de cette association depuis 2023.

Sa vocation est d'accompagner la mise en œuvre des actions publiques en faveur de la création artistique dans l'espace public, en particulier autour des questions de d'expertise et d'évaluation, de créer un espace de concertation, d'échanges et d'actions au service des professionnels des arts de la rue et de l'espace public, d'être force de proposition sur les enjeux des écritures contemporaines et d'initier des actions de prospective pour une mise en valeur de la création en espace public.

Ces participations et implications sont fondamentales et représentatives de la place emblématique qu'occupe ÉCLAT dans et au-delà de son écosystème professionnel et institutionnel.

– La réflexion et la prospective

Nous allons continuer à organiser chaque année à Aurillac des temps de réflexion, de débats et d'échanges sur des thématiques précises. Ces temps de réflexions sur des sujets déterminés peuvent se traduire à l'occasion de séminaires ou de groupes de travail en interne mais aussi en partage avec d'autres acteurs ; artistes, représentants des collectivités, partenaires.

En octobre 2021, après deux ans d'absence de festival, la Question du moment a réuni au Parapluie plusieurs intervenants et des dizaines de participants autour de sujets d'actualité liés à l'accès aux espaces publics, à la problématique de la diffusion des compagnies, aux valeurs du Festival d'Aurillac. Ce rendez-vous fut animé par le collectif des Girouettes. L'ampleur et le coût de cette rencontre ne permet pas de la reproduire prochainement mais ses retombées et la force de ces temps collectifs hors période festivalière sont trop rares pour ne pas évoquer un retour prochain.

Dans une moindre mesure, en 2023, nous avons organisé un séminaire ouvert sur les collectifs du futur. En présence de représentants de différents collectifs présents durant l'édition 2023 et de la ville d'Aurillac, sous la conduite d'Angèle Pigirard, facilitatrice, nous avons interrogé ce mode d'organisation des compagnies incontournable au Festival. Ces réflexions continuent en 2024 et certaines évolutions seront mises en pratiques lors des prochaines éditions du Festival.

– Un Centre européen de production

Une réflexion est en cours au ministère de la Culture afin de repenser cette nomination attribuée à une dizaine de structures culturelles en France, dont une seule est dédiée aux arts de la rue, Lieux Publics.

Lancé en juin 2016, ce dispositif initié par le ministère de la Culture a pour objectif de soutenir des structures d'excellence dans le développement de leurs partenariats européens et internationaux pour mieux produire, mieux coproduire et mieux diffuser la création et les écritures contemporaines. Il entend également renforcer la dimension européenne des partenariats et des réseaux, tant dans l'accompagnement des artistes, notamment émergents, que dans les projets de formation et de transmission.

Au cours de cette réflexion, nous avons émis le souhait qu'ÉCLAT puisse bénéficier de cette désignation et puisse continuer à développer ses actions internationales et européennes. Cette perspective serait en cohérence avec les axes de développement du projet d'ÉCLAT.

– Les locaux d'ÉCLAT

Pour mener à bien ces missions, ÉCLAT occupe divers espaces de travail et d'accueil toute l'année : le Parapluie, le Domaine de Tronquières pour l'hébergement et les résidences d'écriture, les bureaux au centre-ville.

Vingt ans après la création du Parapluie, sa pertinence n'est plus à prouver. Cet équipement, plébiscité par les artistes en résidence, est un lieu de création parfaitement adapté pour l'accueil de compagnies œuvrant dans et pour l'espace public. La carence principale concerne le manque d'espace pour le stockage de matériel.

Le bâtiment ancien du Domaine de Tronquières, qui n'a pas été réaménagé depuis de longues années, se dégrade et n'est plus adapté d'un point de vue énergétique.

Les bureaux d'ÉCLAT deviennent trop exigus d'avril à août, lorsque l'équipe permanente se renforce pour l'organisation saisonnière du festival. Ces locaux et la cour extérieure ne sont pas accessibles aux personnes en fauteuil roulant ou à mobilité très réduite.

Aujourd'hui, le constat est fait d'une inadéquation de certains des espaces exploités par ÉCLAT, du fait de l'évolution de l'activité, de l'obsolescence du lieu d'hébergement, de l'éloignement des sites entre eux et avec le centre-ville. L'éclatement géographique des locaux investis par ÉCLAT ne favorise pas la relation quotidienne, une présence visible des artistes, un échange avec les équipes mais aussi les habitants, une émulation autour des arts en espace public au cœur de la ville.

Un projet de regroupement des bureaux et du lieu de vie des artistes accueillis devient de plus en plus pertinent. Enfin, ÉCLAT manque d'un espace de rencontre facilement accessible, dans la cité, qui permette une relation de proximité par le biais de réunions publiques, de mini-présentations, d'ateliers ou de moments partagés avec certains artistes.

Ce projet de recherche et d'occupation de nouveaux locaux investis par ÉCLAT devrait s'envisager à moyen terme, dans le périmètre urbain d'Aurillac. Nous avons procédé à un état des lieux complet de nos espaces occupés existants et à une analyse de nos besoins. Il s'agit désormais de partager ces différents éléments avec la ville d'Aurillac afin d'étudier différentes hypothèses prospectives sur ce sujet.

– La communication

Depuis 2020, nous avons entamé une modification de plusieurs de nos outils de communication. Après avoir modifié notre charte graphique, adopté un nouveau logo, harmonisé les différentes appellations d'ÉCLAT, nommé différentes actions, nous avons également fait évoluer certains documents d'information.

Les documents de communication du Festival ont évolué pour plus de clarté et de lisibilité, en particulier le programme officiel. Un nouveau plan et une nouvelle approche par quartiers ont conduit à une modification du programme des Compagnies de passage.

Une évolution de l'application numérique a également été menée lors de ces dernières éditions. Cette application est largement plébiscitée par ses usagers bien qu'elle traite un nombre d'information impressionnant.

La gazette d'ÉCLAT a vu le jour en 2023. Ce document d'information répertorie nos actions sur 3 ou 4 mois et regroupe à la fois un détail de nos actions artistiques et propose un agenda précis de nos rendez-vous publics. Sa mise en page et son traitement graphique insolite a généré une adhésion assez forte au niveau local. Le rythme de publication de la gazette s'adapte aux activités d'ÉCLAT. Cet outil peut également évoluer dans sa forme et sa périodicité selon les besoins que nous identifierons en termes de communication de proximité.

Nous avons développé notre présence sur les réseaux sociaux avec une approche plus dynamique qui se traduit à travers des vignettes vidéo diffusées pendant le Festival. Ces évolutions seront prolongées à l'avenir avec la création de contenus sonores, prenant la forme de formats courts ou de podcasts plus élaborés.

En 2024, nous allons mettre en ligne un nouveau site internet pour plus de clarté et d'ergonomie. C'est ainsi que nous allons œuvrer au cours des prochaines années afin d'adapter nos outils de communication.

Une réflexion autour des relations presse est menée afin d'accroître notre présence médiatique nationale, la notoriété du festival, de proposer un récit plus actuel sur ce rendez-vous unique au monde et de proposer de nouveaux angles plus représentatifs des évolutions esthétiques ou sociétales que porte ÉCLAT. Des discussions avec l'agence de presse MYRA sont en voie de concrétisation pour une collaboration dès 2024.

– L'équipe

La convention collective applicable à l'activité de l'association ÉCLAT est celle des entreprises artistiques et culturelles – spectacle vivant subventionné.

Renouvelée progressivement et étoffée depuis 2020, l'équipe permanente d'ÉCLAT compte aujourd'hui 9 salariés permanents. Le recours au télétravail, encadré par une charte validée avec le CSE en 2022, s'exerce uniquement pendant la période d'octobre à mars, sur la base du volontariat et selon un planning adopté collectivement.

L'organisation et la réflexion collective

Des initiatives collectives sont nourries par la combinaison de réunions régulières, de groupes de travail actifs sur des thématiques liées à la mise en œuvre du Festival et à son évolution.

Par ailleurs, un séminaire d'une à deux journées, sur un sujet choisi en fonction d'une problématique rencontrée au cours de l'année écoulée, est programmé en décembre.

Les journées organisées en 2023 ont été conduites par Angèle Picgirard, facilitatrice, et ont donné lieu à un rapport riche et complet sur le sujet des collectifs du futur.

Ainsi nous avons une réelle pratique de réflexion collective autour de l'évolution de nos activités et du Festival. Cela permet de pousser certains sujets d'actualité ou de prospective et de confronter les points de vue. Cette démarche inclusive permet d'appréhender collectivement certaines problématiques et de pouvoir transmettre cette analyse et ses conclusions auprès des partenaires et interlocuteurs.

Les grands chantiers

Deux grands chantiers ont été menés collectivement, en lien avec les préoccupations et enjeux de notre réseau professionnel. En 2023, nous avons lancé une formation collective et un chantier de prévention lié aux Violences et Harcèlements Sexistes et Sexuels (VHSS) dans la structure et dans le cadre du festival en collaboration avec l'association des Catherinettes.

En 2024, nous mettons en œuvre une démarche liée à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) : déclinaison d'un plan d'action triennal en matière environnementale, sociale et économique contribuant aux enjeux du développement durable. La rédaction de notre plan d'action prioritaire s'est déroulée en fin d'année, après un diagnostic réalisé par le cabinet IPAMA en amont et pendant le Festival.

– L'association

L'association ÉCLAT est une association de type 1901, créée en 1989 comme support d'organisation du 4^e Festival Européen de Théâtre de Rue d'Aurillac, fondé en 1986 par Michel Crespin.

Elle est labellisée Centre National des Arts de la Rue en 2004, puis Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public en 2017.

En 2023, les statuts de l'association ont été mis à jour. Cette mise à jour avait comme objectif de modifier certains articles afin de simplifier la gouvernance de l'association et d'harmoniser la classification des différents membres qui composent l'Association et le Conseil d'Administration. La composition des membres de l'association relative à ces modifications sera effective au cours de l'année 2024.

Détail des compagnies soutenues en 2024

L'ENTAILLE

Toi sans qui le monde – Marseille (13)

En résidence de construction du 08 au 13 janvier 2024 et apport en coproduction

Toi sans qui le monde est une performance de 4 mois qui s'écrit dans un corps à corps avec les jours et les lieux traversés. Une marche de rupture qui vient renverser l'ordre des choses et faire dérailler l'ordinaire, pour questionner notre manière d'habiter le monde. Un appel à renouveler les imaginaires de la relation, une tentative de résistance face aux politiques de division sociale.

CARTON PLEIN

Vieillir vivant ! (Création 2026) – Ambert (63)

En résidence de création du 05 au 10 février 2024 et apport en coproduction

Accueil de la compagnie à la Louvière – EHPAD d'Aurillac

Portée par l'envie de changer le regard de la société sur le grand âge, cela fait trois ans que l'association Carton Plein travaille sur *Vieillir Vivant !*, un labo de recherche et de création qui prodigue « des soins culturels » auprès des seniors partout en France, à domicile, sur l'espace public et au cœur des institutions.

RARA WOULIB

Youth is not a crime (Création 2025) – Marseille (13)

En résidence de création du 17 au 24 février 2024 et apport en coproduction

En partenariat avec Session Libre

Youth is not a crime est un projet d'installation urbaine autour du skateboard imaginé par la compagnie Rara Woulib. L'idée ? Prolonger le travail d'hybridation entre les arts de la rue, l'espace public et les cultures urbaines entamé avec *Moun Fou...* Et prendre le pouls de la jeunesse, éprouver l'espace, fusionner les univers, faire spectacle.

LUMIERE D'AOUT

En pente (Création 2026/27) – Rennes (35)

En résidence de création du 25 au 29 mars 2024 et apport en coproduction

Parce qu'il souhaite « établir des liens avec le monde sans le cacher par les murs d'un théâtre », l'auteur et metteur en scène Alexandre Koutchevsky travaille depuis 2006 sur le *théâtre-paysage*, un concept de représentations en plein air qu'il oppose au *théâtre en boîte noire*. Après les bunkers, les champs ou les plages, sa prochaine pièce s'intéressera aux pentes, qu'elles soient champêtres, urbaines, douces, abruptes, mauvaises ou glissantes...

MARZOUK MACHINE

Apocalypse (Création 2019) – Pont-de-Barret (26)

En résidence du 08 au 19 avril 2024 et apport en coproduction

Dans *Apocalypse*, trois énergumènes racontent la fin du monde - ou comment notre civilisation a causé sa perte en fonçant dans le mur en connaissance de cause. « *Apocalypse* n'a pas pour vocation d'apporter une vérité sur quoi que soit » rappelle Sarah Daugas Marzouk. « Il est un regard d'artiste bouffon sur sa propre société, forcément biaisé, subjectif, incorrect, imparfait. » On ajoutera drôle, bien écrit et grinçant de lucidité.

JEANNE SIMONE

L'ANIMAL TRAVAIL ou comment l'observer sans faire de bruit (Création 2025) – Bordeaux (31)

En résidence de création du 06 au 10 mai 2024 et apport en coproduction

La compagnie mène à Aurillac un troisième laboratoire de recherche autour de la question du travail comme sujet, comme « en commun » dans l'espace public qui occupe et préoccupe, qu'on en ait, le perde, le cherche ou s'y prépare... Jeanne Simone enquête sur « ce que le travail fabrique en nous, de l'histoire qu'il nous conte, du temps qu'il crée ou qu'il défait ».

KIROUL

Jours – concentré de joie (Création 2024) – Jegun (32)

En résidence de création du 19 au 30 juin 2024 et apport en coproduction

Outre la joie, c'est bien de la notion de Rebond dont il est question. Et peut-être aussi en filigrane de cet

esprit versatile qui nous fait observer les choses sous différents angles. Kiroul propose de fabriquer un condensé spectaculaire dynamique aux effets non délétères. Un spectacle en forme de comprimé blanc et sécable instantanément assimilable, une mise en joie par effet cathartique pur.

TRANSE EXPRESS

ADN (Création 2025) – Eure (26)

En résidence de création du 14 au 20 octobre 2024 et apport en coproduction

Par le prisme de la rencontre et du voyage, ADN parle du tissage en nous entre identité culturelle et liberté individuelle, de ce qui fait « commun », de la puissance d'un équipage et du partenariat humain pour de grandes réalisations, tout cela avec une structure de plus de 40 mètres de haut. Il s'agira la plus grande structure jamais réalisée par la compagnie.

NADINE GUINEFOLEAU

Saint-Christophe-sur-Roc (79)

En Recherche du 29 janvier au 1er février / du 11 au 15 mars et du 1er au 05 avril 2024

Poussée par une envie de repasser par la matière, le dessin, la fabrication, Nadine Guinefoleau participe à ce dispositif avec l'idée de prendre le temps de s'interroger sur... le temps. « J'aime l'étirer, le ralentir, le suspendre, donner la sensation d'une parenthèse, créer des distorsions. Rendre visible ce qui est en train de se construire là sous nos yeux sans 'artifices', montrer les rouages, les mécanismes. »

ANNEXE II - BUDGET PREVISIONNEL 2024-2025-2026-2027

Association ECLAT

BUDGETS PREVISIONNELS 2024-2027 CHARGES 1/2	2024 Total HT	2025 Total HT	2026 Total HT	2027 Total HT	TOTAL 2024-2027
Achats	725 420	718 500	723 650	724 900	2 892 470
Achats d'études et prestations de service	590 670	572 600	571 500	566 500	2 301 270
Achats de spectacles	259 100	231 000	229 400	224 400	943 900
Aides à la création	97 000	95 000	95 000	95 000	382 000
Achats de prestations artistiques	11 840	20 000	20 000	20 000	71 840
Soutien à l'édition	1 000	1 500	2 000	2 000	6 500
Prestations de prévention et de sécurité	185 100	185 100	185 100	185 100	740 400
Prestations nettoyage	9 630	10 000	10 000	10 000	39 630
Prestations diverses	27 000	30 000	30 000	30 000	117 000
Achats non stockés de matières premières	134 750	145 900	152 150	158 400	591 200
Achat de matériels et équipement	1 450	2 000	2 000	2 000	7 450
Eau / assainissement	2 350	2 500	2 750	3 000	10 600
Gaz	39 000	41 000	44 000	47 000	171 000
Electricité	33 500	36 000	39 000	42 000	150 500
Carburant	2 400	2 400	2 400	2 400	9 600
Fournitures et petit équipement	13 400	15 000	15 000	15 000	58 400
Fournitures administratives et informatiques	3 650	4 000	4 000	4 000	15 650
Autres matières et fournitures	31 000	33 000	33 000	33 000	130 000
Achats de produits dérivés et destinés à la revente	8 000	10 000	10 000	10 000	38 000
Services extérieurs	200 335	221 400	231 250	231 500	884 490
Locations	161 005	169 400	176 000	176 000	682 406
Locations immobilières	22 600	23 400	25 000	25 000	96 000
Locations matériel de bureau	6 805	7 500	7 500	7 500	29 306
Locations de véhicules	12 600	13 500	13 500	13 500	53 100
Locations matériel technique	100 500	105 000	110 000	110 000	425 500
Locations structures	9 000	10 000	10 000	10 000	39 000
Autres location (linge...)	9 500	10 000	10 000	10 000	39 500
Entretiens et réparations	12 910	24 000	24 250	24 500	85 663
Entretien et réparations locaux	500	10 000	10 000	10 000	30 500
Entretien et réparation matériel et outillage	4 950	5 000	5 000	5 000	19 951
Maintenance matériel de bureau	1 410	1 500	1 750	2 000	6 661
Maintenance informatique	6 050	7 500	7 500	7 500	28 551
Primes d'assurances	25 620	27 000	30 000	30 000	112 621
Primes d'assurances	25 620	27 000	30 000	30 000	112 621
Divers	800	1 000	1 000	1 000	3 800
Documentations / éditions	800	1 000	1 000	1 000	3 800
Autres services extérieurs	483 775	502 500	505 000	507 500	1 999 777
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	70 200	75 500	76 000	76 500	249 201
Rémunérations d'intermédiaires	2 150	3 000	3 000	3 000	11 151
Honoraires photographes / vidéastes	11 150	12 000	12 000	12 000	47 150
Honoraires graphistes	13 100	14 000	14 500	15 000	56 600
Honoraires presse	15 000	17 500	17 500	17 500	67 500
Honoraires expert-comptable	6 600	7 000	7 000	7 000	27 600
Honoraires commissaire aux comptes	4 500	5 000	5 000	5 000	19 500
Honoraires divers	4 700	5 000	5 000	5 000	19 700
Transport de biens et de personnes	13 000	12 000	12 000	12 000	49 000
Publicités, publications et relations publiques	114 040	116 000	118 000	120 000	468 041
Annonces et insertions	58 200	60 000	60 000	60 000	238 201
Catalogues et imprimés	55 840	56 000	58 000	60 000	229 840
Déplacements, missions, réceptions	299 535	311 000	311 000	311 000	1 232 535
Voyages et déplacements équipes artistiques	50 180	52 000	52 000	52 000	206 180
Voyages et déplacements équipes admin et techniques	40 220	42 000	42 000	42 000	166 220
Repas équipes artistiques	72 080	75 000	75 000	75 000	297 080
Repas équipes admin et techniques	53 900	55 000	55 000	55 000	218 900
Hébergements équipes artistiques	53 505	55 000	55 000	55 000	218 505
Hébergements équipes admin et techniques	21 900	24 000	24 000	24 000	93 900
Frais de mission / réception	7 750	8 000	8 000	8 000	31 750
Total page 1	1 409 530	1 442 401	1 459 901	1 463 901	5 726 737

Association ECLAT

BUDGETS PREVISIONNELS 2024-2027	2024	2025	2026	2027	TOTAL
CHARGES	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	2024-2027
2/2					
Autres services extérieurs	16 555	22 939	22 939	22 939	85 376
Frais postaux et de télécommunications	11 325	11 939	11 939	11 939	47 143
Frais postaux	2 750	3 000	3 000	3 000	11 750
Téléphone et internet	8 575	8 939	8 939	8 939	35 393
Services bancaires et assimilés	2 150	2 500	2 500	2 500	9 651
Services bancaires et assimilés	2 150	2 500	2 500	2 500	9 651
Divers	3 080	8 500	8 500	8 500	28 582
Cotisations diverses et adhésions	2 080	7 500	7 500	7 500	24 581
Autres services extérieurs	1 000	1 000	1 000	1 000	4 001
Impôts et taxes	17 610	17 610	17 610	17 610	70 441
Taxe sur les salaires	12 000	12 000	12 000	12 000	48 000
Cotisation foncière CFE	3 310	3 310	3 310	3 310	13 241
Taxes diverses	2 300	2 300	2 300	2 300	9 200
Charges de personnel	903 530	924 250	938 250	952 250	3 714 281
Rémunération du personnel permanent	328 595	334 000	339 000	344 000	1 341 595
Salaires, appointements	327 595	333 000	338 000	343 000	1 341 595
Provision congés payés	1 000	1 000	1 000	1 000	4 000
Rémunération du personnel temporaire	320 280	326 000	331 000	336 000	1 313 280
Salaires, appointements	314 410	320 000	325 000	330 000	1 289 410
Indemnités de stage et service civique	5 870	6 000	6 000	6 000	23 870
Rémunération du personnel artistique	0	2 000	2 000	2 000	6 000
Salaires, appointements	0	2 000	2 000	2 000	6 000
Charges sociales	254 105	261 200	265 200	269 200	1 049 705
Charges patronales	254 105	261 200	265 200	269 200	1 049 705
Autres charges de personnel	550	1 050	1 050	1 050	3 700
Formation du personnel	500	1 000	1 000	1 000	3 500
Cotisation diffuseurs droits d'auteurs et honoraires	50	50	50	50	200
Autres charges de gestion courante	27 750	29 500	29 500	29 500	116 250
Redevance pour droits et valeurs similaires	27 700	29 000	29 000	29 000	114 700
Droits d'auteur	27 700	29 000	29 000	29 000	114 700
Charges diverses de gestion courante	50	500	500	500	1 550
Créances irrécouvrables	0	0	0	0	0
Charges diverses de gestion courante	50	500	500	500	1 550
Charges exceptionnelles	0	300	300	300	900
Pénalités amendes	0	150	150	150	450
Charges exceptionnelles	0	150	150	150	450
Dotations aux amortissements et provisions	16 000	20 850	20 850	20 850	78 550
Dotations aux amortissements - exploitation	15 850	15 850	15 850	15 850	63 400
Dotations amortissement immobilisation incorp.	0	0	0	0	0
Dotations amortissement immobilisation corporelles	15 850	15 850	15 850	15 850	63 400
Provisions pour risques et charges	150	5 000	5 000	5 000	15 150
Provisions pour risques et charges	150	5 000	5 000	5 000	15 150
Engagements à réaliser sur subventions affectées	57 300	57 300	57 300	57 300	229 200
DRAC Fond d'urgence sécurité	57 300	57 300	57 300	57 300	229 200
IS et assimilés	0	0	0	0	0
Dotations aux amortissements - exploitation	0	0	0	0	0
Sous-total page 2	1 038 745	1 072 749	1 086 749	1 100 749	4 294 988
TOTAL CHARGES	2 448 275	2 515 150	2 546 650	2 564 650	10 074 725
VALORISATION(S)	996 440	996 440	996 440	996 440	3 985 760
Valorisation apport Ville d'Aurillac festival 2020	868 940	868 940	868 940	868 940	3 475 760
Valorisation apport CABA mise à disposition du Parapluie	121 000	121 000	121 000	121 000	484 000
Apports communes tournée Champ libre 1 Frais d'accueil	6 500	6 500	6 500	6 500	26 000
TOTAL GENERAL CHARGES	3 444 715	3 511 590	3 543 090	3 561 090	14 060 485

Association ECLAT

BUDGETS PREVISIONNELS 2024-2027 PRODUITS	2024 Total HT	2025 Total HT	2026 Total HT	2027 Total HT	TOTAL 2024-2027
Ventes et prestations de services	262 140	271 000	278 000	281 000	1 092 140
Prestations de services	91 240	95 000	97 000	100 000	383 240
Participation des communes à Champ libre I	25 000	25 000	25 000	25 000	100 000
Sponsoring et partenariats	54 600	55 000	57 000	60 000	226 600
Actions culturelles	4 640	5 000	5 000	5 000	19 640
Locations Parasol					0
Autres locations	7 000	10 000	10 000	10 000	37 000
Ventes	179 900	176 000	181 000	181 000	708 900
Recettes de billetterie	56 200	60 000	65 000	65 000	246 200
Recettes bar	35 000	35 000	35 000	35 000	140 000
Recettes souscriptions catalogue	20 000	20 000	20 000	20 000	80 000
Recettes publicitaires	7 500	7 500	7 500	7 500	30 000
Ventes de produits dérivés	11 000	11 000	11 000	11 000	44 000
Ventes librairie	1 200	1 500	1 500	1 500	5 700
Ventes catalogues des compagnies	5 000	6 000	6 000	6 000	23 000
Ventes programme Of	35 000	35 000	35 000	35 000	140 000
Subventions d'exploitation	1 986 500	2 037 500	2 057 500	2 067 500	8 149 000
Europe - Programme Culture Europe			10 000	25 000	35 000
Europe - Programme Leader		20 000	20 000	10 000	50 000
Etat - Ministère de la Culture / DRAC Auvergne Rhône Alpes					0
- Subvention activité CNAREP	752 000	752 000	752 000	752 000	3 008 000
- Subvention itinérance en milieu rural	20 000	20 000	20 000	20 000	80 000
- Subvention En recherche - coopération CNAREP AURA	16 500	16 500	16 500	16 500	66 000
- Subventions Education artistique et culturelle	4 000	10 000	15 000	15 000	44 000
- Pass Culture	1 500	1 500	1 500	1 500	6 000
- Subvention projet de territoire & projet participatif (Prendre l'Air)	15 000	15 000	15 000	15 000	60 000
- Fonds d'urgence sécurité (quote part)	120 550	120 550	120 550	120 550	482 200
- Fonds de soutien aux festivals - Aide transversale	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
Etat - préfecture du Cantal					0
- Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance	5 000	5 000	5 000	5 000	20 000
- Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité	3 000	3 000	3 000	3 000	12 000
Région Auvergne Rhône Alpes					0
- Aide aux lieux	220 000	220 000	220 000	220 000	880 000
- Soirées en territoire	15 000	15 000	15 000	15 000	60 000
Conseil départemental du Cantal	90 000	90 000	90 000	90 000	360 000
Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac					0
- Subvention activité CNAREP	580 000	580 000	580 000	580 000	2 320 000
- Subvention rendez-vous étudiants	25 950	25 950	25 950	25 950	103 800
Ville d'Aurillac					0
- Subvention activité CNAREP	30 000	30 000	30 000	30 000	120 000
Sociétés civiles de gestion (SACDI, ADAMI, ...)	8 000	8 000	8 000	8 000	32 000
ONDA	15 000	15 000	15 000	15 000	60 000
Autres partenariats	15 000	40 000	45 000	50 000	150 000
Autres produits de gestion courante	107 000	112 000	116 500	121 500	457 000
Mécénat et dons	50 500	55 500	60 000	65 000	231 000
Produits divers de gestion courante	56 500	56 500	56 500	56 500	226 000
Produits financiers	0	0	0	0	0
Intérêts des comptes courants	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels	79 625	79 625	79 625	79 625	316 500
Produits exceptionnels	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels sur l'exercice antérieur	0	0	0	0	0
Reprise sur fonds dédiés	72 625	72 625	72 625	72 625	290 500
Quote part des subventions d'investissement inscrites au résultat	7 000	7 000	7 000	7 000	28 000
Reprises sur amortissement et provisions	2 985	5 000	5 000	5 000	17 985
Reprises sur amortissement et provisions d'exploitation	2 985	5 000	5 000	5 000	17 985
Transferts de charges	10 025	10 025	10 025	10 025	40 100
Ville d'Aurillac - Frais de gestion Tronquées	10 025	10 025	10 025	10 025	40 100
TOTAL PRODUITS	2 448 275	2 515 150	2 546 620	2 584 650	10 074 725
VALORISATIONS(S)	996 440	996 440	996 440	996 440	3 985 760
Valorisation apport Ville d'Aurillac festival 2020	868 940	868 940	868 940	868 940	3 475 760
Valorisation apport CABA mise à disposition du Parasol	121 000	121 000	121 000	121 000	484 000
Apports communes tournée Champ libre I Frais d'accueil	6 500	6 500	6 500	6 500	26 000

TOTAL GENERAL PRODUITS	3 444 715	3 511 590	3 543 060	3 581 090	14 060 485
-------------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	-------------------

Association ÉCLAT / Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public
INDICATEURS D'ÉVALUATION DU PROJET

Page 40 sur 60

Programmation - Champ libre	Spectacles	Nombre total de spectacles	
		dont département	
		dont région	
		dont national	
		dont international	
		Lieux des représentations	
		lieux du CHAREP	
		en itinérance	
		dont dans les zones prioritaires	
		Spectacles en accès	
		payant	
		économés	
		gratuits	
		Nombre de projets portés par un e	
		femme	
		homme	
		en mixte	
		autre	
	Nombre de personnes accueillies		
	dont artistes		
	dont administratifs		
	dont technique		
	Nombre de spectacles coproduits		
	Nombre de créations de l'année en cours programmées		
	Nombre de spectacles donnant lieu à plus de trois représentations		
	Nombre de projets participatifs de diffusion		
	Nombre de participant es aux projets de diffusion		
	Nombre total de représentations		
	dont département		
	dont région		
	dont national		
	dont international		
	Lieux des représentations		
CABA			
département			
hors département			
Représentations en accès			
payant			
économés			
gratuit			
Proportion de représentations dont la mise en scène est assurée par un e			
femme			
homme			
en mixte			
autre			
Fréquentation			
Fréquentation totale			
CABA			
département			
hors département			
Fréquentation totale			
places payantes			
places économées			
places gratuites			
Taux de fréquentation des représentations payantes			

Autres programmations	Spectacles	Nombre total de spectacles	
		dont département	
		dont région	
		dont national	
		dont international	
		Lieux des représentations	
		lieux du CHAREP	
		en itinérance	
		dont dans les zones prioritaires	
		Spectacles en accès	
		payant	
		économés	
		gratuit	
		Nombre de projets portés par un e	
		femme	
		homme	
		en mixte	
		autre	
	Nombre de personnes accueillies		
	dont artistes		
	dont administratifs		
	dont techniciens		
	Nombre de spectacles coproduits		
	Nombre de créations de l'année en cours programmées		
	Nombre de spectacles donnant lieu à plus de trois représentations		
	Nombre de projets participatifs de diffusion		
	Nombre de participant es aux projets de diffusion		
	Nombre total de représentations		
	dont département		
	dont région		
	dont national		
	dont international		
	Lieux des représentations		
lieux du CHAREP			
en itinérance			
dont dans les zones prioritaires			
Représentations en accès			
payant			
économés			
gratuit			
Proportion de représentations dont la mise en scène est assurée par un e			
femme			
homme			
en mixte			
autre			
Fréquentation			
Fréquentation totale			
lieux du CHAREP			
en itinérance			
dont dans les zones prioritaires			
Fréquentation totale			
places payantes			
places économées			
places gratuites			
Taux de fréquentation des représentations payantes			

MISSIONS TERRITORIALES ET EN DIRECTION DES PUBLICS					
Socle de missions	Objectifs	Indicateurs de suivi		2011	
Rayonnement de la structure	Organiser un festival d'émergence : Le Festival d'Aurillac	Nombre de professionnels les accueillis			
		dont français			
		dont étrangers			
		Nombre de professionnels les presse et médias			
	Développer la création des publics	Nombre de rendez-vous professionnels organisés			
		Nombre de spectacles accueillis en co-réalisation			
		dont partenaires nationaux			
		dont partenaires internationaux			
	Renforcer les liens avec les partenaires de la région	Organisation de réunions thématiques sur les arts de la rue (oui / non)			
	Renforcer les liens avec les partenaires à l'échelle européenne	Nombre de partenariats de programmation (diffusion, coproduction, circulation de public)			
Sensibilisation	Favoriser la rencontre, l'échange et le lien social	Nombre de jours de mises à disposition des espaces auprès de nos partenaires ou acteurs locaux			
		Existence d'un projet de coopération européen (oui / non)			
		Nombre d'actions développées en partenariat (diffusion, coproduction, circulation de public)			
		Nombre d'actions avec :			
		- le secteur de l'éducation Nationale			
		nombre de structures partenaires			
		nombre de participant es			
		volume d'heures			
		- le secteur jeunesse			
		nombre de structures partenaires			
	Pratiquer l'art, se former aux disciplines artistiques, au monde professionnel	nombre de participant es			
		volume d'heures			
		- autres secteurs (médico-social, handicap, insertion etc.)			
		nombre de structures partenaires			
		nombre de participant es			
		volume d'heures			
		Nombre d'ateliers de pratique artistique			
PACT - Projets artistiques et culturels du territoire	Existence de projets de pratique artistique mêlant professionnels et amateurs (oui / non)				
	Nombre de participant es aux ateliers de pratique artistique				
	Nombre d'artistes impliqués				
	Nombre de jours				
	Publics touchés (estimation nombre de personnes)				
Actions liées à une création, diffusion, EAC					
MISSIONS PROFESSIONNELLES					
Socle de missions	Objectifs	Indicateurs de suivi		2011	
Formation et structuration de la profession	Participer à la formation et à la professionnalisation du secteur	Partenariat avec des acteurs de la formation (oui / non)			
		Nombre de 1ères et 3èmes créations soutenues			
		Nombre de 1ères et 3èmes créations soutenues émanant d'élèves diplômés de la FAJAR et autres écoles DNSP			
		Nombre de créations soutenues			
GESTION ET FINANCEMENT					
Socle de missions	Objectifs	Indicateurs de suivi		2011	
Gestion	Maîtriser des coûts	Part en % du disponible pour l'activité par rapport au total du budget			
		Part du budget consacrée à la masse salariale (hors artistiques) en %			
		Taux d'évolution de la masse salariale (hors artistiques) en %			
	Diversifier les sources de financement	Nombre d'ETP permanents			
		Montant des ressources propres et % sur le total des produits			
		% d'augmentation annuelle des ressources liées aux locations privées et au mécénat			
	Accroître les moyens humains de l'équipe et favoriser le développement des compétences	Part des fonds européens dans le total des produits			
		Etablissement d'un plan de formation adapté aux besoins des salariés			
		Nombre de formations réalisées dans l'année			

ANNEXE IV **GRILLE D'EMPLOI**

Association ÉCLAT / Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public **GRILLE EMPLOI**

Type de contrat		ETPT		Effectif		Masse salariale (€)		Nombre de contrats
		H	F	H	F	H	F	
CDI total								
	CDI administratif							
	CDI technique							
	CDI artistique							
CDD total								
	CDD administratif							
	CDD technique							
	CDD artistique							
CDDU total								
	CDDU administratif							
	CDDU technique							
	CDDU artistique							
TOTAL EFFECTIFS								

ANNEXE V

PLAN DE PRÉVENTION ET ACTIONS EN MATIERE DE VHSS

Déposé le 30 novembre 2023 sur Démarches-simplifiées.fr

Démarche : Lutte contre les violences et harcèlements sexistes et sexuels

(VHSS) dans le spectacle vivant et les arts visuels - Dossier No : 15198043

Organisme : Direction générale de la création artistique (DGCA) | Sous-direction des affaires financières et générales (SDAFIG).

1. Description des mesures mises en place par la structure au titre de la lutte contre les VHSS

1.1. Réfèrent(e) au sein de la structure

Avez-vous désigné une personne référente sur les VHSS ?

Oui

Prénom et nom de la personne référente :

Alain BRUN

Fonction de la personne référente :

Coordinateur administratif

La personne référente a-t-elle été formée à la prévention des VHSS ?

Oui

1.2. Information à destination des équipes

Avez-vous mis en place un dispositif d'information des salariés, agents, stagiaires et candidats dans les lieux de travail sur la thématique des VHSS ?

Oui

Le règlement intérieur de l'entreprise mentionne-t-il les dispositions du code du travail relatives au harcèlement sexuel et aux agissements sexistes ?

Non

Avez-vous communiqué auprès du personnel sur l'existence d'une cellule d'alerte et d'écoute à disposition des salariés / agents ?

Oui

Sous quelle forme ?

Nous avons communiqué sur l'existence d'une cellule d'alerte et d'écoute auprès du personnel lors de la formation relative à la lutte contre les VHSS organisée par l'association pour l'ensemble des salarié.es. De plus, le numéro de la cellule d'écoute est également disponible au niveau des affichages obligatoires.

1.3. Procédure de signalement

Avez-vous élaboré une procédure interne de signalement et de traitement des faits de VHSS ?

Oui

Décrivez succinctement les étapes de la procédure mise en place :

Nous avons mis en place deux procédures de signalement distinctes.

1. La première concerne les salarié.es et est valable toute l'année.

En cas de besoin, chacun.e peut prendre contact avec Frederic REMY - directeur, Peggy KINTZINGER - directrice adjointe ou les deux membres du CSE - Alain BRUN et Gaelle AUDEBET, par téléphone ou par mail.

Pour faire connaître cette procédure, nous avons :

> intégré une clause dans tous les contrats de travail

> réalisé et distribué automatiquement un flyer informatif à chaque salarié.e

> organisé un webinaire de sensibilisation animé par Les Catherinettes (association de prévention spécialisée VHSS)

> affiché cette procédure dans les lieux communs

> évoqué la procédure lors de la prise de poste de chaque équipe

2. La seconde procédure de signalement concerne toutes les personnes externes à l'association ÉCLAT sur le temps du Festival International de Théâtre de Rue d'Aurillac dont l'association est l'organisatrice : les artistes/compagnies, les professionnel.les du réseau du spectacle vivant, les festivalier.es, les prestataires, les partenaires etc...

En cas de besoin, chacun.e peut prendre contact avec une association de prévention spécialisée, Les Catherinettes, présentes pendant toute la durée du festival. Une ligne téléphonique est dédiée (voir ci-dessous).

Pendant le festival, voici les différentes actions mises en place pour lutter contre les VHSS :

> Stand de prévention : situé rue des Carmes, artère centrale du Festival d'Aurillac.

L'équipe des Catherinettes accueille les publics de 18h00 à 2h pour les sensibiliser aux Violences et Harcèlements Sexistes et Sexuelles.

> Maraudes : réalisées dans tout le périmètre du festival (voir annexe) de 20h00 à 4h00.

Ces marches ont pour but de sensibiliser et faire connaître le protocole auprès des festivalier.es. 2 équipes de 3 personnes maraudent, en chasubles violettes afin d'être clairement identifiées.

> << Safe-zone >> : un lieu dédié à la prise en charge des victimes et des témoins est installé dans le centre-ville d'Aurillac. Espace ouvert en continu de 18h00 à 3h00 et sur rendez-vous en journée.

> Permanence téléphonique : les Catherinettes sont joignables à tout moment par le biais d'une ligne dédiée. Elles peuvent être contactées pour de l'écoute, de la prise en charge, des questionnements, etc. Ce numéro a été communiqué à tous les partenaires, aux commerces d'Aurillac, aux compagnies artistiques et aux festivalier.es grâce au programme officiel, par le biais d'affiches et de tracts.

Ce numéro reste actif toute l'année afin de permettre les prises de parole ou les signalements a posteriori.

> Campagne d'affichage : des kits d'affichage sont installés dans les endroits stratégiques de passage afin de sensibiliser et d'informer les personnes, notamment dans les commerces, les points d'accueil, les zones dites festives, le camping, les sanitaires, les douches, les loges etc. Ces kits ont également été distribués aux collectifs – regroupement de plusieurs compagnies qui ont la gestion d'un espace comptant généralement une buvette.

> Flyers : des flyers de sensibilisation et d'information sur le protocole à suivre ont été distribués à tous les artistes et technicien.nes (environ 3 000 personnes).

Ce dispositif interne est-il mutualisé avec d'autres structures ?

Non

1.4. Formations

Formation de la personne dirigeant / représentant de la structure

Le représentant de la structure a-t-il suivi, dans les deux dernières années, une formation à la prévention et au traitement des VHSS ?

Oui

Date de la formation :

04 octobre 2022

Prénom et nom du représentant inscrit :

Frederic REMY

Fonction du représentant inscrit :

Directeur

Formation de l'encadrement

Les encadrants, référents et responsables RH ont-ils suivi, dans les deux dernières années, une formation aux VHSS ?

Oui

Nombre de personnes formées dans les deux dernières années :

4

Nombre de personnes restant à former :

0

Formation des équipes

Les équipes ont-elles été formées et sensibilisées aux VHSS ?

Oui

Décrivez les principales actions de sensibilisation mises en œuvre au sein de la structure :

La majorité de l'équipe permanente a participé à la formation de lutte contre les VHSS au travail organisée les 4 et 5 octobre 2022 au sein de la structure.

De plus, nous avons développé notre affichage sur le sujet, la direction et le CSE se tiennent à la disposition de tous les salarié.es, permanent.es ou non, pour toute demande d'information relative aux VHSS. Leur contact est diffusé par affichage.

Une clause spécifique dans tous les contrats de travail a été ajoutée, qui précise également les coordonnées des personnes à contacter en cas de situation de VHSS (victime ou témoin).

Combien de personnes ont été formées à la prévention des VHSS au sein des équipes ?

11

2. Engagement de la structure au titre de la lutte contre les VHSS valant plan d'action :

Je soussigne

Frederic REMY

représentant la structure déclarante, m'engage à mettre en œuvre en 2022 les mesures décrites ci-dessous, telles que prévues dans le cadre du plan de lutte contre le VHSS proposé par le ministère de la Culture pour le spectacle vivant et les arts visuels.

Mesure n°1 : Être en conformité avec les obligations légales en matière de santé, de sécurité et de harcèlement sexuel :

Oui

Mesure n°2 : Former, dès 2022, la direction, les encadrants, les responsables RH et les personnes désignées référentes au recueil de la parole et à la gestion des situations de VHSS et fournir les justificatifs de formation correspondants au moment de la remise du bilan détaillé des actions réalisées :

Oui

Précisions et commentaires sur les engagements pris :

Une formation collective a eu lieu les 4 et 5 octobre 2022 au sein de la structure.

Elle a permis la déclinaison d'un plan de lutte contre les VHSS adapté aux différentes activités de l'association.

Nombre de personnes de la structure à former en 2022 :

0

Mesure n°3 : Sensibiliser formellement les équipes et organiser la prévention des risques :

Oui

Précisions et commentaires sur les engagements pris :

Les affichages et documents d'informations sont à disposition de toutes les équipes et un référent VHSS a été choisi.

Suite à la formation de prévention aux VHSS, notre personnel permanent est désormais formé et informe le reste des équipes et des intervenant · es extérieur · es.

De plus, il existe une mention aux VHSS dans les contrats de travail pour notre personnel temporaire.

Nombre de personnes à former en 2022 :

0

Mesure n°4 : Créer un dispositif de signalement efficace et traiter chaque signalement reçu :

Oui

Précisions et commentaires sur les engagements pris :

Comme évoqué précédemment, nous avons mis au point deux procédures de signalement distinctes : l'une à destination des salarié · es de la structure, l'autre à destination des publics et parties prenantes de nos activités.

Mesure n°5 : Engager un suivi et une évaluation des actions en matière de VHSS :

transmission d'un bilan détaillé précisant les actions menées :

Oui

Précisions et commentaires sur les engagements pris :

En amont de l'édition 2023 du Festival d'Aurillac, nous avons organisé un webinaire de sensibilisation animé par Les Catherinettes, à destination de tous les salarié · es, artistes, partenaires etc. Ce webinaire est disponible en relecture.

Durant le Festival d'Aurillac, des comptes-rendus journaliers sur les situations rencontrées et traitées ont été réalisées par Le Catherinettes, en partenariat avec la sécurité publique.



ATTESTATION DE FORMATION

Baptiste HEYNEMANN, délégué général représentant l'organisme de formation CST – commission supérieure technique de l'image et du son (NDA : 117 562 54075) - auprès du préfet d'Ile de France depuis le 15 juin 2021, atteste par la présente que

Alain BRUN

a suivi la formation suivante :

Intitulé de l'action : CAT_Contribuer au déploiement des mesures de lutte contre les VHSS

Nature de l'action : Action d'adaptation et de développement de compétences

(Articles L6313-1 du Code du Travail, complétés par les articles L6313-2 à L6313-11)

Durée : 2 jours (14 heures)

Date : les 4 et 5 octobre 2022

Lieu de la formation : Association ECLAT, 20, rue de la Coste, 15002 AURILLAC Cedex

Pour faire valoir ce que de droit

CST

Baptiste Heynemann, Délégué Général


COMMISSION SUPÉRIEURE TECHNIQUE
DE L'IMAGE ET DU SON
9 Rue Baudouin - 75013 PARIS
Tél. : 01 53 04 44 00 - Email : cst@cst.fr
SIRET : 117 562 54075

COMMISSION SUPÉRIEURE TECHNIQUE DE L'IMAGE ET DU SON
9 rue Baudouin - 75013 PARIS - Tél. : 01 53 04 44 00

e-mail : cst@cst.fr - site internet : www.cst.fr

Association Loi 1901 - SIRET 784 333 007 00044 - Code APE 7120 B - Code TVA FR96784333007 - NDA
117 562 54075

ANNEXE VI

[illegible]

Conseils économiques, sociétaux, environnementaux, sectoriels	Thématique	Risque présente concerné	Risque encouru à ne pas faire	Action envisagée	Objectif de l'action	Priorité *	Ordre de réussite de l'action/ Outils pratiques mobilisés	Régis de l'action	Attais à l'adoption	Durée de réalisation en jours	Résultats attendus (indicateurs pertinents)
ECONOMIQUE / GOUVERNANCE	Gouvernance éthique, équilibrée, transparente	ECUAT	Assurance fondée et qui se décline	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Augmenter le niveau de confiance dans	1	Engagement de l'industrie globale	Division d'ECUAT	non	en cours	Engagement de l'industrie globale et de la
		ECUAT	Nous communiquer avec les parties prenantes	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	2	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Division d'ECUAT	non	2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
	Impact économique local	Centre du tourisme	De passer un état d'urgence en 2021 à	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Mettre à jour et consolider de l'impact	1	Financement G24	Centre de tourisme	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
		ECUAT	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	1	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Sanctionner les acteurs de l'industrie	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
		Centre de tourisme	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	1	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Sanctionner les acteurs de l'industrie	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
		Centre de tourisme	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	1	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Sanctionner les acteurs de l'industrie	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
		Centre de tourisme	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	1	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Sanctionner les acteurs de l'industrie	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
		Centre de tourisme	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	1	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Sanctionner les acteurs de l'industrie	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
		Centre de tourisme	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	1	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Sanctionner les acteurs de l'industrie	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
		Centre de tourisme	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	1	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Sanctionner les acteurs de l'industrie	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
	Impact économique local	Centre de tourisme	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	1	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Sanctionner les acteurs de l'industrie	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
		Centre de tourisme	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	1	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Sanctionner les acteurs de l'industrie	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
	Adaptation	Centre de tourisme	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	1	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Sanctionner les acteurs de l'industrie	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie
		Centre de tourisme	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	Sanctionner les acteurs de l'industrie pour une dégradation plus	1	Sanctionner les acteurs de l'industrie	Sanctionner les acteurs de l'industrie	non	05/2024	Sanctionner les acteurs de l'industrie

ANNEXE VII
NOTE RELATIVE AUX BESOINS EN LOCAUX ET ESPACES DE TRAVAIL

É C L A T

CENTRE NATIONAL DES ARTS DE LA RUE ET DE L'ESPACE PUBLIC

NOTE relative
aux
besoins
en
locaux
et
espaces
de
travail



[P R É A M B U L E]

ÉCLAT est une association qui porte plusieurs activités artistiques et culturelles à Aurillac et sur son territoire élargi, en particulier le Festival International de Théâtre de Rue né en 1986.

Labellisé CNAR en 2006 puis CNAREP en 2017, les engagements artistiques et culturels d'ÉCLAT sont détaillés dans le cahier des charges du label des Centres Nationaux des Arts de la Rue et de l'Espace Public et dans la convention pluriannuelle d'objectifs qui la lie à ses partenaires institutionnels.

Son activité est continue et alterne sur un rythme soutenu l'accompagnement de la création, la programmation de temps de diffusion, dont le festival, et la conduite d'actions culturelles en collaboration avec des structures locales.

L'équipe compte 9 permanent-es, renforcée d'une vingtaine de chargé-es de mission et de stagiaires à partir de mars-avril et jusqu'à la fin de l'été, et complétée d'environ 200 salarié-es temporaires pour les besoins du festival.

Pour mener à bien ces missions, ÉCLAT occupe divers espaces de travail et d'accueil toute l'année : le Parapluie, le Domaine de Tronquières pour l'hébergement et les résidences d'écriture, les bureaux au centre-ville.

D'autres lieux sont par ailleurs mis à disposition pour des périodes ponctuelles, dans le cadre de l'organisation du festival ou d'autres actions (résidences hors les murs, projets d'action culturelle, etc).

A l'approche de l'année 2024, vingt ans après la création du Parapluie, sa pertinence n'est plus à prouver. Cet équipement, plébiscité par les artistes en résidence, est un lieu de création parfaitement adapté pour l'accueil de compagnies œuvrant dans et pour l'espace public.

Il a cependant dû être complété d'un local de stockage du matériel qu'ÉCLAT possède, loué à la commune de Naucelles depuis 9 ans.

Par ailleurs, le bâtiment ancien du Domaine de Tronquières, qui n'a pas été réaménagé depuis de longues années, se dégrade et n'est plus adapté d'un point de vue énergétique. Pour continuer à l'exploiter, d'importants travaux de réhabilitation seront à envisager sous peu.

Les bureaux d'ÉCLAT, pourtant agréables et idéalement situés au centre-ville, deviennent trop exigus d'avril à août, lorsque l'équipe permanente se renforce pour l'organisation saisonnière du festival. L'effectif est alors triplé et certains bureaux accueillent jusqu'à 7 personnes en open spaces.

De plus, le lieu ne dispose pas de salle de réunion permettant de réunir l'ensemble de l'équipe, ni d'endroits plus intimistes pour des rendez-vous en aparté.

Il faut également souligner que les locaux et la cour extérieure ne sont pas accessibles aux personnes en fauteuil roulant ou à mobilité très réduite.

[É T A T D E S L I E U X]

des espaces occupés et de leur évolution souhaitée



LE PARAPLUIE

4 route du Parapluie - 15250 Naucelles

Mise à disposition de la CABA : valorisation annuelle 121 000 €
Charges annuelles de fonctionnement : 59 000 €

Depuis 2004, le Parapluie, situé sur un domaine de 4 hectares de la commune de Naucelles, est le lieu de fabrication et de création. Financé par la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, ce lieu dédié a été spécialement pensé et créé pour accueillir des équipes artistiques des arts de la rue.

Constitué de deux bâtiments (ERP de 2ème et de 4ème catégorie) et d'espaces extérieurs, le Parapluie est parfaitement adapté aux spécificités des processus de création propres aux arts en espace public, de par ses dimensions et la complémentarité des espaces (grande halle de répétition, studio de danse, ateliers de construction, bureau multimédia...).

Éloigné des habitations, il permet de travailler en extérieur et en nocturne sans causer de désagréments sonores pour le voisinage proche.

LOCAL DE STOCKAGE

Impasse de Verniols - Bâtiment Ginioux - 15250 Naucelles

Location à la commune de Naucelles : 6 600 € annuels

Charges annuelles de fonctionnement : 800 €

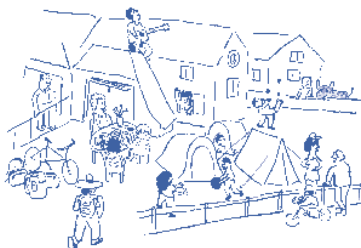
Avec le temps, le besoin en stockage des matériels nécessaires à l'organisation du festival s'est amplifié. Fin 2014, la commune de Naucelle a proposé la location d'un hangar nu de 510 m², à 1 km du Parapluie. Aujourd'hui, cet espace, bien que rationalisé, est investi dans sa totalité, ce qui contraint certaines velléités d'équipement ou d'évolution des installations et outillages techniques.

> **Superficie insuffisante**

> Déplacements et manutentions chronophages entre le Parapluie et le local de stockage

BESOINS

- Création d'un local de stockage clos et sécurisé sur le site du Parapluie
- Superficie de 700 m² minimum, avec stockage dédié aux matières inflammables de 6 m²
- Equipement et installation pour le rangement en hauteur (si local dans l'enceinte du Parapluie)



LIEU D'HÉBERGEMENT

Domaine - Avenue de Tronquières - 15000 Aurillac

Mise à disposition de la Ville d'Aurillac : valorisation annuelle 19 720 €
Charges annuelles de fonctionnement pour ÉCLAT : 30 000 €

11 chambres avec salle de bain et WC privatifs, pour une capacité d'accueil de 16 personnes

Pour accueillir les équipes artistiques en résidence, le domaine de Tronquières est mis à disposition par la ville d'Aurillac.

Cette maison ancienne typique du Pays d'Aurillac abrite 9 chambres pour une capacité d'accueil totale de 15 personnes. Une petite maison attenante, dite « maison du gardien », offre 2 chambres supplémentaires. Situés à l'arrière des ex-haras nationaux, en bordure d'un petit bois, ces bâtiments sont isolés et bénéficient d'un cadre de verdure très agréable.

Le stationnement est facile, même si l'accès est complexe depuis la fermeture de l'entrée principale par l'avenue de Tronquières.

Le site est régulièrement victime d'intrusions, parfois délictuelles. Le terrain jouxtant les bâtiments est souvent investi par des gens du voyage et la proximité avec le campement entraîne une cohabitation difficile.

Le lieu accueille également ponctuellement des personnes en mission pour ÉCLAT : l'équipe de restauration officiant pour les résidences, des régisseurs techniques ou d'autres personnels qui viennent par intermittence, dès février, en préparation du Festival.

Cet hébergement est aussi disponible pour les besoins du théâtre d'Aurillac ou d'autres associations culturelles locales, lorsque le planning d'occupation d'ÉCLAT le permet.

Le rez-de-chaussée, constitué d'un séjour et d'une salle à manger, est assez vaste pour contenir une vingtaine de personnes. Une cuisine est à disposition avec un peu de matériel et de vaisselle mais elle n'est pas adaptée pour produire un nombre de repas important.

- > Bâtiment énergivore et installation de chauffage vétuste
- > Salles de bain vétustes
- > Capacité d'hébergement légèrement insuffisante
- > Pas d'accessibilité PMR

BESOINS

- 20 à 25 chambres avec salle de bain et WC privatifs permettant d'héberger les équipes artistiques et une partie du personnel temporaire, avec aménagements PMR
- Des espaces collectifs de vie et de repos pour une capacité de 20 à 30 personnes
- Des espaces de stationnement pour plusieurs véhicules utilitaires et véhicules légers.
- 1 cuisine adaptée à la fabrication de repas collectifs et une salle à manger pour une capacité de 30 personnes :
- chambre froide 10 m² / légumerie 7 m² / Stockage aliments 15 m² / plonge / local poubelles 6 m²



BUREAUX

20 rue de la Coste - 15000 Aurillac

Mise à disposition de la Ville d'Aurillac : valorisation annuelle 18 000 €
Charges annuelles de fonctionnement pour ÉCLAT : 16 000 €

Environ 400 m² d'espaces de bureaux, hors sanitaires, petite cuisine et petits espaces de stockage
Cour attenante de 290 m²

ÉCLAT est constitué d'une équipe permanente de 9 personnes.

Cette équipe est progressivement rejointe dès le mois de février par des collaborateurs et collaboratrices qui travaillent plusieurs mois à Aurillac pour organiser le Festival et Champ libre. Ainsi, l'équipe chargée de la mise en oeuvre de ces manifestations (renforts de l'équipe permanente et responsables de pôles) s'élève rapidement à une trentaine de personnes.

Les bureaux d'ÉCLAT sont installés dans une ancienne école, dans un bâtiment de 2 étages. Les 3 niveaux ont une superficie d'environ 150 m² chacun, répartis comme suit :

- RDC : 1 bureau collectif de 70 m², un bureau individuel de 25 m², 1 cuisine de 15 m² (6 personnes maximum), 2 WC, 1 chaufferie.
- 1er étage : 1 bureau d'accueil de 20 m², 1 bureau collectif de 55 m², 1 bureau collectif de 50 m² et un bureau individuel de 25 m².
- 2ème étage : 4 pièces en enfilade de 75 m² (à usage de bureaux), et 3 autres pièces en enfilade de 78 m² (à usage d'archives et de stockages).

> Pas de salle de réunion

> Déficit d'espaces dès que l'organisation du Festival s'enclenche : nécessité d'un complément d'environ 200 m²

> Pour diminuer les risques psychosociaux avérés liés au travail en espace collectif ouvert (pollution sonore, difficulté de concentration, perte de productivité...), la création de 5 bureaux individuels et/ou doubles supplémentaires est impérative

> Pas d'accessibilité PMR

BESOINS

- 4 espaces de bureaux collectifs de 50 m² minimum
- 8 bureaux individuels ou doubles
- 1 salle de réunion pour 20 à 30 personnes
- 2 autres salles de travail disponibles pour 4 à 6 personnes
- 1 espace de cantine pour 12 personnes en simultané
- 100 m² aménagés pour le rangement et l'archivage

[POUR ALLER PLUS LOIN]

créativité – hospitalité – société

VIVRE-ENSEMBLE

Aujourd'hui, le constat est fait d'une inadéquation de certains des espaces exploités par ÉCLAT, du fait de l'évolution de l'activité, de l'obsolescence du lieu d'hébergement, de l'éloignement des sites entre eux et avec le centre-ville, de la nécessité d'utiliser un véhicule pour les rallier.

Plus globalement, l'éclatement géographique des locaux investis par ÉCLAT ne favorise pas la relation quotidienne, une présence visible des artistes, un échange avec les équipes mais aussi les habitants, une émulation autour des arts en espace publique au cœur de la ville. L'interaction avec celles et ceux qui vivent et travaillent-là participerait d'une dynamique culturelle par le croisement des usages et des pratiques autant que d'une vivacité économique de proximité.

Si l'on veut considérer la consolidation de la relation d'ÉCLAT avec les artistes et envers un public diversifié tout au long de l'année, un projet de regroupement des bureaux et du lieu de vie des artistes accueillis devient de plus en plus pertinent. Ce projet devrait s'envisager dans le périmètre urbain d'Aurillac, facilement accessible à pied ou en transports en commun.

ACCUEILLIR DES PUBLICS

Enfin, ÉCLAT manque d'un espace de rencontre facilement accessible, dans la cité, qui permette une relation de proximité par le biais de réunions publiques, de mini-présentations, d'ateliers ou de moments partagés avec certain-es artistes.

Cet espace devrait se situer au même endroit que nos espaces de bureau afin d'en assurer la permanence et l'animation.

- Un espace de 200 à 300 m² pour développer des ateliers artistiques, des expositions, des projections de documentaires, des tables rondes et conférences, des réunions publiques.

- Pour les mêmes finalités, un espace de 500 m² en extérieur, où de petites formes artistiques pourraient être présentées.

- Un espace « Centre de ressources » (100 m²) qui pourrait accueillir une librairie spécialisée, la bibliothèque documentaire d'ÉCLAT ainsi qu'un accès à certaines archives pour des étudiants et/ou chercheurs. Ce centre de ressource permettrait l'accueil de publics (groupes ou individuels) intéressés par l'histoire et l'actualité des arts de la rue et du festival d'Aurillac.

ET MÊME... UN LIEU À PARTAGER

- Un lieu de convivialité, de type « bar associatif » proposerait une programmation mensuelle de lectures, petites formes théâtrales, musique acoustique.
- L'espace de restauration serait ouvert à tous et toutes les midis. Ce restaurant confectionnerait des repas végétariens, à partir de produits locaux uniquement. Les spécialités cantaliennes y seraient à l'honneur.
- Le site accueillerait une épicerie en circuit-court, une boulangerie et un marché paysan une fois par mois.
- Les espaces extérieurs deviendraient des jardins partagés.
- Un espace de ressourcerie en matériaux et décors favoriserait l'éco-conception des scénographies en devenir.
- Sur place, on trouverait aussi un Artlab, un studio de montage vidéo,...



[A N N E X E S]

détail des bâtiments occupés par ÉCLAT

LE PARAPLUIE

Un espace de construction (1 375 m²)

Élément principal, il est destiné à la fabrication des éléments scénographiques et aux répétitions. Pour être adaptable à différents types de créations, l'espace principal dégage un volume libre de tout élément de structure de 27x27 m avec une hauteur de 11 m.

Cet espace de création est composé de plusieurs éléments :

- un espace central (712 m²) pour les répétitions, l'assemblage et le montage de décors
- un atelier couture et accessoires (30 m²)
- un atelier fer et bois (117 m²)
- un atelier peinture-matières plastiques (30 m²)
- un espace de stockage de matériel (82 m²)
- des loges et des sanitaires (70 m²).

Pour optimiser les conditions de travail, l'espace central et les ateliers ont fait l'objet d'un traitement phonique intérieur.

Pour permettre la meilleure accessibilité, les ateliers sont desservis par une rue intérieure large de plus de 5 m, où les camions peuvent arriver pour le chargement/déchargement de matériel.

Trois portes sectionnables de 4,20 m de hauteur permettent d'avoir accès à tous les espaces intérieurs.

Un studio (316 m²)

Il propose différents espaces spécialisés dans le travail de l'acteur et la recherche documentaire. Plusieurs éléments le composent :

- un espace de répétition équipé d'un parquet de danse (200 m²)
- un foyer, salle de réunion et espace de restauration (38 m²)
- deux bureaux équipés multimédia (25 et 13 m²)
- des vestiaires et des sanitaires (26 m²).

A l'extérieur (3 000 m²)

Les espaces extérieurs sont aménagés pour l'implantation de chapiteaux (espace minéralisé en goudron et béton, bornier électrique, point d'eau). Cet espace peut être aussi utilisé comme lieu de travail et de répétition hors les murs. Les travaux ont aussi inclus l'aménagement des voiries, la restauration ou la création d'espaces verts.



LE DOMAINE DE TRONQUIÈRE

Le domaine



Le domaine de Tronquière à Aurillac est situé dans l'enceinte du Haras national, dans un agréable cadre de verdure. Éclat y héberge les compagnies en résidence au Parapluie et les artistes issus de différentes structures culturelles locales.

Le bâtiment comprend 9 chambres pour une capacité totale de 14 lits.

> La chambre 1 est une chambre « couple » comportant un grand lit et une salle de bain (WC et douche).

> Les chambres 2, 4, 5 et 6 sont meublées avec deux lits individuels et disposent de leur propre salle de bain (WC + douche).

> Les chambres 3 et 8 sont meublées d'un lit simple et disposent d'une salle de bain (WC + douche).

> La chambre 7 est meublée avec deux lits simples. Sa salle de bain (WC + douche) est située sur le palier, elle est commune avec la chambre 9.

> La chambre 9 est située au rez-de-chaussée et comporte un lit simple. Sa salle de bain (WC + douche) est située à l'étage, elle est commune avec la chambre 7.

Le coin cuisine permet de prendre le petit-déjeuner sur place ainsi que les repas livrés. Il est équipé d'une cuisinière vitrocéramique, d'un frigidaire et d'un lave-vaisselle. Un lave-linge est également disponible.

Le séjour/salle à manger, situé au rez-de-chaussée, est divisé en deux pièces. La salle à manger est prévue pour une capacité d'environ trente personnes. La salle de séjour, espace dédié à la détente, est équipée d'une télévision.

L'ensemble de la maison est couverte en WIFI gratuit.



La maison du gardien

Maison de 70 m² environ composée d'un salon, d'une petite cuisine, d'une petite salle de bain avec baignoire, d'un wc et de 2 chambres.

LES BUREAUX, RUE DE LA COSTE



Depuis 2004, la commune d'Aurillac met à disposition de l'association ECLAT des locaux à usage de bureaux situés au 20 rue de la Coste, au centre-ville d'Aurillac.

Le bâtiment est une ancienne école, sur 3 niveaux d'une surface totale de 470 m² décomposés en 12 pièces. La cour attenante est d'une superficie de 290 m².

Cf : plans joints

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-4

**Protocole d'accord relatif à la lutte contre l'habitat indigne dans le Département du Cantal
2024-2028**

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOL

Rapporteur : Dominique BEAUDREY

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la circulaire du 17 novembre 2015 relative aux pôles départementaux de lutte contre l'habitat indigne ;

Vu la circulaire du 8 février 2019 relative au renforcement et à la coordination de la lutte contre l'habitat indigne ;

Vu la délibération n°24CD01-6 du Conseil départemental du 29 mars 2024 approuvant le plan d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées du Cantal 2024-2028 ;

- **APPROUVE** le protocole d'accord relatif à la lutte contre l'habitat indigne dans le département du Cantal dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ce protocole.

				
		X		

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne

PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF A LA LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE DANS LE DÉPARTEMENT DU CANTAL

Entre :

– L'État [Préfecture – Direction Départementale des Territoires (DDT) – Anah – Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP) – Direction Départementale de la Police Nationale (DDPN) – Gendarmerie Nationale – Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP)], représenté par le préfet du Cantal ;

Et

- Le conseil départemental du Cantal, représenté par son président ;
- Le procureur de la République ;
- L'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes (ARS) représentée par sa directrice générale ;
- L'association des maires du Cantal et des présidents d'intercommunalités représentée par son président ;
- La ville d'Aurillac représentée par monsieur le maire ;
- La ville de Saint-Flour représentée par monsieur le maire ;
- La ville de Mauriac représentée par madame le maire ;
- La communauté de communes du Pays de Gentiane représentée par sa présidente ;
- La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Cantal représentée par son directeur ;
- La Mutualité Sociale Agricole Auvergne (MSA) représentée par son président ;



Le présent protocole formalise l'organisation de la lutte contre l'habitat indigne dans le Cantal et le fonctionnement des instances constituant le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI) mis en place le 14 février 2013.

Il définit le champ d'action, l'organisation du pôle, les objectifs globaux, les modalités de repérage et de suivi des situations, de traitement des signalements, ainsi que les engagements des partenaires.

Les actions menées dans le cadre de ce pôle s'articulent avec le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2024/2028.

CONTEXTE

Dans le Cantal, les études engagées sur l'habitat montrent l'existence d'un habitat indigne aussi bien dans le milieu rural, où il affecte principalement des propriétaires occupants et concerne une forte proportion de résidences principales, qu'en milieu urbain où il touche plus particulièrement des locataires.

Le fichier des logements communaux (FILOCOM 2019) fournit une représentation du parc privé potentiellement indigne (PPPI). Il est constitué par le croisement des données relatives à l'état des logements (classement cadastral de 1 à 8) et de données relatives aux revenus des occupants (pourcentage du seuil de pauvreté).

En 2019, dans le Cantal, 8,1 % des résidences du parc privé, soit 5361 logements, sont potentiellement indignes, ce qui représente 5,92 % de la population soit 8971 occupants (en 2017 : 9,4 % / 6472 logements).

82,7 % des logements du PPPI ont été construits avant 1949, soit 4434 logements, et 62,2 % du PPPI sont occupés par des ménages de plus de 60 ans, soit 3333 occupants.

En 2019, 13 % de la population vit sous le seuil de pauvreté (AURA: 12,8 % / France : 14%), ce qui représente 17 850 personnes. Le seuil de pauvreté est fixé à 60 % du niveau de vie médian de la population. Il correspond à un revenu disponible de 1 102 euros par mois pour une personne vivant seule et de 2 314 euros pour un couple avec 2 enfants âgés de moins de 14 ans.

Une partie de ce parc expose un grand nombre de ses occupants à des risques importants en matière sanitaire, sociale et de sécurité quotidienne. Ce parc de logements dégradés se traduit par des conditions de vie indignes qui justifient une action publique volontaire et déterminée ainsi que des mesures spécifiques.

Afin de mener à bien cet objectif commun d'éradication de l'habitat indigne, l'ensemble des signataires du présent protocole décident de développer des actions coordonnées et de les mettre en œuvre dans le cadre du dispositif défini ci-après.

ARTICLE 1 : CHAMP D'ACTION

Le champ d'action est celui de l'habitat indigne tel que défini à l'article 84 de la loi mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009 : « constituent un habitat indigne les locaux ou installations utilisés aux fins d'habitation et impropres par nature à cet usage, ainsi que les logements dont l'état, ou celui du bâtiment dans lequel ils sont situés, expose les occupants à des risques manifestes pouvant porter atteinte à leur sécurité physique ou à leur santé ».

Par ailleurs, il s'étend aussi à l'habitat non décent, qui s'appuie sur un positionnement juridique différent (article 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée et décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 modifié par le décret n° 2017-312 du 9 mars 2017), mais dont les désordres repérés relèvent dans la majorité des cas de la notion d'habitat indigne.

Le périmètre porte sur l'ensemble du département du Cantal. Toutefois des actions plus ciblées pourront être réalisées sur des territoires prioritaires ou dans lesquelles les collectivités souhaiteraient s'investir.

ARTICLE 2 : ORGANISATION DU PÔLE

2.1 Les objectifs du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne

L'objectif du pôle est de piloter et d'animer la politique de lutte contre l'habitat indigne dans le département. Son champ d'action s'articule autour du repérage des situations et des interventions sur les logements occupés ou sur les logements vacants ayant un impact sur la santé et/ou la sécurité des occupants et des tiers.

Dans la continuité de l'organisation mise en place et des actions déjà engagées, le présent protocole vise à renforcer la structuration du pôle, le partenariat et les engagements de chaque signataire selon les objectifs ci-dessous :

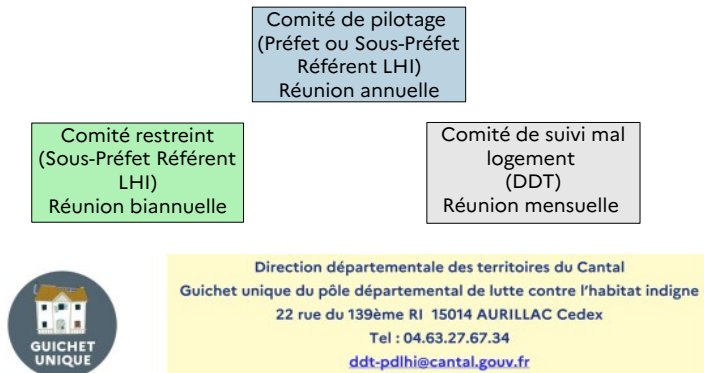
- Permettre une meilleure identification des besoins et des actions à mener ;
- Élaborer et mettre en œuvre un plan départemental d'actions de lutte contre l'habitat indigne tout en favorisant la coordination des actions administratives et judiciaires ;
- Améliorer la connaissance réciproque des compétences des services de l'État et des parquets dans le domaine de la lutte contre l'habitat indigne ;
- Accompagner les acteurs dans la mise en œuvre et la coordination des actions à engager ;
- Assurer un soutien actif aux communes (ou aux EPCI) pour la mise en œuvre des polices de l'habitat ;
- Accompagner les collectivités qui le souhaitent à se structurer pour prendre en charge le traitement des situations relevant de leur compétence (en particulier les infractions au Règlement Sanitaire Départemental) ;
- Sensibiliser tous les acteurs susceptibles d'intervenir dans le repérage et le traitement des situations de logements indignes ou non-décents.

La mise en œuvre de ces objectifs s'appuiera sur un programme d'actions pluriannuel, dont un bilan sera examiné chaque année en comité de pilotage, sur la base des engagements des différents partenaires.

2.2 Le fonctionnement du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI)

Schéma de fonctionnement du PDLHI

Le PDLHI du Cantal s'organise autour de 3 instances et d'un guichet unique réceptionnant les signalements.



• Un comité de pilotage

Il est présidé par le préfet ou le sous-préfet référent désigné conformément à l'instruction du 15 mars 2017 (monsieur le secrétaire général de la préfecture). Il est composé des représentants de la DDT, de l'Anah, de la DDETSPP, des sous-préfectures, de la Gendarmerie Nationale, de la DDPN, du procureur de la République, du Conseil Départemental, de la DDFIP, du SDIS, de la délégation locale de l'ARS, de l'Association des Maires du Cantal et des Présidents d'Intercommunalités, de la ville d'Aurillac, de la ville de Saint-Flour, de la ville de Mauriac, des intercommunalités exerçant les polices de l'habitat, de la CAF, de la MSA, du service public de la rénovation de l'habitat (Cantal Rénov'Energie).

Il se réunit une fois par an dans les locaux de la Préfecture. Ses missions sont les suivantes :

- Examiner le bilan annuel du PDLHI ;
- Donner des orientations et valider le plan d'actions ;
- Rendre compte de l'activité du pôle au comité responsable du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

Ce comité dispose d'un secrétariat permanent assuré par la DDT du Cantal. Il est notamment chargé de :

- la préparation et l'organisation des comités de pilotage ;
- la rédaction du plan d'actions, des courriers relatifs notamment à la gouvernance du pôle, à la transmission d'informations réglementaires, à la mise en œuvre des actions menées par le pôle.

- **Un comité restreint**

Le comité restreint est présidé par le secrétaire général de la préfecture, sous-préfet référent LHI. Il se compose des représentants techniques des services de l'État (préfecture, DDT, DDETSPP), de la délégation départementale de l'ARS, du conseil départemental, de la CAF et de la MSA.

Il se réunit deux fois par an dans les locaux de la préfecture. Ses missions sont les suivantes :

- faire un point d'étape des actions réalisées à mi-parcours de l'année et avant la réunion du comité de pilotage ;
- traiter de situations complexes non résolues par le comité de suivi mal logement ou par les services compétents ;
- évoquer les problématiques rencontrées avec le référent départemental et engager des actions ciblées.

Son animation et son secrétariat sont assurés par la DDT (préparation de l'ordre du jour des réunions, des relevés de décision, transmission des décisions prises aux acteurs concernés et suivi des missions/actions à mettre en place)

- **Un comité de suivi mal-logement**

Le comité de suivi du mal-logement se compose des représentants techniques des partenaires signataires du protocole : État (préfecture, DDT, DDETSPP), conseil départemental (pôle de la solidarité départementale), ARS, ville d'Aurillac, ville de Saint-Flour, ville de Mauriac, CAF, MSA, auxquels se joindront, autant que de besoin, les partenaires appelés à apporter leur concours, tels que les opérateurs, l'ANEF - Equipe Mobile Santé Précarité – Incurie, les Compagnons Bâtisseurs, l'UDAF, l'Association Tutélaire 15, les bailleurs sociaux, les intercommunalités exerçant les polices de l'habitat ou les communes concernées par des situations de mise en sécurité et de danger sanitaire, etc.

Il se réunit tous les mois dans les locaux de la DDT et examine en alternance les situations de l'arrondissement d'Aurillac puis celles des arrondissements de Mauriac et Saint-Flour. Ses missions sont les suivantes :

- Examiner toutes les nouvelles situations de mal-logement qui lui sont signalées et celles en cours de traitement (indécence, mise en sécurité, insalubrité, ...) ;
- Émettre des avis et des recommandations sur le traitement de ces situations ;
- Effectuer le suivi de l'état d'avancement du traitement de ces situations ;
- Décider de l'organisation de réunions, le cas échéant, pour des dossiers complexes ou en situation d'échec qui nécessitent des actions coercitives ;
- Rendre compte au SDIS du suivi des signalements dont ils sont à l'initiative.

Ces réunions se tiennent dans un cadre strictement confidentiel, chaque partenaire ayant pris connaissance des situations abordées en amont de la réunion de manière à apporter des éléments de réponse en séance.

Son animation et son secrétariat sont assurés par la DDT (notamment préparation de l'ordre du jour des réunions, des relevés de conclusions, coordination entre les services compétents sur un même dossier, rédaction des courriers portant sur les situations examinées par le comité).

- **Un guichet unique**

Le guichet unique est assuré par la DDT (04.63.27.67.34) qui enregistre les signalements et alimente l'Outil de Repérage et de Traitement de l'Habitat Indigne et non décent (ORTHIL).

Elle informe les différents partenaires des signalements reçus et recueille les informations pour les partager lors du comité de suivi mal logement.

ARTICLE 3 : LES MODALITÉS DE REPÉRAGE ET DE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS

3-1 : Le dispositif de repérage

Il se fait par la mobilisation de tous les acteurs de terrain tels que le réseau social et médico-social du Conseil départemental, de la CAF, de la MSA, des animateurs de programmes d'amélioration de l'habitat, des services de police et de gendarmerie, du SDIS, des associations, de l'ARS, des collectivités territoriales (élus, CCAS), des syndicats et des agents immobiliers.

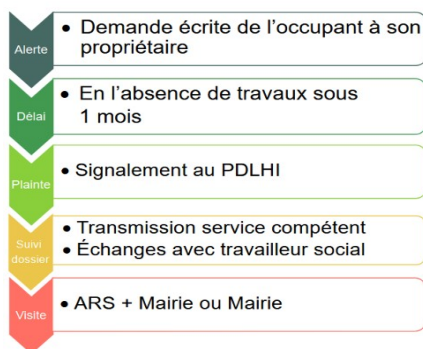
Une fiche de signalement et un outil d'auto-diagnostic permettent de formaliser la saisine du pôle. Ils s'adressent aux locataires et aux propriétaires occupants de logements présentant des dégradations ainsi qu'à des tiers ayant connaissance de situation de mal-logement (cf annexe n°1 et 2).

3-2 : Le dispositif de traitement des signalements (cf schéma-type ci-après)

Les signalements ne peuvent être traités qu'après envoi en recommandé avec accusé réception d'un courrier par le locataire à son propriétaire pour lui signaler les dysfonctionnements du logement. Cette démarche est un préalable à toute intervention de l'ARS et de la ville d'Aurillac (cf annexe n°3).

Sans réponse du propriétaire à l'issue d'un délai d'un mois, les plaignants doivent contacter la Direction aménagement urbain, développement commercial et l'attractivité (04.71.45.46.70) pour les logements situés sur Aurillac ou l'Agence Régionale de Santé (ARS) – délégation départementale du Cantal (04.81.10.63.06) pour les logements situés sur le reste du département.

Une visite est réalisée sur place, dans la mesure du possible avec un travailleur social. Un certificat de constat listant les désordres est alors adressé au propriétaire, au locataire et aux partenaires (DDT, DDETSP, CAF/MSA, CD, collectivités concernées, procureur de la République selon les cas). Selon les désordres rencontrés, les procédures listées au paragraphe 3-3 relevant de diverses autorités sont mises en œuvre.



Après la visite habitat



3-3 Les procédures de lutte contre l'habitat indigne

Polices du maire (ou du président de l'EPCI si polices spéciales déléguées) :

- Sécurité des établissements recevant du public avec usage total/partiel d'hébergement (L184-1 du code de la construction et de l'habitation) ;
- Mise en sécurité (L511-2 alinéa 1 et L511-19 du code de la construction et de l'habitation) ;
- Équipements communs des immeubles collectifs d'habitation (L511-2 alinéa 2 du code de la construction et de l'habitation) ;
- Entreposage de matières ou inflammables dans un local attenant ou compris dans un immeuble collectif à usage d'habitation (L511-2 alinéa 3 du code de la construction et de l'habitation) ;
- Police générale (*Manquements aux dispositions réglementaires du Règlement Sanitaire Départemental L2212-2 du code général des collectivités territoriales*).

Polices du préfet (ARS) :

- Danger ponctuel imminent (L1311-4 du code de la santé publique) ;
- Local impropre par nature à l'habitation (L1331-23 du code de la santé publique) ;
- Insalubrité (L1331-24 et suivants, du code de la santé publique) ;
- Mesures d'urgence plomb (L1331-22 du code de la santé publique).

Procédure civile / CAF et MSA :

- Indécence (décret 30.01.02 modifié) et Art 85 de la loi ALUR.

Les décisions ou arrêtés relatifs à ces procédures sont à envoyer à la DDT/Service habitat construction pour enregistrement dans ORTHI.

3-4 Transmissions d'informations au Parquet.

Les arrêtés préfectoraux d'insalubrité et les arrêtés de mise en sécurité les plus significatifs lui sont transmis par courrier. En cas d'urgence, ils peuvent lui être adressé par courriel sur la boîte fonctionnelle du tribunal (sec.pr.tj-aurillac@justice.fr).

ARTICLE 4 : LES ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

4-1 Les engagements communs des partenaires du PDLHI :

- Participer à l'animation du pôle et contribuer dans la limite de leur compétence à la mise en œuvre des actions impulsées par le PDLHI ;
- Mettre à disposition leurs compétences et leurs expertises au service de la lutte contre l'habitat indigne et indécent ;
- Mettre en cohérence et en synergie leurs interventions avec l'ensemble des acteurs du PDLHI ;
- Favoriser le repérage, le signalement, la mise en œuvre de procédures et la résolution des situations d'habitat indigne ou non-décent ;
- Promouvoir les actions mises en œuvre dans le cadre du PDLHI et plus largement la lutte contre l'habitat indigne et non-décent ;
- Apporter une vigilance particulière sur les situations des copropriétés en difficulté.

4-2 Les engagements spécifiques des partenaires

a) L'État

- Assurer l'animation et le secrétariat du pôle, ainsi que des groupes de travail qui en découlent ;
- Coordonner le traitement des situations d'habitat indigne repérées ;
- Accompagner l'hébergement temporaire et relogement des occupants lorsque cela est nécessaire en mobilisant les bailleurs sociaux et les opérateurs du territoire ;
- Veiller à l'intégration de la lutte contre l'habitat indigne dans les différents dispositifs contractuels (programme d'action territorial, PDALHPD, PIG, OPAH....) ;
- Piloter l'observatoire de repérage et de traitement de l'habitat indigne et non décent (ORTHI) ;
- Faire réaliser des diagnostics techniques par des bureaux d'études spécialisés financés par des crédits spécifiques ;
- Procéder aux travaux d'office lorsque le propriétaire ou l'autorité compétente est défaillante et mobiliser les moyens et crédits nécessaires pour les réaliser ;
- Mobiliser les financements de l'Anah ;
- Accompagner les collectivités pour la mise en œuvre des polices de l'habitat ;
- Informer le SDIS des procédures de mises en sécurité prises par les autorités compétentes.

b) Le Conseil Départemental du Cantal

- Participer autant que de besoin aux instances, comités et groupes de travail constitués dans le cadre du PDLHI ;
- Veiller à la cohérence des actions menées avec les orientations du PDALHPD ;
- Contribuer à la lutte contre l'habitat indigne dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) ;
- Informer et mobiliser les travailleurs sociaux sur le dispositif mis en place pour qu'ils orientent et accompagnent les ménages les plus fragiles qui subissent une situation de mal-logement.

c) L'Agence Régionale de Santé, délégation départementale du Cantal

- Assurer l'instruction des procédures habitat relevant de sa compétence ;
- Assurer un soutien aux collectivités dans la prise en charge et la gestion des situations dans le domaine de l'habitat relevant de leur compétence ;
- Participer à la mise en commun des dossiers traités ;
- Participer autant que de besoin aux instances, comités et groupes de travail constitués dans le cadre du PDLHI.

d) L'Association des Maires du Cantal et des Présidents d'Intercommunalité

- Transmettre aux Maires toute information concernant la lutte contre l'habitat indigne qui serait communiquée par le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne notamment.

e) La ville d'Aurillac

- Mener des actions de repérage de l'habitat indigne dans le cadre des projets de résorption de l'habitat insalubre et dangereux et des programmes d'amélioration de l'habitat ;
- Mobiliser le Centre Communal d'Action Social (CCAS) et le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) dans la détection des ménages en situation de mal-logement et leur accompagnement ;

- Mettre en œuvre les pouvoirs de police générale et spéciale du maire en matière d'habitat indigne et informer les membres du comité de suivi mal-logement des procédures en cours ;
- Favoriser, pour les ménages vivant dans un logement indigne ou non-décent, leur relogement dans son parc réservoir en mobilisant le BAHL ;
- Participer en tant que de besoin aux instances, comités et groupes de travail organisés dans le cadre du PDLHI ;
- Contribuer à la mise à jour de l'outil ORTHI en transmettant les dossiers relevant de la compétence du maire à la DDT.

f) La ville de Saint-Flour

- Mener des actions de repérage de l'habitat indigne, dans le cadre des projets de résorption de l'habitat insalubre et dangereux, inscrits notamment au titre du contrat de cohésion sociale de la Ville de Saint-Flour et du projet Centre Bourg, et des programmes d'amélioration de l'habitat mis en place par l'EPCI ;
- Mobiliser le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) dans la détection des ménages en situation de mal-logement et leur accompagnement dans le cadre de l'action sociale légale et facultative (détection et accompagnement par le biais de l'épicerie sociale) ;
- Mettre en œuvre les pouvoirs de police générale et spéciale du maire en matière d'habitat indigne et informer les membres du comité de suivi mal logement des procédures en cours ;
- Prioriser les ménages vivant dans un logement indigne ou non-décent dans l'attribution des logements sociaux, en partenariat avec les bailleurs sociaux intervenants sur la commune ;
- Participer en tant que de besoin aux instances, comités et groupes de travail organisés dans le cadre du PDLHI ;
- Contribuer à la mise à jour de l'outil ORTHI en transmettant les dossiers relevant de la compétence du maire à la DDT.

g) La ville de Mauriac

- Mener des actions de repérage de l'habitat indigne dans le cadre des projets de résorption de l'habitat insalubre et dangereux ;
- Mettre en œuvre les pouvoirs de police générale et spéciale du maire en matière d'habitat indigne et informer les membres du comité de suivi mal-logement des procédures en cours ;
- Prioriser les ménages vivant dans un logement indigne ou non-décent dans l'attribution des logements sociaux, en partenariat avec les bailleurs sociaux intervenant sur la commune et dans le cadre, notamment, de la participation aux commissions d'attribution ;
- Mobiliser le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) dans la détection des ménages en situation de mal-logement et leur accompagnement dans le cadre de son action sociale facultative ;
- Participer en tant que de besoin aux instances, comités et groupes de travail organisés dans le cadre du PDLHI ;
- Contribuer à la mise à jour de l'outil ORTHI en transmettant les dossiers relevant de la compétence du maire à la DDT.

h) La communauté de communes Pays de Gentiane

- Définir une organisation opérationnelle entre l'EPCI et les communes et assurer la coordination avec le pôle départemental ;

- Mettre en œuvre les pouvoirs de police spéciale du président en matière d'habitat indigne et informer les membres du comité de suivi mal-logement des procédures en cours ;
- Contribuer à la mise à jour de l'outil ORTHI en transmettant les dossiers relevant de la compétence du président à la DDT.

i) La Caisse d'Allocations Familiales (CAF)

- Examiner tous les signalements de non décence concernant les allocataires bénéficiant d'une aide au logement ;
- Procéder à la consignation des aides aux logements sur proposition du comité mal logement ;
- Participer en tant que de besoin aux instances, comités et groupes de travail organisés dans le cadre du PDLHI ;
- Contribuer à la mise à jour de l'outil ORTHI en transmettant les constats de non décence à la DDT.

j) La Mutualité Sociale Agricole (MSA)

- Informer le public fragile en situation potentielle d'habitat indigne ;
- Orienter ce public vers les interlocuteurs du pôle ;
- Procéder à la consignation des aides aux logements sur proposition du comité mal logement ;
- Sensibiliser les travailleurs sociaux de la MSA.

k) Le procureur de la République

- Favoriser la coordination avec les autorités administratives qui interviennent dans le domaine de la lutte contre l'habitat indigne avec l'appui d'un magistrat référent, clairement identifié comme l'interlocuteur des différentes administrations pour les questions relatives à ce domaine ;
- Participer aux réunions du comité de pilotage du PDLHI ;
- Informer le PDLHI des suites données aux dossiers partagés ;
- Accorder une attention particulière aux signalements et aux traitements des procédures relatives aux logements insalubres.

ARTICLE 5 : DUREE DU PROTOCOLE

Le présent protocole est conclu pour une durée alignée sur la durée du PDALHPD 2024/2028, soit jusqu'au 31 décembre 2028.

ARTICLE 6 : REVISION DU PROTOCOLE

Le présent protocole pourra être révisé par avenant entre les signataires concernés, sur proposition du comité responsable du PDALHPD, en fonction des résultats constatés, de l'évolution des contextes législatifs et réglementaires le cas échéant.

De nouveaux partenaires pourront également adhérer au dispositif en tant que de besoin. Le retrait de l'un des signataires n'entraîne pas de facto l'annulation du présent protocole pour les autres.

À Aurillac, le

Les signataires du protocole

Pour l'État, Le préfet du Cantal Laurent BUCHAILLAT	Pour le conseil départemental, Le président du Conseil départemental Bruno FAURE
Pour l'agence régionale de santé La déléguée départementale Stéphanie FRECHET	Pour l'association départementale des maires et des présidents d'intercommunalité du Cantal Le président, Christian MONTIN
Pour la ville d'Aurillac Le maire Pierre MATHONIER	Pour la ville de Saint-Flour Le maire Philippe DELORT
Pour la ville de Mauriac Le maire Edwige ZANCHI	Pour la communauté de communes Pays de Gentiane La présidente Valérie CABECAS
Pour la mutualité sociale agricole Auvergne Le président Philippe PANEL	Pour la caisse d'allocations familiales Le directeur Pascal PONS
Le procureur de la République Paolo GIAMBASI	

Annexe n°1 : fiche signalement PDLHI



PRÉFET DU CANTAL

Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne du Cantal FICHE D'INFORMATION – LOGEMENT PRESUMÉ INDIGNE ou DEGRADÉ

OCCUPANT

☐ Locataire logement social ☐ Locataire logement privé ☐ Sous-locataire ☐ Propriétaire
☐ Hébergé à titre gracieux

NOM Prénom :	
Adresse du logement :	
Date de naissance :	
Téléphone :	
Courriel :	

Nombre total d'occupants : Nombre d'adultes :
Nombre d'enfants mineurs : dont enfants de moins de 6 ans :
Bail écrit : ☐ Oui ☐ Non Date d'entrée dans les lieux :/..../..
Allocataire : ☐ CAF ☐ MSA ☐ Autre N° allocataire :
Allocation logement : ☐ Oui ☐ Non (versée directement au propriétaire ☐ Oui ☐ Non)

LOGEMENT

☐ Appartement ☐ Maison individuelle ☐ Autre (préciser) :
Superficie du logement : m² Nombre de pièces déclarées :
Localisation : Étage n° Appartement n°
Année de construction : ☐ Avant 1949 ☐ Après 1949

PROPRIÉTAIRE (si différent de l'occupant) ou gestionnaire (agence, notaire...)

Nom Prénom :
Adresse :
Téléphone : Courriel :
Informé des désordres par courrier le (joindre copie du courrier)

DESCRIPTION DES DÉSORDRES

Parties communes <input type="checkbox"/> Toiture dégradée <input type="checkbox"/> Façade dégradée, fissures <input type="checkbox"/> Infiltrations, moisissures <input type="checkbox"/> Installation électrique défectueuse <input type="checkbox"/> Risque de chute (garde-corps dangereux)	Sécurité du logement <input type="checkbox"/> Fils électriques dénudés <input type="checkbox"/> Installation électrique en mauvais état <input type="checkbox"/> Fissures <input type="checkbox"/> Plancher dangereux <input type="checkbox"/> Plafond en mauvais état
Habitabilité <input type="checkbox"/> Logement situé en sous-sol <input type="checkbox"/> Logement sous les combles <input type="checkbox"/> Éclairage insuffisant dans le salon ou les chambres <input type="checkbox"/> Hauteur sous-plafond < 2,20 m dans au moins une pièce <input type="checkbox"/> Surface < 7 m ² dans au moins une pièce	Dégradations dans le logement <input type="checkbox"/> Portes et fenêtres non étanches à l'eau et à l'air <input type="checkbox"/> Humidité / Moisissures <input type="checkbox"/> Peintures écaillées (murs, menuiseries...) <input type="checkbox"/> Système de ventilation insuffisant / absent <input type="checkbox"/> Problème d'évacuation des eaux usées <input type="checkbox"/> Problème d'alimentation en eau potable <input type="checkbox"/> Absence d'eau chaude <input type="checkbox"/> Moyen de chauffage insuffisant / absent / dangereux <input type="checkbox"/> Type de chauffage :

Direction départementale des Territoires du Cantal - 22, rue du 139ème R.I. - BP 10414 - 15004 AURILLAC, CEDEX
Horaires d'ouverture : 8h00-12h00 - 13h30-16h00 - 16h11 : 04 63 27 66 00
Internet : <http://www.cantal.gouv.fr>

OBSERVATIONS / COMMENTAIRES

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

DECLARANT

NOM : Prénom :
Adresse :
Téléphone : Mail :
Qualité : ☐ Occupant ☐ Autre (Précisez) :

Fait à :

Date :

Signature :

Signalement à adresser par mail ou courrier :
Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne
Direction Départementale des Territoires du Cantal
Service Habitat Construction
22 rue du 139^e R.I. - BP 10414 - 15004 AURILLAC CEDEX
Courriel : ddt-pdlhi@cantal.gouv.fr

Direction départementale des Territoires du Cantal - 22, rue du 139^e R.I. - BP 10414 - 15004 AURILLAC, CEDEX
Horaires d'ouverture : 8h00-12h00 - 13h30-16h00 - Tél : 04 63 27 66 00
Internet : <http://www.cantal.gouv.fr>

Annexe n°2 : Outil d'auto-diagnostic

Habitat indigne

AUTO-DIAGNOSTIC DU LOGEMENT



MES COORDONNÉES

Type d'habitation : ☐ appartement ☐ maison individuelle ☐ autre :

Ville

N° Rue

Nom :

Tél :

Courriel :

Nombre de personnes vivant dans le logement :

.....adultes.....enfants

.....enfants de moins de 6 ans

☐ locataire ☐ propriétaire occupant ☐ autre (logé gratuitement)

Bail écrit : ☐ oui ☐ non

Composition du logement :

Nombre de pièces principales :dontchambres

Nom et organisme du travailleur social (éventuellement)

AUTO-DIAGNOSTIC DU LOGEMENT*

Année de construction : ☐ avant 1949 ☐ après 1949

1 - Diagnostic de mon immeuble :

- ☐ L'entrée, l'escalier ou l'ascenseur sont dangereux
- ☐ Les garde-corps de balcons ou les rampes d'escaliers sont descellés (ou inexistantes avec risques de chute)
- ☐ L'installation électrique des parties communes est défectueuse

2 - Diagnostic de mon logement :

Critères d'habitabilité

- ☐ Il est totalement ou partiellement en sous sol
- ☐ Il est situé dans des combles, sous-sol, garage, atelier, cabane, caravane...
à préciser :
- ☐ Je suis obligé d'allumer en permanence dans le salon ou les chambres
- ☐ Au moins une pièce de vie a une hauteur sous plafond inférieure à 2,20 m
- ☐ Au moins une pièce de vie a une surface inférieure à 7 m²

Dégradations

- ☐ Le plancher est instable
- ☐ Le plafond est en mauvais état (infiltrations d'eau, chute de matériaux ...)
- ☐ Les portes et fenêtres laissent passer l'air et/ou l'eau
- ☐ Le logement est très humide et présente des moisissures
si oui, localisation et remarques :
- ☐ Les peintures sont écaillées (murs, menuiseries...)
- ☐ L'installation électrique est dangereuse (fils dénudés, prises abîmées, sauts de tension, court-circuit)
- ☐ L'installation électrique est insuffisante (faible nombre de prises, puissance insuffisante)

Equipements

- ☐ Le logement n'est pas ventilé (grilles d'aération haute et basse ou VMC) :
absence de grille ou VMC : ☐ en cuisine ☐ en salle de bains ☐ dans les sanitaires
- ☐ Le logement n'est pas alimenté en eau potable par le réseau public (préciser le mode d'alimentation en eau potable)
- ☐ Le logement ne dispose pas d'eau chaude
- ☐ Le logement n'est pas raccordé au réseau d'assainissement collectif ni à un dispositif d'assainissement autonome
- ☐ Le logement ne dispose pas de mode de chauffage permanent (préciser le mode de chauffage)
- ☐ Le logement possède un équipement à gaz en mauvais état : oui non
de quel type : ☐ cuve ☐ bouteille ☐ réseau

3 - Observations :

.....
.....

Annexe n°3 : Modèle de courrier de signalement du locataire au propriétaire

Prénom NOM

A ADRESSER EN

Adresse

RECOMMANDE AVEC

Code postal – Ville

ACCUSE DE RÉCEPTION

Numéro de téléphone

Adresse E-mail

Date, lieu,

Objet : Situation mal-logement

Madame, Monsieur [nom du propriétaire]

Par la présente, je me permets de vous alerter au sujet du logement situé au [adresse] que j'occupe en tant que locataire depuis le [date] et dont vous êtes propriétaire.

En effet, je suis au regret de vous informer que [préciser l'ensemble des dégâts constatés : toiture qui fuit, installation électrique trop ancienne, présence de moisissure sur les murs...]. Vous comprendrez que ces dysfonctionnements sont loin d'être un détail pour moi et qu'ils nuisent à mon quotidien, ainsi qu'à ceux de mes enfants [précisez si l'un ou plusieurs sont en bas âge].

Ainsi, je vous demanderai de procéder aux travaux nécessaires qui ne sont pas à ma charge.

Sans réponse de votre part dans un délai d'un mois, je me verrai dans l'obligation de faire appel aux services de la commune d'Aurillac (1) ou aux services de l'Agence Régionale de Santé, délégation du Cantal (2) qui constateront par eux-mêmes les dégradations du logement.

Dans cette attente, je reste à votre disposition pour vous fournir tous les documents et informations que vous jugerez nécessaires.

En espérant que ma requête soit accueillie avec bienveillance, je vous prie de recevoir, Madame/Monsieur, mes salutations respectueuses.

[signature]

(1) Sur la commune d'Aurillac

(2) Sur le reste du département

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-5

Avenants aux conventions de gestion entre le Conseil départemental du Cantal et la CAF du Cantal et la MSA d'Auvergne

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOL

Rapporteur : Dominique BEAUDREY

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la délibération n°20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant les conventions de gestion entre le Conseil départemental d'une part avec la CAF du Cantal et d'autre part avec la MSA Auvergne ;






Vu les délibérations du Conseil départemental n°23CD04-6 du 17 novembre 2023 et n°24CD04-4 du 27 septembre 2024 approuvant l'avenant n°1 et l'avenant n°2 à la convention avec la CAF du Cantal ;

Afin d'éviter une rupture dans le traitement des dossiers dans l'attente de la nouvelle convention en cours d'étude intégrant les nouvelles règles de fonctionnement pour 2025, il est nécessaire d'établir deux avenants aux conventions citées supra afin de continuer d'appliquer les modalités définies sur la période 2020-2024 ;

- **APPROUVE** l'avenant n°3 à la convention de gestion entre le Conseil départemental du Cantal et la CAF du Cantal portant la durée de celle-ci jusqu'au 31 mars 2025.

- **APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention de gestion entre le Conseil départemental du Cantal et la MSA Auvergne portant la durée de celle-ci jusqu'au 31 mars 2025.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ces avenants.

				
		X		

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE GESTION RSA ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET LA MUTUALITÉ
SOCIALE AGRICOLE D'Auvergne**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, autorisé par délibération du Conseil départemental du 8 novembre 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »,

D'une part,

Et

LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE D'Auvergne, 16, rue Jean Claret 63000 CLERMONT-FERRAND, représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean-Marie PASSARIEU, ci-après désignée par les termes « **La MSA** »,

D'autre part,

Vu le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 262-13, L. 262-16, L. 262-25, R. 262-60 à D. 262-64 et R. 262-65 et suivants ;

Vu la loi Vu du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés,

Vu la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (Rsa) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 ;

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;

Vu le décret n° 2017-123 du 1^{er} février 2017 relatif à la réforme des minima sociaux ;

Vu l'arrêté du 7 mai 2009 fixant le modèle de formulaire de demande d'allocation de revenu de solidarité active, modifié par l'arrêté du 19 janvier 2011.

Vu la délibération n° 2009-327 du 4 juin 2009 portant avis sur un projet de décret en Conseil d'Etat relatif au revenu de solidarité active (RSA) et un projet d'arrêté relatif à l'échantillon national interrégimes d'allocataires de minima sociaux (ENIAMS).

Vu le décret n° 2009-716 du 18 juin 2009 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel accompagnant la mise en œuvre du revenu de solidarité active et portant diverses dispositions de coordination ;

Vu le décret n° 2012-294 du 1^{er} mars 2012 relatif aux procédures d'orientation, de suspension et de radiation applicables aux bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Vu le décret n° 2017-811 du 5 Mai 2017 relatif aux modalités de calcul du revenu de solidarité active et de la prime d'activité pour les travailleurs non –salariés,

Vu l'accord cadre relatif au Comité de pilotage des échanges d'informations (CPEI)

Vu la convention signée le 18 janvier 2021 entre le Conseil départemental du Cantal et la Mutualité Sociale Agricole d'Auvergne.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 :

A l'article 13 de la convention, intitulé « Durée et date d'effet de la convention, dénonciation », il est ajouté la mention suivante :

« La durée de validité de la convention est prolongée jusqu'au 31 mars 2025. »

ARTICLE 2 :

Le reste de la convention demeure échangé.

Pour le Département :

À....., le.....

Le président du Département,

M. Bruno FAURE

Pour la Mutualité Sociale Agricole d'Auvergne :

À....., le.....

Le directeur,

M. Jean-Marie PASSARIEU

**AVENANT N° 3 A LA CONVENTION DE GESTION RSA ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET LA CAISSE
D'ALLOCATIONS FAMILIALES**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, autorisé par délibération du Conseil départemental du 8 novembre 2024,
ci-après dénommé : « **Le Département** »,

D'une part,

Et

LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU CANTAL, 15, rue Pierre Marty 15000 AURILLAC, représentée par son Directeur, Monsieur Pascal PONS,
ci-après désignée par les termes « **La CAF** »,

D'autre part,

Vu le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 262-13, L. 262-16, L. 262-25, R. 262-60 à D. 262-64 et R. 262-65 et suivants ;

Vu la loi Vu du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés,

Vu la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (Rsa) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 ;

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;

Vu le décret n° 2017-123 du 1^{er} février 2017 relatif à la réforme des minimas sociaux ;

Vu l'arrêté du 7 mai 2009 fixant le modèle de formulaire de demande d'allocation de revenu de solidarité active, modifié par l'arrêté du 19 janvier 2011.

Vu la délibération n° 2009-327 du 4 juin 2009 portant avis sur un projet de décret en Conseil d'Etat relatif au revenu de solidarité active (RSA) et un projet d'arrêté relatif à l'échantillon national interrégimes d'allocataires de minima sociaux (ENIAMS).

Vu le décret n° 2009-716 du 18 juin 2009 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel accompagnant la mise en œuvre du revenu de solidarité active et portant diverses dispositions de coordination ;

Vu le décret n° 2012-294 du 1^{er} mars 2012 relatif aux procédures d'orientation, de suspension et de radiation applicables aux bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Vu l'accord cadre relatif au Comité de pilotage des échanges d'informations (CPEI)

Vu la convention signée le 30 novembre 2020 entre le Conseil départemental du Cantal et la CAF du Cantal.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

A l'article 13 de la convention, intitulé « Durée et date d'effet de la convention, dénonciation », il est ajouté la mention suivante :

« La durée de validité de la convention est prolongée jusqu'au 31 mars 2025. »

ARTICLE 2 :

Le reste de la convention demeure échangé.

Pour le Département :

À....., le.....

Le président du Département,

M. Bruno FAURE

Pour la Caisse d'Allocations familiales du Cantal :

À....., le.....

Le directeur,

M. Pascal PONS

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-6

Avenants aux conventions avec l'ADAPEI et l'Association des Paralysés de France (APF) pour la mobilisation de l'Aide à la Vie Partagée (AVP) au bénéfice des personnes âgées et des personnes en situation de handicap dans le cadre du nouvel accord tripartite

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Sylvie LACHAIZE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 281-1 définissant l'habitat inclusif et l'article L.281-2-1 précisant les conditions d'attribution de l'AVP ;

Vu l'article 78 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2023 actant la pérennisation du soutien de la CNSA au titre des dépenses de l'AVP prévues par les Départements ;

Vu la délibération n°20CD05-03 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Schéma départemental de l'autonomie 2021-2025 ;

Vu la délibération n°22CD04-6 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 portant modification du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) intégrant le droit à l'AVP ;

Vu la délibération n°22CD04-8 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 approuvant la convention avec l'ADAPEI pour la mobilisation de l'AVP dans le cadre du déploiement de l'habitat inclusif pour les Résidences Enchalade à Mauriac et des Hortes à Aurillac ;

Vu la délibération n°22CD04-9 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 approuvant la convention avec APF France Handicap pour la mobilisation de l'AVP dans le cadre du déploiement de l'habitat inclusif pour la Résidence de Baradel à Aurillac ;

Vu la délibération n°24CD01-7 du Conseil départemental du 29 mars 2024 approuvant la nouvelle convention tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA "accord pour l'habitat inclusif" ;

Considérant la nécessité d'actualiser les conventions signées en 2022 pour une mise à jour des modalités de versement de l'AVP ;

Considérant l'erreur matérielle dans les avenants votés par délibération n°24CD04-6 du Conseil départemental du 27 septembre 2024 ;

- **ANNULE** les avenants votés par délibération n°24CD04-6 en Conseil départemental du 27 septembre 2024.






- **APPROUVE** les termes des avenants aux conventions pour la mobilisation de l'AVP entre le Conseil départemental et l'ADAPEI du Cantal et le Conseil départemental et l'APF dont les projets sont joints en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdits avenants.

- **DONNE DÉLÉGATION** à la Commission Permanente pour leur mise en œuvre.

Le montant global des dépenses ainsi engagées à hauteur de 60 500 € sera imputé sur les crédits inscrits :

- Aide à la vie partagée PA Nature 65113 Fonction 4232, ligne 12000 du budget départemental.
- Aide à la vie partagée PH Nature 651128 Fonction 425, ligne 12001 du budget départemental.

				
		X		

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Avenant n°1/2024 à la convention du 22 décembre 2022 entre le
Département du Cantal et l'APF France-Délégation du Cantal
Convention concernant la Résidence Baradel à Aurillac**

**MOBILISATION DE L'AIDE A LA VIE PARTAGEE
AU BENEFICE DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES EN SITUATION DE
HANDICAP
DANS LE CADRE DU DEPLOIEMENT DE L'HABITAT INCLUSIF
CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL
ET LE PORTEUR DE PROJET**

Entre d'une part :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL

HOTEL DU DEPARTEMENT

28 Avenue Gambetta

15000 AURILLAC

Représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE, agissant au nom et pour le compte de la collectivité,

Ci-après désigné « le Département »,

Et d'autre part :

LE PORTEUR DU PROJET PARTAGE

Nom : APF France handicap-Délégation Départementale du Cantal

Adresse 14, rue de la Jordanne 15000 AURILLAC

Statut juridique Association loi 1901

N° de Siret : 77568873206159

Représentée par Monsieur Raphaël VENET (Directeur Territorial des actions associatives du Cantal), dûment mandaté,

Ci- après désigné « APF Cantal »

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 129 de la loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du Logement, de l'aménagement et du numérique et apportant une définition de l'habitat inclusif ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2021 du 15 décembre 2020 introduisant la possibilité pour les Départements de créer une aide à la vie partagée (AVP) pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 22 avril 2021 approuvant les termes de la convention avec les Départements ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 14 novembre 2022, portant modification du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) et créant l'Aide à la Vie Partagée ;

Vu l'accord tripartite pour l'Habitat inclusif, du 12 décembre 2022, entre le Département, la CNSA et l'Etat ;

Vu la convention entre le département du Cantal et le Porteur de projet mobilisant l'Aide à la Vie Partagée, signée le 22 décembre 2022, pour une période de sept ans concernant le Résidence Baradel à Aurillac ;

Vu l'article 78 de la LFSS de 2023 du 23 décembre 2022 fixant les modalités de soutien financier de la CNSA envers les Départements ;

Vu le Schéma départemental de l'autonomie 2021-2025 approuvé lors de la session du 17 décembre 2020.

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 4 avril 2023 ;

Vu la réunion de la conférence des financeurs de l'habitat inclusif, du 11 janvier 2024, au cours de laquelle il a été évoqué la programmation de l'habitat inclusif et la nécessité du présent avenant

Vu le nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA signé le 29 mars 2024

Il est décidé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser la convention signée en 2022 en intégrant les modifications intervenues concernant le cadre législatif et réglementaire, la description du projet et la date de sa mise en œuvre.

Article 2 : Mise à jour du préambule

Le préambule est complété comme suit :

« Vu l'article 78 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2023 du 23 décembre 2022 précisant les modalités de financement de l'habitat inclusif et du versement de l'AVP pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

*Vu le nouvel accord conclu entre la CNSA, l'Etat et le Département qui annule et remplace l'accord du 12 décembre 2022, signé le **29 mars 2024** ;*

Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD01-7 en date du 29 mars 2024 relative au nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA. »

Article 3 : Mise à jour de la date de mise en œuvre du projet

La date de mise en œuvre mentionnée à l'article 4.1 « Engagements du Porteur de projet 3P » de la convention initiale est remplacée par :

« Le porteur de projet « personne 3P » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- d'une part mettre à disposition des habitants les logements au titre du projet décrit à l'article 2 avant le **1^{er} juillet 2026**. Si les habitants n'ont pas emménagé dans un délai de 6 mois suivant cette date, la convention est rendue caduque. »

Le reste de l'article 4 est inchangé.

Article 4 : Mise à jour des modalités de versement de l'AVP

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est modifié comme suit :

Au 2^{ème} alinéa la phrase « Le Porteur de projet devra fournir au Département du Cantal avant le 31 mars de l'année concernée » est remplacée par « *Le Porteur du projet partagé devra fournir au Département du Cantal **avant le 28 février** de l'année concernée* »

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est complété comme suit :

« Le porteur de projet devra, par ailleurs, fournir au Département du Cantal :

Une demande individuelle d'AVP pour chaque bénéficiaire, dès l'entrée dans le logement, afin que l'attribution de l'AVP lui soit notifiée par le Conseil Départemental (annexe au présent document).

Le Département du Cantal s'engage à verser l'AVP (après réception de la demande individuelle d'AVP) selon un calendrier fixé comme suit :

- *Un acompte de 70% du montant estimé de l'AVP de l'année N est versé en septembre de l'année N*
- *Le solde de l'AVP de l'année N est versé au plus tard le 31 mars de l'année N+1 »*

Le reste de la convention est inchangé.

Fait à Aurillac **en deux exemplaires**, le

Pour le Département du Cantal	Pour le Porteur de projet ADAPEI du Cantal
Le Président, Monsieur Bruno FAURE	Le Directeur Territorial, Monsieur Raphaël VENET

**Avenant n°1/2024 à la convention du 22 décembre 2022 entre le
Département du Cantal et l'ADAPEI du Cantal
Convention concernant la Résidence d'Enchalade à Mauriac**

**MOBILISATION DE L'AIDE A LA VIE PARTAGEE
AU BENEFICE DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES EN SITUATION DE
HANDICAP
DANS LE CADRE DU DEPLOIEMENT DE L'HABITAT INCLUSIF
CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL
ET LE PORTEUR DE PROJET**

Entre d'une part :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL

HOTEL DU DEPARTEMENT

28 Avenue Gambetta

15000 AURILLAC

Représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE, agissant au nom et pour le compte de la collectivité,

Ci-après désigné « le Département »,

Et d'autre part :

LE PORTEUR DU PROJET PARTAGE

Nom : ADAPEI du Cantal

Adresse 1 rue Laparra du Fieux 15000 AURILLAC

Statut juridique Association loi 1901

N° de Siret SAVS n° 321 984 130 00112

Représentée par Monsieur Cyril CHOUVELON (Directeur général), dûment mandaté,

Ci- après désigné « le Pôle en milieu ouvert porteur de projet »

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 129 de la loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du Logement, de l'aménagement et du numérique et apportant une définition de l'habitat inclusif ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2021 du 15 décembre 2020 introduisant la possibilité pour les Départements de créer une aide à la vie partagée (AVP) pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 22 avril 2021 approuvant les termes de la convention avec les Départements ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 14 novembre 2022, portant modification du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) et créant l'Aide à la Vie Partagée ;

Vu l'accord tripartite pour l'Habitat inclusif, du 12 décembre 2022, entre le Département, la CNSA et l'Etat ;

Vu la convention entre le département du Cantal et le Porteur de projet mobilisant l'Aide à la Vie Partagée, signée le 22 décembre 2022, pour une période de sept ans et concernant la Résidence d'Enchalade à Mauriac ;

Vu l'article 78 de la LFSS de 2023 du 23 décembre 2022 fixant les modalités de soutien financier de la CNSA envers les Départements ;

Vu le Schéma départemental de l'autonomie 2021-2025 approuvé lors de la session du 17 décembre 2020.

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 4 avril 2023 ;

Vu la réunion de la conférence des financeurs de l'habitat inclusif, du 11 janvier 2024, au cours de laquelle il a été évoqué la programmation de l'habitat inclusif et la nécessité du présent avenant

Vu le nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA signé le 29 mars 2024

Il est décidé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser la convention signée en 2022 en intégrant les modifications intervenues concernant le cadre législatif et réglementaire, la description du projet et la date de sa mise en œuvre.

Article 2 : Mise à jour du préambule

Le préambule est complété comme suit :

« Vu l'article 78 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2023 du 23 décembre 2022 précisant les modalités de financement de l'habitat inclusif et du versement de l'AVP pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

*Vu le nouvel accord conclu entre la CNSA, l'Etat et le Département qui annule et remplace l'accord du 12 décembre 2022, signé le **29 mars 2024** ;*

Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD01-7 en date du 29 mars 2024 relative au nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA. »

Article 3 : Mise à jour des modalités de versement de l'AVP

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est modifié comme suit :

Au 2^{ème} alinéa la phrase « Le Porteur de projet devra fournir au Département du Cantal avant le 31 mars de l'année concernée » est remplacée par « *Le Porteur du projet partagé devra fournir au Département du Cantal **avant le 28 février** de l'année concernée* »

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est complété comme suit :

« *Le porteur de projet devra, par ailleurs, fournir au Département du Cantal :*

Une demande individuelle d'AVP pour chaque bénéficiaire, dès l'entrée dans le logement, afin que l'attribution de l'AVP lui soit notifiée par le Conseil Départemental (annexe au présent document).

Le Département du Cantal s'engage à verser l'AVP (après réception de l'ensemble des documents justificatifs) selon un calendrier fixé comme suit :

- *Un acompte de 70% du montant estimé de l'AVP de l'année N est versé en septembre de l'année N*
- *Le solde de l'AVP de l'année N est versé au plus tard le 31 mars de l'année N+1 »*

Le reste de la convention est inchangé.

Fait à Aurillac **en deux exemplaires**, le

Pour le Département du Cantal	Pour le Porteur de projet ADAPEI du Cantal
Le Président, Monsieur Bruno FAURE	Le Directeur Général, Monsieur Cyril CHOUVELON

**Avenant n°1/2024 à la convention du 22 décembre 2022 entre le
Département du Cantal et l'ADAPEI du Cantal
Convention concernant la Résidence des Hortes à Aurillac**

**MOBILISATION DE L'AIDE A LA VIE PARTAGEE
AU BENEFICE DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES EN SITUATION DE
HANDICAP
DANS LE CADRE DU DEPLOIEMENT DE L'HABITAT INCLUSIF
CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL
ET LE PORTEUR DE PROJET**

Entre d'une part :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL

HOTEL DU DEPARTEMENT

28 Avenue Gambetta

15000 AURILLAC

Représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE, agissant au nom et pour le compte de la collectivité,

Ci-après désigné « le Département »,

Et d'autre part :

LE PORTEUR DU PROJET PARTAGE

Nom : ADAPEI du Cantal

Adresse 1 rue Laparra du Fieux 15000 AURILLAC

Statut juridique Association loi 1901

N° de Siret SAVS n° 321 984 130 00112

Représentée par Monsieur Cyril CHOUVELON (Directeur général), dûment mandaté,

Ci- après désigné « le Pôle en milieu ouvert porteur de projet »

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 129 de la loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du Logement, de l'aménagement et du numérique et apportant une définition de l'habitat inclusif ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2021 du 15 décembre 2020 introduisant la possibilité pour les Départements de créer une aide à la vie partagée (AVP) pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 22 avril 2021 approuvant les termes de la convention avec les Départements ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 14 novembre 2022, portant modification du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) et créant l'Aide à la Vie Partagée ;

Vu l'accord tripartite pour l'Habitat inclusif, du 12 décembre 2022, entre le Département, la CNSA et l'Etat ;

Vu la convention entre le département du Cantal et le Porteur de projet mobilisant l'Aide à la Vie Partagée, signée le 22 décembre 2022, pour une période de sept ans concernant la Résidence des Hortes à Aurillac ;

Vu l'article 78 de la LFSS de 2023 du 23 décembre 2022 fixant les modalités de soutien financier de la CNSA envers les Départements ;

Vu le Schéma départemental de l'autonomie 2021-2025 approuvé lors de la session du 17 décembre 2020.

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 04 avril 2023 ;

Vu la réunion de la conférence des financeurs de l'habitat inclusif, du 11 janvier 2024, au cours de laquelle il a été évoqué la programmation de l'habitat inclusif et la nécessité du présent avenant

Vu le nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA signé le 29 mars 2024

Il est décidé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser la convention signée en 2022 en intégrant les modifications intervenues concernant le cadre législatif et réglementaire, la description du projet et la date de sa mise en œuvre.

Article 2 : Mise à jour du préambule

Le préambule est complété comme suit :

« Vu l'article 78 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2023 du 23 décembre 2022 précisant les modalités de financement de l'habitat inclusif et du versement de l'AVP pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

Vu le nouvel accord conclu entre la CNSA, l'Etat et le Département qui annule et remplace l'accord du 12 décembre 2022, signé le 29 mars 2024 ;

*Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD01-7 en date du **29 mars 2024** relative au nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA. »*

Article 3 : Mise à jour des modalités de versement de l'AVP

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est modifié comme suit :

Au 2^{ème} alinéa la phrase « Le Porteur de projet devra fournir au Département du Cantal avant le 31 mars de l'année concernée » est remplacée par « **Le Porteur du projet partagé devra fournir au Département du Cantal avant le 28 février de l'année concernée** »

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est complété comme suit :

« Le porteur de projet devra, par ailleurs, fournir au Département du Cantal :

Une demande individuelle d'AVP pour chaque bénéficiaire, dès l'entrée dans le logement, afin que l'attribution de l'AVP lui soit notifiée par le Conseil Départemental (annexe au présent document).

Le Département du Cantal s'engage à verser l'AVP (après réception de l'ensemble des documents justificatifs) selon un calendrier fixé comme suit :

- *Un acompte de 70% du montant estimé de l'AVP de l'année N est versé en septembre de l'année N*
- *Le solde de l'AVP de l'année N est versé au plus tard le 31 mars de l'année N+1 »*

Le reste de la convention est inchangé.

Fait à Aurillac **en deux exemplaires**, le

Pour le Département du Cantal	Pour le Porteur de projet ADAPEI du Cantal
Le Président, Monsieur Bruno FAURE	Le Directeur Général, Monsieur Cyril CHOUVELON

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-7

Convention entre le Département et les Services Autonomie à Domicile en application de l'axe 2 du cadre d'adhésion de l'appel à manifestation d'intérêt "Soutien de la CNSA aux Départements dans le cadre de son budget d'intervention 2023-2026"

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Sylvie LACHAIZE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.312-1, L.313-1-3, D.312-1 à D.312-5 ;

Vu la Loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 modifiée de financement de la sécurité sociale pour 2022, notamment son article 44 ;

Vu le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile mentionnés à l'article L.313-1-3 du code de l'action sociale et des familles et aux services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant des 1° et 16° du I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu la délibération n°23CD04-5 du Conseil départemental du 17 novembre 2023 relative à l'adhésion à l'appel à manifestation d'intérêt « soutien de la CNSA aux Départements dans le cadre de son budget d'intervention 2023-2026 » ;

Vu le courrier daté du 13 décembre 2023 adressé par la Directrice de la CNSA au Président du Conseil départemental du Cantal ;

Vu la décision n°2023-36 de la Directrice de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) du 7 décembre 2023 notifiant des crédits à des Conseils Départementaux dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Soutien de la CNSA aux départements dans le cadre de son budget d'intervention 2023-2026 » ;

Vu l'annexe 8. B du cadre d'adhésion de l'appel à manifestation d'intérêt « Soutien de la CNSA aux départements dans le cadre de son budget d'intervention 2023-2026 » relative à l'axe 2 ;

- **APPROUVE** la convention à intervenir avec les Services Autonomie à Domicile (SAD) en application de l'axe 2 du cadre d'adhésion de l'appel à manifestation d'intérêt « Soutien de la CNSA aux Départements dans le cadre de son budget d'intervention 2023-2026 » dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.






- **FIXE** le montant des financements prévisionnels versé au SAD pour l'exercice 2025, comme suit, sauf objection de l'ARS :

	2025
ADMR	20 000 €
ASED	20 000 €
ASP	20 000 €
AD	20 000 €
ADHAP	20 000 €
DESTIA	20 000 €
TOTAL	120 000 €

- **DONNE DELEGATION** à la Commission Permanente :

- pour fixer le montant des financements prévisionnels pour l'exercice 2025, en cas d'objection de l'ARS ;
- pour redéployer, après consultation de l'ARS, les financements 2025 non utilisés par un ou plusieurs services autonomie à domicile, au bénéfice de services en mesure de justifier de dépenses éligibles supérieures au financement alloué ;
- pour fixer pour l'exercice 2026, après concertation avec l'ARS, le montant des financements attribués aux services remplissant les conditions requises.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits qui seront inscrits au chapitre 65 du Budget départemental 2025.

				
		X		

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION
CONCLUE AVEC LES SERVICES AUTONOMIE À DOMICILE
EN APPLICATION DE L'AXE 2
DU CADRE D'ADHÉSION DE L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
« SOUTIEN DE LA CNSA AUX DÉPARTEMENTS
DANS LE CADRE DE SON BUDGET D'INTERVENTION 2023-2026 »

Entre les soussignés,

D'une part,

Le Département du CANTAL,

Représenté par Monsieur Bruno Faure, Président du Conseil départemental, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental n°24CD0X-X du 8 novembre 2024,
Numéro de Siret : 221 500 010 00014
sis 28 avenue Gambetta – 15015 AURILLAC CEDEX

Et d'autre part,

Le gestionnaire du service autonomie à domicile (à compléter par : le nom du gestionnaire du SAD et l'adresse du siège social), représenté(e) par
Numéro de Siret : XXXXXXXXXXXXXXX

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L. 312-1 ; L. 313-1-3 ; D. 312-1 à D. 312-5 ;

Vu la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 modifiée de financement de la sécurité sociale pour 2022, notamment son article 44 ;

Vu le décret n° 2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 313-1-3 du code de l'action sociale et des familles et aux services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant des 1° et 16° du I de l'article L. 312-1 du même code ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 23CD04-5 du 17 novembre 2023 relative à l'adhésion à l'appel à manifestation d'intérêt « soutien de la CNSA aux Départements dans le cadre de son budget d'intervention 2023-2026 » ;

Vu le courrier daté du 13 décembre 2023 adressé par la Directrice de la CNSA au Président du Conseil départemental du CANTAL ;

Vu la décision n°2023-36 de la Directrice de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) du 7 décembre 2023 notifiant des crédits à des Conseils Départementaux dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Soutien de la CNSA aux départements dans le cadre de son budget d'intervention 2023-2026 »

Vu l'annexe 8. B du cadre d'adhésion de l'appel à manifestation d'intérêt « Soutien de la CNSA aux départements dans le cadre de son budget d'intervention 2023-2026 » relative à l'axe 2 ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD XXX du 8 novembre 2024 relative à la convention conclue avec les services autonomie à domicile en application de l'axe 2 du cadre d'adhésion de l'appel à manifestation d'intérêt « Soutien de la CNSA aux Départements dans le cadre de son budget d'intervention 2023-2026 » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Les services autonomie à domicile « aide » ont la possibilité de se rapprocher d'un service de soins infirmiers à domicile pour ajouter à leur prestation actuelle, une offre de soins, afin que les personnes âgées ou en situation de handicap ayant besoin de ces deux types d'aide aient un interlocuteur unique. La demande de transformation en service autonomie à domicile dit mixte (« aide » et « soins ») doit être déposée auprès du Département et de l'ARS avant le 31 décembre 2025, accompagnée d'un engagement à créer, dans un délai maximum de 5 ans, une entité juridique unique (par adhésion à un groupement de coopération sociale et médico-sociale et cession de l'autorisation à ce dernier ou par fusion-absorption ou création).

Par délibération du 17 novembre 2023, le Conseil départemental du CANTAL a approuvé l'adhésion à l'appel à manifestation d'intérêt « Soutien de la CNSA aux départements dans le cadre de son budget d'intervention 2023-2026 », lancé par cette caisse. La candidature du Département du CANTAL a été retenue pour 4 axes, dont l'axe 2 : « Appui à la transformation en services autonomie à domicile ».

Par décision n°2023-36 du 7 décembre 2023, la Directrice Générale de la CNSA a notifié aux Conseils départementaux les crédits délégués dans ce cadre.

Ils couvrent 80 % du coût de l'axe 2. Ils doivent bénéficier directement aux services autonomie à domicile. Les 20 % restant sont à la charge du Département.

Article 2 : Actions éligibles

Seuls les services autonomie à domicile « aide » ayant un projet d'internalisation d'une activité de soins infirmiers à domicile (projet de transformation en service autonomie mixte (« aide » et « soins ») peuvent être soutenus dans le cadre de la présente convention.

Peuvent être financés des prestations de conseil juridique, d'accompagnement au changement ou le recrutement d'une ressource interne au service autonomie à domicile dédiée à la transformation visant à mettre en œuvre les actions suivantes :

Action 1 :

Accompagner la transformation des SAD « aide » en SAD mixtes « aide » et « soins » :

- étudier la faisabilité et la pertinence d'un GCSMS départemental (Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale) dans le cadre de groupes de travail associant Conseil départemental et Agence Régionale de Santé ;
- étudier la possibilité de s'appuyer sur des GCSMS déjà créés par des services à domicile concernés par la réforme, en lien avec le Conseil départemental et l'Agence Régionale de Santé ;
- apporter un appui juridique à la constitution d'un ou de GCSMS ou, le cas échéant, à la fusion de SAD « aide » et de SSIAD ;
- élaborer un montage limitant les impacts de l'adhésion à un GCSMS sur les budgets des services ;

Action 2 :

Accompagner la signature de conventions transitoires par les SAD « aide » avec les SSIAD sans solution de fusion ou d'adhésion à un GCSMS, avant la date limite (reportée au 31 décembre 2025 par l'article 22 de la loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie) :

- contribuer à l'identification des difficultés et points de blocage ;
- participer aux rencontres entre gestionnaires ayant des territoires en commun ;
- accompagner et appuyer techniquement les services pour la rédaction de la convention et les demandes d'autorisation ;

Action 3 (finançable après autorisation de transformation en service autonomie « aide » et « soins » par le Président du Conseil départemental et le Directeur général de l'ARS) :

Former les responsables de secteur à la coordination « aide » et « soins » :

- aider à la mise en place des nouveaux outils de coordination (hors Système d'Information partagé) ;
- accompagner les changements de pratiques professionnelles ;
- former aux modalités de partage des informations entre professionnels de l'aide et professionnels du soin.

Ne sont pas éligibles :

- les actions visant à garantir de manière pérenne le fonctionnement intégré et coordonné des services autonomie (financement des temps de réunion et de coordination, par exemple, financés par la dotation de coordination incluse dans la dotation globale « soins ») ;
- le financement d'un Système d'Information unique ou harmonisé (à solliciter prioritairement dans le cadre du programme ESMS numérique).

Les services autonomie à domicile, signataires de la présente convention, sont encouragés à choisir un prestataire unique pour assurer les missions mentionnées au 2^{ème} alinéa du présent article (ou à mutualiser la ressource interne mentionnée audit alinéa), autant que faire se peut.

Article 3 : Articulation avec les financements accordés par les fédérations et l'accompagnement de l'ANAP

Si le service d'aide à domicile adhère à une fédération ayant conventionné avec la CNSA pour le financement de prestations d'accompagnement au changement dans le cadre de la réforme des services autonomie, il doit mobiliser prioritairement les financements de sa fédération. Il ne pourra bénéficier d'une aide, au titre de la présente convention, pour les actions qui auraient pu être soutenues par cette dernière, si le service l'avait sollicitée. Il reste éligible aux financements de l'axe 2 :

- si sa demande de soutien financier est refusée par sa fédération ;
- pour des actions différentes de celles financées par sa fédération ;
- pour un complément de financement, dans l'hypothèse où l'aide versée par sa fédération ne couvrirait pas la totalité de la dépense.

Les organismes pouvant de plus être accompagnés par l'ANAP (Agence Nationale d'Appui à la Performance des établissements de santé et médico-sociaux), le soutien du Conseil départemental doit intervenir en complémentarité.

Article 4 : Montant du financement et modalités de versement

Le financement prévisionnel s'élève à XXX € pour l'exercice 2025. Un acompte égal à 40 %, soit XXX €, sera versé à la signature de la présente convention. Le solde sera réglé sur présentation de justificatifs, dans la limite des dépenses réalisées.

Si les dépenses définitives s'avéraient inférieures au montant de l'acompte, le trop-perçu serait récupéré par émission d'un titre de recettes.

Le montant du financement pour l'exercice 2026 sera fixé par avenant à la présente convention, sur la base de la délibération de la Commission permanente.

Article 5 : Obligations du bénéficiaire

Si le service à domicile se trouvait dans l'impossibilité d'utiliser tout ou partie du montant mentionné à l'article 4 de la présente convention, il informerait le Département sans délai.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à reverser à la collectivité départementale les sommes :

- non utilisées ;
- utilisées à des fins autres que celles mentionnées à l'article 2 de ladite convention.

Il devra fournir au Département :

- au 25 janvier de chaque année, au plus tard, toutes les données nécessaires à la transmission des indicateurs N-1, à la CNSA ;
- au 31 mars 2027 au plus tard, toutes les données nécessaires pour compléter l'état récapitulatif définitif à communiquer à la CNSA ;
- toutes autres informations et pièces justificatives demandées par la Caisse Nationale, ou utiles aux contrôles relevant de la collectivité départementale.

Article 6 : Modalités de communication

Le service autonomie à domicile a l'obligation de faire apparaître les logos du Département du CANTAL et de la CNSA dans l'ensemble de ses supports de communication, documents, affichages relatifs à l'axe 2 du cadre d'adhésion susmentionné. Il est tenu d'informer la presse que l'article devra faire mention des aides des deux financeurs.

Les justificatifs devront être transmis au Conseil départemental.

Article 7 : Durée de la convention – Résiliation de la convention

Elle prendra effet au 1^{er} janvier 2025 pour se terminer le 31 décembre 2026.

En cas de non-respect des engagements par l'une des parties, une mise en demeure sera adressée par la partie ayant constaté un non-respect des engagements, par lettre recommandée avec avis de réception, à la partie n'ayant pas respecté ses engagements. Cette mise en demeure précisera quels sont les engagements qui n'ont pas été tenus et fixera à la partie concernée un délai, fonction de la nature et de l'importance du ou des engagements non tenus, pour qu'elle se mette en conformité avec la présente convention.

Si à l'issue du délai fixé, la partie concernée par les engagements non tenus ne s'est toujours pas mise en conformité avec la présente convention, cette dernière sera résiliée par l'autre partie qui précisera les motifs de la résiliation.

Elle pourra aussi être résiliée, avant son terme, d'un commun accord entre les parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Article 8 : Règlement des litiges

En cas d'impossibilité de règlement amiable entre les parties, les litiges pourront être soumis à la compétence du tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND.

Fait à _____, le _____ en double exemplaire.

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Le représentant du service autonomie à domicile

Bruno FAURE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-8

Attribution d'une aide à l'investissement pour l'EHPAD de Pierrefort

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Sylvie LACHAIZE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Christophe VIDAL ne participe pas au vote par le pouvoir donné à Sophie BENEZIT qui se retire et ne participe pas au vote.

Considérant la demande d'accompagnement de l'EHPAD La Mainada en date du 22 avril 2024 ;

Considérant l'analyse financière effectuée par les Services du Département ;

Considérant que cet établissement est en difficulté et a un besoin impérieux et immédiat d'investir pour la poursuite de son activité et pour la sécurité des résidents ;






- ATTRIBUE une subvention de 100 000 € à l'EHPAD La Mainada à Pierrefort au titre de l'exercice 2024 qui sera versée comme suit :

- 70 000 €, soit 70 % du montant, à la décision ;
- le solde ultérieurement sur présentation des factures acquittées.

- APPROUVE la convention entre le Département et le bénéficiaire de la subvention dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204 nature 20415332 fonction 4232 du budget départemental.

				
		X		

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-9

Fonds Cantal Solidaire 2022-2024 - Attribution exceptionnelle au titre de l'année 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Aurélie BRESSON

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Annie DELRIEU se retire et ne participe pas au vote.

Vu la délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 et décidant de mobiliser une enveloppe de 15 000 000 € pour le dispositif Fonds Cantal Solidaire, répartie en deux périodes de 3 ans (2022-2024 et 2025-2027) ;






Vu la délibération n°22CD02-12 du Conseil départemental du 24 juin 2022 établissant la liste des dossiers présélectionnés pour la période 2022-2024 ;

Considérant les plans de financement prévisionnels présentés par le maître d'ouvrage ;

- ATTRIBUE à la Commune de Prunet une aide financière exceptionnelle de 20 000 € pour des travaux de voirie d'aménagement du village des Rouquets sur la base d'une dépense subventionnable de 208 299 € HT ;

- **ATTRIBUE** à la Commune de Vic-sur-Cère une aide financière exceptionnelle de 32 665 € pour les travaux de réparation du pont sur l'Iraliot sur la base d'une dépense subventionnable de 107 885 € HT.

Ces dépenses d'investissement seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 2041482, fonction 54 du Budget départemental.

				
		X		

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-10

Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Pleaux et le Département du Cantal : Collège-Ecole Publique de Pleaux

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Annie DELRIEU

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,






Par 30 voix pour,

Vu le livre IV de la deuxième partie du Code de la commande publique, et notamment son article L.2422-12 qui autorise, lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, à ce qu'ils désignent celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération d'ensemble dans le cadre d'une convention ;

Vu l'ordonnance n°2004-566 du 17 juin 2004 ajoutant à l'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'ouvrage privée, dite loi MOP, la disposition suivante : "Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme" ;

-APPROUVE la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit, à conclure avec la Commune de Pleaux, fixant la répartition des montants des dépenses par maître d'ouvrage et les modalités techniques et financières de réalisation des travaux de réaménagement et de restructuration du collège Raymond Cortat afin d'y accueillir l'école élémentaire publique, dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

				
		X		X

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE
ENTRE LA COMMUNE DE PLEAUX ET LE DEPARTEMENT
DU CANTAL :
COLLEGE-ECOLE PUBLIQUE DE PLEAUX**

Entre les soussignés :

La **COMMUNE DE PLEAUX**, sise place Georges Pompidou, 15700 PLEAUX, représentée par son Maire en exercice, Monsieur David PEYRAL agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 5 septembre 2024,

désigné ci-après **mandant** ;

d'une part, Et

Le **DÉPARTEMENT DU CANTAL**, sis 28 avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par le Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en vertu d'une délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 25 octobre 2024 ;

désigné ci-après **maître d'ouvrage délégué ou mandataire** ;

d'autre part.

Vu le livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique, et notamment son article L.2422-12 qui autorise, lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, à ce qu'ils désignent celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération d'ensemble dans le cadre d'une convention.

Considérant que cette démarche répond également à une recherche d'efficacité et d'optimisation des investissements publics.

Préambule :

Le Département du Cantal dans le cadre de ses compétences, assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique des collèges.

La mise à disposition des biens immeubles à usage scolaire du second degré pour le collège Raymond Cortat à Pleaux a eu lieu le 14 Juin 1985 via un procès-verbal signé entre l'Etat, la Commune de Pleaux et le Conseil Départemental.

Dans ce cadre, la collectivité a décidé la mise en œuvre de travaux de :

- Réaménagement du collège existant,
- Restructuration du collège Raymond Cortat afin d'y accueillir l'école maternelle et élémentaire.

Le tout composant un ensemble immobilier indivisible.

En raison d'une baisse de la démographie dans le Cantal, le nombre de collégiens au fil des années a diminué. La restructuration de l'établissement, à double usage d'intérêt public permettra d'optimiser l'espace Collège et d'accueillir l'école primaire, actuellement dans un bâtiment communal vétuste. La Commune de Pleaux étant compétente en matière d'entretien général et technique de l'école publique de Pleaux, dans un souci de cohérence territoriale et d'optimisation des investissements publics, cette opération doit être menée conjointement par le Département et la Commune de Pleaux.

Pour une meilleure coordination, il est nécessaire que l'une des deux collectivités assure l'ensemble des missions de maîtrise d'ouvrage.

Dans ce contexte, le Département du Cantal est désigné maître d'ouvrage délégué (mandataire) pour la réalisation des travaux consistant en la restructuration du collège Raymond Cortat sis Place des Carmes à PLEAUX (15700).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine le cadre dans lequel la Commune délègue au Département du Cantal la maîtrise d'ouvrage de l'opération qui consiste à restructurer une partie du collège Raymond Cortat sis Place des Carmes à PLEAUX (15700) pour y accueillir l'école primaire.

L'objet de la convention porte uniquement sur les travaux entrant dans le champ de compétence de la Commune de Pleaux, à savoir les travaux touchant à la partie du bâtiment dédiée à la future école communale et dépendant directement de sa responsabilité.

ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La Commune de Pleaux délègue au Département du Cantal la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs à sa compétence tels que précisé en article 1.

Ces travaux concernent le bâti nécessaire à l'accueil de l'école communale, à savoir :

- Une partie du clos couvert : travaux de couverture et menuiseries extérieures,
- Les travaux de second œuvre,
- Une partie de la mise en conformité du SSI et PMR,
- Une partie de la création de l'ascenseur et ses accès,
- La partie Est du collège Raymond Cortat transformée en école ainsi qu'elle figure sur le plan Annexe 1,
- Les parties mutualisées Collège/Ecole (participation financière au prorata des surfaces Collège/Ecole de chaque Maître d'Ouvrage) ainsi qu'elles figurent sur le plan Annexe 1,
- Les espaces extérieurs nécessaires à l'école avec la création d'une cour et d'un préau pour l'école.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT DU CANTAL

Le Département du Cantal s'engage à assurer les missions de maîtrise d'ouvrage pour les travaux définis en article 2.

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNE DE PLEAUX ET LE DÉPARTEMENT DU CANTAL

Ces missions comprennent la gestion administrative, technique et comptable de l'opération jusqu'à la réception des travaux et la remise des ouvrages, à savoir :

- La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix de l'attributaire, du marché public de maîtrise d'œuvre ainsi que le suivi de son exécution ;
- L'approbation des études d'avant-projet et des études de projet du maître d'œuvre ;
- La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix des attributaires, des marchés publics de travaux, ainsi que le suivi de leur exécution ;
- Le versement de la rémunération du maître d'œuvre et le paiement des marchés publics de travaux ;
- La réception de l'ouvrage.

Le Département du Cantal sera représenté par Monsieur Bruno FAURE, son Président, qui sera seul habilité à engager la responsabilité du Département pour l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE PLEAUX

La Commune de Pleaux s'engage à financer la part des travaux lui incombant décrits à l'article 2 selon les modalités décrites à l'article 5.

ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES

Le coût estimatif global des opérations de rénovation et de restructuration du collège s'élève à 4 181 760 € TTC (Estimatif Juin 2024 en phase de consultation de la Maîtrise d'œuvre – Annexe 2).

La répartition des montants des déboursés travaux dépenses par maître d'ouvrage est la suivante :

- Pour le Département, 1 910 000 € HT soit 66,32%
- Pour la Commune, 970 000 € HT soit 33,68%

Décomposition détaillée de l'estimatif en Annexe 2.

A ce stade, les autres dépenses : prestataires intellectuelles, diagnostics, assurance dommage-ouvrage...seront réparties selon les pourcentages ci-dessus.

Les opérations pourront bénéficier de subventions, non connues à ce jour.

La Commune de Pleaux ne confie pas la recherche et la sollicitation de subventions pour son compte.

Cette répartition pourra, dans l'évolution de l'opération être amené à évoluer. Le coût définitif du projet sera déterminé en phase DCE. Un avenant à la présente convention, si besoin, pourra être établi pour définir plus précisément les dépenses de chaque maître d'ouvrage.

Les dépenses pour la partie des travaux concernant la commune de Pleaux, seront réalisées sur l'opération de section investissement chapitre .. article ... ligne respective et

5.1 Règlements et paiements :

Le Département du Cantal, maître d'ouvrage délégué, règle la totalité des acomptes et du décompte définitif aux entreprises et sous-traitants désignées pour la réalisation des travaux.

5.2 Participation du mandant :

La Commune de Pleaux s'acquittera des sommes dues selon les modalités suivantes :

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNE DE PLEAUX ET LE DÉPARTEMENT DU CANTAL

A l'occasion de chaque mise à jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes prévues, le Département du Cantal fournira à la Commune de Pleaux un décompte faisant apparaître :

- 1- le montant cumulé des dépenses supportées par le Département ;
- 2- le montant cumulé des versements effectués par la Commune et des recettes éventuellement perçues par le Département ;
- 3- le montant du versement demandé par le Département pour remboursement des dépenses effectuées au cours de la période ;

La Commune procédera au mandatement du montant visé au 3 ci-dessus dans les 30 jours suivant la réception de la demande suivant l'échéancier prévu à l'article 5.3.

Elle procédera au remboursement du solde à l'achèvement de l'opération, sur présentation de l'état des travaux exécutés et d'un récapitulatif des dépenses exposées, et au plus tard dans les deux mois suivant le quitus donné par la Commune au Département, selon l'échéancier ci-après défini à l'article 5.3.

En cas de désaccord entre la Commune et Département sur le montant des sommes dues, la Commune mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes qu'elle a admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement amiable du désaccord.

5.3 Echéancier de la facturation du Département du Cantal :

La Commune procédera au versement de sa contribution à l'opération sur la base du tableau d'avancement des travaux et de la réalisation financière, transmis trimestriellement à la Commune.

Après notification du procès-verbal de réception des ouvrages aux entreprises, la Commune effectue un dernier versement correspondant au mémoire transmis par le Département faisant apparaître :

- L'état des travaux exécutés ;
- Le montant des dépenses réalisées pour les travaux devant être prise en charge par la Commune, accompagné des justificatifs correspondants ;
- Les acomptes déjà appelés et dûment versés ;
- Le montant du solde restant dû par la Commune.

5.3 Contrôle financier :

Le Département du Cantal produira, trimestriellement un tableau d'avancement des travaux et de la réalisation financière attesté par son comptable public.

Toutefois, si l'une des constatations ou des propositions du Département conduit à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement, le Département ne peut se prévaloir d'un accord tacite de la Commune et doit donc obtenir l'accord exprès de celle-ci et la passation d'un avenant.

Le montant des charges à supporter par les 2 maîtres d'ouvrages, pourra être revu, à la hausse comme à la baisse, pour prendre en compte les aléas résultants de la réalisation de l'opération et liés :

- Aux études préalables réalisées,
- A l'établissement du coût prévisionnel définitif des travaux, arrêté en phase Avant-Projet (APD),
- Aux éventuels écarts de prix constatés au moment de l'attribution des marchés avec le coût prévisionnel définitif, dans la limite des taux de tolérance définis dans les marchés publics passés,
- Aux modifications éventuelles du programme de l'opération,
- Aux évolutions de prix consécutifs à d'éventuels avenants financiers,
- Aux variations de quantités, constatées au Décompte Général et Définitif (DGD) ou découlant d'une Demande de Rémunération Complémentaire émanant des entreprises,
- Aux augmentations résultant des révisions de prix.

Le Département en informera la Commune. L'ajustement sera proportionnel aux coûts réels de l'opération pour chaque

compétence.

En fin de mission, le Département établira et remettra à la Commune un bilan général de l'opération qui comportera le détail de toutes les dépenses et recettes réalisées, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Le bilan général deviendra définitif après accord de la Commune et donnera lieu, si nécessaire, à régularisation du solde des comptes entre les parties dans un délai de 30 jours.

ARTICLE 6 : ASSOCIATION DE LA COMMUNE DE PLEAUX AU COURS DES DIFFÉRENTES PHASES DE L'OPÉRATION

La Commune de Pleaux sera informée de l'avancement du projet. Elle sera sollicitée si nécessaire pour la validation des étapes ou choix clés du projet et pourra participer si elle le souhaite aux différentes phases de l'opération.

Liste non exhaustive ci-dessous :

- Choix de la Maîtrise d'œuvre,
- Validation à chaque étape du projet : Esquisse – APS – APD – PRO – DCE
- Validation des choix esthétiques pour l'accueil en phase EXE

Participation si la commune le souhaite aux réunions préparatoires et réunions de chantier

ARTICLE 7 : GESTION DES OUVRAGES

La réception des travaux, objet de la délégation de maîtrise d'œuvre, sera réalisée par le Département du Cantal en partenariat avec la Commune de Pleaux.

Dès lors que la réception des ouvrages a été prononcée et à compter de la date du procès-verbal de remise desdits ouvrages, la commune s'engage à accepter les ouvrages lui revenant et à en être seul maître d'ouvrage et gestionnaire.

A compter de la remise des ouvrages, et sauf exceptions listées ci-après, la Commune de Pleaux est ainsi subrogée dans l'ensemble des garanties, droits et obligations du Département du Cantal relatifs aux ouvrages qui lui sont remis.

A ce titre, le Département du Cantal devra faire parvenir à la Commune de Pleaux, au plus tard à la réception de l'ouvrage, la copie de l'ensemble des justificatifs d'assurances des entreprises intervenantes à l'opération de construction.

Le Département du Cantal demeure responsable de la levée des réserves éventuelles faites lors de la réception. La garantie de parfaite achèvement sera transférée pour la partie école à la Commune de Pleaux.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à sa date de signature entre les deux parties et prendra fin à l'achèvement, validé conjointement par les parties, des travaux prévus par la convention, c'est-à-dire à la réception des ouvrages si celle-ci est prononcée sans réserve ou à la levée de ces dernières le cas échéant.

La durée de l'opération est estimée à 34 mois. Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Début des études : 10 mois
- Début des travaux : 24 mois

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS ULTERIEURES

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNE DE PLEAUX ET LE DÉPARTEMENT DU CANTAL

La présente convention pourra être amendée par avenant écrit, signé des deux parties sous réserve des délibérations d'approbation de la modification.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend relatif à l'interprétation, la validité ou l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation par règlement amiable préalablement à toute action contentieuse devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Un exemplaire de la convention sera adressé au comptable assignataire des deux Collectivités.

ARTICLE 11 : ANNEXES

Les annexes sont indissociables de la présente convention et ont une valeur contractuelle identique.

Liste des annexes :

- Annexe 1 : plans de principe
- Annexe 2 : Estimatif Juin 2024 en phase de consultation de la Maîtrise d'œuvre

ARTICLE 12 : APPROBATION

La présente convention, comportant 7 pages et 2 annexe, a été approuvée et paraphée en deux exemplaires originaux avec en dernière page la mention manuscrite « *lue et approuvée* » précédant les signatures.

Fait à Aurillac,

Le

Pour le Département du Cantal,
Le Président

Pour la Commune de Pleaux,
Le Maire

Bruno FAURE

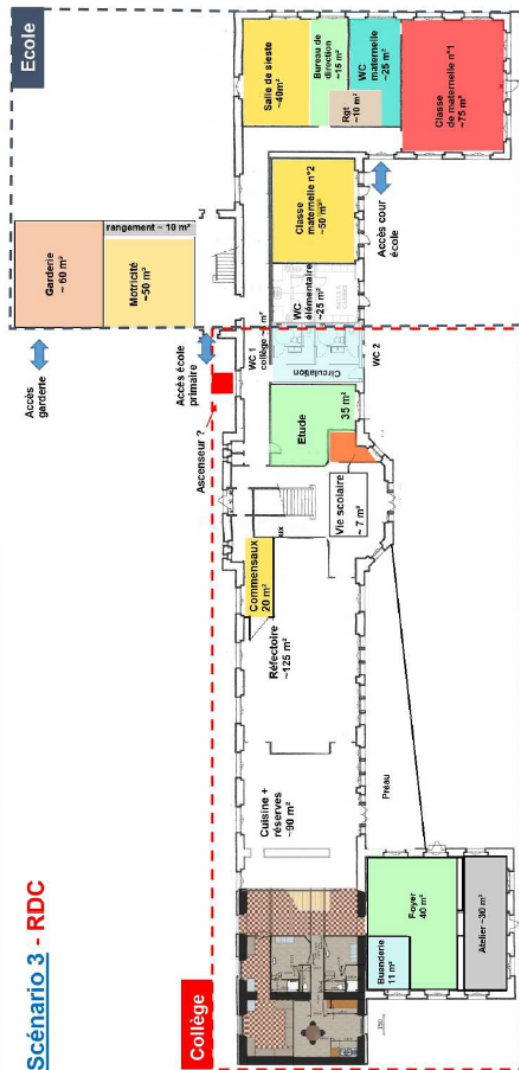
David PEYRAL

Annexe 1: Plans de principe "Collège Raymond Cortat - commune de Pleaux - Proposition DPD2023"

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNE DE PLEAUX ET LE DÉPARTEMENT DU CANTAL

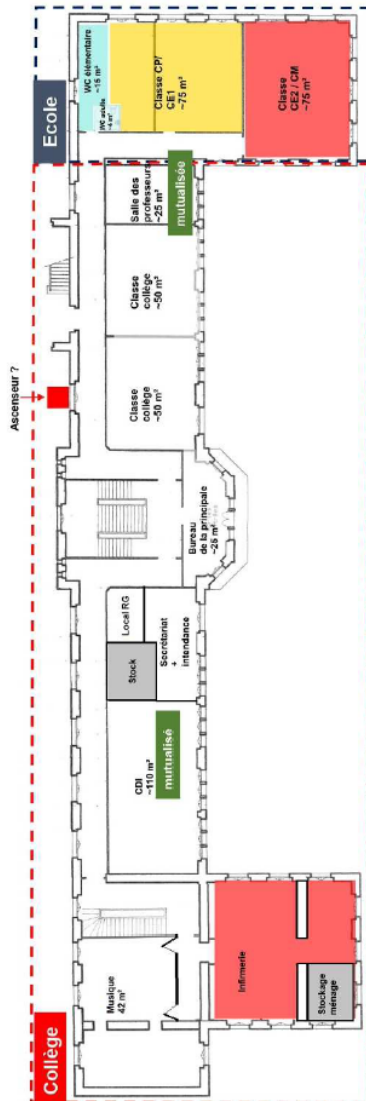
Transfert de l'école primaire dans le bâtiment du collège

Scénario 3 - RDC



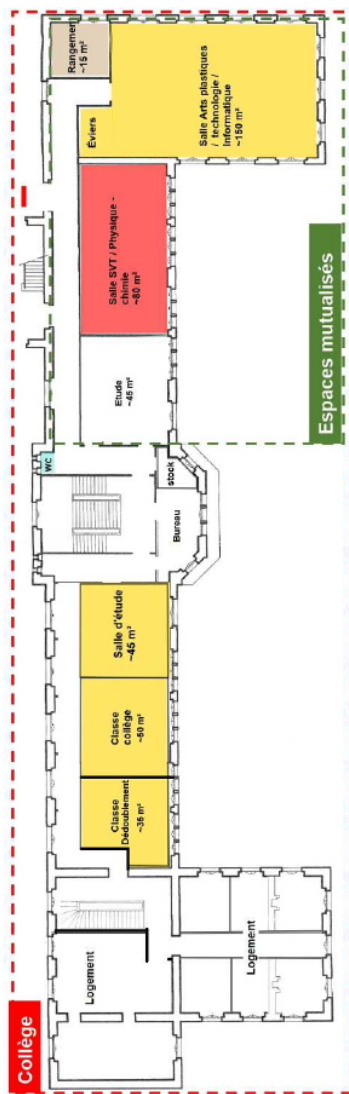
Transfert de l'école primaire dans le bâtiment du collège

Scénario 3 - R+1



Transfert de l'école primaire dans le bâtiment du collège

Scénario 3 - R+2



Annexe 2: Décomposition détaillée de l'estimatif - Juin 2024 en phase de consultation de la Maîtrise d'œuvre

Transfert de l'école primaire dans le bâtiment du collège

Commune de Pleaux

Estimation du coût prévisionnel de l'opération

Recapitulatif

Désignation		Montant (€ HT)
Travaux de rénovation et réaménagement des locaux	Ecole primaire	970 000,00
	Collège	1 910 000,00
	Sous-total travaux	2 880 000,00
Frais divers (diagnostic amiante, CSPS, bureau de contrôle, AMO...) Honoraires de maîtrise d'œuvre + Aléas (~20%)		576 000,00
Assurance DO (~1%)		28 800,00
TOTAL (€ HT)		3 484 800,00
TVA 20%		696 960,00
TOTAL (€ TTC)		4 181 760,00

Transfert de l'école primaire dans le bâtiment du collège

Commune de Pleaux

Estimation du coût prévisionnel des travaux

Partie école primaire

Désignation	Montant (€ HT)
<i>Travaux généraux</i>	
Installation de chantier	15 000,00
Fondation et gros œuvre du préau	26 000,00
Ossatures pour préau	39 000,00
Toiture pour préau (charpente, couverture, zinguerie)	45 000,00
Création d'une rampe pour accessibilité PMR côté classe maternelle	8 000,00
Démolition, création d'ouverture pour réaménagement intérieur	25 000,00
Mise aux normes de la cage d'escalier	30 000,00
Rénovation de la couverture (au prorata de la surface soit 27% pour la partie école)	86 585,76
Création d'une gaine + ascenseur (au prorata de la surface soit 27% pour la partie école)	27 000,00
Menuiseries extérieures	50 000,00
Remodelage et réfection revêtement cour de l'école primaire (accessibilité PMR)	15 000,00
Reprise clôture + portail d'accès	40 000,00
Aménagement paysagers, plantations, mobilier, jeux	20 000,00
Sous-total Travaux généraux	426 585,76
<i>Aménagement intérieur et lots techniques (cloisonnement, isolation, électricité, fluides, ventilation, revêtement de sol et mur, plafonds)</i>	
Classe de maternelle RDC	67 500,00
Sanitaires maternelles RDC	42 000,00
Bureau de direction RDC	16 000,00
Salle de sieste RDC	36 000,00
Classe élémentaire RDC	45 000,00
Salle de motricité + rangement RDC	45 000,00
Garderie RDC	45 000,00
Classe CE2/CM R+1	67 500,00
Salle des professeurs R+1	22 000,00
Classe CP/CE1 R+1	54 000,00
WC du personnel R+1	9 800,00
Sanitaires du primaire RDC	35 000,00
Sanitaires du primaire R+1	21 000,00
Dégagements, circulations	21 000,00
Sous-total Aménagement intérieur et lots techniques	528 800,00
<i>Equipements particuliers</i>	
Baie informatique	10 000,00
Système de sécurité incendie (SSI)	8 000,00
Sous-total Equipements particuliers	18 000,00
TOTAL ARRONDI	970 000,00

Ce pré-chiffrage ne comprend pas:

- la reprise des voiries d'accès existantes
- le ravalement des façades
- le désamiantage éventuel
- les équipements informatiques
- le mobilier
- la location de structures modulaires de type "algeco" pour y assurer les classes pendant les travaux

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNE DE PLEAUX ET LE DÉPARTEMENT DU CANTAL

[Transfert de l'école primaire dans le bâtiment du collège](#)

CONSEIL DEPARTEMENTAL 15

Estimation du coût prévisionnel des travaux

Partie Collège

Désignation	Montant (€ HT)
<i>Travaux généraux</i>	
Couverture (hypothèse :dépose du shingle par de l'ardoise d'Espagne)	322 000,00
Menuiseries extérieures	350 000,00
Réaménagement intérieur	1 000 000,00
Ascenseur + ouverture	73 000,00
Conformité incendie	90 000,00
Conformité PMR	25 000,00
Espaces extérieures	50 000,00
Sous-total Travaux généraux	1 910 000,00
TOTAL HT ARRondi	1 910 000,00
TOTAL TTC ARRondi	2 292 000,00

Ce pré-chiffage ne comprend pas:

- la reprise des voiries d'accès existantes
- le ravalement des façades
- le désamiantage éventuel
- les équipements informatiques
- le mobilier
- la location de structures modulaires de type "algeco" pour y assurer les classes pendant les travaux

**CONSEIL DEPARTEMENTAL
REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024**

DELIBERATION N°24CD05-11

Expérimentation d'une nouvelle offre de service d'intermédiation entre les jeunes, les établissements de formation et les entreprises

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS*

***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT*

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Florian MORELLE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Considérant l'attention que nous portons à la jeunesse et à l'enseignement supérieur ;

- **APPROUVE** la mise en œuvre d'une nouvelle offre de service d'intermédiation entre les jeunes, les établissements de formation et les entreprises dans le cadre d'un projet dont le budget prévisionnel sur deux ans est de 47 634,59 € en dépenses, 3 000 € étant attendus en recettes de la part de la Région et 38 690,07 € de la part du LEADER et le reliquat est pris en charge par le Département.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce projet.

				
X			X	

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024**

DELIBERATION N°24CD05-12

Rapport annuel sur la situation en matière de développement durable dans le Cantal 2023-2024

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOL

Rapporteur : Gilles CHABRIER

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.3311-2 et D.3311-8 ;
Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L.110-1 ;
Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle II) imposant aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants de présenter un rapport annuel sur la situation en matière de développement durable préalablement aux débats sur le projet de budget ;

- PREND ACTE de la présentation du rapport annuel sur la situation en matière de développement durable du Département du Cantal joint à la présente délibération.

				
				X

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



2023-2024

RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU DEPARTEMENT DU CANTAL

Chaque jour à vos côtés



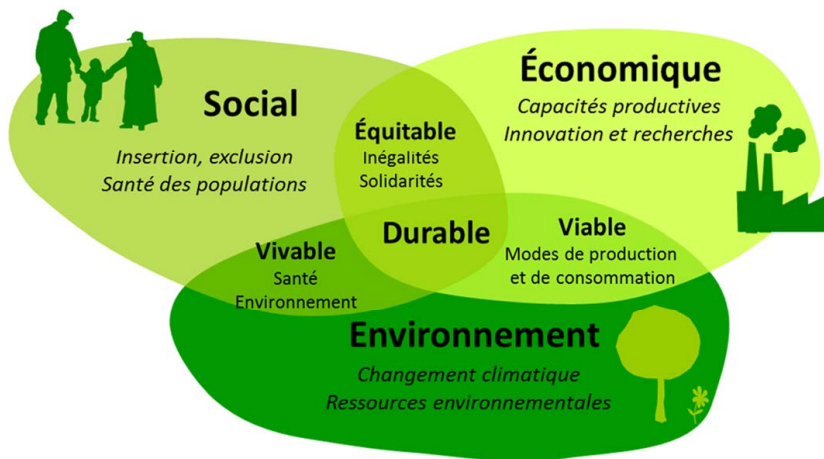
SOMMAIRE

L'ACTION DU DEPARTEMENT DU CANTAL	6
ZOOM SUR LE BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE	7
LE RAPPORT	8
1 - LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE	8
1.1 - ACTIONS INTERNES DE LA COLLECTIVITÉ	8
1.2 - ACTIONS AU SERVICE DU TERRITOIRE ET DES CANTALIENS	9
2 - PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES	11
2.1 - ACTIONS INTERNES DE LA COLLECTIVITÉ	11
<i>Prise en compte des enjeux environnementaux dans les travaux routiers et dans l'entretien et l'exploitation du domaine routier</i>	11
<i>Prise en compte des enjeux environnementaux dans les procédures d'aménagement foncier</i>	11
2.2 - ACTIONS AU SERVICE DU TERRITOIRE ET DES CANTALIENS	11
<i>Stratégie départementale en faveur de la biodiversité et du patrimoine naturel</i>	11
<i>Stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles (ENS)</i>	12
<i>Mission d'Assistance à la Gestion de l'Eau (MAGE)</i>	12
ZOOM SUR LES ORIENTATIONS ET ACTIONS À VENIR DE	13
CANTAL INGÉNIERIE ET TERRITOIRES	13
3 - EPANOUISSEMENT DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS	14
3.1 DANS LE FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITÉ	14
<i>Politique ressources humaines</i>	14
3.2 DANS LES POLITIQUES DÉPARTEMENTALES	14
<i>Politique d'insertion et la Mission Fonds Social Européen (FSE)</i>	14
<i>Politique jeunesse</i>	15
<i>Accès à la culture</i>	15
<i>Accès au sport</i>	16
4 - COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ ENTRE TERRITOIRES	17
ET ENTRE GÉNÉRATIONS	17
4.1 DANS LE FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITÉ	17
<i>Clauses sociales dans les marchés publics</i>	17
4.2 DANS LES POLITIQUES DÉPARTEMENTALES	17
<i>Politique en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées et des adultes vulnérables</i>	17
<i>Politique en faveur du logement</i>	18
<i>Le Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat : Cantal ReNOV' ENERGIE</i>	18
<i>Le Cantal, l'Union européenne et le Green Deal</i>	19
5 - DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT SUIVANT DES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES	20
5.1 DANS LE FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITÉ	20
<i>Démarches de dématérialisation</i>	20
<i>Gestion et réduction des déchets / recyclage</i>	20
<i>Commande publique/achats durables</i>	20
5.2 DANS LES POLITIQUES DÉPARTEMENTALES	21
<i>Pour un tourisme durable</i>	21
<i>Soutien des démarches de valorisation des productions agricoles</i>	21
<i>Consommation locale et gaspillage alimentaire</i>	21
CONCLUSION... 2024 ET APRÈS ?	22

Un rapport Développement Durable :

Qu'est-ce que c'est ? À quoi ça sert ?

Définition du DD
Le rôle du Département
La réglementation



1.1 Définition du Développement Durable

Le développement durable est l'idée que les sociétés humaines doivent vivre et répondre à leurs besoins sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. C'est une façon de garantir l'existence de notre société sur le temps long.

Deux concepts sont inhérents à cette notion de DD : celui de « besoins », et notamment les besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité et l'idée que la capacité de l'environnement est limitée (nous ne vivons pas dans un monde où toutes les ressources sont infinies ; Il faut donc veiller à limiter les impacts de nos actes et prendre en compte la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, tout comme l'équité sociale et économique.

1.2 Le rôle du Département

La stratégie nationale bas carbone (SNBC) vise la neutralité carbone en 2050, avec un objectif ambitieux : réduire de 75 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à 1990. Pour atteindre cet objectif, à l'échelle nationale, il faudrait doubler (au moins) les financements publics dédiés aux investissements climat par rapport à la période actuelle.

Les collectivités gèrent des compétences clés pour réduire les émissions de GES dans des secteurs comme le bâtiment, transports ou l'aménagement du territoire. En effet, 15 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) nationales sont directement issues des décisions prises par les collectivités locales (et même 50 % si l'on considère les effets indirects de leurs orientations).

Le Département du Cantal, doté de compétences centrées sur la solidarité, gestionnaire d'espaces naturels, doté d'un patrimoine routier et bâtiementaire très important et par ailleurs en charge d'une ligne aérienne, d'une station touristique de montagne, est un acteur essentiel pour la lutte contre le changement climatique. Par ailleurs, par sa capacité à porter l'innovation, à accompagner les initiatives publiques et privées, à fédérer les acteurs et soutenir des dynamiques territoriales, il se doit de mobiliser tous les leviers qui pourront aider à la transition du territoire.

1.3 La réglementation

Le présent rapport fait état de la prise en compte du développement durable dans le fonctionnement interne de la Collectivité et dans la mise en œuvre des politiques publiques durant l'année écoulée.

Il s'inscrit dans le cadre réglementaire puisque la charte de l'environnement adossée à la Constitution rappelle que « les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.

Par ailleurs, le décret d'application de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle II) impose aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants, de présenter un rapport annuel sur la situation en matière de développement durable préalablement aux débats sur le projet de budget.





Le peuple français
proclame solennellement
son attachement aux Droits
de l'Homme et aux principes de la
souveraineté nationale tels qu'ils ont été
définis par la Déclaration de 1789,
confirmée et complétée par
le préambule de la Constitution
de 1946, ainsi qu'aux droits
et devoirs définis dans la Charte
de l'environnement
de 2004.

Charte de l'environnement

La Constitutionnelle n° 2005 - 205 du 1er mars 2005

« Le peuple français,

« Considérant,

*« Que les ressources et les équilibres naturels ont
conditionné l'émergence de l'humanité ;*

*« Que l'avenir et l'existence même de l'humanité
sont indissociables de son milieu naturel ;*

*« Que l'environnement est le patrimoine commun
des êtres humains ;*

*« Que l'homme exerce une influence croissante
sur les conditions de la vie et sur sa propre évolution ;*

*« Que la diversité biologique, l'épanouissement
de la personne et le progrès des sociétés humaines sont
affectés par certains modes de consommation ou de production
et par l'exploitation excessive des ressources naturelles ;*

*« Que la préservation de l'environnement doit être recherchée
au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ;*

*« Qu'il faut d'assurer un développement durable, les choix
destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas
compromettre la capacité des générations
futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins ;*

« proclame :

Article 1

Chacun a le droit de vivre dans un environnement
équilibré et respectueux de la santé.

Article 2

Toute personne a le devoir de prendre part à la
préservation et à l'amélioration de l'environnement.

Article 3

Toute personne doit, dans les conditions définies
par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible
de porter à l'environnement ou, à défaut, en
limiter les conséquences.

Article 4

Toute personne doit contribuer à la réparation
des dommages qu'elle cause à l'environnement,
dans les conditions définies par la loi.

Article 5

Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'in-
certaine en l'état des connaissances scientifiques,
pourrait affecter de manière grave et irréversible
l'environnement, les autorités publiques veillent,
par application du principe de précaution et
dans leurs domaines d'attributions, à la mise en
œuvre de procédures d'évaluation des risques
et à l'adoption de mesures provisoires et
proportionnées afin de parer à la réalisation du
dommage.

Article 6

Les politiques publiques doivent promouvoir un déve-
loppement durable. À cet effet, elles concilient la pro-
tection et la mise en valeur de l'environnement, le
développement économique et le progrès social.

Article 7

Toute personne a le droit, dans les conditions et
les limites définies par la loi, d'accéder aux
informations relatives à l'environnement détenues
par les autorités publiques et de participer à
l'élaboration des décisions publiques ayant une
incidence sur l'environnement.

Article 8

L'éducation et la formation à l'environnement
doivent contribuer à l'exercice des droits et
devoirs définis par la présente Charte.

Article 9

La recherche et l'innovation doivent apporter
leur concours à la préservation et à la mise en
valeur de l'environnement.

Article 10

La présente Charte inspire l'action européenne
et internationale de la France. »

L'ACTION du DEPARTEMENT du CANTAL

Il s'agit ici d'établir d'une part « un bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la Collectivité » et d'autre part « un bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre par la Collectivité sur son territoire ».

Ce rapport se propose ainsi d'étudier, de manière transversale, la prise en compte par l'action départementale de chacune des **5 finalités du développement durable** (décret n° 2011-687 du 17 juin 2011) :

- **Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère**
(Aménagement du territoire, gestion des déplacements, performance énergétique, sources d'énergie...)
- **Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources**
(Diversité et protection des habitats et des espèces, gestion de l'eau, lutte contre les pollutions...)
- **Épanouissement de tous les êtres humains**
(Éducation, formation, culture, participation citoyenne, parité professionnelle...)
- **Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations**
(Inclusion sociale, logement, accès aux soins, politiques envers les enfants, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, relations intergénérationnelles, coopération territoriale...)
- **Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables**
(Emploi, agriculture, sylviculture, développement industriel, tourisme, gestion des déchets, démarche d'éco-responsabilité...)

Le rapport de développement durable 2024 du Département du Cantal, sans rechercher l'exhaustivité, met en lumière, par finalité, des exemples concrets impulsés au profit de la Collectivité d'une part, et au bénéfice du territoire et de ses usagers d'autre part.



Au vu du contexte climatique actuel, le Département porte une politique globale dont le fil rouge est la transition énergétique, écologique et climatique. Au vu des enjeux mondiaux, nationaux et locaux, il assume un rôle d'ensemblier, de porteur de dynamique, d'exemplarité d'une collectivité d'échelle départementale qui porte un regard ouvert, responsable et constructif sur ces sujets, certes complexes car impliquant des changements, mais qui apportent aux citoyens, et notamment aux plus jeunes tous les outils pour faire face et construire l'avenir.

Zoom sur le Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre

La réglementation

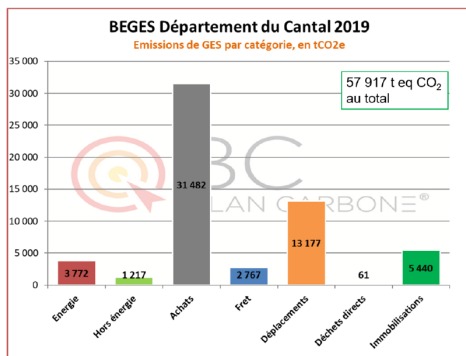
En 2010, la Loi Grenelle 2 a posé le principe d'une généralisation des bilans d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) pour un certain nombre d'acteurs dont les collectivités de plus de 50 000 habitants.



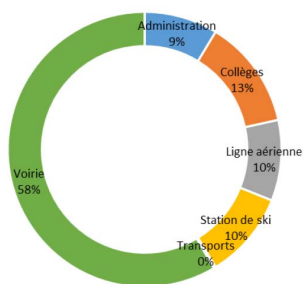
Historique

Le Département du Cantal fait donc partie des obligés BEGES. Un premier BEGES a été réalisé en 2013. Le programme d'actions qui en découlait a permis de travailler dans le cadre du Programme Développement Durable du Département sur de nombreux sujets et notamment sur la thématique des économies d'énergies et celle des déplacements.

Le BEGES 2021 (basé sur les données 2019 pour éviter les défauts d'interprétation et de comparaison liées au confinement COVID) **a été présenté aux élus le 25 mars 2022**



Emissions par compétence



Il a été noté une augmentation globale des émissions de l'ordre de 33 % entre 2012 et 2019.

Les achats (et notamment l'impact des travaux et matériaux de voirie) représentent le principal poste d'émission de façon nettement plus décisive qu'en 2012 : le poste est passé de 32 à 54 % des émissions. Ceci est dû à l'influence de la croissance de l'activité du domaine routier (plus de travaux, plus de matériaux).

On constate également une légère hausse des consommations énergétiques mais aussi une nette baisse des émissions spécifiques grâce à un mix énergétique moins carboné. À noter également la hausse des émissions de la ligne aérienne (du fait de la mise en place d'une troisième rotation journalière).

Réglementairement, le BEGES doit être mis à jour tous les 3 ans.

Le nouveau BEGES intégrera en 2025 un plan de transition élaboré directement par les directions, qui contribuera à la mise en œuvre de la stratégie de réduction des émissions de GES de la Collectivité et présentera les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin ainsi que, le cas échéant, les actions mises en œuvre depuis le précédent bilan.

LE RAPPORT

1 - Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère

Éléments de contexte globaux

La lutte contre le dérèglement climatique constitue un enjeu majeur de solidarité entre les hommes, les territoires et les générations. Il s'agit aujourd'hui d'une priorité mondiale reconnue par l'Accord de Paris (COP 21), qui fixe comme objectif la limitation du réchauffement mondial entre 1,5 et 2°C d'ici 2100. Sans effort pour réduire les émissions des gaz à effet de serre, la température moyenne devrait augmenter jusqu'à 5,8°C d'ici à 2100.

Il est donc nécessaire de limiter l'élévation de la température et ainsi d'éviter des événements de très grande ampleur (sécheresses, avancement des cycles biologiques de nombreuses plantes, épisodes inédits d'inondations et de fortes chaleurs...), à défaut de quoi des conséquences importantes sur les conditions de vie, voire de survie, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, sont à craindre.



1.1 - Actions internes de la Collectivité

Moins de déplacements ou des déplacements moins carbonés

Le télétravail génère une baisse importante des émissions de CO₂ grâce aux quelques 60 000 km de transport évités par 288 télétravailleurs. Au-delà, le remboursement des abonnements transport en commun et vélo incite les agents à utiliser ces modes de déplacement.

De plus, les formateurs internes permettent à la fois aux agents de bénéficier d'une formation et de limiter leurs déplacements.

Par ailleurs, la Collectivité propose aux élus le recours aux visioconférences dans le cadre de l'organisation des Commissions ou réunion des Présidents pour limiter les déplacements trop longs en distance notamment par rapport à la durée des réunions et aussi permettre leur présence malgré leurs agendas chargés. Dans le cadre de l'organisation des sessions du Conseil départemental, de la Commission permanente et des autres commissions statutaires, tout est mis en œuvre afin d'optimiser le planning, pour limiter la multiplication des trajets des élus.

La politique d'électrification du parc automobile léger du Département se poursuit avec 40 % des renouvellements en véhicules électriques.

Les travaux de rénovation énergétique.

Hôtel du Département : Suite à la modification du système de chauffage (Raccordement au Réseau Chaleur + régulation chauffage), il a été mesuré une baisse de 23 % des consommations énergétiques et de 73 % des émissions de CO₂ ; Les consommations vont continuer de baisser grâce à la seconde phase de travaux : changement des menuiseries en 2024, mise en place de faux plafond, relamping LED.

Collèges de Saint-Mamet, Pleaux et Montsalvy : suite à la mise en place de chaudières granulés (en lieu et place de chaudières fioul), la baisse des consommations énergétiques et émissions de CO₂ s'est confirmée.

Le **collège de Saint-Mamet** et la **MSD de Murat** ont en outre bénéficié d'une isolation thermique par l'extérieur qui ont apporté un confort supplémentaire en plus d'économie d'énergie.

De même, la **mise en place de GTC (gestion technique centralisée)** sur plusieurs collèges permet de piloter au mieux les installations de chauffage (température de non chauffe, suivi des températures intérieures,

compteur de calories, pilotage plus fin des lois d'eau, baisse des consommations électriques à travers des matériels plus performants). In fine, après des audits énergétiques sur l'ensemble des établissements, des travaux seront programmés.

Fresque du Climat

Le 31 mai 2024, ce sont une trentaine d'agents qui ont participé à la Fresque du Climat. Cette formation s'inscrit dans la volonté de sensibiliser les agents sur les causes du dérèglement climatique.



ZOOM sur les actions de la DAC et des Archives

La mise à disposition depuis 2018 de navettes pour le transport des spectateurs dans le cadre du festival « Hibernarock » a été élargie au salon du livre de jeunesse (Jours de danses).

Les contrats signés avec les artistes incluent des clauses plus « vertueuses » qui sont d'ailleurs souvent exigées par les concernés : Hébergement et restauration organisés au plus près de leur lieu d'intervention (évitant ainsi des déplacements inutiles). De même, leurs déplacements depuis leur lieu de résidence doivent privilégier le train, le covoiturage ou les transports en commun (plutôt que le véhicule personnel ou l'avion).

Cela semble évident, mais ce n'est pas pour autant une pratique systématique des événements festifs cantaliens : la gestion durable des denrées et des déchets fait partie des exigences des événements auprès des partenaires : emballages, gobelets et couverts recyclables ou réutilisables, fourniture des denrées en circuit court et local, etc. De même des toilettes sèches sont mises à destination des publics lors des manifestations organisées par la direction. La DAC privilégie autant que possible une communication dématérialisée pour chacun de ses événements. Les décors de scènes qui avaient une durée de vie éphémère et qui n'étaient pas réutilisables ont été supprimés. Ce sont ainsi plusieurs tonnes de déchets papiers, cartons et autres qui sont évités.

La médiathèque a augmenté l'offre de ressources numériques à domicile sur le portail www.culture.cantal.fr. De même, le transport des documents prêtés au réseau départemental de lecture publique s'effectue par navettes légères : les anciens véhicules bibliobus, lourds et polluants, ont été abandonnés. La livraison des différents supports a été mutualisée, pour une économie d'échelle et de fréquence : livres, CD, films, jeux et jouets, expositions sont livrés en un seul et même voyage.

Sur les chantiers de restauration du patrimoine, l'engagement dans une Charte de « bonne conduite environnementale » est exigé des entreprises.

Côté Archives, grâce à une politique de numérisation soutenue depuis plusieurs années, concernant aussi bien les documents que les inventaires, les Archives sont à même de répondre aux besoins de nombreux chercheurs hors de la salle de lecture. Le développement des recherches à distance permet ainsi la diminution des déplacements de personnes, résidant pour beaucoup d'entre elles hors du Cantal.



1.2 - Actions au service du Territoire et des cantaliens

La lutte contre le changement climatique dans le Cantal passe aussi par la réduction des déplacements des cantaliens ; Il s'agit donc de proposer des outils qui rapprochent les services des citoyens et évitent des déplacements longs en voiture individuelle.

Le déploiement du très haut débit est un levier important pour développer le télétravail ou le travail en télécentre des cantaliens. L'objectif d'une couverture totale de la fibre en 2025 est maintenu.

CyberCantal Tiers-Lieux et Cyber Cantal le Bus

Dans le cadre de son programme CyberCantal Tiers-Lieux, le Conseil départemental a développé depuis 2007 un réseau de tiers-lieux : télé-centres, espaces de co-working et fablab. L'animation du réseau et de promotion du télétravail se poursuit.

Le Bus CyberCantal accompagne les Cantaliens dans leurs démarches administratives et dans l'utilisation des outils numériques. Il permet :

- D'offrir un support pour deux Bus France Services itinérants pour l'accès aux démarches administratives.
- D'apporter un service d'inclusion numérique de proximité.
- De proposer des services départementaux au plus près des Cantaliens.



Il propose donc un accueil individuel pour chaque usager qui rencontre des difficultés ou des ateliers collectifs pour accéder à la culture numérique et à l'autonomie informatique.

Largement plébiscité par les usagers, il apporte un service complémentaire à celui des Maisons France services.

A titre d'exemple, la MDA et la DASEIL, en lien avec les médiateurs numériques, proposent des permanences d'accès aux droits au sein du bus CyberCantal en visio, et si nécessaire un RDV individuel avec un travailleur social peut être proposé à l'usager. Les services vont ainsi au-devant des Cantaliens, favorisant leur accessibilité et réduisant les trajets en voiture individuelle.

La PMI est présente à bord du bus départemental afin de réaliser des consultations pour les nourrissons.

Mobilités décarbonées

La décarbonation des mobilités représente un enjeu environnemental et de santé (moins d'émissions de CO₂ et de particules, activité physique), mais également un enjeu économique pour les habitants des territoires ruraux comme le Cantal à qui on laisse souvent croire qu'il n'y a pas d'autre solution que de se déplacer en voiture individuelle.

Certains signaux démontrent que les cantaliens sont prêts à faire d'autres choix et notamment la multi-modalité qui permet de mixer plusieurs moyens de transports : covoiturage, abonnements transports collectifs, marche, vélo (y. compris électrique)

Il s'agit maintenant de faciliter la mise en place des infrastructures adaptées et notamment des **pistes cyclables** dédiées, indispensables en terme de sécurité pour les usages quotidiens, soit en contribuant au financement des projets communaux et intercommunaux, soit en apportant notre ingénierie.

De même, un travail sur les infrastructures liées au **covoiturage** est en cours : recensement de toutes les aires, analyse de qualité, propositions d'amélioration.

Énergies renouvelables

Le 31 mars 2023, après une présentation de l'état des lieux énergétique du territoire et des travaux en commission sur le contexte et les enjeux du territoire, les élus du Conseil départemental ont voté une charte sur les énergies renouvelables. Le développement de ces énergies doit pouvoir être encouragé et accompagné dans une cohabitation équilibrée avec l'agriculture, le tourisme, l'habitat et le patrimoine.

2 - Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources

2.1 - Actions internes de la Collectivité

Prise en compte des enjeux environnementaux dans les travaux routiers et dans l'entretien et l'exploitation du domaine routier

La mission Espaces Naturels et Ruraux (MENR) et les services en charge de l'Entretien des Routes et de l'Investissement ont poursuivi leur partenariat sur plusieurs dossiers réglementaires et **d'études environnementales** préalables à la réalisation de travaux et d'aménagements

Un accompagnement particulier sera apporté à la finalisation de l'étude d'impact du projet de contournement ouest d'Aurillac.

La mission Espaces Naturels a piloté la mise en œuvre de plusieurs projets en faveur de la **restauration des continuités écologiques** : traversée des amphibiens, installation des chiroptères dans les ponts, installation de passages à faune.

Dans un objectif de **compensation des arbres de bords de routes abattus pour raison de sécurité**, et après un premier programme de plantations en 2023, l'engagement se poursuit sur les autres itinéraires du département.

Les services routiers recherchent, autant que faire se peut, l'équilibre déblai-remblai afin d'éviter des transports inutiles de matériaux générateurs de nuisances et consommation d'énergie. De même les fraisats des enrobés sont systématiquement réutilisés pour limiter l'apport de matériaux neufs. Récemment l'expérimentation relative au retraitement en place des chaussées a permis de valider une méthode économique et réduisant de 50 % les émissions de GES.

Afin de favoriser l'intégration paysagère des projets, les délaissés sont parfois remodelés et rendus à l'agriculture. Dans le cadre du contournement d'Aurillac, la mise en œuvre de cette obligation réelle environnementale (ORE) sera étudiée pour conserver ou restaurer des éléments de biodiversité.

Prise en compte des enjeux environnementaux dans les procédures d'aménagement foncier

Des mesures spécifiques sont proposées pour éviter, réduire ou compenser les impacts potentiels des opérations d'aménagement foncier et en particulier, ceux des travaux connexes.

Un suivi particulier des travaux a ainsi été réalisé sur les Communes de Sansac-de-Marmiesse et d'Andelat pour s'assurer de la bonne réalisation des mesures proposées : plantations de haies, aménagements de points d'abreuvement, de passerelles...

Les travaux se sont achevés en 2024 sur la Commune d'Andelat et des contacts sont en cours pour engager des opérations d'aménagement foncier sur deux nouvelles communes.

2.2 - Actions au service du Territoire et des Cantaliens

Stratégie départementale en faveur de la biodiversité et du patrimoine naturel

2024 voit la fin du Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques du Département, adopté en 2014 pour 10 années, alors que l'eau est plus que jamais un thème prioritaire. Par ailleurs, le Projet pour le Cantal 2030 prévoit l'intensification de la prise en compte de la biodiversité dans les actions du Département et l'expérimentation de nouvelles modalités de gestion des Espaces Naturels Sensibles. Pour mettre en cohérence les actions du Département avec ces ambitions, le Département a élaboré la stratégie départementale en faveur de la biodiversité et du patrimoine naturel qui sera soumise à l'approbation de l'assemblée préalablement à sa mise en œuvre à partir de 2025.



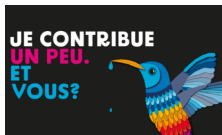
Stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles (ENS)

L'animation et l'accompagnement à la gestion de la quinzaine de sites ENS a permis de conforter la préservation de ces espaces et même d'envisager de la création d'un ENS départemental.

Ces espaces sont toujours un support de découverte de la richesse et de la diversité du patrimoine naturel cantalien et un formidable outil d'éducation à l'environnement.

L'appel à projets Cantal'ENS Collèges a été renouvelé avec la mobilisation de 9 établissements permettant à près de 350 élèves de découvrir 6 sites ENS. Par ailleurs, le programme de découverte porté par le Conseil départemental permet à de nombreuses personnes de découvrir les sites via des animations spécifiques.

Mission d'Assistance à la Gestion de l'Eau (MAGE)



La MAGE poursuit sa mission d'assistance technique aux collectivités gestionnaires des installations d'assainissement pour plus de 300 stations d'épuration.

Elle poursuit également sa mission d'appui dans le domaine de l'eau potable :

- Sur les aspects quantitatifs de la ressource en eau, la mission accompagne la protection réglementaire des captages. Notons qu'il y a 1045 captages d'eau potable exploités dans le Cantal dont seulement 45 % ont des procédures de protection à jour (23 % sont en cours et 32 % sont à reprendre).
- Dans le Cantal, 99 % de l'eau captée pour l'alimentation en eau publique est d'origine souterraine. Au-delà du réseau départemental de suivi des eaux souterraines mis en place en 2016, cette année, la mission a évolué avec le déploiement de l'automatisation et la multiplication du nombre de points d'analyse (de 16 à 30). Ainsi, annuellement, 5 bulletins de situation sont édités.
- Des efforts restent à faire pour améliorer les rendements des infrastructures. De trop nombreuses fuites sont encore présentes (rendement moyen autour de 70 %). C'est l'objectif de la mission fuites de Cantal Ingénierie et Territoire.
- Du point de vue sanitaire et qualitatif, l'état des lieux du Schéma départemental de l'Eau a permis de montrer qu'il reste de réels efforts à faire pour garantir à la population cantalienne une eau de bonne qualité.
- Face aux nombreux enjeux notamment liés à la protection des ressources, la performance des installations, la gestion patrimoniale et bien évidemment la qualité de l'eau, le Département a réalisé **le Schéma départemental de l'eau et de l'assainissement** qui fixe les orientations en terme de pilotage de la politique départementale, de soutien financier et technique aux territoires, d'animation pour l'émergence des projets départementaux ainsi que les actions à développer.

ZOOM sur les orientations et actions à venir de Cantal Ingénierie et territoires



Préserver la ressource en eau : Améliorer la connaissance sur les ressources

La situation climatique, la raréfaction des ressources en eau et la perspective du transfert de la compétence eau assainissement sont autant de préoccupations qui doivent conduire à proposer un programme fort et structurant pour accompagner la transition écologique. C'est un enjeu majeur pour notre Département.

Le Département se doit d'assurer aux Cantaliens un accès à des ressources durables et des modes de consommation raisonnés et de proposer aux territoires des projets de gestion cohérents et solidaires.

Il y a donc un enjeu à :

- **Étendre et automatiser le nombre de points de suivi des débits** afin de recueillir les données en continu et mieux anticiper les situations de crises ;
- **Réaliser une enquête sécheresse** sur les constats de terrain tous les 2/3 ans ;
- **Cartographier les réseaux et développer la télégestion** ;
- **Maintenir et renforcer l'assistance technique** apportée par la MAGE aux collectivités qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour assurer un suivi et la mise aux normes des installations.

Préserver la ressource en eau : organisation territoriale de la gestion AEP

Il s'agira de faire vivre le **Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement**.

Le Département pourra adapter ses programmes d'intervention, soutenir les territoires à la mise en œuvre des préconisations, mettre à jour les données, dimensionner des missions nouvelles en conformité avec les évolutions réglementaires.

Favoriser la réduction et les bonnes pratiques de gestion des déchets

La gestion et le traitement des déchets sont un enjeu majeur pour le territoire cantalien : dépendance aux territoires extérieurs, coûts de fonctionnement qui deviennent explosifs et perte de richesse, mauvaise image, etc. Il s'agissait donc ici de positionner le Conseil départemental comme fédérateur dans le cadre des réflexions sur la gestion des déchets.

À l'initiative de la Préfecture, le Département, les EPCI, les Syndicats compétents et l'ensemble des acteurs intéressés ont décidé de réaliser une étude départementale qui permettra d'une part de renforcer la connaissance avec une phase diagnostic et d'imaginer des solutions innovantes adaptées à notre territoire.

Contribuer au développement durable du territoire :

- **Accompagner les territoires en proposant une approche « Ingénierie » toujours plus sensible aux enjeux de développement durable** : Sensibiliser les collectivités et accompagner des projets locaux d'aménagement, intégrer la dimension développement durable (par exemple en intégrant les mobilités douces, voies vertes, voies partagées..., l'utilisation de matériaux plus respectueux de l'environnement, l'intégration de prises pour recharger les véhicules électriques dans les bourgs mais aussi en prenant en compte la biodiversité et les paysages).
- **Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments publics / économies d'énergie** :
 - Travailler en complémentarité avec Cantal Rénov Energie et Cantal Ingénierie & Territoires pour proposer un nouvel accompagnement en lien avec la recherche de performance énergétique des bâtiments publics (et notamment le locatif des Communes).
 - Proposer aux territoires qui n'en ont pas les moyens un dispositif de récupération des CEE (certificats d'économie d'énergie).

3 - Épanouissement de tous les êtres humains

3.1 Dans le fonctionnement de la Collectivité

Politique ressources humaines

Plusieurs actions témoignent de la volonté du Département de proposer à ses agents un cadre de travail de qualité. On peut notamment citer une politique de formation ambitieuse, avec **3029 jours de formation** (+6 %/2022) et **814 agents** (+42 %/2022) ayant suivi au moins une formation.

Le Département est en outre impliqué en matière d'emploi ou de maintien dans **l'emploi des travailleurs handicapés**, le taux de bénéficiaires d'obligation d'emploi est de 6,4 % en 2022.

Depuis plus de 10 ans, la Collectivité a mis en place la possibilité pour les agents dont les missions le permettent de recourir au **télétravail**. Les gains pour les agents sont multiples : suppression des temps de transports, horaires de travail plus souples, gain en autonomie et en responsabilité, limitation des nuisances sonores, etc... Suite au confinement qui a permis à beaucoup de tester le télétravail, les derniers freins et appréhensions ont pu être levés. Ainsi, ce sont aujourd'hui plus de **288 agents qui ont opté pour le télétravail**. La majorité des agents ont opté pour une seule journée par semaine (le risque d'isolement reste donc très limité).

En terme d'encouragement pour une mobilité plus durable, **la Collectivité participe également aux frais d'abonnement de transports en commun** (75 % du coût mensuel) et **vélo pour une trentaine d'agents**.

Dans le cadre des prestations sociales gérées directement par la DRH, la Collectivité contribue toujours à la délivrance de **titre restaurants** (80 % des agents ont bénéficié) et au financement de certains **contrats de prévoyance**

En lien avec l'association Unis-Cités, le Conseil départemental participe également à **l'accueil d'une vingtaine de jeunes services civiques** qui ont choisi de consacrer 6 à 8 mois de leur vie au collectif. Ces jeunes mènent des actions sur différentes thématiques (sensibilisation des collégiens à la citoyenneté, lutte contre le gaspillage alimentaire, aide aux personnes en précarité numérique ou encore sensibilisation à l'environnement et au développement durable).



En 2023, l'organisation du Conseil départemental évolue avec un nouvel organigramme qui permettra de maintenir une qualité d'accueil des agents intégrant les aménités du développement durable.

3.2 Dans les politiques départementales

Politique d'insertion et la Mission Fonds Social Européen (FSE)

Chef de file de la politique d'insertion, le Conseil départemental a adopté le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et le Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi (PDIE-PTIE) 2021-2025 fixant les engagements partagés de l'ensemble des institutions concourant à la politique d'insertion à l'échelle du département.

Ce sont ainsi 1,2 M€ qui ont été consacrés par le Département à ces actions d'insertion en 2023, illustrant ainsi le dynamisme et la volonté de la Collectivité d'accompagner l'ensemble de ces personnes en démarche d'insertion professionnelle. Au-delà des allocataires du RSA, les personnes ayant une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et les jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance qui rencontrent des difficultés pour accéder à un emploi peuvent également bénéficier de ces accompagnements vers l'emploi.

Le Département est organisme intermédiaire pour la gestion du FSE depuis le 20 novembre 2015. En 2023, plusieurs actions portées en propre par le Conseil départemental ont été sélectionnées.

Politique jeunesse

Au-delà du **plan de modernisation des collèges publics** qui permet d'améliorer la qualité de vie des collégiens, le Conseil départemental poursuit son action auprès des jeunes

S'agissant des collégiens, le Conseil départemental déploie, dans le cadre de son **Schéma Départemental du Numérique Éducatif**, des équipements qui offrent à tous les élèves le même niveau d'information et de moyens, tout en intégrant les préoccupations des élèves à besoins spécifiques (handicap, maladie, autres...) sachant que l'ensemble des collèges est connecté en Très Haut Débit. C'est ainsi qu'en 2023 le Département a continué l'installation de postes fixes, de classes mobiles et écrans numériques interactifs.



Par ailleurs, de nombreux dispositifs sont déployés en faveur des jeunes, notamment le **chéquier activités du PassCantal pour les 3-17ans (plus de 10 000 chèquiers et 345 partenaires pour la saison 2023-2024)**. Pour 8 €, les jeunes disposent d'un chéquier d'une valeur de 100 € qui leur permet d'accéder plus facilement, en dehors du temps scolaire, à la pratique d'une activité culturelle, sportive ou de loisirs.

De même, 475 collégiens ou étudiants ont bénéficié en 2023-2024 d'une **bourse annuelle d'enseignement**.

Accès à la culture

En 2023, sur l'ensemble des activités proposées, ce sont plus de 10 000 spectateurs qui ont bénéficié de la programmation culturelle soutenue par un budget de près de 1,3 M€.

Au niveau de la **Médiathèque départementale**, ce sont près de 111 000 outils (livres ; CD, DVD, jeux) qui ont été prêtés au public. Le service continue de mettre en œuvre des événements sur le territoire (salon du livre et de l'illustration jeunesse, rencontres et dédicaces, spectacles, Petits champions de lecture).

La **mission patrimoine** a accompagné plus 45 % des Communes cantaliennes dans le cadre de ses missions de conservation et restauration de leur patrimoine (environ 80 projets). La mission a organisé et soutenu 2 ateliers de sensibilisation, 2 publications et 2 ateliers-conférences permettant à un millier de visiteurs de découvrir le territoire.

Les **Archives Départementales**, continuent d'avoir un nombre croissant de lecteurs/visiteurs qui ont fréquenté le nouveau site internet ou se sont déplacés dans les locaux grâce aux versements qui sont faits et à la numérisation des fonds qui se développe : 1 200 visiteurs de la salle de lecture et 30 000 connexions au site internet sur 10 mois.

Accès au sport

Un nouveau Contrat Sport a été validé sur les années 2022-2028. L'idée directrice de ce contrat est de redonner le goût à la pratique sportive pour tous et sur tous les territoires, pour une politique sportive diversifiée et dynamique répondant aux principaux besoins et aspirations du monde sportif, privilégiant le sport accessible à tous, l'épanouissement des jeunes et l'échange intergénérationnel.

La porte d'entrée de ce contrat est le **Cantal Tour Sport** avec **plus de 6 000 jeunes qui ont participé aux 10 étapes organisées en 2023**, la mobilisation d'une trentaine de prestataires sur chaque étape (comités et clubs sportifs, Communautés de communes et Communes concernées, en partenariat avec la CAF et le cas échéant l'entreprise EDF). L'objectif de cet événement est de permettre gratuitement la découverte d'une trentaine d'activités sportives sur l'ensemble du territoire cantalien avec le déploiement de ce **projet phare sur 4 saisons**.

Une attention particulière est portée aux jeunes porteurs de handicap ou présentant des difficultés de motricité.



4 - Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations

4.1 Dans le fonctionnement de la Collectivité

Clauses sociales dans les marchés publics

Une démarche a été engagée entre la Direction Action Sociale Emploi Insertion Logement et la Direction Logistique Mutualisation et Commande Publique sur l'insertion de clauses sociales dans nos marchés.

Une convention entre l'État et le Département, signée le 3 mai 2019, définit les modalités et objectifs d'un partenariat en faveur de la promotion et du développement des clauses sociales dans les marchés publics sur le département du Cantal. L'État, via la DDETSPP, finance un poste de facilitateur au sein de l'AFAPCA (Centre de ressources et d'ingénierie pour l'insertion et l'emploi), qui a pour mission de mettre en relation le donneur d'ordre (qui définit l'objectif d'insertion dans ses marchés), l'entreprise attributaire (qui exécute le marché en remplissant ses obligations d'heures d'insertion) et l'acteur de l'emploi / insertion (qui oriente, forme, professionnalise, recrute des personnes éligibles aux clauses sociales).

Après un démarrage timide, les entreprises ont bien intégré le dispositif qui a permis le recrutement de salariés à travers les opérations support du dispositif.



4.2 Dans les politiques départementales

Politique en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées et des adultes vulnérables

Concernant le public des jeunes en situation de handicap, le transport mis en place permet un service de proximité pour 130 élèves.

Au travers de l'action COLOCAUTO, le Département soutient le secteur de l'aide à domicile avec des voitures de location : Grâce à un conventionnement signé avec l'employeur, le Conseil départemental permet aux aides à domicile de pouvoir louer un véhicule à un prix avantageux. Le reste à charge est de 125 euros par mois pour le salarié avec l'assurance d'un véhicule neuf chaque année ou tous les deux ans.

Le nouveau Plan d'Action (2024-2028) pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées du Cantal s'articule autour de 4 axes stratégiques en tenant compte de la spécificité des problématiques du département et des besoins constatés, voire anticipés :

- conforter l'animation et le suivi du Plan et adapter les aides et accompagnements proposés à l'évolution des besoins,
- adapter les circuits d'accès au logement et l'offre aux besoins des publics du Plan,
- mieux prévenir les expulsions,
- lutter contre la précarité énergétique et l'habitat dégradé.

Les deux actions pilotées par le Conseil départemental sont particulièrement significatives :

- Étudier la création d'une Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) : Action transversale qui impacte les 4 axes du plan.
- Encourager les expérimentations (habitat inclusif, colocation, habitat partagé et intergénérationnel).

Le Fond de Solidarité Logement (FSL) constitue l'outil financier unique du PDALHPD, placé sous la responsabilité du Département depuis 2006 et géré par ses services depuis janvier 2020.

Les aides au paiement des factures d'énergie représentent aujourd'hui la majorité des dépenses. Ce niveau peut s'expliquer par la conjoncture actuelle : l'augmentation du coût de l'énergie et l'inflation. L'arrivée d'un coordonnatrice sociale logement permettra de mieux sensibiliser les ménages en lien avec les conseils formulés par Cantal Rénov Energie. En 2023 plus de 800 ménages ont bénéficié d'une aide pour un montant total de 362 000 €.

Le Cantal, l'Union européenne et le Green Deal



EUROPE DIRECT a organisé plusieurs animations (journée d'intégration des services civiques, journée européenne de la jeunesse, sensibilisation des SNU, conférence CINEA, simulation de Parlement européen, journée européenne du 112 ...) avec une audience de plus d'un millier de personnes.

De la même manière, sur la cellule coopération européenne, l'Accord de Coopération établi avec le Judet de Maramures intègre le développement durable comme enjeu prioritaire et plutôt sur le volet environnemental (biodiversité, ressources, énergie).

Un premier projet « MATAL » permet de réunir 25 jeunes des deux pays pour réfléchir aux enjeux en matière de biodiversité.

5 - Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables

5.1 Dans le fonctionnement de la Collectivité

Démarches de dématérialisation

Sans attendre la réalisation puis mise en œuvre du Schéma directeur des services d'information, la Collectivité poursuit le déploiement d'outils à destination des services et usagers permettant d'améliorer la dématérialisation et donc de limiter les impressions, de limiter les déplacements, mais aussi d'assurer un confort de travail pour les agents de bureau.

Plusieurs outils informatiques et paramétrages des équipements ont ainsi été développés pour la gestion quotidienne.

Les systèmes d'informations de la MDPH et de la DASEIL visent, entre autres, à dématérialiser les flux avec les caisses d'allocations familiales, les hôpitaux et les échanges avec les établissements et services pour personnes en situation de handicap. La MDA met progressivement en œuvre des échanges dématérialisés avec l'URSSAF et les SAAD concernant les justificatifs de dépenses pour les personnes âgées.

Nombre de documents à classer sont maintenant dématérialisés. Ces mesures diminuent considérablement la consommation de papier.

Toutes ces démarches contribuent à la diminution de la consommation de papier. Cependant, nous pouvons toujours faire mieux car plusieurs tonnes de papier sont toujours consommées. La solution de l'archivage numérique permettra d'améliorer notre empreinte Carbone même si l'énergie nécessaire aux data-centers n'est pas négligeable.

Gestion et réduction des déchets / recyclage

En matière de recyclage, de nouvelles collectes sont désormais organisées par le service logistique à l'Hôtel du Département et à l'Espace Georges Pompidou à Aurillac. Ainsi, les premiers contenants permettent la collecte des petits emballages recyclables (cartonnettes, canettes en métal, bouteilles en plastique) et les instruments d'écriture (organisme Terracycle). Ces dispositifs qui doivent être démultipliés, viennent ainsi compléter les collectes déjà existantes : papier, grands cartons, verre, cartouches d'imprimante, déchets d'équipements électriques et électroniques.

La Direction des systèmes d'information poursuit son action de cession à titre gratuit du matériel informatique, après effacement des données, à l'association Oxygène qui les reconditionne et permet la réinsertion professionnelle des travailleurs bénéficiaires. En parallèle, la politique de renouvellement du matériel a légèrement évolué, portant à 7 ans la durée de vie d'un ordinateur fixe et 5 ans pour un portable.

Commande publique/achats durables

Produits éco-responsables : plus de 25 % des fournitures de bureau sont éco-labellisées, 100 % du papier et des enveloppes sont PEFC-FCS, 100 % des impressions sont réalisées par les imprimeurs sur du papier PEFC-FCS avec des encres végétales. La loi AGEC sur l'économie circulaire commence également à être prise en compte pour l'acquisition de certains équipements (pneus, EPI).

Dans le domaine de la restauration, les 22 collèges publics du département sont adhérents à la plateforme Agrilocal 15 et sont encouragés par ce biais à commander des produits locaux. Les cuisiniers sont toujours sensibilisés à l'utilisation de ces produits dans le cadre des rencontres du réseau animé par le technicien restauration de la Collectivité.



5.2 Dans les politiques départementales

Pour un tourisme durable

Le Schéma directeur de cyclotourisme doit permettre de favoriser le développement de l'offre « Vélo » du Cantal en cohérence avec les projets des collectivités locales. Le Département sera acteur dans la coordination des axes de mobilité touristiques douces pour connecter les réseaux développés par les collectivités avec les sites touristiques.

Le service Tourisme édite 2 cartes (cyclo / VTT ; rando / trail) pour promouvoir les modes de déplacement doux dans le département. L'itinérance à pied ou à vélo (vélo de route, VTC, VTT musculaire ou à assistance électrique) est facilitée grâce à la présence du train et de gares qui maillent le territoire pour rejoindre les points de départ des principaux parcours en itinérance. Par ailleurs, le Département poursuit son implication en faveur de la qualification des hébergements sur les filières prioritaires que sont le vélo (Accueil Vélo) et la randonnée (Rando Accueil).

A ce jour, ce sont **25 bornes de recharge de vélo à assistance électrique qui sont installées sur l'ensemble du département (dont 2 solaires)**. Ce maillage territorial se poursuit pour favoriser l'utilisation du vélo à assistance électrique. Il rassure les visiteurs et leur permet de découvrir les principaux sites touristiques du département à vélo.

Le service Tourisme travaille par ailleurs à renforcer l'accompagnement au déploiement de labels ou marques en faveur du développement durable (27 structures labellisées Nattitude et 40 Tourisme et Handicap) et accompagne des prestataires qui s'engagent sur des investissements dans ce sens.

Soutien des démarches de valorisation des productions agricoles

Pour la période **2023-2027, un nouveau programme agricole de 7,5 M€ est mis en place dans l'objectif de faire de l'agriculture un moteur économique, social et environnemental du département du Cantal**. Les priorités de ce programme sont d'accompagner la performance économique des exploitations ainsi que la transition climatique, de promouvoir la consommation locale, les circuits courts et de mettre en avant les pratiques agricoles vertueuses de l'agriculture cantalienne.

Consommation locale et gaspillage alimentaire



La **démarche consocantal** initiée en 2021 a pour objectif de favoriser l'approvisionnement de proximité dans les restaurants collectifs de notre territoire, tout en s'assurant de l'origine locale de la matière première agricole. Cette reconnaissance permet de valoriser les établissements volontaires qui s'approvisionnent en produits locaux issus de l'agriculture du département et ainsi s'inscrire dans une démarche d'alimentation durable.

Aujourd'hui, environ 70 d'établissements sont engagés dans la démarche (écoles, collèges, lycées, établissements pour personnes âgées et médico-sociales, village vacances).

La **plateforme internet Agrilocal15** opérationnelle depuis déjà 10 ans est l'outil qui permet aux restaurants collectifs d'acheter, de manière simple et rapide, des produits agroalimentaires locaux et ainsi contribuer au développement de circuits courts et de proximité.

Elle met en relation acheteurs et fournisseurs en proposant plus de 300 produits différents. Le site a fait l'objet d'environ 500 consultations pour un montant d'achats d'environ 100 000 €.

Le **projet de lutte contre le gaspillage alimentaire** engagé par la Collectivité en partenariat avec TERANA depuis maintenant plusieurs années scolaires a pour objectif de sensibiliser et responsabiliser l'ensemble des collégiens en impliquant les établissements et en associant les personnels d'administration, les équipes éducatives et les agents techniques de la Collectivité intervenant en restauration. C'est un travail collectif qui porte ses fruits pour la quinzaine de collèges engagés et qui doit perdurer et se démultiplier sur les autres établissements : 30 % de déchets en moins, soit environ 25 g par plateau, pourrait représenter sur une année... plus de 15 tonnes de déchets évités avec la participation des 22 établissements.

Conclusion... 2024 et après ?

Conscient des réalités du territoire et convaincu de sa responsabilité pour un avenir durable, le Conseil départemental du Cantal inscrit dans la mise en œuvre de ses compétences obligatoires et de ses politiques volontaristes, les enjeux et les finalités du développement durable et de la transition climatique.

Le précédent programme Développement Durable étant arrivé à son terme, il s'agit maintenant d'amplifier l'action du Département pour une transition climatique active, fil rouge du projet stratégique. Le présent rapport Développement Durable, ainsi que le Bilan des Émissions de Gaz à effet de serre pourraient servir de base à la construction d'un futur Plan Transition Climat 2050.

Vers un Plan Transition Climat 2050

Il s'agit avant tout de s'approprier les enjeux locaux de la transition climatique car ce n'est pas seulement une affaire d'experts mais un vrai projet de territoire porté par tous, collectivement.

Le Plan 2050 comprendra la poursuite des actions menées au quotidien. En effet, il ne s'agira pas de construire un plan à côté de l'activité mais bien de l'intégrer chaque jour à travers la sensibilisation de chacun des acteurs.

Dans tous les domaines d'action du Département, de ses compétences obligatoires évidemment (routes, social, collèges...) à celles qu'il porte volontairement ou qu'il accompagne par ses soutiens et partenariats, les services intégreront les mesures quotidiennes et opérationnelles permettant de répondre aux enjeux de la transition climatique.



**CONSEIL DEPARTEMENTAL
REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024**

DELIBERATION N°24CD05-13

Compte-rendu à l'Assemblée des décisions prises par son Président dans le cadre des marchés publics formalisés et des marchés publics à procédure adaptée

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Alain DELAGE

Rapporteur : Valérie SEMETEYS

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.3221-11 ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération n°21CD02-07 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission des Marchés à Procédure Adaptée ;

Vu la délibération n°21CD02-14 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation au Président pour la gestion des marchés à procédure adaptée ;

Vu la délibération n°21CD05-12 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 donnant délégation au Président pour prendre toutes les décisions concernant la passation, l'exécution et le règlement des Marchés et Accords Cadres formalisés ainsi que toutes décisions concernant les avenants ;
Vu l'arrêté n°21-2715 du Président du Conseil départemental du 6 août 2021 portant désignation de son représentant à la Commission d'Appel d'Offres et à la Commission des Marchés à Procédure Adaptée ;

- **PREND ACTE** des marchés et des avenants énumérés et dont l'objet, le mode de passation, le montant, l'attributaire, l'imputation budgétaire et la date de l'examen de la Commission d'Appels d'Offres (CAO) éventuellement de la Commission des Marchés à Procédure Adaptée (CMAPA), sont précisés dans les tableaux joints en annexe de la présente délibération.

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

LISTE DES MARCHÉS PUBLICS À PROCÉDURE ADAPTÉE
portée à la connaissance de la Commission permanente et signés conformément au pouvoir
donné au Président par délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021
en vertu de l'article L.3221.11 du CGCT

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE	CMAPA
Marché n°2024M132 Aménagement de la RD20 entre Lacapelle del Fraisse et Lacaze	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	89 446,60 € Ce montant est issu du DQE	SEGERIE Saint Paul des Landes (15)	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843	23/07/2024
Marché n°2024M0133 Travaux de pose de clôtures pour le patrimoine départemental Lot 1 : Secteur Sud-Ouest	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	10 407,40 € Ce montant est issu du DQE	BOIS ET PAYSAGES Aurillac (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 028	23/07/2024
Marché n°2024M0134 Travaux de pose de clôtures pour le patrimoine départemental Lot 2 : Secteur Nord	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	12 180,00 € Ce montant est issu du DQE	LA CHARMILLE AMENAGEMENT ESPACES VERTS Le Vigan (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 028	23/07/2024
Marché n°2024M0135 Travaux de pose de clôture pour le patrimoine départemental Lot 3 : Secteur Est	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	10 407,40 € Ce montant est issu du DQE	BOIS ET PAYSAGES Aurillac (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 028	23/07/2024

Marché n°2024M0143 Travaux de fourniture et pose d'une centrale de chauffage au bois au collège de Laroquebrou Lot 2 : Chauffage	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	439 933,04 € Ce montant est issu de la DPGF	LAVERGNE André Pleaux (15)	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 221	30/07/2024
Marché n°2024M0144 Equipements de comptage routier Lot 1 : Station fixe, matériels et prestations annexes	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	22 487,00 € Ce montant est issu du DQE	STERELA Pins Justaret (31)	Chapitre : 21 Nature : 2157 Fonction : 621	30/07/2024
Marché n°2024M0145 Equipements de comptage routier Lot 2 : Compteurs mobiles	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	4 199,00 € Ce montant est issu du DQE	STERELA Pins Justaret (31)	Chapitre : 21 Nature : 2157 Fonction : 621	30/07/2024
Marché n°2024M0137 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 09 : Carrelage - Faïence	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	94 000,00 € Ce montant est issu de la DPGF	BRUHNES JAMMES Ytrac (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	23/07/2024
Marché n° 2024M0155 Travaux de fourniture et pose d'une centrale de chauffage au bois au collège de Laroquebrou Lot 1 : Gros-œuvre	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	47 843,29 € HT Ce montant est issu de la DPGF	SOUPLIER Aurillac (15)	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 221	02/09/2024

AVENANTS

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Marché n°2022M0241 Travaux d'amélioration thermique de l'Hôtel du département (phase 2) Lot 6 : Peintures – Revêtements de sols	Procédure adaptée ouverte Modification des prestations	/	Groupement d'entreprises représenté par : DELPON Aurillac (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 028
Marché n°2023M0221 Travaux de restauration de la continuité écologique, équipement d'un passage à faune et réfection des parties dégradées de l'ouvrage de Chapsal	Procédure adaptée ouverte Modification de délai	/	LACOMBE FRERES TRAVAUX PUBLICS Riom-es-Montagne (15)	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843

DIRECTION : DGS

SERVICE GESTIONNAIRE : CANTAL EUROPE au 30/08/2024

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Restauration	Gré à Gré – 1 devis	42,94	LE TEMPS D'UN DELICE	6185/043
Hébergement	Gré à Gré – 1 devis	63,55	HOTEL DU SQUARE	6185/043
Restauration	Gré à Gré – 1 devis	400,45	HOTEL DU SQUARE	6185/043
Restauration	Gré à Gré – 1 devis	265,98	LA TRAD ANTAN EURL	6185/043
Restauration	Gré à Gré – 1 devis	130,91	RESTURANT LE D JAZZ	6185/043
Restauration	Gré à Gré – 1 devis	20,80	LA TRAD ANTAN EURL	6185/043
Transport	Simplifié – 3 devis	709,09	STAC TRANSPORT	6234/043

DIRECTION : PRDI – DGT AGENCE AURILLAC au 30/08/2024
SERVICE GESTIONNAIRE :

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
AMENAGEMENT RD20 entre LACAPELLE DEL FRAISSES ET LACAZE MARCHÉ 2024M0132	MAPA	89 446.60€	SEGERIE	Chapitre : 23 Nature : 23151 Fonction : 621

DIRECTION : STRATÉGIE PERFORMANCE COMMUNICATION
SERVICE GESTIONNAIRE : Cantal Rénov' Énergie au 02/09/2024

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Prestation d'information, conseil et animation du petit tertiaire privé dans le cadre du service public de performance énergétique de l'habitat du Cantal	Sans publicité, ni mise en concurrence	30 000 €	Association ÉNERGIES 15	Chapitre : 011 Nature : 617 Fonction : 758

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
<u>Mars 2024</u> Marché 2024M0026 Prestations de communication Stade Aurillacois Cantal Auvergne saison 2024 2025	Négocié sans publicité et sans mise en concurrence	74.000€	Stade Aurillacois SASP	Chapitre :011 Nature : 6238 Fonction : 325
<u>Juin 2024</u> Marché 2024M0110 Fourniture de casquettes cantal auvergne	Procédure adaptée Marché ordinaire	6 520,00 €	Jess Pub Sandrine Chadelat Massiac	Chapitre :011 Nature : 6068 Fonction : 023
<u>Mars 2024</u> Marché 2024M0018 Fourniture de structures d'exposition avec impression des panneaux	Procédure adaptée ouverte Accord-cadre avec maxi de 12.500€	7 385,00€	Cantal Reprographie /Osmose Communication Aurillac	Chapitre :011 Nature : 6068 Fonction :023
<u>Avril 2024</u> Marché 2024M0070 Goodies pour le colloque Pompidou des 23 et 24 mai 2024	Procédure adaptée Marché ordinaire	4 400,00€	Cassio Pub Aurillac	Chapitre :011 Nature : 6068 Fonction :023
<u>Juin 2024</u> Marché 2024M0112 Achat banderoles fan rollers beach line drapeau Tour de France	Procédure adaptée Marché ordinaire	12.660,00€	Cantal reprographie Osmose Communication	Chapitre :011 Nature : 6068 Fonction :023

DIRECTION : Direction des Mobilités

SERVICE GESTIONNAIRE : Service Gestion du Territoire Saint-Flour au 25/09/2024

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
RD323 – PR 0+194 à 0+834 – Calibrage de chaussée entre l'A75 et le village du Bouchet	MAPA	62 651,00 €	Entreprise MARQUET	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843 Ligne : 5012
RD680 – PR 62+930 à 63+090 – Construction réseau eaux pluviales – Commune de Dienne	MAPA	28 820,00 €	Entreprise ROGER MARTIN	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843 Ligne : 5012

LISTE DES MARCHÉS PUBLICS À PROCÉDURE FORMALISEE
portée à la connaissance de la Commission permanente et signée conformément au pouvoir
donné au Président dans la délibération du 19/11/2021
en vertu de l'article L.3221.11 du CGCT

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE	CMAPA
Marché n°2024M0138 Fourniture et livraison de carburant en vrac dans les centres routiers départementaux Lot 1 : Secteur d'Aurillac	Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique	122 515,90 € Ce montant est issu du DQE	AUVERGNE CARBURANT Aurillac (15)	Carburant été Chapitre : 011 Nature : 60622 Fonction : 843 Carburant hiver Chapitre : 011 Nature : 60622 Fonction : 846	23/07/2024
Marché n°2024M0139 Fourniture et livraison de carburant en vrac dans les centres routiers départementaux Lot 2 : Secteur de Saint-Flour	Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique	79 888,00 € Ce montant est issu du DQE	AUVERGNE CARBURANT Aurillac (15)	Carburant été Chapitre : 011 Nature : 60622 Fonction : 843 Carburant hiver Chapitre : 011 Nature : 60622 Fonction : 846	23/07/2024

Marché n°2024M0140 Fourniture et livraison de carburant en vrac dans les centres routiers départementaux Lot 3 : Secteur de Mauriac	Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161- 2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162- 6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique	86 645,28 € Ce montant est issu du DQE	FUEL 19 Ussel (19)	Carburant été Chapitre : 011 Nature : 60622 Fonction : 843 Carburant hiver Chapitre : 011 Nature : 60622 Fonction : 846	23/07/2024
--	---	--	-----------------------	--	------------

AVENANTS

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
NEANT				

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-14

Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice des attributions déléguées à son Président

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Valérie SEMETEYS

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu l'article L.3211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-12 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales au Président du Conseil départemental ;

- PREND ACTE des six décisions du Président, prises par délégation, telles que jointes en annexe de la présente délibération.

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

FESTIVAL CIRQUE ENSEMBLE 2024

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX SUR LE SITE DES HARAS D'AURILLAC EN FAVEUR DE L'ECOLE DE CIRQUE DE LA COMPAGNIE « TOUT UN CIRQUE »

Le Président du Conseil départemental,

VU la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

CONSIDERANT l'organisation du Festival « Cirque ensemble » se déroulant du 20 au 22 septembre 2024 et la sollicitation de l'Association Tout un Cirque ;

DECIDE

Article 1 : de mettre à disposition de l'Association Tout un Cirque le site et les moyens définis dans la convention dont le projet est joint en annexe, pour l'organisation du Festival « Cirque ensemble ».

La présente convention est consentie et acceptée à titre gracieux.

Article 2 : de conclure en ce sens une convention fixant les modalités de mise à disposition, entre le Département du Cantal et l'Association Tout un Cirque ;

Article 3 : de donner délégation à Monsieur le Directeur Général des Services pour signer ladite convention de mise à disposition ;

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac le 1^{er} 9 SEP. 2024
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Conseil départemental du Cantal
28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
Tél. 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

Chaque jour à vos côtés

SIREN 221 500 010 - SIRET 221 500 010 00014 - Code APE 8411Z

**FESTIVAL « CIRQUE ENSEMBLE »
CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX
SUR LE SITE DES HARAS D'AURILLAC EN FAVEUR
DE L'ECOLE DE CIRQUE DE LA COMPAGNIE « TOUT UN CIRQUE »**

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision en date du 1er juillet 2021 ;

Ci-après dénommé le propriétaire ou « le Département »,
D'une part,

Et

L'ASSOCIATION « TOUT UN CIRQUE », sis Haras national – Avenue de Julien, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Robert FONTUGNE, agissant en qualité et habilité à cet effet.

Ci-après dénommé le bénéficiaire ;
D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Dans le cadre de l'organisation du festival « Cirque ensemble » se déroulant du 20 au 22 septembre 2024, le Département apporte son soutien à la compagnie Tout un Cirque par la mise à disposition d'espaces et de locaux sur le site du Haras National d'Aurillac.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise à disposition dans lesquelles le bénéficiaire est autorisé à occuper à titre précaire et révocable des locaux nécessaires à l'accueil du festival « Cirque ensemble » organisé par l'école de cirque sur le site du Haras national d'Aurillac.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LIEUX ET BIENS

Le Département du Cantal met à la disposition du bénéficiaire des locaux situés au Haras d'Aurillac, sis Avenue de Julien - 15000 AURILLAC, ainsi défini :

- La sellerie d'honneur / atelier
- Le manège
- L'utilisation des toilettes ainsi que des espaces extérieurs

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX ET REMISE DU BIEN

Le bénéficiaire prend les locaux dans l'état où ils se trouvent. Il déclare en outre, bien les connaître pour les avoir occupés préalablement à la signature des présentes.

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état contradictoire sera dressé. A défaut, le preneur sera réputé avoir reçu les biens en parfait état sans que postérieurement il puisse établir la preuve du contraire.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'OCCUPATION DES LOCAUX

L'Association Tout un Cirque utilise les lieux objet de la présente uniquement dans le cadre de l'organisation du Festival « Cirque ensemble ».

L'Association Tout un Cirque est tenue de veiller, raisonnablement à la garde et à la conservation du site mis à disposition, au sens de l'article 1729 du code civil. Elle le maintient en bon état d'entretien et de réparation locative et devra le rendre tel quel à la fin de la mise à disposition.

L'Association Tout un Cirque veille à ce que les usagers respectent la propreté du site mis à sa disposition.

L'Association Tout un Cirque signale sans délai et par écrit au Département toute déféctuosité qui pourrait entraîner les réparations au titre du propriétaire.

L'Association Tout un Cirque ne doit pas modifier la destination des lieux, ni effectuer d'aménagement sans l'autorisation préalable du Département/

Préalablement à l'occupation du site, L'Association Tout un Cirque souscrit une assurance couvrant les responsabilités incendie, dégâts des eaux, vol, effraction, bris de glace, recours des voisins ainsi que la responsabilité civile vis-à-vis de toute personne ou activité permanente ou occasionnelle se déroulant sur le site mis à disposition. Elle s'engage à fournir au Département une attestation avant l'entrée dans les lieux.

L'Association Tout un Cirque ne peut ni prêter ni sous-louer, tout ou partie des sites mis à disposition, dans l'autorisation préalable du Département.

L'Association Tout un Cirque s'engage à respecter les règlements intérieurs de fonctionnement du site qui leur sont communiqués dans la mesure où ils existent, à n'apporter aucun trouble de jouissance aux autres occupants ou voisins.

L'utilisation du site s'effectue dans le respect des réglementations de sécurité, de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Tous les frais d'abonnement et de consommation d'eau, d'électricité, de chauffage sont à la charge du Département.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 19 septembre jusqu'au 22 septembre 2024.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Le Département peut résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, à tout moment, en observant un délai de préavis de 15 jours, en se fondant sur un motif légitime et sérieux, notamment sur l'exécution de l'une des obligations incombant à L'Association Tout un Cirque en application de la convention.

L'Association Tout un Cirque peut également dénoncer la présente convention pour cas de force majeure, dûment constaté et signifié au Département par lettre recommandée, si possible dans un délai de 5 jours francs avant la date prévue pour l'utilisation du site.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige à naître ou naissant, relatif à l'interprétation de la présente convention ou à son exécution feront l'objet d'une tentative de règlement amiable par la désignation commune d'un médiateur.

En cas d'échec, la partie la plus diligente, saisira le tribunal territorialement compétent pour en connaître.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal
Monsieur le Président

Pour l'association « Tout un Cirque »
Monsieur le Président

Bruno FAURE

Robert FONTUGNE

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

MISE EN PLACE D'UNE EXPERIMENTATION SUR LE PHOTOVOLTAIQUE :

Conclusion d'une convention de partenariat en vue du lancement d'un appel à manifestation d'intérêt.

Le Président du Conseil départemental,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L2122-1-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu la délibération n° 24CD01-11 du Conseil départemental du 29 mars 2024 portant sur la mise en place d'une expérimentation sur le photovoltaïque sur le territoire de la commune de Murat et autorisant Monsieur le Président à signer tout acte relatif à la mise en œuvre de l'étude nécessaire à la concrétisation de cette expérimentation ;

Vu les délibérations des 5 juin et 18 juillet 2024 du Conseil municipal de la Commune de Murat approuvant le principe de l'expérimentation validée initialement par le Conseil départemental et portant sur le développement de l'autoconsommation collective à Murat entre des bâtiments publics et des partenaires privés au travers du déploiement de panneaux photovoltaïques sur les toitures des bâtiments pouvant recevoir un tel dispositif ;

Vu la délibération du 26 septembre 2024 du Conseil communautaire de Hautes Terres Communauté formalisant de la même façon le souhait de participer à ladite expérimentation ;

Considérant que la Commune de Murat et Hautes Terres Communauté ont ainsi autorisé la signature d'une convention de partenariat désignant le Département du Cantal comme coordonnateur d'un appel à manifestation d'intérêt visant à la désignation d'un opérateur économique en charge d'assurer les études et le déploiement de l'autoconsommation collective par l'installation de panneaux photovoltaïques ;

Considérant le projet de convention de partenariat joint en annexe ;

DECIDE

Article 1^{er} : de valider et signer la convention de partenariat entre la Commune de Murat, Hautes Terres Communauté et le Département du Cantal, désignant ce dernier comme coordonnateur de l'appel à manifestation d'intérêt dont l'objectif est de sélectionner un opérateur en charge des études et démarches préalables, de l'installation et de l'exploitation ainsi que du démantèlement des équipements susceptibles d'être implantés sur les sites identifiés appartenant aux signataires de la convention de partenariat.

Conseil départemental du Cantal

28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
Tél. 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

Article 2 : conformément aux dispositions de l'article 2 de la convention de partenariat susvisée, de désigner dans ce cadre Monsieur Gilles COMBELLE, vice-président du Conseil départemental et Monsieur Jonathan BALESTIER, directeur du patrimoine du Département du Cantal pour siéger au sein de la commission de pilotage constituée afin de valider les décisions nécessaires au bon fonctionnement du partenariat et d'en assurer le pilotage, selon les modalités détaillées dans la convention de partenariat ci-jointe.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le **27 SEP. 2024**

Le Président du Conseil départemental


Bruno FAYRE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



CONVENTION DE PARTENARIAT

PORTANT SUR LE DEPLOIEMENT D'UN DISPOSITIF
D'AUTOCONSUMMATION COLLECTIVE SUR LE TERRITOIRE DE LA
COMMUNE DE MURAT ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
HAUTES TERRES COMMUNAUTE

ENTRE :

Le Département du Cantal, ayant son siège 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision en date du 1^{er} juillet 2021 ;

ci-après dénommé « le coordonnateur »,

D'une part,

ET :

Hautes Terres Communauté, ayant son siège 4 rue Faubourg Notre Dame 15300 MURAT, représentée par M. Didier ACHALME, dûment habilité aux fins des présentes ;

D'autre part.

La commune de Murat, ayant son siège Place de l'Hôtel de Ville 15300 MURAT, représentée par M. Gilles CHABRIER, dûment habilité aux fins des présentes.

Ci-après désignés conjointement les « Parties » ou, individuellement, la « Partie ».

Il a été convenu ce qui suit :

Exposé des motifs

Par délibération du 29 mars 2024, le Conseil départemental a validé le lancement d'une expérimentation portant sur le déploiement de l'autoconsommation collective à Murat entre des bâtiments publics et des partenaires privés au travers du déploiement de panneaux photovoltaïques sur les toitures de bâtiments pouvant recevoir un tel dispositif.

Par délibérations du 5 juin et du 18 juillet 2024, le conseil municipal de la commune de Murat a approuvé le principe de l'expérimentation ci-dessus définie et autorisé la signature d'une convention de partenariat désignant le Département du Cantal comme coordonnateur d'un appel à manifestation d'intérêt visant à la désignation d'un opérateur économique en charge d'assurer ce déploiement à partir notamment des bâtiments communaux.

Enfin, par délibération du 26 septembre 2024, le conseil communautaire de la communauté de communes Hautes Terres communauté a également approuvé la signature de cette convention de partenariat.

Tel est l'objet de la présente convention.

Article 1. Objet

Le Département du Cantal est chargé par la présente d'engager un appel à manifestation d'intérêt (AMI) dont l'objectif est de sélectionner un opérateur en charge des études et démarches préalables, de l'installation, de l'exploitation et du démantèlement des équipements susceptibles d'être implantés sur les sites identifiés appartenant aux signataires de la présente convention de partenariat.

Dans la mesure où les sites identifiés ou susceptibles de l'être relèvent pour partie du domaine public des signataires, cet AMI est organisé conformément aux dispositions de l'article L2122-1-1 du CGPPP.

Il est précisé que cet AMI fait suite à une manifestation d'intérêt spontanée telle que définie à l'article L. 2122-1-4 du CGPPP, émanant d'un opérateur.

Dans l'hypothèse où d'autres candidats répondraient à cet AMI, la sélection du lauréat s'opérera dans les conditions arrêtées par le coordonnateur selon les modalités définies ci-après.

Article 2. Commission de pilotage

Une commission est constituée afin de valider les décisions nécessaires au bon fonctionnement du partenariat et d'en assurer le pilotage.

2.1 Composition de la commission

La commission sera présidée par le président du Conseil Départemental du Cantal qui pourra désigner un représentant chargé de le suppléer si nécessaire dans cette fonction.

Il sera composé en outre de :

- deux représentants du Conseil départemental
- deux représentants de chacune des parties

La composition et le nombre de membres du comité de pilotage pourra évoluer en fonction de l'évolution du partenariat

Les membres décideront à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité à l'issue du vote, la voix du président du Conseil Départemental du Cantal sera prépondérante.

2.2 Attributions de la commission

Celui-ci se réunira autant que de besoin sur convocation du Président du Conseil Départemental du Cantal ou à la demande d'une ou plusieurs parties.

En particulier elle pourra donner un avis sur :

- les pièces du dossier d'appel à manifestation d'intérêt
- l'analyse des propositions reçues

Article 3. Fonctions du coordonnateur

3.1 Préparation de l'appel à manifestation d'intérêt

Le Président du Conseil Départemental du Cantal et, sous son autorité, les services départementaux, assurent les missions suivantes :

- recenser les besoins des membres du groupement,
- rédiger les pièces du dossier d'appel à manifestation d'intérêt ;
- définir l'organisation technique et administrative de la procédure ;

3.2 Conduite de la procédure de consultation

Le Président du Conseil Départemental du Cantal et, sous son autorité, les services départementaux, assurent les missions suivantes :

- conduire l'ensemble de la procédure de l'envoi à la publication de l'AMI à la mise au point des accords avec le titulaire retenu ;
- analyser les propositions reçues ;
- informer les candidats du sort de leurs propositions ;
- procéder à la signature de tous actes résultant de la procédure de consultation et nécessaires à la mise en œuvre des résultats de l'appel à manifestation d'intérêt, sous réserves des prérogatives de chacune des parties, notamment celles prévues à l'article 4.1 ci-après.

3.3 Représentation en justice

Le Président du Conseil Départemental du Cantal, le cas échéant, est chargé d'ester en justice au nom et pour le compte des parties, pour le règlement de tout litige relatif à la conduite de la procédure, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur.

Il informe et consulte les membres du comité de pilotage sur la conduite de ces actions.

Article 4. Mise en œuvre des résultats de l'appel à manifestation d'intérêts

4.1 Signature des titres d'occupation

Chacune des parties, sur les sites qui le concerne, consentira au lauréat de l'AMI les promesses de contrats portant autorisation d'occupation, dont la nature sera arrêtée en fonction de la situation patrimoniale et domaniale des sites concernés, et s'engage le cas échéant à les réitérer.

4.2 Respect de l'exclusivité

4.2.1 Exclusivité consentie au lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt

Le lauréat de l'AMI se voit reconnu un droit exclusif d'une durée de 5 ans à compter de sa désignation pour déployer des centrales de production photovoltaïques destinées à être intégrées dans un dispositif d'autoconsommation collective sur les sites appartenant aux signataires de la convention de partenariat et situés sur le territoire de la commune de Murat ou celui de Hautes Terres Communauté.

Les parties s'interdisent en conséquence de contracter à cette fin avec tout autre opérateur.

4.2.2 Limite de l'exclusivité

L'exclusivité consentie ne fait pas obstacle à ce que des centrales soient déployées à d'autres fins que celle d'autoconsommation collective.

Elle n'implique pas non plus que tout site exploitable identifié postérieurement à sa désignation par l'opérateur fasse l'objet d'un titre d'occupation, les signataires restant libres de l'usage des biens qui leur appartiennent ou dont ils ont la jouissance.

Enfin l'exclusivité consentie s'entend uniquement pour la délivrance de titres d'occupation dont les conditions financières seraient compatibles avec les évaluations de la direction des services immobiliers de l'Etat.

Elle ne sera pas opposable par l'opérateur si le rythme de déploiement et les modalités d'exploitation prévues dans son offre ne sont pas respectées.

Article 5. Dispositions financières

La mission de coordonnateur est effectuée à titre gratuit.

Le Conseil Départemental du Cantal assurera la charge des dépenses nécessaires à l'exercice des fonctions de coordonnateur (frais administratifs, postaux, de télécommunications et reprographie, abonnement à divers systèmes numériques etc.).

Article 6. Durée

La présente convention sera exécutoire, de plein droit, après sa signature par l'ensemble des parties.

Elle est conclue jusqu'au 31 décembre 2027.

Article 7. Périmètre du partenariat

Avec l'accord de l'ensemble des parties, le partenariat pourra être étendu ou réduit.

En cas de réduction, la partie retrayante reste tenue aux engagements pris antérieurement en exécution de la présente convention

L'extension du périmètre s'opérera par avenant à la présente convention.

Article 8. Litiges et recours

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable les litiges nés à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Le comité de pilotage pourra être amené à intervenir pour trouver une solution et engager des négociations.

A défaut de résolution amiable et en cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait en trois exemplaires à Aurillac, le

Pour le département du cantal
Monsieur le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

Pour Hautes Terres Communauté,
Monsieur le Président,

Didier ALCHAME

Pour la Commune de Murat,
Monsieur le Maire,

Gilles CHABRIER



DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PROGRAMME FEDER-FSE+ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES 2021-2027 N°PORTAIL 49044

Le Président du Conseil départemental,

Vu la délibération n°21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Vu la décision 24-2683 du 4 juillet 2024 portant demande de subvention au titre du Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 dans le cadre des travaux de rénovation énergétique du Collège la Ponétie ;

Considérant le Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 et notamment son volet transition énergétique et environnement visant à soutenir les mesures d'efficacité énergétique dans la rénovation et la construction des bâtiments ;

DECIDE

Article 1^{er} : d'annuler et remplacer par le présent acte la décision 24-2683 du 4 juillet 2024.

De déposer une demande de subvention au titre du Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 dans le cadre des travaux de rénovation énergétique du Collège la Ponétie situé à AURILLAC dont le plan de financement est le suivant :

Origine du financement	Date de la demande (1) ou de la décision (2) de subvention (si obtenue)	Montants HT	% du montant total de l'opération
Subventions publiques			
UNION EUROPEENNE (fonds européen de développement régional)		1 419 100,20	60%
TOTAL 1 = financements publics		1 419 100,20	60%
Participation du demandeur			
Autofinancement		946 066,80	40%
Emprunts			
Autres préciser			

TOTAL 2		946 066,80	40%
TOTAL 1+2		2 365 167,00	100%

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale

Fait à AURILLAC le 1^{er} octobre 2024
 Le Président du Conseil départemental,

 Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

PROGRAMME FEDER-FSE+ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES 2021-2027 N°PORTAIL 50250

Le Président du Conseil départemental,

Vu la délibération n°21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant le Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 et notamment son volet de développement des services numériques permettant d'améliorer la relation entre administrations publiques et usagers dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la mobilité... ;

DECIDE

Article 1^{er} : de déposer une demande de subvention au titre du Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 dans le cadre de la mise en place d'une gestion de la relation à l'usager au sein du Conseil départemental du Cantal dont le plan de financement est le suivant :

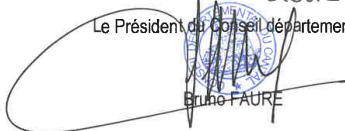
Origine du financement	Date de la demande (1) ou de la décision (2) de subvention (si obtenue)	Montants HT	% du montant total de l'opération
Subventions publiques			
UNION EUROPEENNE (fonds européen de développement régional)		328 216,95	80%
TOTAL 1 = financements publics		328 216,95	80%
Participation du demandeur			
Autofinancement		82 054,24	20%
Emprunts			
Autres préciser			
TOTAL 2		82 054,24	20%
TOTAL 1+2		410 271,19	100%

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale

Fait à AURILLAC, le 7 octobre 2022

Le Président du Conseil départemental,



Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

CONVENTION RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION DE L'ATRIUM DE L'HOTEL DU DEPARTEMENT A L'ASSOCIATION DES GRANDS SITES DE FRANCE

Le Président du Conseil départemental,

VU la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil.

CONSIDERANT que, l'association des Grands Sites de France reconnue d'intérêt général par décret de 1901, le Département propose une mise à disposition de l'Atrium afin d'organiser un repas d'înatoire dans le cadre de la 26^{ème} Rencontre du Réseau des Grands Sites de France ;

DECIDE

Article 1^{er} : de mettre à disposition de l'association des Grands Sites de France l'atrium ainsi que la passerelle de l'Hôtel du département, propriété intégrale du Département, sis 28 Avenue Gambetta - 15000 AURILLAC.

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, charges comprises.

Article 2 : de conclure en ce sens la convention fixant les modalités de mise à disposition, à conclure entre le Département du Cantal et l'association des Grands Sites de France ;

Article 3 : de donner délégation à Monsieur le Directeur Général des Services pour signer ladite convention de mise à disposition.

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le 03 octobre 2024

Le Président du Conseil départemental

Brund FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Conseil départemental du Cantal

28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
Tél. 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

Chaque jour à vos côtés



CONVENTION
relative à la mise à disposition
de l'atrium de l'Hôtel du Département

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal, sis Hôtel du Département, 28 Avenue Gambetta, 15000 AURILAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE agissant en qualité et dûment habilité par décision en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Ci-après dénommé le propriétaire ou « le Département »

Et :

L'Association des Grands Sites de France, représentée par son Président, Monsieur Louis VILLARET, dont le siège social est situé 99 rue de Vaugirard, 75006 PARIS ;

Ci-après dénommé « l'Association » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Dans le cadre de l'organisation des 26^{èmes} Rencontres du Réseau des Grands Sites de France l'Association des Grands Sites de France souhaite organiser un repas d'atatoire. Après sollicitation de cette association, le Conseil départemental du Cantal a accepté de mettre à sa disposition l'atrium de l'Hôtel du Département, dans le but exclusif d'accueillir cette manifestation.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition de l'atrium de l'Hôtel du Département à l'Association des Grands Sites de France pour l'organisation d'un repas d'atatoire qui se déroulera le 10 octobre à 20h00.

ARTICLE 2 : Etendue de la mise à disposition

Le Conseil départemental du Cantal met à disposition de l'Association l'atrium ainsi que la passerelle au 1^{er} étage de l'Hôtel du Département situé 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC.

Cette mise à disposition s'effectuera le jeudi 10 octobre 2024 de 14h00 à 02h00.

ARTICLE 3 : Conditions de la mise à disposition

3-1 : Obligations à la charge de l'Association

L'utilisation des locaux du Département devra s'effectuer dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

L'Association devra avoir pris connaissance des consignes de sécurité liées à l'occupation de l'atrium de l'Hôtel du Département et s'engager à les appliquer.

L'Association devra également procéder à une visite des locaux utilisés avec un représentant du Département afin de prendre connaissance de l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...), des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

L'Association s'engage à faire respecter les règles de sécurité par les participants à la manifestation et s'assurer que ceux-ci n'accèdent pas aux bureaux situés au rez-de-chaussée et à tous les étages du bâtiment.

L'Association devra s'assurer du respect de la capacité d'accueil maximale autorisée pour l'occupation de l'atrium de l'Hôtel du Département. Celle-ci est de 700 places assises, à la condition expresse que les 4 issues de secours soient dégagées et ouvertes.

L'Association devra enfin obtenir l'ensemble des autorisations nécessaires à l'organisation de cette manifestation auprès des différentes autorités compétentes.

3-2 : Obligations à la charge du Département

Le Département met à disposition de l'association des Grands Sites de France 200 chaises et un nombre de tables suffisant pour le dîner.

Le Département met à la disposition de l'association des Grands Sites de France une sonorisation (micro pour le présentateur et grand écran)

ARTICLE 4 : Modalités financières

L'Association organisatrice étant une association à but non lucratif reconnue d'intérêt général, les locaux cités à l'article 2 sont mis à disposition à titre gratuit.

L'association prend en charge l'intégralité des frais inhérents à l'organisation du repas dinatoire.

ARTICLE 5 : Assurances

Le Département déclare avoir souscrit un marché d'assurance responsabilité civile générale garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il pourrait encourir pour des dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui.

Préalablement à la mise à disposition des locaux, l'association devra transmettre au Département une attestation d'assurance permettant de démontrer qu'elle a souscrit à un contrat couvrant tous les dommages pouvant résulter de l'organisation de la manifestation et de l'utilisation des locaux mis à disposition.

ARTICLE 6 : Exécution de la présente convention

La présente convention prendra effet à la date à laquelle elle aura été signée par l'ensemble des signataires.

En cas d'annulation de la manifestation, la présente convention prendra fin automatiquement.

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental,

Le Président de l'Association des Grands Sites de
France

Bruno FAURE





DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

PROGRAMME LEADER CANTAL 3V - CRÉATION D'UN SERVICE D'INTERMÉDIATION ENTRE LES JEUNES, LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET LES ENTREPRISES DU CANTAL

Le Président du Conseil départemental,

Vu le Code General des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-12 du 1er juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant l'appel à projets « Soutien à la création et au développement des services à destination de la population » du Programme LEADER Cantal 3V visant à répondre aux nouvelles attentes de la population et des acteurs du territoire, à élargir la couverture territoriale des services à la population et à intégrer la transition écologique et la lutte contre les inégalités ;

DECIDE

Article 1^{er} : de déposer une demande de subvention auprès du Groupe d'Action Locale Auvergne-Rhône-Alpes Cantal, au titre du programme LEADER Cantal 3V à l'appel à projets « Soutien à la création et au développement des services à destination de la population » pour la création d'un service d'intermédiation entre les jeunes, les établissements d'enseignement et les entreprises du Cantal, dont le plan de financement est le suivant :

Origine du financement	Date de la demande (1) ou de la décision (2) de subvention (si obtenue)	Montants HT	% du montant total de l'opération
Subventions publiques			
UNION EUROPEENNE (programme LEADER)		38 690,07	80%
CONSEIL REGIONAL		3 000,00	6,20%
TOTAL 1 = financements publics		41 690,07	86,20%
Autofinancement		6 672,52	13,80%
Emprunts			
Autres préciser			
TOTAL 2		6 672,52	13,80%
TOTAL 1+2		47 634,59	100%

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale

Fait à AURILLAC, le **16 OCT. 2024**

Le Président du Conseil départemental,



Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-15

Barème Direction des Mobilités - Travaux et matériels

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Jean MAGE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

- **ADOpte** les barèmes de prix tel que joint en annexe de la présente délibération pour la réalisation de prestations et de travaux, par la Direction des Mobilités (DM) dans le cadre des dégâts au domaine public et des interventions sur accidents ou des prestations pour des tiers, notamment des Communes ou des Communautés de Communes sur la base duquel seront émis les titres de recettes à compter du 1^{er} décembre 2024.

Les prestations concernées sont des prestations de services, de travaux ou de location de matériel appartenant au périmètre d'activité des Antennes et de la Régie, à savoir les travaux sur routes et leurs dépendances ainsi que sur le matériel géré par les ateliers de Conseil départemental. Il s'agit aussi des prestations fournies par le laboratoire routier.

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CALCUL DU BAREME 2024 SUR LA BASE DE TRUST ET DE GESCAR

1- LE PRINCIPE DU BAREME 2024	2
2- LE TARIF BINOME.....	2
Mode de calcul du Terme Fixe (TF) :	2
Formule de calcul du terme fixe :	3
Mode de calcul du Terme Variable (TV) :	3
Formule de calcul du terme variable	4
3- LE TARIF MONOME	4
Mode de calcul du tarif monôme	4
Formule de calcul du tarif monôme	4
4- PRESTATIONS	5
5 -CONCLUSION	6
BAREME MATERIEL 2024	7
BAREME MAIN D'ŒUVRE 2024	10
LABORATOIRE ROUTIER (forfaits)	11

CALCUL DU BAREME 2024

SUR LA BASE DE TRUST ET DE GESCAR

1- LE PRINCIPE DU BAREME 2024

Le coût de revient des engins est calculé sur la base des **coûts directs** de la D.M. , c'est-à-dire sans charges de structures et TTC. Ce coût est utilisé dans le cadre des ouvertures de crédits et permet de calculer les dépenses budgétaires de chaque activité. Dans l'objectif de pouvoir estimer le vrai coût de chaque activité, un coefficient, calculé lorsque le Parc fonctionnait en budget propre, est appliqué. Ce coût global permet également de pouvoir comparer les modes de gestion régie ou privé. C'est ce dernier barème qui est intégré dans Trust, permettant, de calculer directement le coût réel de chaque activité. La main d'œuvre intégrée dans le logiciel Trust est également issue du même mode de calcul.

Le principe général du **tarif binôme Termes Fixes** et **Termes Variables** est maintenu pour les engins type PL, VL, VLU, PL, tractopelle, chargeur, pelle, tracteur+épareuse, niveleuse, répandeuse, PATA, machines à peindre, machine à glissières, compacteurs et fraise automotrice.

Le principe du **tarif monôme** à la **Journée** est mis en place pour les outils portés ou tractés pour lesquels il est difficile de suivre la quantité d'utilisation type saieuse, étraves, fraise portée, remorques, point à temps amovible, gravillonneur, balayeuse et tête de lamier.

Un tarif des prestations est également présent de ce document, il est explicité ci-après

2- LE TARIF BINOME

Mode de calcul du Terme Fixe (TF) :

Définition : coût de revient journalier de l'engin.

Unité : €/j

12/09/2024

2

Le terme fixe comprend les éléments suivants calculés à l'année:

- l'amortissement : se calcule par catégorie d'engins sur la base de la valeur d'achat à neuf pour une durée de vie technique (supérieure à l'amortissement comptable).

Ce coût de revient annuel est ramené à une période d'utilisation évaluée avec la moyenne de la mobilisation de chaque catégorie de véhicule (issue de Trust)

Formule de calcul du terme fixe :

$$TF = \frac{\left(\frac{\text{achat à neuf}}{\text{durée de vie}} \right)}{\text{Moyenne utilisation par catégorie (TRUST)}}$$

Mode de calcul du Terme Variable (TV) :

Définition : coût de revient de l'engin ramené à l'unité de fonctionnement exprimée en km ou en heure

Unité :

- € / km pour les VL, VLU, tracteur routier et camion <7,5T
- € / heure pour les autres engins amenés à fonctionner au ralenti sur chantier

Le terme variable comprend les éléments suivants calculés à l'année et ramenée à la quantité d'utilisation de la catégorie d'engin.

- Coûts de carburant (stations-service et vrac)
- Coûts des pièces détachées (lubrifiants, consommables, pneumatiques)
- Coûts de la sous-traitance (y compris les contrôles techniques obligatoires)

Afin de prendre en compte les dépenses liées à l'utilisation du matériel non roulant (avec simple tarif monôme), chaque matériel roulant est associé à son matériel porté.

12/09/2024

3

Les **quantités d'utilisation** sont suivies dans TRUST dans l'édition facturation. Elles sont suivies mensuellement.

Formule de calcul du terme variable

$$TV = \frac{\text{Somme (carburant + pièces détachées + sous-traitance)_{(GESCAR)}}}{\text{Quantité d'utilisation}_{(TRUST)}}$$

3- LE TARIF MONOME

Mode de calcul du tarif monôme

Le terme fixe comprend les éléments suivants calculés à l'année :

- l'amortissement : se calcule par catégorie d'engins sur la base de la valeur **d'achat à neuf** pour une **durée de vie technique** (supérieure à l'amortissement comptable).

Ce coût de revient annuel est ramené à une **période d'utilisation** évaluée avec la moyenne de la mobilisation de chaque catégorie de matériel (issue de Trust)

Formule de calcul du tarif monôme

$$TF = \frac{\left(\frac{\text{achat à neuf}}{\text{durée de vie}} \right)}{\text{Moyenne utilisation par catégorie}_{(TRUST)}}$$

12/09/2024

4- PRESTATIONS

Les prestations concernées sont des prestations de service, de travaux ou de location de matériel appartenant au périmètre d'activité de la D.M. à savoir les travaux sur RD et leurs dépendances ainsi que sur le matériel géré par les ateliers. Il s'agit aussi des prestations fournies par le laboratoire routier et la cellule locale d'analyse de la D.M.

Sans être exhaustives, ces prestations pourraient concerner :

Prestations	Destinataires payeurs
pose de glissières métalliques ou bois	Assurance lors d'un accident sur RD Commune ou communauté de communes
petits travaux de maçonnerie	Assurance lors d'un accident sur RD
peinture routière	Commune ou communauté de communes
petits travaux de terrassement	Parcelles privées qui longent le bord des RD et qui sont traitées dans la continuité d'un chantier fossé par exemple
Intervention de déneigement et de viabilité hivernale	Commune ou communauté de communes Concessionnaires pour accéder aux réseaux en interpérie Intervention exceptionnelle sur réseau national
Élagage ou débroussaillage	Parcelles privées qui longent le bord des RD et qui sont traitées dans la continuité d'un chantier élagage par exemple
balayage et remise en état de chaussée ou d'acotement	Assurance lors d'un accident
prestations de réparation atelier ou intervention dépannage d'engins	Prestations pour des manifestations sur RD
mise à disposition de personnel pour des interventions routière	Assurance du Conseil départemental lors d'un accident sur du matériel en régie
Location de matériel avec ou sans chauffeur	Prestations pour des manifestations sur RD
Pose et analyse de complages routiers	Autre Conseil départemental dans le cadre d'entraide pour des matériels spécifiques type machines à glissières, machine à peindre, niveleuse ...
Prestations laboratoire routier : essais de plaque, carottage, contrôle béton, granulométrie, analyse de grave émulsion	Commune ou communauté de communes Commune ou communauté de communes

12/09/2024

5

Les prestations sont réalisées après validation d'un devis ou d'un mémoire de frais présenté au bénéficiaire.

Les prix sont calculés toutes charges comprises sur la base suivante :

- main d'œuvre : prix unitaire de la main d'œuvre ramené aux quantités réellement effectuées
- matériel : prix unitaires du barème matériel ramenés aux quantités réellement effectuées
- fournitures (fournitures de voieries ou pièces détachées) : prix d'achat de la fourniture majoré des frais de gestion et de structure de 20% (dans la mesure du possible, il est demandé aux clients de payer directement leur fourniture. Nous préparons les commandes et ils engagent la dépense et paient directement).

Les titres de recette ne présentent pas de TVA car le Conseil départemental n'est pas soumis à la TVA compte tenu de la faiblesse des prestations concernées.

Le titre de recette et la facturation sont émis par le centre de responsabilité qui a fourni la prestation

5 -CONCLUSION

Le barème ainsi calculé, et intégré dans Trust, permet de se rapprocher des coûts réels de chaque activité.

Pour estimer le budget D.M. de chaque opération en régie, il conviendra de prendre le cout direct qui permettra à chaque agence de disposer des crédits nécessaires à la réalisation de leurs objectifs, et inversement, pour pouvoir connaître uniquement la dépense D.M. de chaque activité avec le logiciel Trust, il conviendra de diviser par le coefficient le cout issu de Trust.

Pour facturer à un tiers, la dépense issue de Trust pourra servir à la réalité des dépenses.

Il conviendrait toutefois, à court terme, de vérifier, d'une part le coefficient et d'autre part le montant de la main d'œuvre pour se rapprocher le plus possible de la réalité.

12/09/2024

6

BAREME MATERIEL 2024

Le tarif binôme :

	Coût neuf TTC	Durée de vie	Utilisation moyenne	COUT DIRECT				COUT COMPLET			
				TF		TV		TF		TV	
				€	Unité	€	unité	€	unité	€	unité
VL - Berlines citadines	20 000 €	10 ans	170	11,75	Jour	0,20	Km	14,10	Jour	0,24	Km
VLE – Véhicules électriques	28 000 €	10 ans	170	16,50	Jour	0,09	Km	19,80	Jour	0,11	Km
Véhicules légers utilitaires	23 000 €	10 ans	170	13,50	Jour	0,20	Km	16,2	Jour	0,24	Km
Fourgon exploitation permis B	45 000 €	10 ans	160	28,10	Jour	0,37	Km	33,72	Jour	0,44	Km
Fourgon exploitation permis C	65 000 €	10 ans	160	40,60	Jour	0,44	Km	48,72	Jour	0,53	Km
Camion entretien 7,5T a 19T 4x2	130000 €	15 ans	90	96	Jour	34,30	Heure	115,20	Jour	41,16	Heure
Camion 4x4 13-17T	180 000 €	15 ans	110	109,00	Jour	34,30	Heure	130,80	Jour	41,16	Heure
Camion 4x4 18-19T	200 000 €	15 ans	110	121,00	Jour	35,00	Heure	145,20	Jour	42,00	Heure
Camion 6x4 26t	200 000 €	15 ans	110	121,00	Jour	40,00	Heure	145,20	Jour	48,00	Heure
Tracteur Routier	130 000 €	15 ans	110	78,80	Jour	1,10	Km	94,56	Jour	1,32	Km
Camion Unimog	250 000 €	20 ans	80	156,25	Jour	36,00	Heure	187,50	Jour	43,2	Heure
Nacelle	80 000 €	10 ans	70	114,30	Jour	20,50	Heure	137,16	Jour	24,60	Heure
Tractopelle	130 000 €	18 ans	120	60,20	Jour	22,90	Heure	72,24	Jour	27,48	Heure
Tracteur avec chargeur	80 000 €	22 ans	70	52,000	Jour	22,90	Heure	68,64	Jour	27,48	Heure
Pelle sur pneus ou chenille	200 000 €	10 ans	150	133,00	Jour	26,00	Heure	159,60	Jour	31,2	Heure

12/09/2024

	Coût neuf TTC	Durée de vie	Utilisation moyenne	COUT DIRECT		COUT COMPLET	
				TF	TV	TF	TV
Chargeuse sur pneus 2.50 M3	150 000 €	15 ans	140	71,45	Jour 22,9	Heure 85,74	Jour 27,48
Tracteur avec épaveuse	140 000 €	15 ans	120	77,80	Jour 27,00	Heure 93,36	Jour 32,40
Porteur avec épaveuse	200 000 €	15 ans	120	111,10	Jour 27,00	Heure 133,32	Jour 32,40
Niveleuse	250 000 €	25 ans	75	133,30	Jour 36,00	Heure 159,96	Jour 43,20
Répandeuse	420 000 €	20 ans	60	350,00	Jour 40,00	Heure 420,00	Jour 48,00
P.A.T.A.	450 000 €	20 ans	90	250,00	Jour 35,00	Heure 300,00	Jour 48,00
Machine à peinture	260 000 €	20 ans	60	162,50	Jour 22,70	Heure 195,00	Jour 27,24
Camion Grue	150 000 €	22 ans	80	85,20	Jour 37,8	Heure 103,80	Jour 45,36
Compacteur + 8 T	180 000 €	22 ans	60	136,30	Jour 24,00	Heure 163,56	Jour 28,80
Compacteur mixte 1.20	50 000 €	22 ans	60	38,00	Jour 13,00	Heure 45,60	Jour 15,60
Chariot de battage	150 000 €	22 ans	60	113,60	Jour 16,00	Heure 136,32	Jour 19,20
Fraise	420 000 €	25 ans	20	840,00	Jour 38,50	Heure 1 008,00	Jour 46,20

BAREME MATERIEL 2024 Le tarif monôme :

	Coût neuf TTC	Durée de vie	Utilisation moyenne	COUT DIRECT		COUT COMPLET	
				€	unité	€	unité
Porte engins, clieme Semi-remorque	50 000 €	20 ans	80	31,25	Jour	37,50	Jour
Gravillonneur	28 000 €	25 ans	60	18,70	Jour	22,44	Jour
Balayeuse	28 000 €	20 ans	60	35,00	Jour	42,00	Jour
Tête d'élagage de lamier	40 000 €	10 ans	60	66,70	Jour	80,04	Jour
fraise a neige portée	185 000€	25 ans	20	370,00	Jour	444,00	Jour
Turbine	85 000 €	25 ans	20	170,00	Jour	204,00	Jour
Lames ou étraves	12 000 €	20 ans	15	40,00	Jour	73,32	Jour
Saleuse à trémie	38 000 €	22 ans	25	69,00	Jour	82,80	Jour
Saleuse saumureuse	42 000 €	22 ans	25	80,00	Jour	96,00	Jour

BAREME MAIN D'ŒUVRE 2024

Ce barème retient le coût de la main d'œuvre quel que soit le statut de l'agent.

Code prix	DESIGNATION	UNITE	PRIX € 2020
101	Agent des routes en activités VE	h	30.77
104	Mécanicien	h	48.40

12/09/2024

10

LABORATOIRE ROUTIER

Pour les prestations hors forfait, il faut retenir le temps main d'œuvre, fourniture et matériel utilisés ramené aux quantités réellement effectuées. Le barème a été revu en fonction des demandes constatées depuis la création du laboratoire routier.

Granulats:

1-1	<p>Ce prix rémunère l'analyse granulométrique comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin - les essais granulométriques et la détermination de la propriété selon la norme NFP 18-545 - l'élaboration et la transmission du rapport 	Forfait	220,00 €
1-2	<p>Ce prix rémunère l'analyse granulométrique des graves 0/31.5, il comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin - les essais granulométriques 0/31.5 et la détermination de la valeur valeur au bleu selon la norme NFP 18-545 - l'élaboration et la transmission du rapport 	Forfait	280,00 €

Enrobés, GE:

2-1	<p>Ce prix rémunère les extractions de matériaux enrobés comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin - les extractions de liant et détermination de la teneur en liant selon la norme NFEN 12697-1 - les analyses granulométriques - l'élaboration et la transmission du rapport 	Forfait	330,00 €
-----	--	---------	----------

12/09/2024

11

Carottage:

3	Ce prix rémunère le carottage , il comprend :
	<ul style="list-style-type: none">- l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin, hors VLU- l'aménagé et replis du matériel- la réalisation d'une carotte selon la méthode LPC, fiche 43.- le bouchage du trou à l'enrobé à froid si nécessaire

décollement de couche

3-1	Ce prix rémunère le carottage pour vérification de décollement de couche d'enrobé, il comprend notamment:	Forfait	70,00 €
	<ul style="list-style-type: none">- le carottage- le repérage du point de carottage (point routier, abscisse, sens)- les photos nécessaires à la compréhension- le rapport avec précision du niveau de décollement- la transmission du rapport au maître d'oeuvre dans les délais fixés au CCTP à partir de la réalisation du carottage		

Détermination des épaisseurs et nature des couches

3-2	Ce prix rémunère le carottage détermination des épaisseurs et de la nature des couches, il comprend : <ul style="list-style-type: none">- le carottage- le repérage du point de carottage (point routier, abscisse, sens)- les photos nécessaires à la compréhension- le rapport avec précision des épaisseurs , nature et état des couches de chaussée- l'élaboration et la transmission du rapport	Forfait	70,00 €
-----	--	---------	---------

Compacité par pesée hydrostatique

3-3	Ce prix rémunère le carottage pour contrôle des compacités par pesée hydrostatique, il comprend : <ul style="list-style-type: none">- le carottage- le repérage du point de carottage (point routier, abscisse, sens)- la pesée hydrostatique en laboratoire selon la norme NFEN 12697-6- l'élaboration et la transmission du rapport	Forfait	80,00 €
-----	--	---------	---------

Portance, déflexions:
essais de plaque

4-1	Ce prix rémunère les essais de plaque comprenant: <ul style="list-style-type: none">- l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin- la mise à disposition du matériel hors PL hors VLU- les essais sur chantier 6 points maximum selon la méthode LCPC.- l'élaboration et la transmission du rapport	Forfait	520,00 €
-----	---	---------	----------

essais à la dynaplaque			
	4-2	<p>Ce prix rémunère les essais de dplaque avec le véhicule dynaplaque selon la norme NF-P94-117-2. Il comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin - la mise à disposition du matériel hors véhicule dynaplaque. - les essais sur chantier de 20 points. - l'élaboration et la transmission du rapport <p>Il ne comprend pas le terme fixe et terme variable du véhicule dynaplaque.</p>	305,00 €
déflexions			
	4-3	<p>Ce prix rémunère les mesures de déflexions comprenant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin - la mise à disposition du matériel hors PL, hors VLU - les mesures de déflexions sur 10 points maximum selon la norme NFP 98.200-1 ou NFP98.200-2 - l'élaboration et la transmission du rapport 	600,00 €
Emulsion:			
Indice de rupture			
	5-1	<p>Ce prix rémunère la détermination de l'indice de rupture de l'émulsion comprenant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réception de l'échantillon d'émulsion - l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin - l'essai selon la norme EN 13075-1 - l'élaboration et la transmission du rapport 	30,00 €
Homogénéité par tamisage sur émulsion			
	5-2	<p>Ce prix rémunère l'essai d'homogénéité par tamisage comprenant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réception de l'échantillon d'émulsion - l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin - l'essai selon la norme EN 1429 - l'élaboration et la transmission du rapport 	30,00 €

Prélèvements:

6-1	Ce prix rémunère le prélèvement de matériaux sur chantier ou en carrière, il comprend: - l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin, hors VLU - le prélèvement de 3 échantillons selon la norme EN 932-1 - le conditionnement des prélèvements - la transmission ou l'acheminement des prélèvements	Forfait	100,00 €
-----	---	---------	----------

Comptages:

7-1	Ce prix rémunère la prestation de comptage particulier de vitesse ou trafic, pour un point de comptage, il comprend: - l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin, hors VLU - la pose du compteur radar ou à tubes - la surveillance - la dépose - l'élaboration et la transmission du rapport de résultat	Forfait	500,00 €
-----	---	---------	----------

Personnels:

8-1	Ce prix rémunère l'intervention du responsable du laboratoire ou du laborantin, hors VLU pour des prestations "chaussées" ou "complages" non répertoriées au présent catalogue.	Heure	50,00 €
-----	---	-------	---------

Déplacements:

9-3	terme fixe Dynaplaque	jour	12,48 €
9-4	terme variable Dynaplaque	km	0,30 €

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-16

Personnel départemental - Tableau des emplois

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOUL

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

- **DECIDE** de transformer les emplois suivants pour les besoins de services aux dates indiquées :

Numéros de poste	Grade	Nouveau grade	date
5985	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement	Adjoint Technique	01/12/2024
6100	Attaché	Rédacteur	01/12/2024
6269	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique	01/12/2024
7106	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique	01/12/2024
6236	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique	01/12/2024
7653	Agent de maîtrise principal	Agent de maîtrise	01/01/2025
7766	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/12/2024
7602	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal	01/12/2024
7949	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique	01/12/2024
6805	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement	01/12/2024
6713	Technicien principal 1 ^{ère} classe	Technicien	01/12/2024

- **DECIDE** de supprimer les contrats de projet suivants :

- La délibération n°21CD05-22 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 prévoyait la création d'un contrat de projet dans le cadre de la mise en place d'une mission itinérante de médiation numérique et d'accompagnement des publics pour CyberCantal Le Bus du Conseil départemental (poste n°5965). L'expérimentation ayant été concluante, l'agent occupant ces fonctions a été recruté sur un poste permanent à compter du 1^{er} mars 2024. Il convient donc de supprimer le poste support du contrat de projet à compter du 29 février 2024.
- La délibération n°21CD04-19 du Conseil départemental du 17 septembre 2021 prévoyait la création d'un contrat de projet dans le cadre de la mise en œuvre des opérations d'optimisation et de rénovation énergétique du patrimoine immobilier départemental (poste n°6088). La durée de ce projet était limitée à trois ans à compter de la date du recrutement de l'agent. Un agent a été recruté en Contrat à Durée Déterminée du 6 décembre 2021 au 5 décembre 2024. Le contrat de projet s'éteint donc avec la fin du contrat de l'agent, soit le 5 décembre 2024.

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-17

**Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein du
Département du Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOL

Rapporteur : Jean MAGE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.3311-3 et D.3311-9 ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi du n°2014-873 du 4 août 2014 sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et notamment l'article 61 ;

-PREND ACTE de la présentation du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité Femmes-Hommes au sein du Département du Cantal joint à la présente délibération.

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

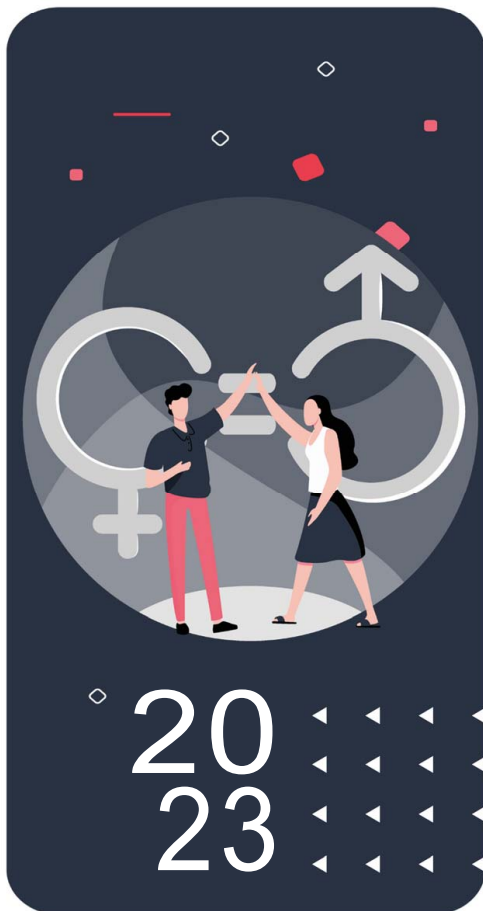
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

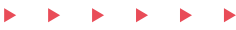
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



RAPPORT EGALITE FEMMES HOMMES



RAPPORT ANNUEL DE SITUATION EN MATIERE
D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



Sommaire

3

INTRODUCTION

20

L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE
DES AGENTS DE LA
COLLECTIVITÉ

4

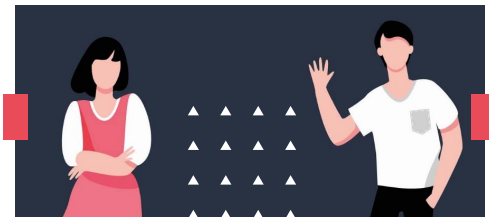
L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES
ET LES HOMMES DANS LES
POLITIQUES MENÉES PAR LE
DÉPARTEMENT DU CANTAL

29

PLAN D'ACTIONS DEPARTEMENTAL
EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE
LES FEMMES ET LES HOMMES
2021/2023



Introduction



La loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a introduit de nouvelles dispositions parmi lesquelles (article 61) la présentation, par le Président du Conseil départemental à l'Assemblée départementale, d'un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le contenu de ce rapport a été précisé dans le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015.

Il porte à la fois sur :

- la politique des ressources humaines de la collectivité en la matière,
- les politiques que le Département mène sur son territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

La première partie de ce rapport traite de la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques menées par le Conseil départemental du Cantal, notamment :

- dans les politiques de solidarité : insertion sociale et professionnelle, famille, autonomie,
- dans les politiques de la vie quotidienne : éducation, sport et culture, tourisme,
- dans le fonctionnement institutionnel : représentation politique, communication, commande publique.

La seconde partie de ce rapport aborde le thème de l'égalité professionnelle des 1 137 agents de la collectivité au travers :

- de la rémunération,
- des parcours professionnels,
- de la formation,
- des conditions de travail et des modalités permettant une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie personnelle.

Une troisième partie reprend le plan d'égalité femmes hommes de la collectivité qui a été présenté au comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail du 15 mars 2021.

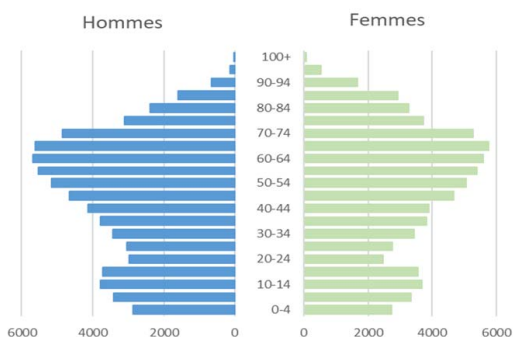
Ce rapport contient ainsi les bases nécessaires à un débat permettant d'inscrire dans les habitudes de la vie démocratique de la collectivité les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, qui relèvent à l'évidence d'une approche transversale.

PREMIÈRE PARTIE

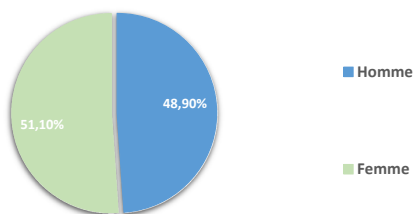
L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LES POLITIQUES MENÉES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

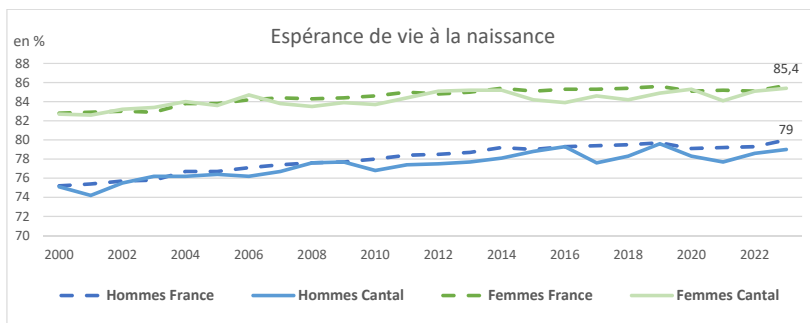
1. DONNÉES DE L'OBSERVATOIRE TERRITORIAL (source INSEE)

▶ CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES



Population par sexe en 2021 : 144 226 hab.



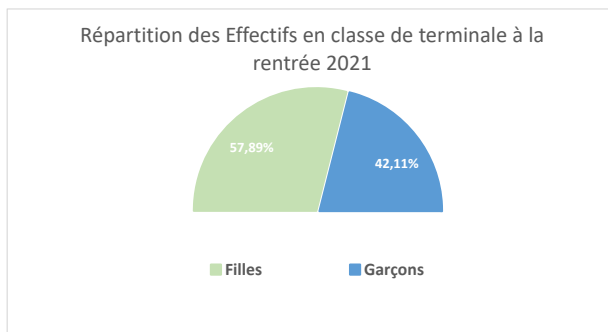
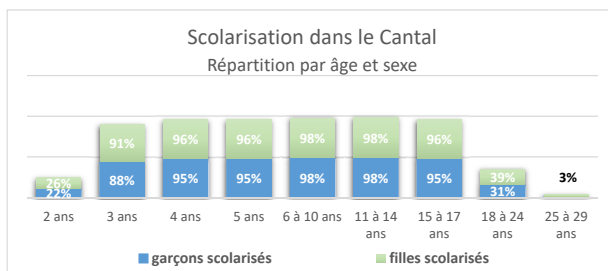


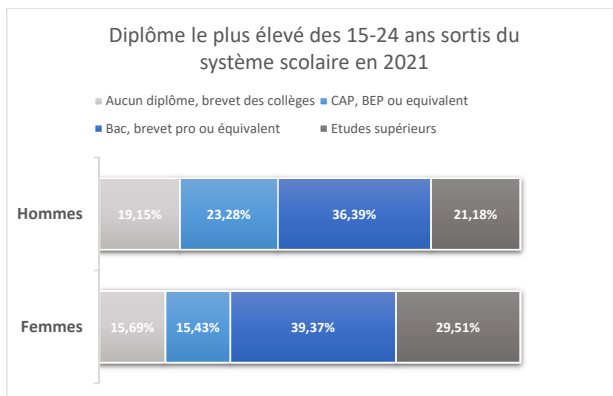
Parmi les 144 226 habitants du département, 48,9% sont des hommes et 51,1% sont des femmes.

En 2023, l'espérance de vie des femmes à la naissance reste plus élevée que celle des hommes, 85,4 ans contre 79 ans.

A noter, la surreprésentation féminine dans la population âgée : dans le Cantal, 60,6% des seniors de plus de 75 ans sont des femmes.

EDUCATION





Dans le Cantal :

Le taux de scolarisation des femmes est plus élevé pour les tranches d'âge extrêmes (2 ans, 18 à 24 ans).

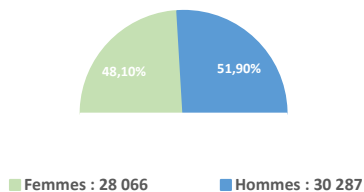
Les femmes sortent ainsi plus tard du système scolaire.

En 2021, la part des femmes diplômées du supérieur (29,5%) est plus importante que celle des hommes (21,2%).

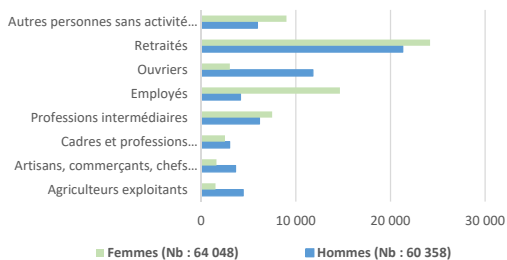
Inversement, la part des hommes peu ou pas diplômés (19,1%) dépasse celle des femmes (15,7%).

EMPLOI

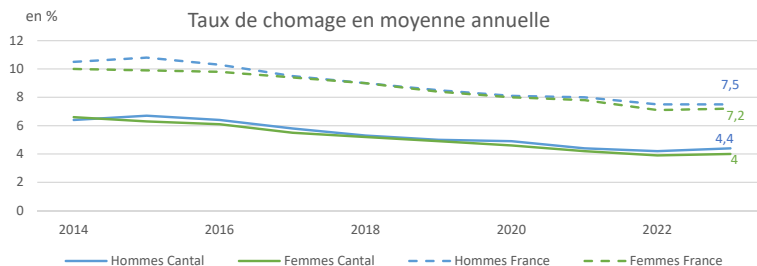
Actifs par sexe ayant un emploi en 2021



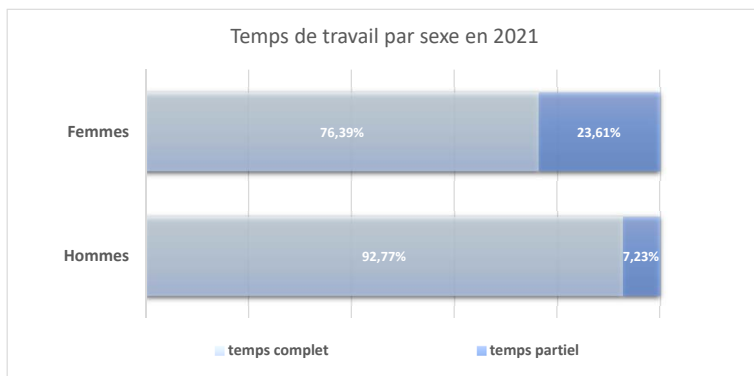
Population de 15 ans ou plus par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 2021



Taux de chômage en moyenne annuelle



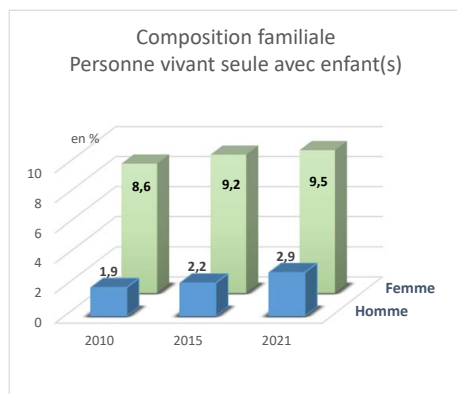
► CONDITIONS DE VIE ET EMPLOIS

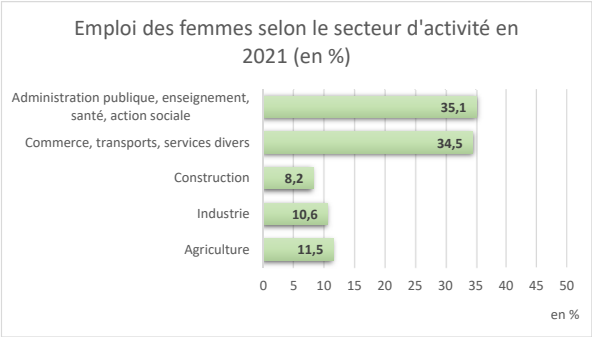
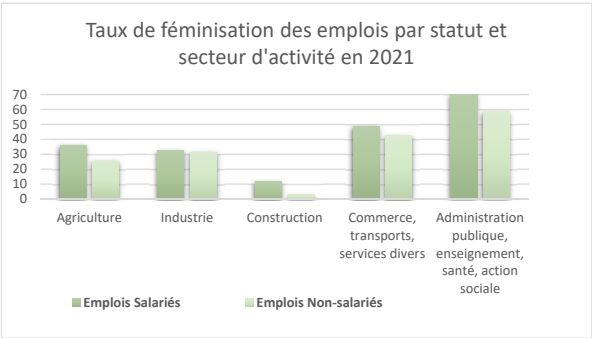


Dans le Cantal :

Les familles mono-parentales sont le plus souvent exposées à la pauvreté. Dans le département, la part des femmes assurant seules la garde des enfant(s) est en progression (9,5% en 2021) alors que seul 2,9% d'hommes sont concernés.

Les femmes demandeuses d'emploi sont fortement concentrées dans quelques métiers très féminisés. Le recours à l'activité réduite est plus fréquent chez les femmes (75%).





2. LES POLITIQUES DÉPARTEMENTALES DE LA SOLIDARITÉ

Les politiques menées par les collectivités peuvent amplifier ou au contraire réduire les inégalités, c'est pourquoi il est préconisé de mettre en œuvre des actions selon :

- ☐ une approche spécifique pour corriger les inégalités
- ☐ ou une approche intégrée pour éviter de les renforcer : l'approche intégrée est basée sur l'idée que chaque mesure politique ou programme peut avoir une incidence différente sur les femmes et les hommes. De multiples déséquilibres et inégalités femmes-hommes persistent en effet aujourd'hui, il s'agit de les corriger, ou au moins de ne pas les renforcer, par anticipation.

Les actions menées au titre des politiques sociales du Département relevant de ces deux approches.

► INSERTION SOCIALE ET PROFESIONNELLE

En 2023, les allocataires du RSA représentent 2,5% de la population active du Cantal. 52,1% sont des femmes ; 47,9% des hommes. Parmi eux, les jeunes de moins de 25 ans avec au moins un enfant à charge, représentent 5,1% de cette population (jeunes mères avec enfants, jeunes gens du voyage et réfugiés).

Les 130 actions mises en œuvre par le Service Emploi Insertion **s'adressent aux femmes et aux hommes sans distinction**. Le dispositif Cantal Emploi Insertion a accompagné 412 personnes : 64,9% d'hommes et 52,9% de femmes.

► AUTONOMIE

L'écart d'espérance de vie sans incapacité sévère entre femmes et hommes – environ quatre ans en défaveur des hommes – est moins grand que la différence d'espérance de vie tout court (environ six ans : 85,4 ans pour les femmes et 79 ans pour les hommes). Cela veut dire que les femmes vivent plus longtemps, mais en plus mauvaise santé. Les femmes sont donc majoritairement dépendantes par rapport aux hommes et c'est pour ces raisons qu'elles sont particulièrement représentées en EHPAD (+ de 70% des hébergés sont des femmes).

Selon l'Observatoire de l'émancipation économique des femmes, 80% des aidants au foyer sont des femmes et dans leur rôle d'aidantes, les femmes effectuent des tâches plus difficiles que les hommes (activités domestiques, suivi médical, toilette et habillage).

► FAMILLE

Nombre des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance sont issus d'une famille monoparentale. Les décisions de placement, toujours plus nombreuses, sont majoritairement assorties de dispositions relatives à des visites médiatisées parent(s) – enfant(s). En 2023, un ensemble de moyens a été déployé pour sécuriser le maintien d'enfants au domicile familial qui souvent répond aux caractéristiques d'une famille monoparentale.

12 Assistants familiaux sur 73 employés par la Collectivité sont des hommes.

► ACTIONS SUBVENTIONNÉES PAR LE DÉPARTEMENT

Le Département apporte son soutien à plusieurs associations pour leur fonctionnement ou afin de mettre en œuvre certaines actions visant à réduire les inégalités femmes-hommes, à lutter contre les stéréotypes, à améliorer le quotidien des femmes ou à favoriser l'accès à leurs droits.

Voici quelques exemples de subventions attribuées aux organismes et associations à caractère social.

Association	Thème	Montant attribué
CIDFF	Aide à au financement de l'action Enfance et violences conjugales	2 000 €
	Aide au financement de l'action Agir contre les violences conjugales	2 500 €
	Aide au financement de l'action Résilience	2 000 €
APAJ	Cofinancement du poste d'Intervenante Sociale en Gendarmerie 2022	8 000 €
	Aide au fonctionnement de l'Association	5 000 €
UDAF	Aide fonctionnement du service Médiation Familiale	3 000 €
	Aide au fonctionnement du "Point Info Famille"	5 000 €
CDAD (Conseil Départemental d'Accès aux Droits)	Financement activité générale et organisation d'un colloque	4 100 €
Entre-Deux	Financement de l'espace rencontre enfants/parents : lieu neutre pour permettre aux parents dont la séparation est conflictuelle d'exercer leurs droits d'hébergement et/ou de visites.	54 000 €
Fédération des Centres Sociaux	Convention poste de coordonnatrice GDV pour travailler à l'insertion de ce public	30 000 € (poste de coordinatrice)
	Action d'insertion socio-professionnelle	34 300 €

3. LES POLITIQUES DE LA VIE QUOTIDIENNE

ÉDUCATION, JEUNESSE, SPORT

S'agissant de l'Éducation, le Département a la compétence des collèges.

19 millions ont été investis en 2023 au sein des collèges publics, au titre du fonctionnement, des travaux, des missions d'accueil de restauration, d'entretien, d'hébergement et du déploiement du numérique éducatif.

La répartition filles / garçons au sein des collèges publics et privés est parfaitement équilibrée (50/50).

Cet équilibre se retrouve au niveau du nombre de demi-pensionnaires.

Concernant l'enseignement supérieur, le Conseil départemental est partenaire de l'Université Clermont Auvergne pour le développement de l'offre d'enseignement post bac sur le site du Campus aurillacois.

1 531 étudiants étaient présents sur le site à la rentrée 2023 dont 56 % de filles.

Concernant le dispositif Campus Connecté Cantal Auvergne, sur 23 étudiants de la promotion 2022/2023, 14 étaient des filles.

S'agissant de la jeunesse et des sports, le Conseil départemental facilite l'accès aux pratiques sportives pour les jeunes filles en étant partenaire du sport scolaire tant dans le 1^{er} degré que dans le second degré.

27 000 € sont investis chaque année au bénéfice de l'ensemble des licenciés et, plus précisément pour les jeunes filles à hauteur de 50 % pour l'USEP et 28 % pour l'UNSS.

Outre ce soutien à la pratique sportive féminine à l'Ecole, le Département encourage les pratiques en compétition de niveau régional et national et a accompagné 13 clubs dont les équipes de filles sont engagées sur des championnats régionaux ou nationaux. 33 % de l'enveloppe financière relative à ce dispositif y sont consacrés.

Par ailleurs, deux sportives inscrites sur les listes du Ministère des Sports en tant que sportive de haut niveau ont été soutenues, sur sept sportifs concernés.

La découverte du sport loisir est également une priorité pour le Conseil départemental au travers de deux projets structurants :

- la mise à disposition d'un chéquier de réductions qui permet la découverte d'activités sportives, culturelles et de Loisirs, 48 % des chèquiers commandés en 2023 ont concerné des jeunes filles.
- L'organisation d'un évènementiel sur l'ensemble du Cantal autour de la découverte des activités de pleine nature, le Cantal Tour Sport, sur lequel 6 024 jeunes sont inscrits. En 2023, 45 % étaient des jeunes filles.

Le Conseil départemental a accueilli 20 jeunes en service civique dans le cadre de la convention triennale qui lie le Conseil départemental à l'association UNIS CITE, attribuant une subvention de 24 500 euros à l'association. La promotion 2023-2024 était composée à 48% d'hommes et 52% de femmes.

La plateforme d'expression citoyenne "mon cantal mes idées" a consulté les jeunes de 12 à 30 ans sur leur pratique des sports de nature dans le Cantal en 2023 mais la question du genre n'a pas été posée.

► TOURISME

En 2023, les 6 dossiers de demande de subvention pour la création ou modernisation de meublés de tourisme et chambres d'hôtes ont été déposés par 4 hommes et 2 femmes.

Sur les 2 312 personnes interrogées dans le cadre de l'enquête sur les clientèles touristiques du Cantal, menée entre juin 2021 et juin 2022, 52 % étaient des hommes et 48 % des femmes.

Dans le cadre du soutien financier au fonctionnement des associations locales / acteurs du tourisme (Cantal Destination, Clé vacances, Gîte de France, CDRP), soit environ 1 100 000 € /an, 90% des salariées sont des femmes.

Sur les 9 offices de tourisme que compte le département, la direction est assurée par 4 femmes et 5 hommes (3 femmes sur 9 en 2022).

3 femmes et 5 hommes élus au Conseil départemental sont membres de la Commission Tourisme.

Sur les 6 projets accompagnés en 2023, 2 dossiers étaient portés par un couple; 3 par des hommes et 1 par une femme.

Agents du service Tourisme : 4 femmes / 2 hommes (dont 1 apprenti).

► ATTRACTIVITE, AGRICULTURE

Dans les sessions d'accueil d'actifs, en 2023 sur 20 participants, 10 sont des femmes.

Sur les 112 projets de vie accompagnés par la conciergerie en 2023, 57 concernaient des femmes.

Pour les aides agricoles, sur 266 chefs d'exploitation à titre individuel ou en société, 64 femmes ont été concernées dans 153 projets soutenus par le Conseil départemental relatifs au développement de la diversification, l'aménagement des exploitations agricoles et l'acquisition d'outils connectés.

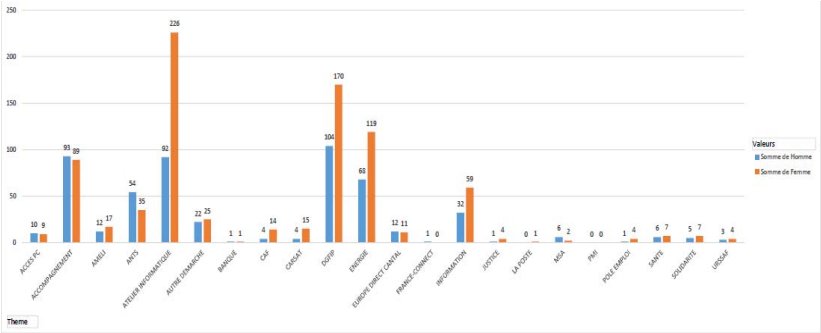
CYBERCANTAL LE BUS 2023

REPARTITION DU PUBLIC ACCUEILLI DANS LE BUS

Répartition par genre des usagers (en pourcentage) ①



STATISTIQUES DE GENRE ACCOMPAGNEMENT ADMINISTRATIF



Lieu	(Plusieurs éléments)	
Étiquettes de lignes	Somme de Homme	Somme de Femme
ACCES PC	10	9
ACCOMPAGNEMENT	93	89
AMELI	12	17
ANTS	54	35
ATELIER INFORMATIQUE	92	226
AUTRE DEMARCHE	22	25
BANQUE	1	1
CAF	4	14
CARSAT	4	15
DGFIP	104	170
ENERGIE	68	119
EUROPE DIRECT CANTAL	12	11
FRANCE-CONNECT	1	0
INFORMATION	32	59
JUSTICE	1	4
LA POSTE	0	1
MSA	6	2
PMI	0	0
POLE EMPLOI	1	4
SANTE	6	7
SOLIDARITE	5	7
URSSAF	3	4
Total général	531	819

STATISTIQUES ATELIERS NUMERIQUES

TYPE	Homme	Femme
INCLUSION		
Ateliers	92	225
Total general	92	225

CULTURE ET PATRIMOINE

Les agents du développement culturel et du patrimoine sont très majoritairement des femmes : 8 femmes (5 catégorie A ; 2 B et 1 C) et un homme (Catégorie B) à temps partiel pour la régie générale. Les agents de développement culturel des communautés de communes partenaires sont à 80% des femmes.

A la médiathèque départementale : 10 femmes et 7 hommes. Les femmes (catégorie A ou B) développent les projets et assurent la politique documentaire. Les hommes (tous adjoints du patrimoine de catégorie C) assurent les tournées de navette documentaire et l'équipement des documents achetés.

Concernant les artistes invités sur les différents événements : les choix sont purement artistiques et ne sont pas liés au sexe des intervenants. Cependant, il est à noter (cf tableau joint) que hors groupes mixtes, 60% sont des femmes et 40% sont des hommes.

Par ailleurs, chaque année dans le cadre d'Hibernarock, la Journée des droits des femmes le 8 mars est soulignée et marquée par une programmation féminine. Cette année, la question est directement abordée avec celle du genre dans la programmation Jours de danse (s) 2024/2025.

La Culture			
Artistes invités sur les différents événements:	♀	♂	groupes mixtes
Jours de danse 2024	5	5	
Hibernarock 2024	12	10	8
Salon de l'illustration jeunesse 2024	15	5	
Mois du doc 2023	7	4	
Intervenants SDDEAPA	3	5	
TOTAL	42	29	8
% (groupes mixtes exclus)	60%	40%	

DIRECTION INGÉNIERIE TERRITORIALE (DIT)

Valorisation de la mixité dans les métiers techniques :

Les métiers de la DIT sont réputés assez techniques avec en général une plus grande proportion d'hommes pour les occuper. Cependant, l'équipe est composée par des spécialistes femmes dont les activités et les compétences sont essentielles à la réalisation des missions. C'est notamment le cas actuellement pour 3 femmes qui occupent un emploi technique eau/ assainissement et une sur un emploi technique voirie et réseaux divers. Deux jeunes femmes ont été accueillies cette année en apprentissage dans les domaines techniques de l'eau et de l'assainissement. Les postes d'encadrement et de pilotage des missions au sein de la Direction sont actuellement répartis à parité entre hommes et femmes.

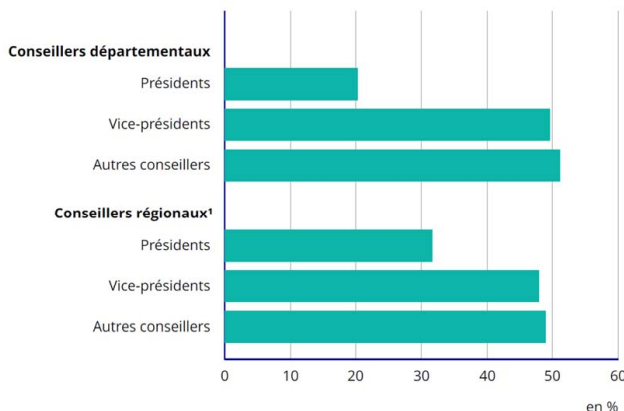
4. FONCTIONNEMENT INSTITUTIONNEL ET ADMINISTRATIF

LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

Représentation des femmes au sein des collectivités :

Tout le monde s'accorde à dire que les femmes ont leur entière place en politique, notamment dans les instances locales. Mais les chiffres parlent. Une étude a indiqué que les femmes sont moins bien représentées parmi les élus municipaux et communautaires que parmi les conseillers départementaux et régionaux. La parité est imposée parmi les membres des conseils départementaux depuis 2015, mais là encore, seules 20% des femmes occupent la fonction de présidente au lendemain des élections de 2021, contre 50% parmi les vice-présidents et 51% parmi les autres membres.

Part des femmes parmi les conseillers départementaux et régionaux selon la fonction



Sources : DGCL, Répertoire national des élus ; ministère de l'Intérieur-DMAT-BEEP.

Au 1er janvier 2022, la population française de plus de 18 ans est répartie en trois tiers presque équivalents entre les personnes de 18 à 40 ans, de 40 à 60 ans et de 60 ans ou plus. Ce n'est pas le cas pour les élus locaux. Ainsi, la part des élus de moins de 40 ans est très inférieure à celle de la population (de 18 ans ou plus) : entre seulement 6% (des conseillers communautaires) et 16% (pour les conseillers municipaux ou régionaux). Entre 1995 et 2015, cette proportion de jeunes élus avait augmenté pour les conseillers régionaux ; l'augmentation était plus récente pour les conseillers départementaux. Les dernières élections départementales et régionales (2021) ont au contraire vu la part des jeunes élus régresser. 27,5% des élus locaux sont retraités ou inactifs, contre 46,1% dans la population de 15 ans ou plus. Par rapport à leur part dans la population totale, les catégories sociales surreprésentées parmi les élus locaux sont les cadres et les artisans-commerçants, ainsi que les agriculteurs du fait du nombre élevé des communes rurales. Les catégories sous-représentées sont les ouvriers et les employés.

La part des femmes parmi les élus locaux progresse sur le moyen terme, mais reste loin de la parité pour les fonctions exécutives locales. Cette part est plus élevée parmi les jeunes élus : 45,3% de femmes parmi les élus de 18 à 39 ans, pour une proportion moyenne de 41,5% tous âges confondus. L'alternance obligatoire d'un homme et d'une femme dans la constitution des listes de candidats s'applique depuis 2014 aux communes de 1 000 habitants ou plus. Cette obligation se traduit, début 2022, par un taux de féminisation de 48,3% dans les communes de plus de 1 000 habitants.

En dessous de ce seuil, la parité n'est pas obligatoire et la part des femmes parmi les élus est de 37,5%. Le taux de féminisation des conseillers départementaux est quant à lui de 50%, traduisant l'obligation de présenter des binômes mixtes (hommes, femmes) de candidats. Celui des conseillers régionaux et territoriaux est de 48,5% début 2022. Pour les fonctions de président, ces taux de féminisation sont en revanche plus faibles : au début de l'année 2022, les femmes représentent 31,6 % des présidents de conseil régional, 20% des présidents de conseil départemental, 11,8% des présidents de conseil communautaire et 20,1% des maires.

Nombre d'élus locaux au 1^{er} janvier 2022 et répartition par âge^(a)

Mandats	Effectifs pourvus	Répartition par classe d'âge (en %)				Âge moyen
		moins de 40 ans	de 40 à 59 ans	60 ans et plus	Ensemble	
Ensemble des mandats	572 817	14,9	48,3	36,8	100,0	53,8
Conseillers régionaux et territoriaux ^(b)	1 927	16,4	58,1	25,5	100,0	51,3
Dont : présidents	19	.	47,4	52,6	100,0	59,0
Conseillers départementaux ^(c)	4 056	9,4	53,3	37,3	100,0	55,1
Dont : présidents	95	2,1	47,4	50,5	100,0	59,2
Conseillers communautaires ^(d)	66 015	6,0	42,8	51,1	100,0	58,3
Dont : présidents	1 251	3,4	44,4	52,2	100,0	59,0
Conseillers municipaux ^(e)	500 819	16,1	49,0	34,9	100,0	53,2
Dont : maires	34 841	3,3	38,4	58,3	100,0	60,3
1 ^{er} s adjoints	33 974	5,7	44,0	50,3	100,0	58,1
2 ^{es} adjoints	31 869	8,4	48,2	43,4	100,0	56,3
autres adjoints	50 756	9,2	49,0	41,8	100,0	55,7
autres conseillers	349 379	20,1	50,6	29,4	100,0	51,3
Dont : communes de moins de 1 000 habitants	281 392	17,7	47,7	34,5	100,0	52,8
communes de 1 000 habitants et plus	219 427	14,0	50,6	35,5	100,0	53,6
Population française de 18 à 99 ans (au 01/01/2022)	53 375 000	32,9%	32,7%	34,4%	100,0	50,6

(a) Âge au 1^{er} janvier.

(b) Y compris Corsica, Martinique et Guyane. Les présidents d'organe exécutif sont comptés avec les présidents.

(c) Y compris Collectivité européenne d'Alsace.

(d) Y compris métropole de Lyon.

(e) Y compris Paris.

Source : DGCL. Données : ministère de l'intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus) ; Insee, estimations de population.

Champ : France métropolitaine + DOM.

La catégorie socioprofessionnelle des élus locaux au 1^{er} janvier 2022 (en %)

Catégorie socioprofessionnelle	Ensemble des élus locaux	Conseillers régionaux et territoriaux	Conseillers départementaux	Conseillers communautaires	Conseillers municipaux	dont : maires	Population de 15 ans ou plus
Agriculteurs exploitants	7,9	3,6	4,1	7,6	8,0	11,7	0,7
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	6,6	10,1	6,5	6,6	6,6	6,0	3,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	21,5	49,4	38,9	26,4	20,6	21,3	10,6
Professions intermédiaires	16,9	10,9	14,0	13,1	17,5	10,6	13,7
Employés	13,1	5,9	6,3	7,8	13,9	6,0	14,2
Ouvriers	6,5	0,8	0,5	2,0	7,1	2,5	10,9
Retraités	23,9	11,3	23,1	33,2	22,7	39,2	46,1
Autres sans activité professionnelle	3,6	8,0	6,6	3,3	3,6	2,7	
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGCL. Données : ministère de l'intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, février 2022) ; Insee, enquête Emploi 2020.
Champ : France métropolitaine + DOM.

Part des femmes parmi les élus locaux au 1^{er} janvier 2022, selon l'âge^(a) (en %)

Mandats	Âge des élus ^(a)						
	Tous âges	De 18 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 à 64 ans	65 ans ou plus
Ensemble des mandats	41,5	45,3	47,3	45,2	41,7	37,5	33,4
Conseillers régionaux et territoriaux ^(b)	48,5	51,3	53,5	51,7	47,9	46,6	33,1
Dont : présidents	31,6	—	33,3	60,0	—	—	33,3
Conseillers départementaux ^(c)	50,0	45,8	52,6	54,8	55,2	49,4	42,1
Dont : présidents	20,0	50,0	8,3	23,1	45,0	9,5	11,1
Conseillers communautaires ^(d)	35,0	43,3	44,7	42,8	37,9	32,1	26,0
Dont : présidents	11,8	11,9	11,1	18,3	18,1	12,1	6,3
Conseillers municipaux ^(e)	42,2	45,4	47,5	45,4	42,1	38,4	34,8
Dont : maires	20,1	24,6	25,5	26,2	23,2	19,2	15,5
1 ^{ers} adjoints	33,4	36,3	38,7	38,2	35,4	31,5	28,3
2 ^{es} adjoints	42,3	42,0	47,7	46,3	42,7	40,7	37,0
autres adjoints	44,3	49,1	51,3	49,5	45,7	40,5	35,5
autres conseillers	45,0	45,8	48,7	47,0	44,5	42,0	39,6
Dont : communes de moins de 1 000 habitants	37,5	41,2	41,7	39,4	36,4	34,3	31,5
communes de 1 000 habitants et plus	48,3	52,1	54,6	52,4	49,0	43,3	39,0

(a) Âge au 1^{er} janvier.

(b) Y compris Corse, Martinique et Guyane. Les présidents d'organe exécutif sont comptés avec les présidents.

(c) Y compris Collectivité européenne d'Alsace.

(d) Y compris métropole de Lyon.

(e) Y compris Paris.

Lecture : 41,5 % des élus sont des femmes. Parmi les conseillers régionaux ou territoriaux de 18 à 39 ans, 51,3 % sont des femmes. Il n'y a pas de président de région ou de CTU âgé de 18 à 39 ans.

Source : DGCL. Données : ministère de l'intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, février 2022).

Champ : France métropolitaine + DOM.

L'exécutif départemental 2021 :

La parité est respectée dans les désignations à la vice-présidence et parmi les délégations, les premiers budgets du Département : les politiques relatives à la solidarité et aux ressources humaines sont confiées à des femmes.

SECONDE PARTIE

L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE DES 1 137 AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ



1. EFFECTIFS, CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPLOI

(Effectif présent et rémunéré au 31/12/2023)

NB : les chiffres nationaux mentionnés dans le présent document sont issus des « Chiffres-clés du Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations : Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - édition 2023 »

▶ LES EFFECTIFS

■ Effectif tous statuts confondus (Y compris assistants familiaux)

♀
51,10 %
581

♂
48,90 %
556

Le taux de féminisation de la collectivité est inférieur au taux relevé en 2021 dans la Fonction Publique Territoriale, à savoir 61%. Par rapport à 2022, le taux de féminisation de la collectivité a légèrement augmenté de 0,4%.

■ Titulaires

♀
45,82 %
406

♂
54,18 %
480

■ Contractuels sur emplois permanents

♀
70,59 %
72

♂
29,41 %
30

■ Contractuels sur emplois non permanents

♀
77,50 %
93

♂
22,50 %
27

■ Apprentis

♀
34,48 %
10

♂
65,52 %
19

▶ LES CATÉGORIES (hors apprentis)

A

♀

82,47 %
207

♂

44

B

♀

51,53 %
84

♂

79

C

♀

40,35 %
280

♂

414

Alors que le taux de féminisation en catégorie A est plus élevé qu'au niveau national, les taux en catégorie B et C sont inférieurs à la moyenne nationale, surtout au niveau des catégories C du fait du poids des métiers d'exploitation des routes.

Au niveau national, dans la Fonction Publique au 31 décembre 2021, le taux de féminisation : Cat. A = 67% ; Cat. B = 58% ; Cat. C = 63%.

► LES FILIÈRES (hors assistants familiaux et apprentis)

FILIÈRE			
Administrative	254	218	85,83 %
Technique	594	134	22,56 %
Sociale	96	93	96,87 %
Médico-Sociale	40	39	97,50 %
Culturelle	29	14	48,28 %
Médico-Technique	17	12	70,59 %
Animation	2	0	0 %

La part des femmes est très élevée dans les filières administrative, sociale et médico-sociale et elle est relativement faible dans la filière technique à l'image de ce que l'on observe globalement dans la Fonction Publique au niveau national. Par rapport à 2022, les chiffres font preuve de stabilité à part dans la filière Médico-Sociale où le taux de féminisation de la filière a augmenté de 6,6%.

■ Zoom filière administrative

Administrateurs	2	1	50 %
Attachés	57	43	75,44 %
Rédacteurs	67	57	85,07 %
Adjointes	109	101	92,66 %
Administratifs			

(titulaires et contractuels emplois permanents)

■ Zoom filière technique

Ingénieurs	21	4	19,04 %
Techniciens	77	17	22,08 %
Agents maitrises	119	5	4,20 %
Adjointes techniques	340	87	25,59 %
Adjointes techniques EE	26	16	61,54 %

► DES MÉTIERS GENRÉS

■ Taux de présence féminine dans les secteurs dits masculins

Agents de centres routiers	Ingénieurs
0 % 100 %	19,05 % 80,95 %

■ Taux de présence masculine dans les secteurs dits féminins

Assistants sociaux	Assistants familiaux
96,81 % 3,19 %	80,26 % 19,74 %

▶ L'ÂGE MOYEN

■ Titulaires

♀
49,80 ans

♂
50,16 ans

■ Contractuels sur emplois permanents

♀
40,82 ans

♂
42,33 ans

L'âge moyen des agents de la collectivité est relativement stable.

2. LES POSTES D'ENCADREMENT

LES EFFECTIFS

Total encadrement



64,91 %
37



35,09 %
20

Globalement, la part des femmes dans l'encadrement est plus élevée que celle constatée dans l'effectif global (51,1%). Par rapport à 2022, le taux de féminisation de l'encadrement a encore augmenté (+5,3%).

DGS, DGA (2)



50 %



50 %

Directeurs et directeurs adjoints (22)



59,09 %



40,91 %

Chefs de service (33)



69,70 %



30,30 %

Représentativité des femmes dans les postes de chefs de service

FILIÈRE			
Administrative	3	14	80,00 %
Technique	7	0	16,67 %
Sociale/Médico-Sociale	0	7	100 %
Culturelle	0	2	100 %

3. LE TEMPS DE TRAVAIL - TEMPS PARTIEL

(hors TP thérapeutiques) | (Hors assistants familiaux et apprentis)

La proportion des femmes optant pour un temps partiel est 7 fois supérieure à celle des hommes. 16,7% des femmes travaillent à temps partiel contre 2,3% des hommes. Cette proportion est à nuancer selon les filières et les catégories.

Au niveau national, dans la Fonction Publique en 2022 : 23% des femmes travaillent à temps partiel contre 8% des hommes.

Répartition femmes-hommes dans les temps partiels



87,50 %
84



12,50 %
12

Part de travail à temps partiel



16,70 %
84

// 503



2,33 %
12

// 516

▶ PART FEMMES / HOMMES...

... à temps partiel par filière			... à temps partiel par catégorie		
Filière	♂	♀		♂	♀
Administrative	5,66 %	14,49 %	A	0 %	21,46 %
Technique	1,98 %	6,82 %	B	6,33 %	20,73 %
Sociale	0 %	33,70 %	C	1,72 %	10,65 %
Médico-Sociale	0 %	20,51 %			
Culturelle	6,67 %	28,57 %			
Médico-Technique	0 %	8,33 %			

4. RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES BRUTES

(Rémunérations versées du 01/01 au 31/12/2023)

Ensemble des effectifs (y compris les assistants familiaux)		Par catégorie	
♀	♂	♂	♀
19 243 513 €	17 624 161 €	A 2 274 090 €	7 677 308 €
		B 2 506 939 €	2 666 950 €
		C 11 811 871 €	5 213 036 €

5. DÉROULEMENTS DE CARRIÈRE

Promotion interne (13 en 2023)		Avancement de grade (80 en 2023)	
♀	♂	♀	♂
15,38 %	84,62 %	51,25 %	48,75 %

En 2023, la part des femmes qui a bénéficié d'un avancement de grade est légèrement plus élevée que celle des hommes. Les femmes ont aussi plus bénéficié d'une promotion interne quand 2022 (+5,4%).

6. FORMATION

(Hors assistants familiaux)

	♀=♂	♀	♂
Nombre de jours de formation suivis	3 029,5 jours	43,65 %	56,35 %
Nombre d'agents ayant participé à au moins une action de formation	814 agents	51,72 %	48,28 %

En 2023, 3 029,5 jours de formations ont été suivis par les agents de la collectivité dont 1 322,5 jours par des femmes soit 43,6%

■ Répartition des agents ayant participé à au moins une action de formation par catégorie sur emplois permanents

La part des femmes ayant participé à au moins une action de formation est relativement conforme à la répartition des effectifs par catégorie.

Au sein de la catégorie C, en 2023 les femmes sont moins nombreuses à partir en formation que les hommes contrairement aux autres catégories. (en 2022, 34% pour 179).

	♂	♀
A	31	84,26 % 166
B	62	52,67 % 69
C	332	31,68 % 154

7. ABSENTÉISME

► EXPOSITION AUX RISQUES PROFESSIONNELS : PART DES FEMMES / HOMMES AYANT EU UN ACCIDENT DE SERVICE, ACCIDENT DE TRAJET OU MALADIE PROFESSIONNELLE

(Sont comptabilisés les accidents de service et de trajets avec arrêts)

Accidents de service (51)	Accidents de trajets (3)	Maladies professionnelles (15)
♀ 25,49 %	♂ 74,51 %	♀ 66,67 %
♂ 74,51 %	♂ 33,33 %	♀ 53,33 %
		♂ 46,67 %

En 2023, 33,3% des accidents de service / trajet / maladie professionnelle tous confondus concernent des femmes ; 66,7% des hommes.

A noter que sur 69 accidents de service / trajet / maladie professionnelle, 95,6% d'entre eux concernent des titulaires. 3 contractuels sont concernés.




► ABSENCES AU TRAVAIL / NOMBRE DE JOURS D'ABSENCES MOYEN PAR AGENT CONCERNE

Nombre de jours moyen	♀	♂
Maladie Ordinaire	24,61	30,73
CLM / CLD	262,58	289,75
Accident de service et trajet	75,2	65,03
Maladie professionnelle	127,2	265,86

Concernant la maladie ordinaire, les femmes concernées par un arrêt maladie totalisent en moyenne 6,1 jours d'absence de moins que les hommes contrairement à l'an dernier.





A noter que sur la totalité des jours d'absence pour maladie ordinaire (10928j), 7% d'entre eux concerne les contractuels. Une baisse de 3,9% est à noter par rapport à 2022. Et sur la totalité des jours d'arrêts maladie ordinaire des agents contractuels (768,5j), 83,9% concernent des femmes.

▶ ABSENCES AU TRAVAIL / NOMBRE D'AGENTS AYANT ÉTÉ ABSENTS

				
Nombre d'agents absents				
Maladie Ordinaire	400	55,75 %	44,25 %	
CLM / CLD	16	75 %	25 %	
Accident de service et trajet	54	27,78 %	72,22 %	
Maladie professionnelle	15	53,33 %	46,67 %	
Evénements familiaux	514	54,28 %	45,72 %	
Dont garde enfant malade	187	63,64 %	36,36 %	

La part des absences pour maladie ordinaire concerne davantage les femmes que les hommes. Les Congés Longue Maladie / Congés Longue Durée concernent aussi plus les femmes comme en 2022.

8. RECRUTEMENTS

	Recrutements externes de titulaires	Recrutements externes de contractuels sur emplois permanents
		
Catégorie A 6	0 %	31 %
		
	100 %	69 %
Catégorie B 0	0 %	78 %
	0 %	22 %
Catégorie C 36	61 %	14 %
	39 %	86 %
Catégorie A 13		
Catégorie B 9		
Catégorie C 14		

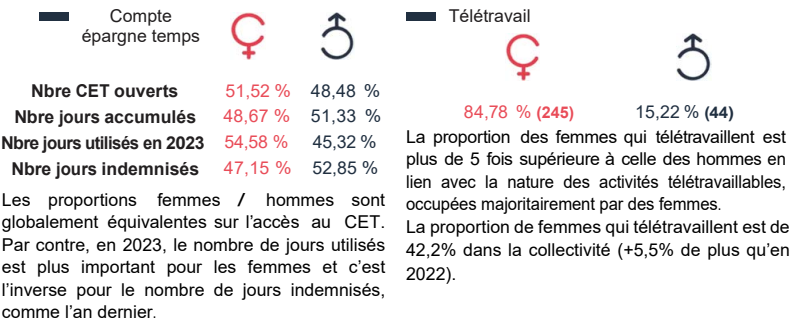
9. LES RETRAITES

Départs à la retraite	Age moyen de départ à la retraite
	
47,22 %	61,29 ans
17	60,63 ans
52,78 %	
19	

En 2023, le nombre de départs à la retraite est plus important pour les hommes que les femmes contrairement aux années précédentes. Ce chiffre s'explique par une augmentation des départs en retraite au niveau des agents des routes.

On constate qu'en moyenne, les femmes partent à la retraite un peu plus tard que les hommes mais l'écart d'âge entre eux se réduit encore cette année.

10. COMPTE ÉPARGNE TEMPS ET TÉLÉTRAVAIL



PLAN EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ FEMMES HOMMES

PLAN D'ACTIONS DEPARTEMENTAL EGALITE PROFESSIONNELLE

ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2021/2023

► SOUMIS À L'AVIS DU COMITÉ TECHNIQUE DU 15 MARS 2021

PRISE EN COMPTE DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE DANS LA CULTURE DE LA COLLECTIVITÉ		
MESURES	ACTIONS	INDICATEURS
Actions de sensibilisation interne des encadrants et agents	Actions de formation en direction des encadrants à l'égalité professionnelle (formation aux pratiques managériales non discriminantes, aux enjeux de l'égalité Femmes / Hommes dans le fonctionnement interne et dans les politiques départementales)	Nombre et taux d'encadrants formés/an
	Actions de sensibilisation en direction des agents (formation CNFPT, préventica,...)	Nombre et taux d'agents formés /an - Nombre de sessions/an
	Mise en place d'une boîte à idées, disponible en ligne et urnes sur sites extérieurs, afin de permettre à tous les agents de proposer des idées d'actions à intégrer au plan (campagne durant une période limitée -6 mois-)	Nombres d'idées proposées et retenues
Encourager la visibilité des femmes et la mixité des métiers	Recherche de la parité dans les groupes de travail ou projets transversaux lorsque les projets s'y prêtent	Recensement annuel des groupes de travail et taux de présence des femmes
	Organiser et diffuser une campagne de communication de portraits d'agents Femmes / Hommes aux métiers atypiques et autres pour favoriser la mixité des métiers (ex: portraits dans le journal interne)	Nombre de portraits diffusés
Associer les partenaires sociaux	Présenter chaque année en CT le rapport sur la situation d'égalité entre les femmes et les hommes dans la collectivité en intégrant les évolutions des données annuelles	Rapport annuel soumis au CT
	Suivi et évaluation du plan d'action départemental en matière d'égalité professionnelle. Présentation annuelle en CT	Rapport annuel soumis au CT
Faciliter l'intégration des nouveaux collaborateurs dans la collectivité	Mettre en place un dispositif d'intégration des nouveaux collaborateurs en intégrant des actions de sensibilisation à l'égalité professionnelle	Elaboration du dispositif d'intégration

EGALITÉ PROFESSIONNELLE DANS LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DU MANAGEMENT		
MESURES	ACTIONS	INDICATEURS
Analyse approfondie des écarts de rémunération	<p>Identification et analyse des éventuels écarts de rémunération liés au sexe</p> <p>Etudes sur des cohortes genrées, évaluer l'éventuel impact des critères statutaires et de gestion, des temps partiels, des parentalités et maternités sur les déroulements de carrière et les promotions.</p> <p>Etudes qui différencieront les parts indiciaires et indemnitaires des rémunérations, analysées selon les filières, catégories et corps.</p> <p>Le but est d'objectiver les causes des écarts de rémunération et de les supprimer lorsqu'elles sont discriminantes</p>	Remise de l'étude
	<p>Etudier et proposer des mesures de suppression des inégalités de rémunération femmes-hommes chez les contractuels.</p> <p>Pour les contractuels, les salaires sont définis lors du recrutement. Ils sont adossés aux grilles de rémunération des titulaires (selon diplômes, ancienneté etc.).</p> <p>Des dérogations peuvent être accordés sur les métiers dits "en tension" (ex. techniciens, informatique, médecins). Dans ce cas, la négociation est individuelle.</p> <p>L'objectif est d' étudier la part de rémunérations dérogatoires, leur impact sur les écarts de salaires femmes-hommes pour définir d'éventuelles actions d'amélioration</p>	Remise de l'étude



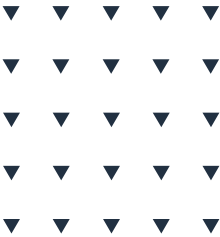
MESURES	ACTIONS	INDICATEURS
Faire progresser la mixité professionnelle	<p>Encourager la mixité professionnelle dans le processus de recrutement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rédiger les offres d'emploi de façon à d'adresser aussi bien aux femmes qu'aux hommes - veiller à ce qu'aucun critère discriminatoire n'apparaisse lors de la diffusion des offres d'emploi. <p>La rédaction des offres ne doit pas développer de stéréotypes sur les métiers ou sur leurs caractéristiques supposées (disponibilité, mobilité). Les compétences requises ne se limiteront pas aux seules compétences techniques au sens strict</p> <ul style="list-style-type: none"> - recherche d'une mixité des candidatures Femmes / Hommes parmi les candidatures retenues au jury - retenir pour le jury, parmi les candidatures examinées, au minimum une candidature de chaque genre pour des postes d'encadrement ou les postes à faible mixité (sauf en cas d'absence totale de candidatures de l'un ou l'autre genre ou de candidatures ne présentant pas des caractéristiques comparables en termes de compétences) 	Bilan annuel sur recherche de mixité des candidatures reçues en jury (ex: nombre d'entretiens sans aucune mixité)
	<p>Encourager la mixité professionnelle dans les évolutions de carrière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Communication des chiffres genrés des agents promouvables, proposés et promus - Prise en compte de la mixité professionnelle dans les lignes directrices de gestion relatives aux AG/PI - Suivi du respect des quotas de nominations sur emplois fonctionnels (40% de nominations dans les emplois de direction) 	<p>Bilan annuel répartition f/h sur les Avancement de Grade / Promotion Interne</p> <p>Bilan annuel répartition f/h sur emploi fonctionnel</p>
	Mener des études comparatives des déroulements de carrière des femmes et des hommes au sein des filières, catégories et cadres d'emplois. Analyse comparative pour identifier en particulier pour chaque sexe la durée moyenne passée dans chaque grade, à ancienneté équivalente, par cadre d'emploi	Remise de l'étude

EGALITÉ DANS LA PRISE EN COMPTE DE L'ÉQUILIBRE DES TEMPS DE VIE PROFESSIONNELLE / PERSONNELLE / FAMILIALE		
MESURES	ACTIONS	INDICATEURS
Favoriser la compatibilité des vies professionnelles et personnelles	<p>Organisation du travail et responsabilités familiales</p> <p>Inciter les encadrants à prendre en compte les responsabilités familiales des collaborateurs / trices et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les jours de rentrée scolaire et pendant les congés scolaires - lors de maladies ou accidents de proches nécessitant leur présence - les responsabilités liées aux situations de garde partagée. <p>Communiquer sur les congés familiaux et temps partiels pour une meilleure répartition entre les femmes et les hommes</p>	Campagne de communication
	<p>Harmonisation des temps de vie professionnelle/vie personnelle</p> <p>Publier une communication interne spécifique sur les règles d'organisation des réunions, en préférentiel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à partir de 9h et n'excédant pas 17h30 (16h30 le vendredi) hors temps de déjeuner ou pendant les plages fixes - horaires de réunions tenant compte des temps de trajet (en particulier les lundis matins, vendredis après-midis ou suite jour férié) 	Diffusion note DGS



MESURES	ACTIONS	INDICATEURS
Favoriser la compatibilité des vies professionnelle et personnelle	<p>Réguler les pratiques en matière d'usages numériques.</p> <p>Réaliser une campagne d'information et de communication sur les principes et les bonnes pratiques en matière d'usages numériques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les technologies de l'information et de la communication (TIC) font partie intégrante de l'environnement de travail et sont nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise. Facilitant les échanges et l'accès à l'information, elles doivent toutefois être utilisées à bon escient, dans le respect des personnes et de leur vie privée. - Réaffirmer que l'usage de la messagerie ne peut se substituer au dialogue et aux échanges physiques ou oraux qui contribuent au lien social dans les équipes et préviennent l'isolement - L'usage de la messagerie professionnelle ou du téléphone en soirée ou en dehors des jours travaillés doit être justifié par la gravité et l'urgence et/ou l'importance exceptionnelle du sujet traité. Il est rappelé que nul n'est tenu de répondre aux mails ou messages, SMS, adressés durant ces périodes. - en dehors des jours et horaires habituels de travail, le 	Diffusion charte de bonnes pratiques en matière d'usages numériques
Préparation des conditions de départ, d'absence et de retour de congés longues (maladie, maternité, paternité, parental...)	Mettre en place un protocole d'accompagnement de départ et retour des agents dans le cadre de congés longs (ex: entretien avec le N+1 ou responsable Ressources Humaines dans le mois précédant le retour, ou lors de la 1ère semaine de reprise pour valider les conditions du retour, les besoins de formation, et mises à jour des règles, outils ou processus nouveaux de la collectivité)	Diffusion du protocole Bilan de mise en œuvre
Continuer à développer le télétravail	Suivi des demandes et des autorisations de télétravail Actions de formation en direction des nouveaux télétravailleurs	Bilan annuel nombre de télétravailleurs

RENFORCER LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LES VIOLENCES AU TRAVAIL		
MESURES	ACTIONS	INDICATEURS
Actions de sensibilisation interne	Actions de formation à destination des encadrants et publics prioritaires (services des ressources humaines, représentants du personnel, membres du CHSCT) Diffusion campagne d'affichage	Bilan formation Campagne de communication
Prise en charge des situations de discriminations ou violences	Mise en place d'un dispositif de signalement et de traitements des situations de discrimination et violences au travail, en lien avec le CHSCT Intégrer les situations de violences de la part des usagers	Communication du dispositif et bilan sur le nombre de signalements et cas traités
Accompagner et soutenir les victimes	Information des agents sur leur droit à la protection fonctionnelle, modalités d'accompagnement...	Diffusion par note d'information





Conseil
départemental
du Cantal

28 avenue Gambetta
15 000 Aurillac

Tel: 04 71 46 20 20



CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-18

Mise à jour du règlement budgétaire et financier - Provisions

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Jean MAGE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu les articles D.3321-2 et D.4321-3 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD05-41 du Conseil départemental du 13 décembre 2022 portant adoption du règlement budgétaire et financier du Département ;

Vu la délibération n°23CD04-20 du Conseil départemental du 17 novembre 2023 adoptant la mise à jour de la fiche "2.4 - L'amortissement" ;

- **ADOpte** la mise à jour de la fiche "3.3 - Les provisions" du règlement budgétaire et financier du Département relative aux modalités de valorisation des provisions pour compte épargne temps (CET), pour dépréciation des comptes de tiers et créances douteuses et pour risques liés aux litiges et contentieux. La fiche 3.3 est annexée à la présente délibération.

- **ACTE** la mise à jour du Règlement Budgétaire et Financier joint en annexe.

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FICHE 3.3 - LES PROVISIONS

Textes de référence

CGCT Art. D.5217-22

Le provisionnement constitue l'une des applications du principe de prudence contenu dans le plan comptable général.

Les provisions font partie des dépenses obligatoires, et doivent être constituées dès lors de l'apparition d'un risque ou d'une dépréciation.

En application des principes de prudence et de sincérité, toute entité publique locale appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57 a l'obligation de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré et une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif.

Les provisions sont recensées, évaluées et comptabilisées en fin d'exercice au plus tard, au vu des risques intervenus au cours de l'année, éventuellement connus entre le 31 décembre et la date de l'arrêté des comptes.

Toutefois, dès lors qu'un événement survient et rend probable le décaissement d'une somme d'argent, la collectivité doit constater une provision (ouverture d'un contentieux par exemple), à hauteur du montant estimé de la charge ou du risque qui pourrait en résulter.

Les provisions ont un caractère provisoire :

- Elles doivent être ajustées tous les ans au regard de l'évolution des risques et charges encourus.
- Les provisions devenues sans objet à la suite de la réalisation ou de la disparition du risque ou de la charge, doivent être soldées (par leur reprise totale).

L'Assemblée départementale prend, par délibération, toutes les décisions relatives aux provisions :

- nature des provisions à constituer ;
- montant des provisions (dotation initiale et également dotation complémentaire / reprise partielle ou totale).

L'instruction M57 distingue 5 types de provisions pour risques et charges :

1. Provisions pour risques (compte 151). Celles-ci comprennent notamment les provisions pour litiges et contentieux (compte 1511x), provisions pour pertes de change (compte 1515x) et provisions pour garanties d'emprunt (compte 1517x)
2. Provisions pour risques et charges sur emprunts (compte 152x)
3. Provisions pour compte épargne temps (compte 154x)
4. Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices (compte 157), plus précisément provisions pour gros entretien ou grandes révisions (compte 1572x)
5. Autres provisions pour risques et charges (compte 158)

Le Département du Cantal...

Modalités de valorisation de la provision pour compte épargne temps (CET) :

Le Département valorise la provision pour CET sur la base du nombre de jours épargnés par agent, en retenant le nombre de jours au-delà des quinze premiers jours. Ces jours sont valorisés sur la base du montant défini par la collectivité selon la délibération en vigueur au moment du calcul, qui tient compte de la situation administrative de l'agent concerné.

Montant de la provision CET à constituer = (Nombre de jours épargnés au-delà de 15 jours x montant défini par la collectivité pour le paiement des jours de CET selon la situation administrative de chaque agent) + charges estimées selon la situation administrative de chaque agent

Modalités de valorisation de la provision pour dépréciation des comptes de tiers / créances douteuses

Le montant de la dépréciation à constater (et son ajustement ultérieur) s'appuie sur les pièces présentes dans l'état des restes à recouvrer depuis plus de 2 ans produit par le comptable du Département et la répartition qu'il communique entre comptes 491 dépréciation des comptes de redevables et 496 dépréciation des comptes de débiteurs divers.

Au moins une fois par an, une provision est valorisée pour un montant correspondant à 17% du total des créances de plus de 2 ans, non encore acquittées.

Montant de la provision pour créances douteuses à constituer = 17% x Montant des créances à plus de 2 ans non acquittées.

Cette règle générale peut être amendée selon le risque estimé sur la base des informations partagées entre le Département et le comptable assignataire et selon des modalités précisées par délibération.

Modalités de valorisation de la provision pour risques et charges liées aux litiges et contentieux

Les délibérations constituant les provisions pour risques permettent d'identifier de risque attendu et de gérer la provision dans le temps au regard de l'évolution du risque considéré.

Le montant de la provision à constituer pour litiges et contentieux est valorisée en fonction des coûts potentiellement induits par les procédures connues de la Direction des Affaires Juridiques et précisés dans la délibération constituant la provision.



DELIBERATION N°22CD05-41

DELIBARATION N°23CD04-20

DELIBERATION N°24CD----

REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Mise à jour 2024_1

Table des matières

TITRE 1. LE CADRE BUDGETAIRE	4
FICHE 1.1. LES GRANDS PRINCIPES BUDGETAIRES ET COMPTABLES	5
Les grands principes budgétaires	5
Les grands principes comptables	7
FICHE 1.2. LE CYCLE BUDGETAIRE : LE VOTE DU BUDGET	8
Les orientations budgétaires	8
Le budget primitif	9
Les décisions modificatives	11
Les dépenses imprévues	11
FICHE 1.3. LE CYCLE BUDGETAIRE : COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION	12
Le compte de gestion	12
Le compte administratif	12
FICHE 1.4. LES VIREMENTS DE CREDITS	14
Virements de crédits de paiement au sein d'un chapitre	14
Virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre	14
FICHE 1.5. DISPOSITIONS EN CAS D'EXECUTION AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF	16
TITRE 2. L'EXECUTION COMPTABLE	17
FICHE 2.1. LES ÉTAPES DE L'EXÉCUTION DES DÉPENSES	18
La comptabilité d'engagement	18
Le service fait	19
La liquidation	20
Le mandatement	20
Le paiement	21
Les délais de paiement et intérêts moratoires	21
La prescription des créances	21
Écritures de régularisation	22
FICHE 2.2. L'EXÉCUTION DES RECETTES	23
Rappel des compétences respectives de l'ordonnateur et du comptable	23
Les catégories de titres de recettes	24
La liquidation	24
L'ordonnancement	24
Le recouvrement	24
La prescription d'assiette	25
Les écritures de régularisation	25
L'admission en non-valeur	26
Les remises gracieuses	26
FICHE 2.3. LA GESTION PATRIMONIALE	27
Recensement des immobilisations	27
Enregistrement à l'actif	27
FICHE 2.4. L'AMORTISSEMENT	29
Périmètre	29

Modalités de calcul des amortissements	29
Neutralisation budgétaire des amortissements	30
TITRE 3. LES OPERATIONS DE FIN D'EXERCICE	31
FICHE 3.1. LE RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS À L'EXERCICE	32
Le principe du rattachement à l'exercice	32
Les modalités de rattachement	33
FICHE 3.2. LES REPORTS OU LES RESTES À RÉALISER	34
FICHE 3.3. LES PROVISIONS	35
TITRE 4. LA GESTION PLURIANNUELLE	37
FICHE 4.1. VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET D'ENGAGEMENT (AE)	38
Définitions	38
Vote par l'Assemblée des AP et AE	41
Les échéanciers de crédits de paiement (CP)	41
Révision d'une AP / AE	42
FICHE 4.2. CYCLE DE VIE DES AP : AFFECTATION / CADUCITE / CLOTURE	43
Définition	43
Affectation à une opération	43
La caducité d'affectation	44
La clôture des AP/AE	45
Modalités d'information de l'Assemblée départementale	45
Le report des crédits de paiement afférent à une AP / AE	45
FICHE 4.3. LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT	46
Le plan pluriannuel d'investissement (PPI)	46
TITRE 5. LES ENGAGEMENTS HORS BILAN	48
FICHE 5.1. LES ENGAGEMENTS HORS BILAN	49
FICHE 5.2. LES GARANTIES D'EMPRUNT	50
Définition	50
Règles prudentielles	50
FICHE 5.3. LE CREDIT BAIL	53
Principe	53
Information	53
TITRE 6. LES SUBVENTIONS ACCORDEES PAR LE DEPARTEMENT	54
Règlement comptable et financier des aides du Département	55
Exceptions	55

Titre 1.

LE CADRE BUDGETAIRE

FICHE 1.1. LES GRANDS PRINCIPES BUDGETAIRES ET COMPTABLES

Textes de référence

[CGCT Articles L 1612-1 et suivants](#)

[CGCT Article L3311-1](#)

[Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012](#) relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Nomenclature M57

Si la comptabilité publique est soumise à des principes qui lui sont propres, les grands principes comptables lui sont applicables.

Ces principes sous-tendent des opérations comptables décrites au titre de l'exécution budgétaire

Les grands principes budgétaires

Le principe de la séparation de l'ordonnateur et du comptable

L'ordonnateur : le Président du Conseil départemental, est chargé de préparer et proposer le budget, mais aussi d'exécuter ce budget tant en dépenses qu'en recettes. (décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012).

Le comptable : agent de l'Etat, contrôle et exécute les opérations de décaissement et d'encaissement. Il est chargé d'exécuter le recouvrement des recettes ainsi que le paiement des dépenses de la collectivité, dans la limite des crédits régulièrement ouverts par le Conseil départemental.

Les fonctions d'ordonnateur et comptable sont incompatibles.

Le principe de l'annualité

Le principe d'annualité impose que le budget soit voté chaque année pour un an. L'autorisation donnée par l'Assemblée délibérante est donc limitée dans le temps, pour la durée d'un exercice qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Il s'exécute au cours de la même période.

Dérogations au principe de l'annualité

- Les reports de crédits : les dépenses engagées vis-à-vis d'un tiers mais non mandatées en fin d'année, sont reportées sur l'exercice suivant pour permettre le paiement de ces dépenses. (cf [Fiche 3.1 les reports et restes à réaliser](#) ;
- La gestion en autorisations de programme et crédits de paiement en investissement et en autorisations d'engagement et crédits de paiement en fonctionnement (cf [Titre 4 La gestion pluriannuelle](#)) permet de programmer des engagements dont le financement et la réalisation sont exécutés sur plusieurs années ;
- La journée complémentaire est la journée comptable du 31 décembre qui peut être prolongée jusqu'au 31 janvier permettant l'émission des mandats correspondant à des services faits et des titres correspondant à des droits acquis au 31 décembre pour la section de fonctionnement, ou la comptabilisation des opérations d'ordre. La Direction des Finances indique chaque année aux services gestionnaires les modalités de mise en œuvre et notamment fixe la date de clôture de la journée complémentaire.

Le principe de l'universalité

Le budget décrit l'intégralité des recettes et des dépenses sans compensation ou affectation possible des recettes et des dépenses.

Déroptions au principe de l'universalité

- Certaines recettes sont affectées à une dépense particulière, conformément à des textes législatifs ou réglementaires, par exemple : la taxe d'aménagement ou la taxe sur les remontées mécaniques.
- Les subventions d'équipement sont affectées au financement d'un équipement.
- Une opération pour compte de tiers est financée par des dépenses qui y sont dédiées.

Le principe de l'unité

L'ensemble des dépenses et recettes du Département doivent normalement figurer dans un document unique. Il peut être dérogé à ce principe dans des cas limitatifs pour des services qui nécessitent la tenue d'une comptabilité distincte (budget annexe).

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal dispose d'un budget annexe dédié à la Conférence des Financeurs de la prévention de perte d'autonomie.

Le principe de sincérité et d'équilibre

Le budget doit être voté en équilibre réel, ce qui exige trois conditions :

- une évaluation sincère des dépenses et des recettes ;
- des sections d'investissement et de fonctionnement votées respectivement en équilibre ;
- un remboursement de la dette exclusivement assuré par les recettes propres de la collectivité.

la section d'investissement

Opérations non répétitives qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité ; subventions d'équipement versées (impact sur le patrimoine du bénéficiaire).

Les recettes sont constituées de subventions, de recettes propres (dotations) et d'emprunts ;

la section de fonctionnement

Ensemble des opérations nécessaires au fonctionnement courant des services, qui présentent un caractère répétitif et qui n'enrichissent pas le patrimoine de la collectivité, pour le Département notamment les dépenses relatives à l'action sociale.

Les recettes sont issues de la fiscalité, de dotations et participations notamment de l'État, de produits des services et du domaine et de produits divers.

Les grands principes comptables

Les principes comptables qui garantissent la production de comptes annuels fiables sont les suivants :

La régularité

Conformité aux lois et aux règlements en vigueur des opérations financières conduisant aux enregistrements comptables effectués par le Département

La sincérité

Comptabilisation des dépenses et des recettes en fonction des éléments d'information disponibles à un moment donné

L'exhaustivité

Enregistrements comptables détaillant la totalité des droits et obligations du Département

La spécialisation des exercices

Enregistrement définitif en comptabilité des opérations se rattachant à la bonne période comptable ou au bon exercice

La permanence des méthodes

Les même règles et procédures sont appliquées chaque année afin que les informations comptables soient comparables

L'image fidèle

Les comptes donnent une représentation du résultat de la gestion, du patrimoine et de la situation financière du Département conforme à la réalité

FICHE 1.2. LE CYCLE BUDGETAIRE : LE VOTE DU BUDGET

Textes de référence

CGCT Article L3311-1

Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

CGCT Articles L 1612-1 et suivants

Nomenclature M57.

Le budget est prévu pour la durée d'un exercice, débutant le 1er janvier et prenant fin le 31 décembre.

Son élaboration ainsi que les différentes décisions qui le font évoluer au cours de l'année sont encadrées par des échéances et délais légaux.

En dépenses, les crédits votés sont limitatifs. Les engagements ne peuvent pas être créés et validés sans crédits votés préalablement.

En recettes, les prévisions ne sont pas limitatives par conséquent, les recettes réalisées peuvent être supérieures aux prévisions.

Les orientations budgétaires

Rappel réglementaire

Dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, l'Assemblée départementale débat sur les orientations budgétaires (DOB) de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure de l'évolution des dépenses et des effectifs et leur structuration ainsi que la gestion de la dette.

Le rapport précise également l'évolution pluriannuelle des dépenses de personnel, le montant des rémunérations, la structure des effectifs et la durée effective du temps de travail.

Le Code Général des collectivités précise les mentions devant obligatoirement figurer dans le rapport (article [L 3312-1 du CGCT](#) et [D. 3312-12](#)).

La tenue du DOB et la présentation de ce rapport sont actées par une délibération spécifique qui donne lieu à un vote.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal structure son rapport d'orientation budgétaire notamment autour :

- de la déclinaison des principales politiques du Département, et du Projet pour le Cantal,
- d'un exposé du contexte dans lequel se déroule l'élaboration budgétaire (conjoncture économique, projet de loi de finances),
- d'un exposé de la situation financière du Département (rappels des éléments présentés dans le rapport d'analyse du compte administratif),
- des principales hypothèses retenues pour les budgets à venir, concernant les ressources, le programme pluriannuel d'investissement, les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette et aux dépenses relatives à la gestion du personnel notamment.

Le budget primitif

Rappel réglementaire

Le budget primitif est l'acte qui prévoit et autorise la totalité des dépenses et des recettes pour une année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre). Il peut être modifié dans le courant de l'exercice par des décisions modificatives.

Le projet de budget du Département est préparé et présenté par le Président du Conseil départemental qui est tenu de le communiquer aux membres du Conseil départemental avec les rapports correspondants, douze jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget.

Le budget du Département est présenté par chapitre et article budgétaire ([M57 Tome 2, titre 1, chapitre 2 – 1](#)) avec la possibilité d'ouvrir en section d'investissement des opérations constituant des chapitres.

Les crédits sont votés au niveau du chapitre mais le Conseil départemental peut décider le vote par article (c'est-à-dire la nature comptable).

Le budget est présenté et voté soit par nature soit par fonction, selon le mode retenu par le Conseil départemental. Lorsque le budget est voté par nature, il est assorti d'une présentation croisée par fonction ; lorsqu'il est voté par fonction, il est assorti d'une présentation croisée par nature.

La [maquette du budget primitif](#) est réglementaire, et comporte un certain nombre d'annexes obligatoires définies par les textes et imposées par la nomenclature M57.

Le budget voté doit être équilibré en dépenses et en recettes. L'équilibre s'apprécie en crédits de paiement.

Le budget primitif doit être accompagné :

- d'un rapport de présentation ;
- d'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal applique la **nomenclature M57 pour son budget principal et son budget annexe de la Conférence des Financiers**.

Le budget du Département fait l'objet d'un **vote par nature** de crédits. Il est présenté par chapitre, mais le budget est voté globalement sans vote formel sur chacun des chapitres.

Le Département du Cantal vote son budget primitif avant le 1^{er} janvier de l'exercice, sans qu'il s'agisse d'une obligation, la date de vote pouvant être modifiée, en restant dans le cadre réglementaire qui prévoit l'adoption du budget de l'exercice au plus tard au 15 avril (30 avril lors du renouvellement de l'Assemblée départementale).

Pour cela, dans la mesure du possible, le calendrier de la préparation budgétaire est le suivant :

Juin - Juillet N-1	<p>Validation des hypothèses de « cadrage » du budget primitif (BP) de l'année N comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évolution des dépenses sociales, - les hypothèses concernant la masse salariale - l'encadrement global de l'évolution des dépenses de fonctionnement - les hypothèses sur les ressources de la collectivité - le programme pluriannuel d'investissement (PPI) du Département.
Juillet - Septembre N-1	<p>Préparation par les services des propositions budgétaires de l'exercice à venir</p> <p>Les services rédigent, en respectant le cadre communiqué par la Direction Générale, une note budgétaire de présentation détaillée de leurs propositions saisies dans l'outil de gestion financière Astre.</p>
Septembre - Octobre N-1	<p>Tenue des arbitrages politiques et administratifs (Direction Générale/Services opérationnels/Direction des Finances)</p> <p>Les supports édités par la Direction des Finances servent de document de référence lors des réunions d'arbitrage : PPI et propositions en crédits de paiement</p>
Novembre N-1	Débat d'Orientations Budgétaires.
Décembre N-1	Vote du budget primitif de l'année N.

Après l'adoption de la délibération portant sur le vote du budget primitif, la présentation brève et synthétique ainsi que le rapport adressé aux membres de l'Assemblée délibérante sont mis en ligne sur le site internet du Département, Cantal.fr.

Modes opératoires

Procédures Astre : Ouverture du budget, création des étapes budgétaires, saisie des propositions budgétaires

Les décisions modificatives

Rappel réglementaire

Le budget primitif (BP) étant un document prévisionnel, il est nécessaire pour le Département d'ajuster en cours d'année ses prévisions. Ces corrections s'effectuent dans le cadre de **décisions modificatives (DM)**, dans le respect des principes budgétaires et des arbitrages et objectifs d'équilibre définis dans le cadre des orientations budgétaires et mis en œuvre par le budget primitif.

Le BS ne peut être adopté par l'Assemblée départementale qu'après le vote du compte administratif du dernier exercice clos.

Le budget supplémentaire (BS) est une décision modificative, **qui a avant tout pour objet de reprendre les résultats dégagés à la clôture de l'exercice précédent**. Ces résultats comprennent les excédents ou déficits de chaque section, mais aussi les restes à réaliser en recettes et dépenses. Le budget supplémentaire prend ainsi en compte l'affectation du résultat de l'exercice précédent qui donne lieu à une délibération préalable au vote du budget supplémentaire.

Les dépenses imprévues

Le Conseil départemental peut voter des autorisations de programme et des autorisations d'engagement de dépenses imprévues respectivement en section d'investissement et de fonctionnement. Pour chacune des deux sections, leur montant ne peut être supérieur à 2% des dépenses réelles de la section.

FICHE 1.3. LE CYCLE BUDGETAIRE : COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION

Textes de référence

CGCT Articles L 1612-1 et suivants

CGCT Article L3311-1

Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012
relatif à la gestion budgétaire

En vertu du principe de la séparation de l'ordonnateur et du comptable, deux documents retracent les opérations budgétaires et comptables s'étant déroulées durant l'exercice :

- *le compte administratif établi par l'ordonnateur*
- *le compte de gestion établi par le comptable public.*

Le compte de gestion

Avant le 1er juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le comptable public établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes).

Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes.

Il comporte :

- Une balance générale de tous les comptes tenus par le comptable public (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité).
- Le bilan comptable du Département qui décrit de manière synthétique son actif et son passif.

Le compte de gestion est soumis au vote du Conseil départemental lors de la séance du vote du compte administratif, ce qui permet de constater la stricte concordance entre les deux documents. Le Président du Conseil départemental participe au vote.

Le vote du compte de gestion doit intervenir préalablement à celui du compte administratif sous peine d'annulation de ce dernier par le juge administratif.

Le compte administratif

Rappel réglementaire

A l'issue de l'exercice comptable, un document de synthèse est établi afin de déterminer les résultats de l'exécution du budget, retraçant les prévisions budgétaires et leur réalisation (émission des mandats et des titres de recettes).

Ce document doit être voté avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice concerné (dates spécifiques en cas de calendrier électoral). Le Président du Conseil départemental participe aux débats mais se retire au moment du vote.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal, dans un souci de bonne gestion, mène de pair avec le comptable public les opérations comptables de clôture de l'exercice avec pour objectif l'établissement du compte de gestion pour le 15 mars de l'année n+1.

Projet mené par la DGFIP, le Compte Financier Unique (CFU) est un document visant à se substituer au compte de gestion et au compte administratif de façon généralisée dans les collectivités locales françaises à partir de l'exercice 2024. Une phase d'expérimentation a été ouverte. Le Département ne s'est pas porté candidat à l'expérimentation.

Le Compte Financier Unique viendra remplacer la présentation actuelle des comptes locaux.

FICHE 1.4. LES VIREMENTS DE CREDITS

Textes de référence

CGCT Article [L. 5217-10-6](#)

CGCT Article [L. 3212-3](#);

M57 [Tome 2 Titre 1 Chapitre 2](#)

Délibération

En cas d'insuffisance de crédits sur une ligne budgétaire, des ajustements peuvent être réalisés par des virements de crédits de paiement, en dehors du contexte d'une décision budgétaire de l'Assemblée départementale.

Virements de crédits de paiement au sein d'un chapitre

Rappel réglementaire

Hors les cas où le Conseil départemental a spécifié que les crédits sont spécialisés par article, le Président du Conseil départemental peut effectuer des virements d'article à article à l'intérieur du même chapitre sous réserve de la disponibilité des crédits de paiement et sans modification du montant pluriannuel, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. ([Article L. 3212-3 du CGCT](#)).

Modes opératoires

Définitions

Déplacements : Les déplacements budgétaires correspondent aux virements et aux transferts entre lignes de crédits

Un virement : déplacement à l'intérieur d'un chapitre entre deux natures comptables différentes

Un transfert : déplacement à l'intérieur d'un chapitre au sein d'une même nature

Chaque déplacement est repris automatiquement dans le document budgétaire, et transmis au comptable via le PES budget. Les derniers déplacements réalisés en fin d'année, après la dernière DM, les informations sont transmises au comptable via un flux PES budget (DM technique).

Procédures Astre : Déplacements - Virements de crédits à l'intérieur d'un chapitre

Virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre

Seule la Direction des Finances peut proposer les virements entre chapitres et prépare la décision du Président en conséquence.

Rappel réglementaire

Conformément à l'Instruction Budgétaire et Comptable M57, si le Conseil départemental l'autorise dans les limites qu'il fixe, le Président du Conseil départemental peut procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel),

- au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement,
- et dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections.

Ces mouvements de crédits ne doivent pas aboutir à ce que les crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires soient insuffisants sur un chapitre.

Dans ce cas, le Président doit informer l'Assemblée Délibérante de ces mouvements de crédits lors de la plus proche séance.

Cette décision est un acte soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'État, chargé de leur contrôle. Ces virements sont également transmis au comptable public, de manière à ce qu'il reste en mesure de procéder au contrôle de la disponibilité des crédits dans Hélios au niveau de chaque chapitre.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal applique les dispositions prévues par la M57 en matière de virements. Par délibération en date du 12 décembre 2022, le Conseil départemental a autorisé les virements de crédits de paiement entre chapitres :

FICHE 1.5. DISPOSITIONS EN CAS D'EXECUTION AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF

Textes de référence

M 57 : Titre 1 Chapitre 1 [1.3.1](#)
[L'exécution des dépenses](#)
[avant l'adoption du budget](#)
CGCT [Articles L 1612-1 et](#)
[suivants](#)

*Le budget s'exécute du 1^{er} janvier au 31 décembre (année civile).
Toutefois, des dispositifs spécifiques permettent d'exécuter le
budget avant son adoption, si celle-ci intervient après le 1^{er}
janvier.*

Rappel réglementaire

Dans le cas où le BP n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, le Président du Conseil départemental peut, jusqu'à l'adoption du budget ([article L.1612-1 du CGCT](#)) :

Pour la section de fonctionnement

Mettre en recouvrement les recettes et engager, liquider et mandater les dépenses dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente

Pour la section d'investissement,

Sur autorisation de l'Assemblée départementale, engager, liquider et mandater les dépenses hors AP dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette

En matière d'AP/CP ou d'AE/CP,

Liquider, mandater les dépenses dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice n par la dernière délibération de l'année n-1 adoptant la présentation en AP ou AE

En matière de remboursement de la dette

Mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Titre 2.

L'EXECUTION COMPTABLE

FICHE 2.1. LES ÉTAPES DE L'EXÉCUTION DES DÉPENSES

Textes de référence

M 57 : cadre comptable

CGCT

Décret fixant la liste des PJ

La procédure de traitement d'une dépense passe par les étapes usuelles de la comptabilité des collectivités :

- *Engagement*
- *Certification du service fait*
- *Liquidation*
- *Mandatement*
- *Païement*

La comptabilité d'engagement

Rappel réglementaire

La tenue de la comptabilité d'engagement des dépenses de fonctionnement et d'investissement est **une obligation réglementaire** (Art. L3341.1 du CGCT).

Cette comptabilité d'engagement doit permettre de connaître à tout moment :

- les crédits ouverts en dépenses ;
- les crédits disponibles pour engagement ;
- les crédits disponibles pour mandatement ;
- les dépenses réalisées.

En fin d'exercice, cette comptabilité permet de dégager en section d'investissement et de fonctionnement, le montant des restes à réaliser qui, par définition, correspondent à des crédits engagés.

En section de fonctionnement, elle rend possible les rattachements de charges et de produits pour les dépenses engagées pour lesquelles le service a été fait.

L'engagement comptable

Il consiste à contrôler la disponibilité effective des crédits inscrits et votés et à les réserver dans la comptabilité en vue de réaliser une future dépense.

Le contrôle de la disponibilité des crédits est préalable à l'engagement juridique.

Les engagements comptables ne nécessitent pas de délégation de signature du Président du Conseil départemental.

L'engagement comptable est constitué obligatoirement de trois éléments :

- un montant prévisionnel de dépenses ;
- un tiers concerné par la prestation à réaliser ou la subvention à verser ;
- une imputation budgétaire (chapitre, fonction, article).

Pour les dépenses à réaliser sur plusieurs exercices budgétaires et ayant donné lieu au vote d'une Autorisation de Programme (AP) ou d'Engagement (AE), l'engagement est réalisé dans la limite de ces AP ou AE.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal gère sa comptabilité d'engagement dans le logiciel Astre. L'engagement comptable se traduit par un numéro d'engagement qui doit être repris sur le bon de commande et sert de référence aux fournisseurs pour l'enregistrement dans Chorus des factures destinées au Département.

La création de l'engagement comptable est décentralisée et relève de la responsabilité des gestionnaires.

Les services proposent la création des fiches de tiers.

La Direction des Finances effectue les contrôles et valide la création des tiers.

L'engagement juridique

L'engagement est l'acte par lequel le Département crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge. Il doit rester dans la limite des autorisations budgétaires et ne peut être pris que par une personne habilitée disposant d'une délégation du Président du Conseil départemental.

L'acte constitutif de l'engagement juridique varie en fonction de la nature de la dépense. Quelques exemples :

- Délibération : date à laquelle la délibération est rendue exécutoire
- Convention - contrat : date de signature
- Subvention : date de la délibération ou de la décision
- Arrêté : date de notification
- Marchés formalisés : date de notification du marché
- Marchés non formalisés : date de la transmission de la lettre de commande
- Décision de justice : date de la notification
- Allocations, secours : adoption de la décision administrative
- Impôts et taxes : réception de l'avis des sommes à payer ou de la notification de l'État

Le service fait

Rappel réglementaire

Le service fait permet d'attester la conformité à l'engagement de la livraison ou de la prestation c'est-à-dire de constater que la prestation réalisée est conforme à la demande, tant par son objet que par son montant et sa date de réalisation.

La constatation et la certification du service fait sont des étapes obligatoires qui doivent être réalisées par le service opérationnel sur la base du bon de livraison ou de tout autre document attestant matériellement le service fait (feuille de présence, fiche d'instruction, ...).

La certification du service fait est établie par un visa matérialisé sur les documents par le gestionnaire. Elle engage la responsabilité de la personne signataire sur la réalité de la dépense à prendre en charge par le budget départemental.

Le Département du Cantal...

La certification du service fait consiste à procéder aux contrôles nécessaires attestant de l'effectivité du service et de la date réelle de réalisation.

Date de service fait :

La mention service fait est portée sur la facture ou tout autre pièce justificative en précisant la date du service fait, c'est-à-dire date de livraison (conforme au bon de livraison), date de réalisation de prestation (date de réception d'une étude) par exemple.

La date de service fait n'est pas la date à laquelle le contrôle a été effectué.

La personne devant réaliser cette certification n'est généralement pas un comptable, mais l'agent en mesure de constater la conformité de la livraison, ou du service. Les services opérationnels mettent en œuvre les circuits de validation permettant d'attester de l'effectivité du service fait.

La liquidation

La liquidation consiste à arrêter le montant de la dette du Département, après constatation et certification du service fait.

A ce stade toutes les pièces permettant de justifier du montant et de la réalité de la dette du Département doivent être jointes au projet de paiement. Les pièces justificatives qui doivent être transmises au comptable public font l'objet d'un décret qui en a arrêté la liste.

Le Département du Cantal...

Les services gestionnaires procèdent à la liquidation, laquelle est rattachée à l'engagement comptable.

Le dossier de liquidation doit comprendre l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au mandatement de la dépense conformément à l'article D1617-19 du CGCT. Ce dossier constitué par les directions opérationnelles et accompagné des opérations de pré-mandatement dans l'outil informatique, est adressé à la direction des Finances pour contrôle.

Modes opératoires

Procédures Astre

Le mandatement

Rappel réglementaire

Le mandatement est l'ordre donné par l'ordonnateur au comptable de payer une dette au créancier (Art. 32 décret n° 2011-1246 du 7 novembre 2012).

Les mandats émis, accompagnés des pièces comptables et des bordereaux journaliers signés par une personne habilitée par délégation de signature de l'ordonnateur, sont adressés au payeur départemental.

Le Département du Cantal...

Les opérations de mandatement relèvent exclusivement de la responsabilité des agents au sein de la direction des Finances ayant reçu une délégation du Président du Conseil départemental en tant qu'ordonnateur.

Le paiement

Le paiement effectif ne peut être effectué que par le comptable public, payeur départemental (Art. L3342.1 du CGCT).

Le payeur effectue les contrôles de régularité auxquels il est tenu, sous peine d'engager sa responsabilité personnelle et pécuniaire.

Si la dépense est réalisée dans le cadre d'une régie d'avances, le régisseur se substitue au comptable pour le paiement. Le régisseur transmet à un rythme régulier ses pièces justificatives de dépenses à l'ordonnateur, afin que celui-ci établisse un mandat au nom de la régie pour le montant des justifications admises. Le mandat est ensuite transmis au comptable qui procède à la reconstitution de l'avance.

Les délais de paiement et intérêts moratoires

Le Département et la Paierie sont soumis respectivement au respect d'un délai de paiement pour tout achat public ayant donné lieu à un marché formalisé ou non.

En sont exclus, les participations et subventions, les conventions de financement, de mandat, les contrats financiers, les frais de personnel, les frais de déplacement, les dépenses des services sociaux et médico-sociaux ainsi que celles des services culturels et sportifs.

Le délai global maximum de paiement est de 30 jours calendaires. Ce délai se répartit en 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public.

Ce délai démarre à la date de réception de la facture, ou du service fait lorsque celui-ci est postérieur à la réception de la facture, et cesse à la date du virement bancaire opéré par le comptable.

La date de réception de la facture correspond à l'arrivée effective de celle-ci :

- dans CHORUS PRO (procédure dématérialisée) ;
- au niveau du service gestionnaire ou du courrier (procédure non dématérialisée) ;
- chez le maître d'œuvre délégué.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont dus au fournisseur ([Code de la commande publique](#)).

Les modalités de calcul des intérêts moratoires dus sont définies par le Code de la commande publique, aux articles [R 2192-31 et suivants](#). Ils sont composés d'une partie forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et d'une partie calculée sur la base du montant dû auquel est appliqué le taux de la Banque Centrale Européenne majoré de 8%.

La prescription des créances

En matière de prescription de créance, deux régimes juridiques coexistent, le régime de droit public, est celui généralement applicable aux collectivités.

Règle générale : régime de droit public – prescription quadriennale

Le régime de droit public prévoit une prescription quadriennale. ([loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968](#) relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics).

Le point de départ du délai de prescription est fixé au premier jour de l'année qui suit celle au cours de laquelle est intervenu l'acte juridique ou matériel qui donne naissance à la créance, sous réserve que le créancier ait pu avoir connaissance de sa créance.

La prescription est interrompue par toute demande de paiement ou toute réclamation écrite adressée par un créancier au Département, dès lors que la demande ou la réclamation a trait au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance, (même si ce n'est pas le Département qui aura finalement la charge du règlement).

Exception : le régime de droit commun

La nature de la créance ne dépend pas du statut du créancier (privé / public). Si la nature privée de la créance est reconnue, le régime général, de droit privé, de la prescription, s'applique (loi portant réforme de la prescription en matière civile- article 2224 du code civil et délais spéciaux articles 2219 à 2283 du code civil).

Dans ce cas la prescription est quinquennale. « Les actions personnelles ou mobilières se prescrivent par cinq ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer ».

Écritures de régularisation

Les réductions ou annulations de dépenses ont généralement pour objet de rectifier des erreurs matérielles. Afin de déterminer le traitement comptable approprié, il convient de distinguer la période au cours de laquelle intervient la rectification :

- Si l'annulation ou la réduction de la dépense mandatée intervient **sur l'exercice en cours** : elle fait l'objet d'un mandat d'annulation. Le mandat rectificatif vaut alors ordre de reversement et peut être rendu exécutoire dans les mêmes conditions qu'un titre de recette,
- Si l'annulation ou la réduction de la dépense mandatée intervient **sur un exercice clos** : elle fait l'objet d'un titre de recette.

FICHE 2.2. L'EXÉCUTION DES RECETTES

Textes de référence

CGCT articles L. 1617-5, D 1611-1

Loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 portant réforme de la prescription en matière civile

Loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, article 94 relatif à la prescription d'assiette des indus de traitements

Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique

Décret n° 2017-509 du 7 avril 2017 modifiant l'article D. 1611-1 du Code général des collectivités territoriales

Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Instruction 11-008-MO du 21 mars 2011 relative à la forme et au contenu des pièces de recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements

Les recettes

Rappel des compétences respectives de l'ordonnateur et du comptable

Le recouvrement des produits locaux se répartit entre :

L'ordonnateur :

- pour constater et liquider les recettes (article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;
- pour émettre et rendre exécutoires les ordres de recouvrer, appelés titres de recettes, en qualité d'ordonnateur ainsi que pour les annuler (R. 3342-8-1 du CGCT) ;
- pour décider de mettre en place des régisseurs de recettes pouvant traiter les encaissements de proximité ne nécessitant pas l'émission préalable d'un titre de recettes. Ces régisseurs sont placés sous le double contrôle de l'ordonnateur et du comptable (art. R. 1617-1 à 18 du CGCT) ;
- pour autoriser les poursuites du comptable en l'absence de paiement spontané (art. R. 1617-24 du CGCT) ;
- pour préparer les décisions d'admission en non-valeur des créances irrécouvrables et les décisions de remise gracieuse prises par l'Assemblée délibérante.

Le comptable public :

- pour prendre en charge, dans la comptabilité de l'organisme public créancier après l'avoir contrôlé, un ordre de recouvrer transmis par l'ordonnateur (article 18 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et art. D.) ;
- pour encaisser une recette pour le compte de l'organisme public créancier dont il tient la comptabilité et pour accorder éventuellement des délais de paiement au débiteur ayant des difficultés financières (article 18 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;
- pour relancer tous les débiteurs en retard de paiement et pour engager contre eux des mesures d'exécution forcée si nécessaire et après autorisation de l'ordonnateur (art. L. 1617-5 du CGCT) ;

- pour demander l'admission en non-valeur des créances dont il a constaté l'irrecouvrabilité (art. R. 1617-24 du CGCT).

Les catégories de titres de recettes

Les titres de recettes exécutoires

Il s'agit d'actes pris, émis et rendus exécutoires par l'ordonnateur. Ils ont notamment pour support juridique une décision de l'Assemblée départementale prise en séance du Conseil départemental ou en Commission permanente (délibération, décision, un bail, un contrat, un état de recouvrement, rôles, ...).

Les recettes perçues par le comptable public

De nombreuses recettes sont encaissées par le comptable sans qu'il y ait eu, préalablement, émission de titres par l'ordonnateur. Le comptable enregistre en détail les recettes perçues sur un état P503 et le transmet à l'ordonnateur, chaque recette étant affectée d'un numéro d'ordre.

L'ordonnateur, après avoir contrôlé l'exactitude des inscriptions portées sur cet état émet des titres et un bordereau de régularisation et les transmet au comptable public accompagnés des documents justificatifs d'encaissement (avis de crédit, avis de virement, déclaration de recettes ...).

Les recettes encaissées par le régisseur

L'institution des régies de recettes permet d'encaisser les recettes d'un faible montant unitaire améliorant ainsi le taux de recouvrement. L'encaissement des recettes par les régisseurs constitue une dérogation au principe général qui confie au seul comptable public le recouvrement des recettes.

Les encaissements réalisés au comptant par le régisseur font l'objet d'un titre de régularisation global émis au nom de la régie.

Le délai doit être le plus court possible entre la remise des fonds au comptable public par le régisseur et l'émission du titre de recettes de régularisation dans le budget principal appuyé des justifications produites.

La liquidation

Cette opération permet de vérifier la recette du Département et d'en déterminer le montant précis dès que la créance est exigible.

Elle est assurée par les directions et les services gestionnaires.

L'ordonnancement

Cette opération effectuée par la direction des Finances permet de donner au comptable public, conformément aux résultats de la liquidation, un ordre de recouvrement (bordereau et titre) des recettes dues au département, accompagné des pièces justificatives. Le titre est rendu exécutoire dès son émission (art. 1617-5 du CGCT). L'émission des titres est effectuée conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle du 18 juin 1998.

Le recouvrement

Le payeur départemental procède au recouvrement des titres après avoir effectué ses contrôles prévus par l'article 19 du décret 2012-1246 au 7 novembre 2012.

Les états des restes à recouvrer sur les recettes des exercices antérieurs à l'exercice en cours sont arrêtés au 31 décembre de l'exercice.

L'article R 1617-24 du CGCT, relatif aux modalités de recouvrement des produits locaux indique que "l'ordonnateur autorise l'exécution forcée des titres de recettes, selon les modalités qu'il arrête après avoir recueilli l'avis du comptable. Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet". Conformément à l'article 28 du décret du 7 novembre 2012, l'ordre de recouvrer fonde l'action du recouvrement. Il a force exécutoire dans les conditions prévues à l'article L. 252 A du livre des procédures fiscales.

Résultant de ses compétences propres, le Président du Conseil départemental détermine les conditions de l'autorisation permanente donnée au payeur public lui attribuant des pouvoirs d'exécution forcée pour le recouvrement des recettes.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal présente tous les ans à l'Assemblée départementale un état de reste à recouvrer transmis par le payeur départemental.

Par ailleurs, les produits encaissés sur le compte d'attente du comptable public font l'objet d'un apurement régulier afin de les régulariser, par des titres de recettes, dans le budget départemental.

La prescription d'assiette

La prescription d'assiette est le **délai qui court à l'encontre de la collectivité créancière pour émettre le titre de recettes**. A défaut d'émission du titre dans ce délai, la prescription est acquise au profit du débiteur et entraîne l'extinction des droits de la collectivité.

Le délai pour émettre les titres de recettes est limité par la prescription d'assiette à 5 ans.

Exceptions :

- Quand la collectivité agit en tant que prestataire de service, elle est considérée comme un professionnel fournissant des biens et services aux usagers. Dans ce cas, la prescription est réduite à 2 ans pour les particuliers (elle est maintenue à 5 ans pour les entreprises) C'est le cas, par exemple de la fourniture d'eau, d'assainissement, ou des factures de cantine scolaire.
- Pour les indus de traitement, l' [article 94 de la loi de finances rectificative pour 2011](#) a ramené le délai de prescription à 2 ans (comme avant la loi de 2008). Ce délai court le 1^{er} jour du mois suivant le versement indu.

Les écritures de régularisation

Les réductions ou annulations de titres ont généralement pour objet de rectifier des erreurs matérielles.

Le traitement comptable diffère selon la période au cours de laquelle intervient la rectification.

Si l'annulation ou la réduction du titre de recette porte sur un exercice en cours, la régularisation se matérialisera par un titre d'annulation.

Par contre, si elle porte sur un exercice déjà clos, le document rectificatif sera un mandat.

Ces opérations comptables relèvent de la direction des Finances.

L'admission en non-valeur

Le payeur départemental met en œuvre les moyens nécessaires pour parvenir au recouvrement des titres de recettes émis par l'ordonnateur.

A défaut de recouvrement amiable, il procède au recouvrement contentieux.

L'admission en non-valeur est demandée par le comptable public dès que la créance est prescrite ou lui paraît irrécouvrable du fait de la situation du débiteur et en cas d'échec des procédures de recouvrement prévues par la loi.

L'admission en non-valeur est une mesure d'ordre budgétaire et comptable qui a pour but de faire disparaître dans les écritures du comptable public les écritures de prise en charge des créances irrécouvrables.

L'admission en non-valeur prononcée par l'Assemblée départementale et la décharge prononcée par le juge des comptes ne font pas obstacle au recouvrement ultérieur par l'exercice des poursuites ; la décision prise en faveur du comptable public n'éteignant pas la dette du redevable.

Les remises gracieuses

Seule l'Assemblée délibérante peut accorder la remise gracieuse d'une créance départementale à un débiteur dont la situation financière ne lui permet pas de régler sa dette.

FICHE 2.3. LA GESTION PATRIMONIALE

Textes de référence :

Les immobilisations comprennent tous les biens et valeurs destinés à rester durablement dans le patrimoine du Département.

Leur suivi est assuré conjointement par l'ordonnateur et le comptable public. Ce suivi conjoint doit permettre d'obtenir un résultat identique, régulier et sincère.

Recensement des immobilisations

L'inventaire

La gestion de l'inventaire, registre justifiant la réalité physique des biens, est de la responsabilité de l'ordonnateur chargé de recenser les biens et de les identifier. Les informations concernant les entrées et les sorties des biens de l'inventaire figurent en annexe du compte administratif.

L'état de l'actif

Le comptable public est responsable de l'enregistrement des biens et de leur suivi à l'actif du bilan. A ce titre, il tient l'état de l'actif ainsi que le fichier des immobilisations, documents comptables justifiant les soldes des comptes apparaissant sur la balance et au bilan.

L'inventaire et l'état de l'actif doivent correspondre.

Enregistrement à l'actif

Le contrôle

La nomenclature M57 acte que l'enregistrement des biens à l'actif découle du contrôle que le Département peut en avoir, et non pas de la notion de propriété.

Le contrôle est caractérisé par la maîtrise des conditions d'utilisation du bien et du potentiel de service ou des avantages économiques associé(s) à cette utilisation.

Immobilisations par composant

Lorsque des éléments d'un actif sont exploités de façon indissociable, un plan d'amortissement est retenu pour l'ensemble de ces éléments.

En revanche, si dès l'origine, un ou plusieurs éléments significatifs ont une utilisation différente, chaque élément (structure et composants) est comptabilisé séparément dès l'origine puis lors des remplacements (plan d'amortissement et numéro d'inventaire propre à chaque composant).

Frais d'études

Lorsque les frais d'études contribuent effectivement à la réalisation d'un projet d'investissement futur, ils sont imputés directement au compte 2031 « Frais d'études » en section d'investissement.

Les dépenses relatives aux travaux sont imputées, lors du lancement des travaux, sur des comptes 23 « Immobilisations en cours » éligibles au FCTVA.

Une fois l'opération de travaux achevée, toutes les dépenses effectuées sur l'opération doivent être transférées à la subdivision des comptes 20 ou 21 correspondant à celle du bien. Ce transfert s'opère par opérations d'ordre non budgétaires réalisées par le comptable public.

Lorsque les études sont réalisées par les moyens propres du Département et pour son compte, les frais correspondants sont imputés aux comptes de charges par nature concernés puis portés, en fin d'exercice, au débit du compte 2031 par le crédit du compte 721 « Travaux en régie – immobilisations corporelles ».

Lorsqu'ils ne contribuent pas à la réalisation d'un projet d'investissement futur, ils sont imputés au compte 617 « Frais d'études et de recherche » de la section de fonctionnement.

Avances versées pour des opérations de travaux en cours

Les avances à mandataires dans le cadre d'opérations d'investissement sont enregistrées sur les comptes dédiés 237 pour les immobilisations incorporelles et 238 pour les immobilisations corporelles.

Chaque année, des avances sont transférées vers des comptes 231 « Immobilisations corporelles en cours » et 232 « Immobilisations incorporelles en cours », éligibles au FCTVA, au vu des justificatifs transmis par les mandataires certifiant de l'emploi de l'avance pour l'exécution des travaux.

Une fois les travaux achevés, toutes les dépenses des comptes 231 et 232 sont intégrées à la subdivision des comptes 20 et 21 correspondant au bien sur lequel les travaux ont porté, par opération d'ordre non budgétaire réalisée par le comptable public.

FICHE 2.4. L'AMORTISSEMENT

Textes de référence :

- M 57 [cadre comptable](#)
- CGCT [article D. 3321-1](#) ; [article D. 3321-3](#)
- Délibération du Département

Les amortissements sont la constatation d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps ou de l'évolution des techniques.

Les amortissements permettent d'obtenir une meilleure appréciation du coût des biens amortis tout en assurant une partie du financement de leur renouvellement au terme de la période d'utilisation.

L'obligation de sincérité des comptes exige que cette dépréciation soit constatée, sans préjudice de la neutralisation pratiquée.

Périmètre

Les départements amortissent l'ensemble de leur actif immobilisé sauf

- les œuvres d'art ;
- les terrains (hors terrains de gisement) ;
- les immobilisations remises en affectation ou à disposition ;
- les agencements ou aménagements de terrains (sauf plantations).

Modalités de calcul des amortissements

Règle générale : prorata temporis

En principe, l'amortissement d'une immobilisation démarre à compter de sa date de mise en service c'est-à-dire prorata temporis.

Le prorata temporis s'applique uniquement sur les nouvelles acquisitions après adoption du référentiel M57, soit à partir de l'exercice 2023.

Dérogations

Dans une logique d'approche par enjeux, la méthode dérogatoire qui consiste à amortir « en année pleine » peut être maintenue pour certains biens (délibération listant les catégories concernées et nécessité de justifier le caractère non significatif sur la production de l'information comptable).

Le Conseil départemental peut fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur un an.

Le Département du Cantal...

Le Département fixe par délibération les modalités et durées d'amortissement par catégorie de biens.

Elles figurent en annexe.

Neutralisation budgétaire des amortissements

Principe : la neutralisation budgétaire permet de respecter l'obligation comptable d'amortissement sans dégrader la section de fonctionnement, une recette de fonctionnement étant constatée en contrepartie d'une dépense d'investissement.

Afin d'améliorer la connaissance de la situation du patrimoine départemental, la réglementation prévoit un champ généralisé (hors voirie) des amortissements. Or, cette généralisation pourrait conduire le Département à constater un déséquilibre de son budget, l'amenant ainsi à mobiliser des recettes supplémentaires pour financer des opérations d'ordre.

La procédure de neutralisation est un dispositif permettant, après avoir inscrit les opérations relatives à l'amortissement des immobilisations et l'ensemble des autres dépenses et recettes du budget, de corriger un éventuel déséquilibre. Celle-ci ne remet pas en cause la comptabilisation des amortissements. En effet, les immobilisations continuent d'être amorties sur le plan comptable afin d'assurer la sincérité des comptes. Les amortissements sont neutralisés en tant que de besoin au plan budgétaire.

Les départements, en application des, peuvent procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux amortissements :

- des bâtiments administratifs et scolaires, diminuée du montant de la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues pour le financement de ces équipements ;
- des subventions d'équipement versées.

Ce dispositif de neutralisation est facultatif et se traduit par une opération d'ordre budgétaire

Une délibération n'est pas nécessaire. La neutralisation des amortissements peut être opérée chaque année par l'entité qui présente l'option retenue dans le budget (absence de neutralisation, neutralisation partielle ou totale de l'amortissement « neutralisable »).

Le Département du Cantal...

Le montant de la neutralisation comptabilisée par le Département correspond au tiers de la neutralisation maximale autorisée par la réglementation rappelée ci-dessus sur le périmètre de l'amortissement des subvention d'équipement versées, bâtiments administratifs et scolaires.

L'ordonnateur détermine le montant de la neutralisation à opérer sur l'exercice et transmet l'information au comptable sur la base d'un certificat administratif.

Titre 3. LES OPERATIONS DE FIN D'EXERCICE

FICHE 3.1. LE RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS À L'EXERCICE

Textes de référence :

M57

Afin d'assurer le principe d'indépendance des exercices ainsi que la sincérité des résultats, l'instruction comptable M57 rappelle le principe de rattachement des charges et des produits de la section de fonctionnement à l'exercice auquel ils se rapportent.

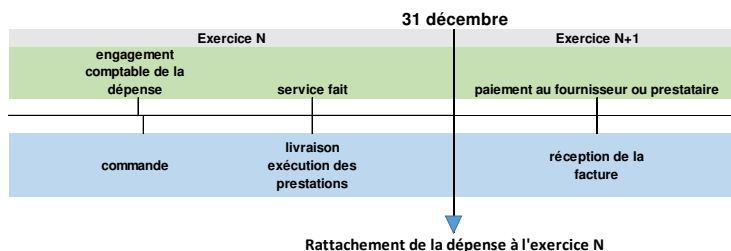
Le principe du rattachement à l'exercice

Cette procédure vise à intégrer dans le résultat toutes les charges relatives à **des services faits** et tous les produits correspondant à **des droits acquis** au cours de l'exercice considéré qui n'ont pu être comptabilisés, en raison notamment de la non-réception par l'ordonnateur de la pièce justificative.

Ainsi, les charges qui peuvent être rattachées sont celles pour lesquelles :

la dépense est engagée ;

ET le service est fait avant le 31 décembre de l'année en cours. [Voir la fiche 2.1](#)



La décision de rattachement peut être prise en fonction d'un certain nombre de critères liés notamment :

- à l'importance du produit ou de la charge par rapport au montant du budget ;
- à l'incidence du produit ou de la charge sur le résultat de la section de fonctionnement.

Le Département du Cantal...

L'Assemblée départementale a fixé un seuil unitaire de 1 200 € en dessous duquel le principe de rattachement des charges et des produits ne s'applique pas.

Les modalités de rattachement

À la clôture de l'exercice, sur la base des engagements identifiés comme étant liés à une charge ou un produit à rattacher, le rattachement se fait par émission d'un mandat ou d'un titre sur le compte de rattachement concerné (classe 6 ou 7).

Ces derniers sont émis au nom du comptable public puisque, par hypothèse, la facture ou le versement n'ont pas encore été reçus.

Au cours de l'exercice suivant, l'ensemble des opérations constatées à la clôture de l'exercice précédent sont contre-passées. Cette procédure consiste à passer une écriture inverse à celle qui avait été comptabilisée lors du rattachement.

La dépense ou la recette qui sera exécutée en N+1 lors de la réception de la pièce justificative (facture ou versement) est ainsi neutralisée, dès le début de l'exercice N+1, par un mandat d'annulation ou un titre d'annulation.

FICHE 3.2. LES REPORTS OU LES RESTES À RÉALISER

Textes de référence :

CGCT Article R3312-8 et 9

*Les **restes à réaliser** en dépenses résultent d'engagements juridiques donnés à des tiers qui découlent de la signature de marchés, de contrats ou de conventions, qui ont donc été engagés comptablement, mais qui n'ont pas encore fait l'objet d'un mandatement sur l'exercice (n) qui vient de s'achever.*

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées. Ils sont reportés au budget de l'exercice suivant.

Les restes à réaliser de la section d'investissement, arrêtés à la clôture de l'exercice, correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

Les reports de crédits constituent en fonctionnement toutes les dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'année.

Le Président du Conseil départemental fait établir l'état des dépenses engagées au 31 décembre de l'exercice, n'ayant pas donné lieu à mandatement (Art. R3312-8 et 9 du CGCT).

Ces reports de l'exercice N figurent au budget supplémentaire de l'exercice N+1 sous le terme de restes à réaliser.

Les crédits de paiement liés aux autorisations de programme et autorisations d'engagement ouvertes ne donnent pas lieu à reports de crédits sauf exceptions mentionnées au Titre 4 – gestion pluriannuelle.

FICHE 3.3. LES PROVISIONS

Textes de référence

CGCT Art. D.5217-22

Le provisionnement constitue l'une des applications du principe de prudence contenu dans le plan comptable général.

Les provisions font partie des dépenses obligatoires, et doivent être constituées dès lors de l'apparition d'un risque ou d'une dépréciation.

En application des principes de prudence et de sincérité, toute entité publique locale appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57 a l'obligation de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré et une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif.

Les provisions sont recensées, évaluées et comptabilisées en fin d'exercice au plus tard, au vu des risques intervenus au cours de l'année, éventuellement connus entre le 31 décembre et la date de l'arrêté des comptes.

Toutefois, dès lors qu'un événement survient et rend probable le décaissement d'une somme d'argent, la collectivité doit constater une provision (ouverture d'un contentieux par exemple), à hauteur du montant estimé de la charge ou du risque qui pourrait en résulter.

Les provisions ont un caractère provisoire :

- Elles doivent être ajustées tous les ans au regard de l'évolution des risques et charges encourus.
- Les provisions devenues sans objet à la suite de la réalisation ou de la disparition du risque ou de la charge, doivent être soldées (par leur reprise totale).

L'Assemblée départementale prend, par délibération, toutes les décisions relatives aux provisions :

- nature des provisions à constituer ;
- montant des provisions (dotation initiale et également dotation complémentaire / reprise partielle ou totale).

L'instruction M57 distingue 5 types de provisions pour risques et charges :

1. Provisions pour risques (compte 151). Celles-ci comprennent notamment les provisions pour litiges et contentieux (compte 1511x), provisions pour pertes de change (compte 1515x) et provisions pour garanties d'emprunt (compte 1517x)
2. Provisions pour risques et charges sur emprunts (compte 152x)
3. Provisions pour compte épargne temps (compte 154x)
4. Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices (compte 157), plus précisément provisions pour gros entretien ou grandes révisions (compte 1572x)
5. Autres provisions pour risques et charges (compte 158)

Le Département du Cantal...

Modalités de valorisation de la provision pour compte épargne temps (CET) :

Le Département valorise la provision pour CET sur la base du nombre de jours épargnés par agent, en retenant le nombre de jours au-delà des quinze premiers jours. Ces jours sont valorisés sur la base du montant défini par la collectivité selon la délibération en vigueur au moment du calcul, qui tient compte de la situation administrative de l'agent concerné.

Montant de la provision CET à constituer = (Nombre de jours épargnés au-delà de 15 jours x montant défini par la collectivité pour le paiement des jours de CET selon la situation administrative de chaque agent) + charges estimées selon la situation administrative de chaque agent

Modalités de valorisation de la provision pour dépréciation des comptes de tiers / créances douteuses

Le montant de la dépréciation à constater (et son ajustement ultérieur) s'appuie sur les pièces présentes dans l'état des restes à recouvrer depuis plus de 2 ans produit par le comptable du Département et la répartition qu'il communique entre comptes 491 dépréciation des comptes de redevables et 496 dépréciation des comptes de débiteurs divers.

Au moins une fois par an, une provision est valorisée pour un montant correspondant à 17% du total des créances de plus de 2 ans, non encore acquittées.

Montant de la provision pour créances douteuses à constituer = 17% x Montant des créances à plus de 2 ans non acquittées.

Cette règle générale peut être amendée selon le risque estimé sur la base des informations partagées entre le Département et le comptable assignataire et selon des modalités précisées par délibération.

Modalités de valorisation de la provision pour risques et charges liées aux litiges et contentieux

Les délibérations constituant les provisions pour risques permettent d'identifier de risque attendu et de gérer la provision dans le temps au regard de l'évolution du risque considéré.

Le montant de la provision à constituer pour litiges et contentieux est valorisée en fonction des coûts potentiellement induits par les procédures connues de la Direction des Affaires Juridiques et précisés dans la délibération constituant la provision.

Titre 4.

LA GESTION PLURIANNUELLE

FICHE 4.1. VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET D'ENGAGEMENT (AE)

Textes de référence

CGCT [Article L.3312-4](#)

CGCT [Article R.3312-3](#)

CGCT [Article D.5217-11](#)

M57 : [Gestion pluriannuelle](#)

Le règlement budgétaire du Département précise les modalités de gestion en autorisation de programme ou autorisation d'engagement

Le Conseil départemental vote, révisé les autorisations de programme et autorisations d'engagement par délibération distincte lors de l'adoption du budget.

Une fois votées, les autorisations de programme/ autorisations d'engagement doivent faire l'objet d'une affectation.

Définitions

Rappel réglementaire

La gestion en AP/AE et CP constitue une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Cette procédure permet au Département de ne pas faire supporter à son budget sur un exercice l'intégralité du coût d'une opération pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice. L'équilibre du budget n'est jugé que sur les crédits de paiement.

Conformément aux dispositions de l'article L.3312-4 du CGCT,

- la section d'investissement peut comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).
- la section de fonctionnement peut comprendre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP).

Conformément à l'[article R.3312-3](#) du CGCT, les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à :

- une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par le Département (chapitres 20, 21, 23, opérations sous mandat (réalisées pour le compte d'un tiers)
- des subventions d'équipement versées à des tiers (23; 204).

Toutes les dépenses d'investissement, hormis les dépenses liées à la gestion de la dette, les participations et créances rattachées à des participations, les immobilisations financières et aux opérations d'ordre, peuvent faire l'objet d'une gestion en autorisations de programme.

En fonctionnement, la gestion pluriannuelle est réservée aux dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions au titre desquelles le Département s'engage au-delà d'un exercice budgétaire, dans le cadre de l'exercice de ses compétences, à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers.

Les frais de personnel ou de gestion de la dette ne peuvent pas faire l'objet d'une gestion en autorisation d'engagement.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal utilise différents types d'AP ou AE

L'Autorisation de Programme individuelle

Objet financé L'Autorisation de Programme individuelle est créée pour un projet dont l'importance politique et financière justifie de l'assimiler à un programme. Elle est indivisible et répond essentiellement à une logique d'opération dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Département. Le montant de l'Autorisation de Programme individuelle est dès son origine, égal au coût estimé de l'opération.

Exemples la réhabilitation du collège de St-Mamet ou le contournement de St-Flour (PPP 926)

Durée de vie Ces AP ont une durée de vie correspondant à celle du projet.

L'Autorisation de Programme globale

Objet financé L'Autorisation de Programme globale est créée pour représenter un ensemble cohérent d'opérations pour lequel un programme d'interventions homogènes a été défini, mais qui ne sont pas nécessairement identifiées lors de la création de l'Autorisation de Programme.

Exemples le programme routier concernant le réseau structurant classé en niveau 1 (RS1) ou le programme de rénovation des façades dans les collèges

Durée de vie La durée de vie de ces AP est fixée au moment de la délibération de création, en règle générale la durée est liée au mandat de l'Assemblée. La durée de vie est au moins de 3 ans.

L'Autorisation de Programme de subvention

Objet financé Les AP de subvention sont créées en lien avec un programme départemental défini dans un cadre contractuel concernant des projets structurants subventionnés. Elles facilitent ainsi le suivi pluriannuel des investissements contractualisés (subventions d'équipement).

Exemples le Fonds Cantal développement ou le THD

Durée de vie Ces AP ont une durée de validité équivalente à celle du contrat ou de la convention.

L'Autorisation de programme de projet

Objet financé Il peut être créé, le cas échéant une Autorisation de projet, qui concerne des opérations d'envergure. Elle permet le lancement des opérations préalables comme les études afin de finaliser la programmation.

Exemple AP relative au contournement d'Aurillac

Durée de vie Dès lors que la programmation technique et financière le permet ces AP sont transformées en AP individuelle ou globale.

L'Autorisation d'Engagement

Objet financé Très exceptionnellement, le Département peut voter des autorisations d'engagement. Les AE constituent une exception, et de manière générale, sont destinées à financer les engagements contractuels pluriannuels. Les AE sont systématiquement adossées à une convention qui définit précisément les engagements financiers du Département par exercice.

Exemple d'exception AE relative à la convention agricole

Durée de vie Ces AE ont une durée de validité équivalente à celle du contrat ou de la convention.

Lien entre AP/AE et CP

Les montants des AP et des AE constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagés pour le financement du programme identifié.

Les montants des CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées et payées sur un exercice budgétaire.

Chaque AP/AE comporte la répartition prévisionnelle par exercice des CP correspondants. Toute nouvelle AP ou AE ouverte engage à couvrir par des crédits de paiement de l'exercice en cours et/ou des exercices futurs le montant de l'AP/AE votée.

Vote par l'Assemblée des AP et AE

Rappel réglementaire

En application des dispositions de l'article R 3312-3 du CGCT, le Conseil départemental est compétent pour voter, réviser et annuler les autorisations de programme et les autorisation d'engagement.

Le Conseil départemental vote les autorisations par délibération distincte lors de l'adoption du budget.

La somme des crédits de paiement de l'échéancier prévisionnel doit toujours être égale au montant global de l'AP ou AE.

Une annexe budgétaire M57 récapitule les autorisations votées.

Une autorisation de programme, comme une autorisation d'engagement, peut couvrir une ou plusieurs imputations comptables.

L'article D.5217-11 du CGCT permet l'affectation des autorisations de programme ou des autorisations d'engagement (AP ou AE) sur plusieurs chapitres.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal vote et révisé les AP / AE lors de l'adoption du budget primitif, par délibération séparée qui comporte un échéancier des crédits de paiement pour chaque programme (et non par opération). Les autorisations peuvent exceptionnellement être votées ou révisées lors d'une autre étape budgétaire.

Chaque AP/AE se caractérise par les éléments suivants :

- Sa typologie (AP individuelle, globale...) ;
- Un millésime correspondant à l'année de son vote ;
- Un objet ;
- Sa durée prévisionnelle ;
- Le programme auquel elle se rattache ;
- Son montant ;
- Un échéancier prévisionnel de consommation en crédits de paiement.

Cet échéancier doit être communiqué par les directions opérationnelles à la Direction des Finances pour soumettre les AP/AE au vote de l'Assemblée départementale.

Le vote en AP/AE ne porte pas sur des recettes.

Les échéanciers de crédits de paiement (CP)

Chaque Autorisation de Programme ou d'Engagement comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Le Département du Cantal...

- Les directions opérationnelles peuvent effectuer des virements de CP entre lignes de crédits de paiement, au sein d'une même AP, dans le respect du montant total de l'AP et du montant voté des crédits de paiement de l'exercice.

- Seule la direction des finances peut effectuer des virements de CP entre des lignes de crédits de paiements afférents à des programmes différents qui impactent les échéanciers votés par l'Assemblée départementale. Le nouvel échéancier doit être soumis au vote de l'Assemblée départementale.

Révision d'une AP / AE

La révision d'une AP / AE consiste en la modification du montant déjà voté (à la baisse comme à la hausse) par délibération en Conseil départemental à l'occasion d'une décision budgétaire.

La révision d'une AP / AE entraîne nécessairement une mise à jour de l'échéancier des crédits de paiement.

FICHE 4.2. CYCLE DE VIE DES AP : AFFECTATION / CADUCITE / CLOTURE

Textes de référence

CGCT [Article R 3312-3](#)

CGCT [Article L. 5217-10-8](#)

CGCT [Article D 5217-11](#)

M57 : [Gestion pluriannuelle](#)

Une AP est votée par programme mais pour sa mise en œuvre comptable l'AP doit être affectée à une ou plusieurs opérations
L'affectation d'une AP à une ou plusieurs opération(s) permet sa mise en œuvre comptable.

La caducité se définit comme le délai maximum au-delà duquel une autorisation de programme ou une autorisation d'engagement votée ne peut plus être affectée.

Définition

Les projets, constitués soit d'un projet particulier soit d'un ensemble d'opérations homogènes, peuvent faire l'objet d'un financement par autorisation de programme.

Les opérations qui constituent l'AP sont soit :

- précisément connues dès le vote de l'AP,
- définies au fur et à mesure de leur concrétisation. Dans ce cas, elles sont "affectées".

L'affectation (acte comptable) consiste, après l'individualisation d'une action (acte politique), à réserver tout ou partie de l'autorisation de programme ou d'engagement votée, pour la réalisation d'une ou plusieurs opérations.

L'affectation matérialise comptablement la décision de l'ordonnateur de mettre en réserve un montant de crédits déterminé pour une opération d'acquisition, de réalisation ou d'attribution d'un concours financier, lorsque cette opération est réalisée par un tiers.

L'affectation doit comporter un objet, un montant, un délai et mentionner l'autorisation de programme ou d'engagement de rattachement.

Affectation à une opération

Affectation initiale à une opération

Une **opération** est la déclinaison technique ou fonctionnelle d'un programme projet / action. Un programme comporte une ou plusieurs opérations.

Une opération d'investissement se traduit concrètement par :

- l'acquisition ou la réalisation d'immobilisations (exemple : la construction d'un collège, un itinéraire routier ex. RD 922),
- le versement de subventions et fonds de concours d'investissement pour des opérations conduites par d'autres maîtres d'ouvrage (exemple : subventions à des communes).

L'affectation consiste à déterminer la part du montant de l'AP ou de l'AE qui revient à chacune des opérations constituant le programme.

Modalités : l'Assemblée délibérante ou la Commission permanente (par délégation) décide d'attribuer à une opération déterminée (maîtrise d'ouvrage ou subvention), tout ou partie d'une autorisation de programme ou d'engagement (préalablement ou concomitamment votée). L'affectation matérialise comptablement cette décision dans la limite de l'autorisation votée.

L'affectation à une opération permet l'engagement (juridique) et autorise le démarrage technique et financier de l'opération.

Révision du montant affecté à une opération

La révision d'une affectation intervient lorsque le montant affecté à une opération doit être modifié. Cette révision fait l'objet d'une nouvelle décision prise par l'organe qui a procédé à l'affectation.

Le Conseil départemental, ou la Commission permanente par délégation reçue à cet effet, crée, révisé, clôture ou annule les affectations aux opérations. Ces révisions ne peuvent intervenir que dans la limite des crédits de l'AP/AE votée.

Le Département du Cantal...

L'affectation est prioritairement effectuée dans le cadre de la délibération créant l'AP ou l'AE. Par exception, elle peut être réalisée dans l'exercice de vote de l'autorisation.

La Commission permanente reçoit délégation du Conseil départemental pour l'affectation des crédits aux opérations proposées par le Président.

La Direction des Finances sur demande des gestionnaires crée les opérations et procède à l'affectation initiale. Les révisions sont réalisées et proposées à la Commission permanente ou l'Assemblée départementale par les directions opérationnelles.

Annulation d'affectation

Toute affectation d'AP/AE peut également donner lieu à une annulation (désaffectation).

- L'annulation de l'affectation à une opération a pour effet d'abonder le disponible pour affecter de l'AP/AE à une autre opération.
- Le disponible qui n'est pas réaffecté immédiatement à une autre opération se voit appliquer les règles de caducité.

L'annulation de l'affectation doit être validée par l'instance décisionnelle (Conseil départemental ou Commission permanente) qui a autorisé son ouverture.

La caducité d'affectation

Afin de réguler le stock des AP/CP, il est nécessaire de déterminer des règles de caducité.

Les Autorisations de Programme non affectées dans l'année sont caduques. Les Autorisations de Programme devenues caduques sont annulées par l'Assemblée en totalité ou pour la partie non affectée.

Le Département du Cantal...

Tout reliquat est gelé entre le 1^{er} janvier de l'année suivante et le vote du Compte Administratif de l'exercice achevé. Lors de celui-ci, le Président présente au Conseil départemental le récapitulatif des montants des autorisations de programme et des autorisations d'engagement votées ramenées au montant affecté.

Les AP/AE n'ayant donné lieu à aucun engagement ou mandatement sur une période de deux exercices comptables consécutifs sont considérées comme caduques.

La clôture des AP/AE

En application de l'article L.5217-10-7 du CGCT, les AP demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation/clôture.

Le Conseil départemental est seul compétent pour clôturer une AP/AE, sauf dans les cas de caducité précédemment définis, pour lesquels l'annulation est automatique.

Une autorisation de programme / autorisation d'engagement est clôturée lorsque :

- les opérations qui composent l'AP sont soldées ;
- la réalisation de l'opération ou des opérations constituant l'AP sont abandonnées ou annulées.

La Direction des Finances procède à une sortie du stock d'AP/AE après avoir égalisé les montants affectés, engagés et mandatés sur l'AP/AE.

La clôture interdit toute nouvelle opération de gestion sur cette AP/AE.

Modalités d'information de l'Assemblée départementale

Les AP / AE sont votées par l'Assemblée départementale.

Le Département du Cantal...

Lors des décisions budgétaires :

- les nouvelles autorisations de programme sont présentées avec leur échéancier ;
- les échéanciers des autorisations en cours peuvent être ajustés.

Une présentation de l'état d'avancement des AP/CP est annexée à la délibération relative au compte administratif.

Le report des crédits de paiement afférent à une AP / AE

Le vote d'une Autorisation de Programme ou d'Engagement permet de séparer la possibilité d'engagement de la capacité de mandatement. Ainsi le report en fin d'exercice des crédits de paiement non mandatés afférents à une Autorisation de Programme ou d'Engagement n'est pas nécessaire.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal vote son budget primitif pour l'exercice N avant le 31 décembre N-1, de ce fait, la collectivité ne peut pas procéder au lissage des échéanciers de CP entre les deux exercices dès la séance de vote du budget primitif.

Le Département constate le report de crédits de paiement afférents aux **AP individuelles** dans l'année où l'achèvement technique de l'opération est prévu afin de permettre l'ajustement de l'échéancier des crédits de paiement et le solde de l'opération concernée.

FICHE 4.3. LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Textes de référence :

CGCT Article L 3312-4

M57 Gestion pluriannuelle

Le plan pluriannuel des investissements (PPI) est, en premier lieu, l'outil de planification des investissements déclinant les objectifs du mandat.

Il est élaboré en tenant compte du coût complet prévisionnel des projets, du rythme de réalisation de chacun des investissements ainsi que des capacités d'investissement tant sur le plan technique que financier.

Par dérogation au principe de l'annualité budgétaire, il peut être décliné en autorisations de programme et crédits de paiement.

Le plan pluriannuel d'investissement (PPI)

La planification est la mise en adéquation des projets, de la stratégie financière du Département et des moyens techniques, humains qui y sont alloués.

Pour les crédits gérés sous forme d'autorisation de programme (AP), cela signifie que la somme des échéanciers des crédits de paiement doit correspondre à la capacité de paiement de la collectivité. Réciproquement, un programme sous forme d'AP ne peut être lancé que si son développement reste cohérent, année après année, avec les objectifs d'équilibre financier de la collectivité.

Le PPI ne se limite pas à recenser les AP votées ou à soumettre au vote :

il inclut des opérations qui ne sont pas prévues budgétairement en AP mais qui sont votées en crédits de paiement (ex travaux hors programmes)

il dépasse le strict cadre du budget voté puisqu'il inclut également les projets soumis à arbitrage de l'exécutif, qui ne seront peut-être jamais soumis à l'Assemblée

il fait apparaître les priorités de réalisation, les opérations impératives ou celles pouvant être décalées.

Le Département du Cantal

Le Département du Cantal établit un Plan Pluriannuel d'Investissement (P.P.I.) qui est la traduction concrète de la programmation départementale. Il retrace l'ensemble des prévisions de dépenses d'investissement à l'horizon de 3 ans en les présentant à la fois en stock sur l'ensemble de la période mais également par tranche annuelle.

Les recettes affectées et notamment les subventions d'équipement que le Département pourrait obtenir figurent également dans le PPI, et sont prises en considération dans les arbitrages avec les dépenses correspondantes.

La politique pluriannuelle d'investissement mise en œuvre par le Département au travers des Autorisations de Programme et des Crédits de paiements découle directement de cette programmation et des arbitrages effectués.

Modes opératoires

Le PPI est saisi dans l'outil dédié – PPI FININDEV

La Direction des Finances assure la cohérence de l'architecture du PPI en tant qu'administrateur, et gère la structuration.

Les directions opérationnelles alimentent et mettent à jour leur programmation financière.

Calendrier

La Direction des Finances arrête deux fois par an une situation du PPI :

- lors des arbitrages budgétaires dans le cadre de la préparation du budget primitif ;
- lors du budget supplémentaire, pour intégrer les ajustements de planification et les nouveaux projets.

Titre 5. LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

FICHE 5.1. LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Textes de référence :

Les engagements hors bilan : [site internet](#)
Directive 2006/46/CE du 14 juin 2006

La fiabilité des comptes implique nécessairement que le lecteur « extérieur » dispose d'informations financières suffisamment précises et exhaustives pour comprendre d'une part l'évolution des charges, des produits et des principaux éléments du patrimoine de la collectivité et d'autre part, les engagements financiers auxquels la collectivité est tenue ou risque de l'être.

Certains engagements contractés par la collectivité ne peuvent pas faire l'objet d'écritures et ne se retrouvent pas retranscrits dans ses comptes. Pourtant, ils doivent être portés à la connaissance des citoyens et des partenaires financiers pour permettre une bonne lecture de la situation financière de la collectivité. À cet égard, ne sont pris en compte que les engagements présentant un impact financier significatif.

L'instruction M57 impose de préciser la nature de ces engagements dans plusieurs annexes.

La directive 2006/46/CE du 14 juin 2006 précise :

« Une opération hors bilan » peut être toute transaction ou tout accord entre un organisme et une ou plusieurs entités et qui n'est pas inscrit au bilan. Les opérations « hors bilan » présentent, pour une société des risques et des avantages dont la connaissance pourrait être utile à l'appréciation de la situation financière de celle-ci.

Trois caractéristiques définissent les engagements hors bilan :

- des droits et obligations susceptibles de modifier le montant ou la consistance du patrimoine de la collectivité
- des engagements ayant des conséquences financières sur les exercices à venir
- subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures.

Selon les maquettes budgétaires M57, sont considérés comme traitant des engagements hors bilan les annexes relatives aux :

- Emprunts garantis,
- Contrats de crédit-bail,
- Contrats de partenariat public privé (PPP),
- Engagements donnés, dont les subventions en annuités
- Engagements reçus.

Afin les maquettes présentent aussi en engagements hors bilan :

- l'état des autorisations de programme, état des autorisations d'engagement,
- l'emploi des recettes grevées d'affectation spéciale.

FICHE 5.2. LES GARANTIES D'EMPRUNT

Textes de référence :

CGCT Article L 3231-4 à 3231-5

Dans le cadre de l'exercice de leurs compétences, les départements ont la possibilité d'intervenir en garantissant les emprunts d'un tiers (articles L.3231-4 à 3231-5 du CGCT).

Une garantie d'emprunt est un engagement par lequel le garant assure le paiement des sommes dues au titre du prêt garanti en cas de défaillance de l'emprunteur.

Définition

Rappel réglementaire

Une garantie ne peut être accordée que pour des emprunts. Aucune autre forme de dette ou modalités de financement ne peut bénéficier de cette garantie. En conséquence les loyers, annuités de crédit-bail ainsi que les lignes de crédit ou les avances de trésorerie sont exclus de ce dispositif.

Pour les collectivités locales, l'octroi de telles garanties constitue une aide économique indirecte permettant à l'emprunteur de souscrire des emprunts à des conditions préférentielles. Cette aide ne nécessite pas d'inscription budgétaire mais constitue néanmoins un engagement financier qui est retracé dans les engagements hors bilan.

Les collectivités locales peuvent accorder leur garantie à des emprunts contractés par :

- des personnes de droit public ;
- des personnes de droit privé, à condition de respecter les trois règles cumulatives prudentielles posées par la loi du 5 janvier 1988.

Règles prudentielles

Il s'agit de respecter trois ratios.

Plafonnement à 50% par rapport aux recettes réelles de fonctionnement

Le montant total des annuités d'emprunts garanties à échoir au cours de l'exercice majoré du montant des annuités de la dette de la collectivité ne peut excéder 50% des recettes réelles de la section de fonctionnement.

Division des risques

Le montant des annuités garanties au profit d'un même débiteur ne doit pas être supérieur à 10 % du montant total susceptible d'être garanti.

Partage des risques

La quotité maximale susceptible d'être garantie par une ou plusieurs collectivités sur un même emprunt est fixée à 50% ; un emprunt ne peut être totalement garanti par une ou plusieurs collectivités (80% pour les opérations d'aménagement). Cette disposition n'est pas applicable aux organismes d'intérêt général.

Par exception les personnes morales de droit privé **ne sont pas soumises à ces règles prudentielles pour certaines opérations** :

- la construction, l'acquisition ou l'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ou les sociétés d'économie mixte ;
- la construction, l'acquisition ou l'amélioration de logements bénéficiant d'une subvention de l'Etat ou adossées en tout ou partie à des ressources défiscalisées, ou réalisées avec le bénéfice de prêts aidés par l'Etat ;
- pour des opérations en application du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) prévu à l'article 2 de la loi du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement.

Deux types de garanties d'emprunt sont explicitement interdits :

- Les garanties en faveur d'associations, de groupements sportifs et de sociétés anonymes à objet sportif (code du sport – article L.113-1).
- Les garanties aux entreprises en difficulté (loi du 5 janvier 1988).

Le Département du Cantal...

La Commission permanente, par délégation de l'Assemblée départementale, délibère sur les demandes de garanties qui lui sont soumises et autorise le Président à signer tous les actes y afférents.

La délibération par laquelle le Département décide d'accorder une garantie doit déterminer avec précision la portée de son engagement, en particulier, l'objet, le montant et les caractéristiques des emprunts garantis ainsi que les conditions de mise en œuvre de la garantie du Département.

L'emprunteur est tenu de communiquer au Département :

- ses comptes certifiés à la fin de chaque exercice ;
- toute modification intervenant sur le prêt garanti, et notamment tout arbitrage.

La composition du dossier-type de demande de garantie d'emprunt à adresser au Département :

Afin d'être examinés, les dossiers doivent comporter toutes les pièces nécessaires à la bonne appréciation du risque pour le Département, selon la nature du projet et son porteur :

- les statuts et le récépissé de déclaration à la Préfecture pour les associations ;
- les comptes financiers certifiés conformes : bilans, comptes de résultat ;
- les comptes d'exploitation et annexes des trois derniers exercices écoulés ;
- le rapport moral et d'activités des trois derniers exercices ;
- la délibération du conseil d'administration de l'organisme ou du Conseil municipal de la commune autorisant la réalisation de l'opération ;
- la note de présentation de l'opération envisagée ;
- le plan de financement définitif ;
- les caractéristiques du prêt envisagé (nature, montant, taux, autres conditions) avec le projet de contrat de l'organisme prêteur qui sera joint en annexe à la délibération.

Convention liée à l'apport de la garantie du Département

Le Président du Conseil départemental signe une convention avec l'emprunteur qui précise les engagements réciproques et prévoit d'éventuelles contre-garanties (hypothèque, nantissement, caution personnelle du dirigeant ou promesse d'affectation hypothécaire) en cas de défaillance de l'emprunteur.

La collectivité s'engage à garantir auprès du créancier le paiement des échéances dans le cas où l'emprunteur ferait défaut. Il s'agit d'une dépense obligatoire à inscrire au budget.

Si la mise en jeu de la garantie d'emprunt ne peut être évitée, la convention prévoit que l'organisme est tenu de procéder au remboursement des annuités prises en charge par le Département selon un échéancier négocié.

Il est alors demandé à l'organisme d'ouvrir dans sa comptabilité un compte retraçant l'avance du Département précisant :

- au crédit : le montant des versements effectués par le Département, soit à l'organisme, soit directement à l'établissement prêteur ;
- au débit : le montant des remboursements effectués par l'organisme.

Le solde créditeur constituera ainsi le montant de la dette de l'organisme vis-à-vis du Département.

Les modalités de remboursement de cette avance figurent dans la convention liant l'emprunteur au Conseil départemental.

Domaines d'intervention en garanties du Département :

Le Département intervient en garantie dans les domaines relevant de ses compétences, en fonction des évolutions législatives ce périmètre peut être revu. Les garanties départementales peuvent être octroyées dans les domaines ci-dessous et selon les conditions suivantes.

- Logement social :

La garantie du Département peut être apportée à hauteur de 50 % maximum aux prêts souscrits par les sociétés d'HLM pour la réalisation de travaux de construction, de rénovation ou de réhabilitation de logements sociaux.

- Maisons de retraite et établissements et services sociaux ou médico-sociaux :

Le Département peut accorder sa garantie aux maisons de retraite, foyers d'hébergement ou autres établissements habilités totalement ou partiellement à l'aide sociale, dans le cadre d'une garantie conjointe avec la commune concernée. La participation du Département sera limitée à 50 %.

Pour les établissements sanitaires et sociaux non habilités à l'aide sociale, aucune garantie départementale n'est accordée, sauf délibération expresse du Conseil départemental à titre dérogatoire et dans la limite de 50%.

- Équipements touristiques :

La garantie départementale ne peut être accordée que pour les seules opérations concédées ou menées par des organismes satellites du Département. Cette garantie est apportée à hauteur de 50 % et dans la limite des conditions réglementaires.

- Économie :

Aucune garantie départementale n'est accordée. Le Conseil départemental peut par délibération décider d'apporter la garantie du Département jusqu'à 50% à une opération dérogeant en la matière sous réserve du respect de la réglementation relative aux garanties d'emprunt rappelée plus haut.

FICHE 5.3. LE CREDIT BAIL

Textes de référence

Code monétaire et financier [art. L 313-7 à 313-11](#)

Le crédit-bail est un contrat de financement pour l'acquisition d'un bien mobilier ou immobilier.

En tant que contrat de financement, le recours au crédit-bail est expressément décidé par l'Assemblée départementale.

Principe

Son principe est simple : la collectivité acquiert un bien en payant une redevance.

Au terme du contrat, elle dispose de la faculté :

- soit d'acquérir définitivement le bien et paye dans ce cas, la soulte (« elle lève l'option »).
- soit de ne pas acquérir le bien, dans ce cas le loueur (« crédit bailleur ») reste propriétaire du bien.

Juridiquement, le locataire ne devient propriétaire de l'objet du contrat qu'au terme de ce dernier à la levée de l'option.

Information

L'engagement de la collectivité ou de l'établissement est porté à la connaissance des tiers par l'annexe jointe aux documents budgétaires de la collectivité.

Tous les contrats de location avec option d'achat même s'ils ne sont pas formellement désignés comme étant un contrat de crédit-bail stricto sensu sont enregistrés en tant qu'engagement hors bilan. Leur enregistrement est porté sur l'annexe relative au crédit-bail.

Titre 6.

LES SUBVENTIONS ACCORDEES PAR LE DEPARTEMENT

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

Règlement comptable et financier des aides du Département

Le Département dans le cadre de ses politiques accorde des subventions ou concours en section de fonctionnement ou des subventions d'équipement en investissement. Il peut également attribuer des avances remboursables.

Le présent règlement vise à encadrer la gestion financière de ces dispositifs.

Exceptions

Les aides à caractère social ne sont pas visées par le présent règlement, elles relèvent du règlement départemental d'action sociale, sauf disposition contraire dûment précisée par la décision d'attribution.

De même, les subventions accordées par la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) relèvent des règles spécifiques venant de la CNSA non régies par le présent règlement.

Par ailleurs, le règlement budgétaire et financier ne s'applique pas aux aides mises en œuvre dans le cadre de la délégation de gestion de fonds structurels sous forme de subventions globales.

Article 1^{er} :

Les subventions d'équipement versées par le Département se répartissent en interventions territorialisées et en politiques départementales.

Les actions territorialisées concernent :

- Le fonds Cantal Solidaire,
- Le contrat Cantal Développement,
- Le fonds Cantal Innovation,
- Le fonds Cantal Villes.

Les interventions non territorialisées du Département relèvent des politiques sectorielles départementales.

Article 2 :

Les subventions, fonds de concours, avances remboursables, garanties d'emprunt sont attribués pour participation au financement d'équipements présentant un intérêt départemental direct ou au financement des dépenses de fonctionnement liées à des opérations d'intérêt départemental direct.

Ils répondent à une ambition de solidarité territoriale.

Les dispositifs d'intervention arrêtés par le Département précisent :

- la nature de l'aide,
- la ou les catégories de bénéficiaires,
- la nature des dépenses éligibles et le périmètre des actions subventionnables,
- les modalités de calcul : taux maximal de subvention, les montants planchers ou plafonds,
- les obligations des bénéficiaires.

Une convention fixe en tant que de besoin les modalités particulières.

Article 3 :

En application des dispositions de chaque dispositif d'intervention, les subventions départementales sont calculées sur la base d'un barème ou d'un pourcentage de devis estimatif accepté ou, le cas échéant, de la dépense subventionnable :

- si le montant des dépenses effectivement engagées et justifiées pour la réalisation du programme subventionné est inférieur au montant pris en compte pour le calcul de la subvention, celle-ci sera ramenée au prorata du coût réel de l'opération (avec une tolérance de 10% sur l'assiette des dépenses éligibles pour les subventions de fonctionnement d'un montant inférieur à 1 500 euros),
- si le montant de ces dépenses est supérieur au montant pris en compte dans le calcul de la subvention, tout en restant inférieur au plafond éventuel des dépenses subventionnables, la subvention attribuée ne peut être réévaluée.

Ce régime est applicable à toutes les personnes morales ou physiques attributaires de subventions du département.

Article 4 :

Dans le cadre de l'attribution d'une aide départementale, en fonction des projets, le bénéficiaire devra apposer la mention « **Cantal Mon Département** » et/ou « **Cantal Auvergne– A la hauteur de vos projets** » afin de souligner le partenariat et valoriser l'image du Conseil départemental du Cantal.

Les moyens et supports de communication et/ou immobiliers de cette aide doivent être proportionnés, appropriés et respecter les prescriptions du Conseil départemental. Les services du Département apporteront les précisions nécessaires à chaque projet au travers des convention et/ou décisions attributives.

Article 5 :

Sauf disposition contraire prévue par les dispositifs adoptés par le Conseil départemental seuls sont retenus les projets pour lesquels l'application des modalités de calcul de l'aide permet le versement d'une subvention supérieure à 200 euros en fonctionnement et 1 000 euros en investissement. Par dérogation les aides aux personnes physiques (bourses, aides au déplacement par exemple) ne sont pas soumises aux plafonds précédents.

Article 6 :

Le dépôt d'une demande de financement auprès du Conseil départemental déclenche l'autorisation de démarrage anticipé à la date d'accusé de réception ou d'enregistrement dans les services du Conseil départemental du dossier complet, sans prévaloir de l'engagement financier du Conseil départemental à un soutien de cette opération.

Toute dépense engagée avant le dépôt du dossier de demande de subvention n'est pas recevable.

Article 7 :

Concernant les aides aux collectivités, le niveau d'endettement, l'effort fiscal ou le niveau de tarification des services par exemple pourront être pris en compte pour moduler le niveau d'intervention du Département. Les dispositifs d'aide du Département préciseront les modalités de cette prise en compte.

Article 8 :

Les dispositifs particuliers du Département précisent la composition du dossier de demande d'aide. D'une manière commune à toute demande celui-ci comporte :

- une demande adressée à Monsieur le Président du Conseil départemental par le maître d'ouvrage ou son représentant,
- en fonction du demandeur : une délibération du Conseil Municipal, Comité Syndical ou Conseil Communautaire, une décision du Conseil d'Administration pour une association,
- une note de présentation du projet et de motivation, devis descriptif et estimatif, plans, attestation de maîtrise foncière, calendrier et mode de réalisation,
- plan de financement du projet (prêts, subventions sollicitées, autofinancement),
- relevé d'identité bancaire.

D'autres pièces peuvent être demandées en fonction de la nature des opérations.

Article 9 :

Chaque dispositif prévoit le calendrier applicable à la programmation considérée. Dans le cas d'opérations inscrites à un programme pluriannuel, les demandes de subvention devront se conformer au calendrier prévu dans le cadre contractuel.

Les modalités de dépôt sont précisées dans chacun des dispositifs, elles peuvent être dématérialisées. Un accusé de réception de dossier complet sera adressé au demandeur après instruction.

Article 10 :

Cas particulier du guichet unique service instructeur (GUSI) FEADER:

Dans le cas d'opérations pour lesquelles le porteur de projet sollicite une aide au titre du programme européen FEADER, le Conseil départemental accepte le principe du guichet unique d'instruction et par voie de conséquence reconnaît le principe et le contenu du formulaire unique de demande de subvention (reprenant notamment : l'identification du demandeur, les caractéristiques du projet, le calendrier de l'opération, le plan de financement).

Par dérogation, dès lors que le dossier aura été enregistré et transmis au Conseil départemental par le GUSI, le courrier de demande spécifiquement adressé au Président du Conseil départemental ne sera pas exigé.

L'accusé de réception émis par le GUSI est réputé valable pour tous les cofinanceurs, il ne vaut pas notification d'aide mais acte la date commune d'éligibilité des dépenses considérées

Article 11 :

Chaque décision attributive de subvention ou du fonds de concours indique le bénéficiaire, les caractéristiques de l'opération subventionnée, le montant de la dépense subventionnable, ainsi que le montant de la subvention ou du fonds de concours et les modalités de paiement de cette dernière.

Article 12 :

Le maître d'ouvrage, bénéficiaire d'une décision attributive de subvention ou d'un fonds de concours, dispose d'un délai de 3 ans pour présenter les pièces justificatives exigibles pour son paiement, à compter de la date de la décision attributive de subvention ou du fonds de concours. A défaut, la décision d'octroi de subvention ou d'un fonds de concours sera rapportée ou fera l'objet d'un arrêté d'annulation.

Toutefois, si le maître d'ouvrage en fait la demande motivée avant le terme du délai sus-indiqué, le Président du Conseil départemental peut prolonger la validité de la décision attributive dans la limite de deux années supplémentaires.

Article 13 :

Les maîtres d'ouvrage pourront bénéficier du paiement de la subvention ou du fonds de concours sur justification du service fait, attesté par la fourniture des documents suivants :

- facture(s) ou décompte définitif des travaux établi par l'entrepreneur ou le Maître d'oeuvre, visé(es) par le maître d'ouvrage et certifié(es) acquitté(es) par le comptable public pour les organismes publics, ou copie du livre des écritures comptables réalisées certifiées par le comptable ou, pour les entreprises et organismes privés, les factures acquittées par les fournisseurs et/ou l'expert comptable.
- plan de financement définitif de l'opération (faisant apparaître clairement l'ensemble des

cofinancements obtenus) + pour les maîtres d'ouvrages publics, une copie des arrêtés ou décisions d'attribution de ces aides.

- attestation d'achèvement de l'opération établie par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.
- pour le versement du solde : production de la preuve d'affichage du soutien du Département pour les projets étant soumis à cette obligation.

Acomptes :

Sur demande du bénéficiaire et justification des dépenses correspondantes, des acomptes peuvent être versés lorsque les justifications portent sur au moins 40% puis 80% de la dépense prise en compte pour le calcul de la subvention.

Les acomptes sont des "à valoir" et non des versements définitivement acquis au maître d'ouvrage. Au cas où des travaux ou l'exécution des fournitures ne seraient pas menés à leur terme, ou si les acomptes étaient affectés à des travaux ou à des fournitures auxquels ils n'étaient pas destinés, non seulement le solde ne serait pas versé, mais le montant des acomptes déjà perçus devrait être reversé.

Article 14 :

Il sera exigé du bénéficiaire le remboursement de toute subvention ou acompte qui seraient détournés de l'affectation pour laquelle ils ont été attribués. Dans ce cas, un ordre de reversement sera émis.

Article 15

Le règlement budgétaire et financier ne s'applique pas aux aides mises en œuvre dans le cadre de la délégation de gestion de fonds structurels sous forme de subventions globales.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-19

Constitution de provisions 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOL

Rapporteur : Jean MAGE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la délibération n°23CD01-36 du Conseil départemental du 31 mars 2023 approuvant le dispositif d'accompagnement exceptionnel des EHPAD en difficulté du département et donnant délégation à la Commission Permanente pour établir le montant de l'avance ;

Vu les délibérations de la Commission Permanente n°23CP04-19 du 28 avril 2023, n°23CP07-23 du 29 septembre 2023, n°23CP05-13 du 26 mai 2023 approuvant la liste des bénéficiaires et le montant des avances remboursables ;

Vu la délibération n°23CD04-4 du Conseil départemental 17 novembre 2023 attribuant une aide à l'investissement pour un EHPAD ;

- **PREND ACTE** des créances restantes à recouvrer sur les produits départementaux au titre des exercices antérieurs, soit **3 517 279,57 €**.

- **APPROUVE** la constitution d'une provision sur créance de plus de deux ans d'une somme de **19 423 €** pour le budget du Département.

- **APPROUVE** la constitution d'une provision pour autres risques et charges de **236 450 €** concernant les avances remboursables.

- **APPROUVE** la constitution d'une provision pour compte épargne temps (CET) d'une somme de **785 000 €**.

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-20

Décision Modificative n°1 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOUL

Rapporteur : Jean MAGE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le budget primitif du Département pour 2024 ;

Vu la délibération n°24CD03-36 du Conseil départemental du 21 juin 2024 approuvant le budget supplémentaire du Département pour 2024 ;

- **ADOpte** les propositions telles qu'elles figurent dans les documents annexés à la présente délibération qui sont soumises pour la décision modificative n°1 de 2024 et qui consistent en redéploiement entre chapitres et s'élèvent en dépenses et en recettes (éléments réels et mixte, éléments d'ordre) à une somme nulle pour le budget principal du Département.

- **DECIDE** les modifications et la clôture de l'autorisation de programme pour **-13 192 407 €** listées ci-après :

Numéro de l'autorisation	Libellé de l'autorisation	Autorisation votée (délibération précédente)	Modification proposée	Crédit de paiement antérieurs (exercices antérieurs)	Reste à financer 31 décembre 2024	CP Prévisionnel 2025	CP Prévisionnel 2026	CP Prévisionnel 2027
AAP 2019/1	APPEL A PROJETS	1 150 000	- 84 387	887 404	178 209	60 000		
ACOA 2015/1	AGRICULTURE CONVENT. AGRICOLE2017-2019	9 425 788	- 906 872	5 701 553	2 817 363	390 000		
EAUX 2023/1	AUTOMATISATION EAUX SOUTERRAINES	499 000	- 80 000	288 340	11 660	-		
FECR 2015/1	FEC RURAL	12 383 606	- 1 783 036	10 593 102	7 468	-		
TFCD 2015/1	FONDS CANTAL DEVELOPPEMENT	12 825 350	- 861 316	9 948 961	2 025 073	600 000		
TFCI 2015/1	FONDS CANTAL INNOVATION	6 183 387	- 297 170	4 633 684	1 252 534	150 000		
TFCS 2015/1	FONDS CANTAL SOLIDAIRE	15 288 563	- 1 670 626	12 998 131	619 806	500 000		
MODCOLL 2023/1	MODERNISATION COLLEGES ET DEMS PENSIONS	7 000 000	- 800 000	405 000	5 795 000	500 000	1 000 000	1 300 000
TOITCOLL 2023/1	TOITURES COLLEGES	300 000	- 800 000	96 214	1 033 786	-		
Modifications d'autorisations demandées		65 055 694	- 5 692 407	45 662 388	13 700 899	2 200 000	1 000 000	1 300 000
BAPRA 2023/1	CONSTRUCTION DU POLE ROUTIER D'AURILLAC	7 500 000	- 7 500 000	-	-	-	-	-
Clôtures d'autorisations demandées		7 500 000	- 7 500 000	-	-	-	-	-
Total		72 555 694	-13 192 407	45 662 388	13 700 899	2 200 000	1 000 000	1 300 000

- **DECIDE** la création de 3 nouvelles autorisations d'engagement pour **+175 000 €** et la modification d'une autorisation d'engagement pour **-133 933 €**.

Numéro de l'autorisation	Libellé de l'autorisation	Autorisation votée (délibération précédente)	Modification proposée	Crédit de paiement antérieurs (exercices antérieurs)	Reste à financer 31 décembre 2024	CP Prévisionnel 2025	CP Prévisionnel 2026	CP Prévisionnel 2027
DAIAJE 2024/1	DISPOSITIF AIDE INDIVIDUEL	-	65 000	-	60 000	15 000	15 000	15 000
DSMC 2024/1	DISPOSITIF SOUTIEN	-	65 000	-	60 000	15 000	15 000	15 000
DSMECE 2024/1	DISPOSITIF SOUTIEN MEDIATION	-	45 000	-	40 000	10 000	10 000	10 000
Nouvelles autorisations demandées		-	175 000	-	160 000	40 000	40 000	40 000
ACOA 2015/1	AGRICULTURE CONVENT. AGRICOLE2017-2019	5 780 977	- 133 303	5 260 163	387 511			
Modifications d'autorisations demandées		5 780 977	- 133 303	5 260 163	387 511	-	-	-
Total		5 780 977	41 697	5 260 163	547 511	40 000	40 000	40 000

- **DECIDE** la clôture des autorisations de programmes devenues caduques suivantes :

Numéro de l'autorisation	Libellé de l'autorisation	Autorisation votée (délibération précédente)
TERR 2015/1	DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE	2 613 976
TFIL 2015/1	FONDS D'INITIATIVE LOCALE	7 843 602
ENMR 2015/1	NATURE ET RANDONNÉE	247 908
TELEMOBILE 2019/1	TELEPHONIE MOBILE	520 000
BARU 2015/1	CONSTRUCTION DU CRD DE RUYNES	1 602 998
BATPARC 2020/1	BATIMENT PARC AURILLAC	2 200 000
EDIS 2020/1	TRAVAUX X EDIS LIORAN	754 796
ECGT 2015/1	RESTRUCTURATION COLLEGES	2 472 739
Clôtures d'autorisations demandées selon règles de caducités		18 256 020
Total		18 256 020

- **DECIDE** la clôture de l'autorisation d'engagement devenue caduque suivante :

Numéro de l'autorisation	Libellé de l'autorisation	Autorisation votée (délibération précédente)
SCOT 2015/1	SOUTIEN A REALISATION ETUDES SCOT	90 000
Clôtures d'autorisations demandées selon règles de caducités		90 000

- **AUTORISE** la correction des comptes de bilan du Département pour un montant de **247 183,35 €** selon les modalités suivantes : débit du compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » par la contrepartie au crédit du compte 1675 « Dettes afférentes au M.E.T.P et P.P.P ». Cette écriture d'ordre non budgétaire sera enregistrée par le comptable du Département.

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL : CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 22150001000014

POSTE COMPTABLE : RESPONSABLE DU SGC D AURILLAC

M. 57

Décision modificative (projet de budget) 1 (3)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL CD15 (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	34
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	37
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	43

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	46
A1.01 - Opérations non ventilables	48
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	49
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	52
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	53
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	54
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	57
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	60
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	63
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	64
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	67
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	69
A1.908 - Fonction 8 - Transports	72
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	76
A2.01 - Opérations non ventilables	78
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	79
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	85
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	86
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	87
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	91
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	94
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	99
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	100
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	101
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	104
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	106
A2.938 - Fonction 8 - Transports	109

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

☐ Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

 dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
 les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES			I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES			A

Informations statistiques		Valeurs
Population totale		144379

Informations fiscales (N-2)		Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)		473

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Depenses réelles de fonctionnement / population	1539,86
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1849,92
3	Depenses d'équipement brut / population	395,26
4	Encours de dette / population (2) (3)	330,81
5	DGF / population	2507%
6	Depenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	98,78%
7	Depenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	23,96%
8	Depenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	60,33%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	7,18%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.
(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales privées aux articles 1594 A et 1596 du code général des impôts.
(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES		I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET		B
<p>I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :</p> <ul style="list-style-type: none">- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres. <p>La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :</p> <p>II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».</p> <p>III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Fonctionnement : 7,5%- Investissement : 7,5% <p>IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.</p> <p>V – Les provisions sont (4).</p> <p>VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).</p> <p>VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).</p>		

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES			I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)			C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
Dépenses		Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0.00	0.00	0.00	A1 0.00
Investissement	0.00		(3) 0.00	A2 0.00
Fonctionnement	0.00	0.00	(4) 0.00	A3 0.00

RESTES A REALISER N-1				
Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0.00	III + IV	0.00 B1 0.00
Investissement	I	0.00	III	0.00 B2 0.00
Fonctionnement	II	0.00	IV	0.00 B3 0.00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0.00
Investissement	A2 + B2	0.00
Fonctionnement	A3 + B3	0.00

(1) Etat à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.
(2) Indiquer le signe « + » si dépenses > recettes, et « - » si recettes > dépenses.
(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe « - » si dépenses > recettes, et « + » si recettes > dépenses.
(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe « - » si déficit, et « + » si excédentaire.
(5) Indiquer le signe « - » si déficit et « + » si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A

VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	DEPENSES		RECETTES	
			0,00		0,00

REPORTS	+		+	
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)		0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)		0,00	(si solde positif) 0,00

=		=	
Total de la section d'investissement (3)			0,00

VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	DEPENSES		RECETTES	
			0,00		0,00

REPORTS	+		+	
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)		0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)		(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=		=	
Total de la section de fonctionnement (4)			0,00

TOTAL DU BUDGET (5)			0,00
---------------------	--	--	------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire des régimes des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de régimes anticipés des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandataires et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandataires au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + solde aux reports + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
PRESENTATION DES AP VOTEES			B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)			
Numéro	Libellé	Chapitre(s)	Montant
D AAP 2019/1	APPEL A PROJET	204	-84 387,00
D EAUX 2021/1	AUTOMATISATION EAUX SOUTERRAINES	21	-89 000,00
D BAPRA 2023/1	CONSTRUCTION DU POLE ROUTIER D'AURILLAC	23	-7 500 000,00
D ACOA 2015/1	CONVENTION AGRICOLE 2017-2019INVEST	204	-906 872,00
D FECD 2015/1	FEC RURAL 2012-2015	204	-1 763 036,00
D TFCI 2015/1	FOND CANTAL INNOVATION-2016-2021	204	-287 169,50
D TFCD 2015/1	FONDS CANTAL DEVELOPEMENT-2016-2021	204	-861 316,41
D TFCO 2015/1	FONDS CANTAL SOLIDAIRE-2016-2018	204	-1 670 625,00
D MODCOLL 2023/1	MODERNISATION COLLEGES ET DEMI-PENSIONS	23	-800 000,00
D YDESCOLL 2024/1	RENOVATION COLLEGE YDES	23	800 000,00
TOTAL			-13 192 406,91
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			-13 192 406,91

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmes plurimodulaires mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.
(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
PRESENTATION DES AE VOTEES			B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D DAIAE 2024/1	A L ACCUEIL JEUNES EUROPEENS DANS LE CANTAL	65	65 000,00
D ACOA 2015/2	CONVENTION AGRICOLE FONCT	65	-133 302,58
D DSCMC 2024/1	COOPERATION MARAMURES - CANTAL	65	65 000,00
D DSMECE 2024/1	EUROPEENE CITOYENS EUROPEENS	65	45 000,00
TOTAL			41 697,42
« AE de dépenses imprévues » (2)			0,00
TOTAL GENERAL			41 697,42

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	1 561 530,36	0,00	0,00	0,00	1 561 530,36
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	8 699 860,00	0,00	30 000,00	30 000,00	8 729 860,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	8 294 828,17	0,00	50 000,00	50 000,00	8 344 828,17
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	38 381 307,32	0,00	-80 000,00	-80 000,00	38 301 307,32
Total des dépenses d'équipement		56 937 525,85	0,00	0,00	0,00	56 937 525,85
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	66 095 000,00	0,00	0,00	0,00	66 095 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	700 000,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
27	Autres immobilisations financières (4)	1 632 000,00	0,00	0,00	0,00	1 632 000,00
Total des dépenses financières		68 427 000,00	0,00	0,00	0,00	68 427 000,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	133 000,00	0,00	0,00	0,00	133 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		125 497 525,85	0,00	0,00	0,00	125 497 525,85

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	9 850 000,00		0,00	0,00	9 850 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	100 000 000,00		0,00	0,00	100 000 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		109 850 000,00		0,00	0,00	109 850 000,00

TOTAL	235 347 525,85	0,00	0,00	0,00	235 347 525,85
--------------	-----------------------	-------------	-------------	-------------	-----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	28 317 372,91
--	----------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	263 664 898,76
---	-----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	10 539 610,00	0,00	0,00	0,00	10 539 610,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	66 095 882,07	0,00	0,00	0,00	66 095 882,07
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	155 033,04	0,00	0,00	0,00	155 033,04
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		76 790 525,11	0,00	0,00	0,00	76 790 525,11
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 060 000,00	0,00	0,00	0,00	5 060 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	36 368 068,96	0,00	0,00	0,00	36 368 068,96
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	298 800,00	0,00	0,00	0,00	298 800,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	239 000,00	0,00	0,00	0,00	239 000,00
Total des recettes financières		41 965 868,96	0,00	0,00	0,00	41 965 868,96
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	52 195,00	0,00	0,00	0,00	52 195,00
Total des recettes réelles d'investissement		118 808 589,07	0,00	0,00	0,00	118 808 589,07

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	24 856 309,69		0,00	0,00	24 856 309,69
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	20 000 000,00		0,00	0,00	20 000 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	100 000 000,00		0,00	0,00	100 000 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		144 856 309,69		0,00	0,00	144 856 309,69

TOTAL	263 664 898,76	0,00	0,00	0,00	263 664 898,76
--------------	-----------------------	-------------	-------------	-------------	-----------------------

					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					0,00

					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					263 664 898,76

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

35 006 309,69

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	23 381 446,70	0,00	-63 800,00	-63 800,00	23 317 646,70
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	55 888 490,00	0,00	-60 000,00	-60 000,00	55 828 490,00
014	Atténuations de produits	3 457 608,00	0,00	-254 858,00	-254 858,00	3 202 750,00
016	APA	33 371 500,00	0,00	-250 000,00	-250 000,00	33 121 500,00
017	RSA / Régularisations de RMI	14 437 000,00	0,00	-133 014,00	-133 014,00	14 303 986,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	86 472 839,49	0,00	508 622,00	508 622,00	86 981 461,49
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
Total des dépenses de gestion courante		217 178 884,19	0,00	-253 050,00	-253 050,00	216 925 834,19
66	Charges financières	4 634 000,00	0,00	-53 000,00	-53 000,00	4 581 000,00
67	Charges spécifiques (4)	42 500,00	0,00	0,00	0,00	42 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		306 050,00	306 050,00	306 050,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		221 855 384,19	0,00	0,00	0,00	221 855 384,19

023	Virement à la section d'investissement (5)	24 856 309,69		0,00	0,00	24 856 309,69
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	20 000 000,00		0,00	0,00	20 000 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		44 856 309,69		0,00	0,00	44 856 309,69

TOTAL	266 711 693,88	0,00	0,00	0,00	266 711 693,88
--------------	-----------------------	-------------	-------------	-------------	-----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	266 711 693,88
--	-----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	162 000,00	0,00	0,00	0,00	162 000,00
016	APA	10 810 500,00	0,00	0,00	0,00	10 810 500,00
017	RSA / Régularisations de RMI	7 590 500,00	0,00	0,00	0,00	7 590 500,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 918 000,00	0,00	0,00	0,00	2 918 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	71 605 000,00	0,00	0,00	0,00	71 605 000,00
731	Fiscalité locale	62 120 285,00	0,00	0,00	0,00	62 120 285,00
74	Dotations et participations (4)	67 816 276,51	0,00	0,00	0,00	67 816 276,51
75	Autres produits de gestion courante (4)	14 736 650,00	0,00	0,00	0,00	14 736 650,00
Total des recettes de gestion courante		237 759 211,51	0,00	0,00	0,00	237 759 211,51
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		237 759 211,51	0,00	0,00	0,00	237 759 211,51

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	9 850 000,00		0,00	0,00	9 850 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		9 850 000,00		0,00	0,00	9 850 000,00

TOTAL	247 609 211,51	0,00	0,00	0,00	247 609 211,51
--------------	-----------------------	-------------	-------------	-------------	-----------------------

					+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE					19 102 482,37

					=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES					266 711 693,88

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	35 006 309,69
---	----------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	-56 331,84	-56 331,84
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	30 000,00	0,00	30 000,00
21 Immobilisations corporelles (3) (5)	50 000,00	56 331,84	106 331,84
22 Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	-80 000,00	0,00	-80 000,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
198 Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général (9)	-63 800,00		-63 800,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (9)	-60 000,00		-60 000,00
014 Atténuations de produits	-254 858,00		-254 858,00
016 APA	-250 000,00		-250 000,00
017 RSA / Régularisations de RMI	-133 014,00		-133 014,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	508 622,00	0,00	508 622,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66 Charges financières	-53 000,00	0,00	-53 000,00
67 Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68 Dot. aux amortissements et provisions (9)	306 050,00	0,00	306 050,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023 Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total	0,00	0,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
--	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,règle)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
--------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731 Fiscalité locale	0,00		0,00
74 Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
--	-------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE		A

DEPENSES									
Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)	III = I + II
TOTAL	235 437 525,85	0,00	-13 192 406,91	0,00	II	-508 879,73	508 879,73	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 561 530,36	0,00	0,00	0,00	0,00	-34 000,00	34 000,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	8 699 860,00	0,00	-5 603 406,91	30 000,00	30 000,00	-14 100,00	44 100,00	30 000,00	30 000,00
21 Immobilisations corporelles	8 294 828,17	0,00	-89 000,00	50 000,00	50 000,00	-48 238,76	98 238,76	50 000,00	50 000,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	38 381 307,32	0,00	-7 500 000,00	-80 000,00	-80 000,00	-412 540,97	332 540,97	-80 000,00	-80 000,00
Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement	56 937 525,85	0,00	-13 192 406,91	0,00	0,00	-508 879,73	508 879,73	0,00	0,00
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1698 non budgétaire)	66 095 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	1 632 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières	68 427 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	133 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles	125 497 525,85	0,00	-13 192 406,91	0,00	0,00	-508 879,73	508 879,73	0,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	9 650 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (8)	100 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre	109 650 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00	0,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	0,00
Total des dépenses d'investissement cumulées	0,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL – BUDGET PRINCIPAL CD15 - DM (projet de budget) - 2024

- (3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (4) Voir rétat III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (5) Voir rétat IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 040).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RF 041).
- (9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constitué de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET			III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES			A

RECETTES					
Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL	227 295 829,80	0,00	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (hors 138)	10 539 610,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	66 095 882,07	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	155 033,04	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement	76 790 525,11	0,00	0,00	0,00	0,00
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 060 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138 Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	298 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	239 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières	5 597 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	52 195,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles	82 440 520,11	0,00	0,00	0,00	0,00
021 <i>Vient de la section de fonctionnement</i>	24 856 309,69		0,00	0,00	0,00
040 <i>Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)</i>	20 000 000,00		0,00	0,00	0,00
041 <i>Opérations immobilisations (7)</i>	100 000 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre	144 856 309,69		0,00	0,00	0,00
ROOT Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)					0,00
Affectation au compte 1068 (9)					0,00
Total des recettes d'investissement cumulées					0,00

(1) Voir état I-E pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Voir état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
(5) Les comptes 15, 20, 30, 40 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produits des cessions d'immobilisations »).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET										III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE										A1
Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N°1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information : Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N°1 + Vote)	III = I + II	
		I			II					
018	TOTAL	235 347 525,85	0,00	-13 192 406,91	0,00	-508 879,73	508 879,73	0,00		0,00
20	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
2031	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 561 530,36	0,00	0,00	0,00	-34 000,00	34 000,00	0,00		0,00
2051	Frais d'études	470 608,00	0,00		0,00	-34 000,00	34 000,00	0,00		0,00
204	Concessions, droits similaires	1 090 922,36	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
2041481	Subventions d'équipement versées (10)	8 699 860,00	0,00	-5 603 406,91	30 000,00	-14 100,00	44 100,00	30 000,00		0,00
2041482	Subv.Autres cnes Bien mobilier, mat, études	360 020,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
2041532	Subv.Autres cnes.Bâtiments, installations	3 588 550,00	0,00		10 900,00	10 900,00	0,00	10 900,00		0,00
20415343	CD10 : Bâtiments, installations	100 000,00	0,00		44 100,00	44 100,00	0,00	44 100,00		0,00
2041582	C : Projet infrastructure	1 853 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204181	Autres gpts - Bâtiments et installat	1 013 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20421	Autres org pub - Biens mob, mat, études	420 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20422	Privé : Bien mobilier, matériel	740 000,00	0,00		60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	625 250,00	0,00	-89 000,00	-85 000,00	-85 000,00	0,00	-85 000,00		0,00
2111	Terrains nus	115 065,00	0,00		270 000,00	270 000,00	0,00	270 000,00		0,00
2112	Terrains de voirie	500 000,00	0,00		-50 000,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00		0,00
2128	Autres aménagements	265 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21311	Bâtiments administratifs	500 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00		0,00
21318	Autres bâtiments publics	420 000,00	0,00		-230 000,00	-230 000,00	0,00	-230 000,00		0,00
21351	Bâtiments publics	3 135,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
2152	Installations de voirie	245 000,00	0,00		-6 410,00	-6 410,00	0,00	-6 410,00		0,00
21533	Réseaux câblés	354 240,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00		0,00
21572	Matériel technique scolaire	15 968,21	0,00		12 621,49	12 621,49	0,00	12 621,49		0,00
215731	Matériel roulant	2 801 688,64	0,00		-41 828,76	-41 828,76	0,00	-41 828,76		0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	282 940,69	0,00		29 710,00	29 710,00	0,00	29 710,00		0,00
215741	Inst., mat., outl. cantines scolaires	143 735,23	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21578	Autre matériel technique	33 214,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21621	Biens sous-locants	165 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
2181	Install. générales, agencements	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21828	Autres matériels de transport	425 525,00	0,00		18 528,76	18 528,76	0,00	18 528,76		0,00
21831	Matériel informatique scolaire	416 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I			II			III = I + II
21838 Autre matériel informatique	1 078 868,94	0,00		-10 000,00	-10 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
21841 Matériel de bureau et mobilier scolaire	66 370,50	0,00		-2 621,49	-2 621,49	0,00	-2 621,49	-2 621,49
21848 Autres matériels de bureau et mobiliers	214 056,54	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185 Matériel de téléphonie	48 870,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188 Autres immobilisations corporelles	197 650,42	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	38 381 307,32	0,00	-7 500 000,00	-80 000,00	-80 000,00	-412 540,97	332 540,97	-80 000,00
2312 Aménagements et aménagements de terrains	887 859,60	0,00		-28 440,17	-28 440,17		-8 440,17	-28 440,17
2313 Constructions	12 910 589,05	0,00		-60 440,91	-60 440,91	13 825,03	-74 265,94	-60 440,91
2314 Constructions sur sol d'autrui	180 000,00	0,00		-50 000,00	-50 000,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00
2315 Instalt., matériel et outill. technique	19 170 137,44	0,00		-121 445,51	-121 445,51	-121 445,51	0,00	-121 445,51
2316 Restaur. des biens histo. et culturels	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2317 Immo. corporelles reçues mise à dispo.	4 420 261,35	0,00		41 797,00	41 797,00	-284 366,00	326 163,00	41 797,00
2318 Autres immo. corporelles en cours	686 637,39	0,00		-915,92	-915,92	-42 000,00	41 084,08	-915,92
238 Avances commandées immo corporelles	95 822,49	0,00		139 445,51	139 445,51	91 445,51	48 000,00	139 445,51
Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement	56 937 525,85	0,00	-13 192 406,91	0,00	0,00	-508 879,73	508 879,73	0,00
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	66 095 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641 Emprunts en euros	13 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16451 Remb. temporaires emprunts en euros	50 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1675 Dettes marchés de travaux et partenariat	2 595 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18 Cote de liaison : affectation (BA, legs)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
261	Titres de participation	0,00		0,00		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	0,00		-1 630 000,00	-1 630 000,00	0,00	-1 630 000,00	-1 630 000,00
2748	Autres prêts	0,00	0,00	1 630 000,00	1 630 000,00	0,00	1 630 000,00	1 630 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)		0,00					
Total des dépenses financières								
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542119	AMENAGEMENT FONCIER ANDELAT	0,00		12 500,00	12 500,00	0,00	0,00	12 500,00
4544120	AMENAGEMENT FONCIER SANSAC	0,00		-8 000,00	-8 000,00	0,00	0,00	-8 000,00
4544122	OPERATION VIRARGUES	0,00		-4 500,00	-4 500,00	0,00	0,00	-4 500,00
Total des dépenses réelles								
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	0,00	-13 192 406,91	0,00	0,00	-508 879,73	508 879,73	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur			0,00	0,00		0,00	0,00
130313	Dot. soutien à l'invest des départements			0,00	0,00		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)			0,00	0,00		0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique			0,00	0,00		0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)			0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros			0,00	0,00		0,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros			-56 331,84	-56 331,84		-56 331,84	-56 331,84
21318	Autres Bâtiments publics	0,00		56 331,84	56 331,84		56 331,84	56 331,84
Total des dépenses d'ordre								
		109 850 000,00		0,00	0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-E pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget initial.
(4) Il s'agit des AP nouvelles, qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

- (5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 040).
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE						A3
Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N°1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N°1 + Vote) III = I + II
TOTAL		227 296 629,80	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	10 539 610,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et étabi. nationaux	2 751 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	1 196 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13172	Subv. transf. FEDER	151 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	1 026 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133121	Dotation départementale équip. collèges	887 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13313	Dot. soutien à l'invest des départements	2 185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13413	Dot. soutien à l'invest des départements	1 092 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13413	Amendes radars automatiques et de police	1 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345						
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1685 non budgétaire) (4)	66 095 882,07	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	16 095 882,07	0,00	0,00	0,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	155 033,04	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	155 033,04	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		76 790 625,11	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 060 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	5 060 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison: affectation (BA,régle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	298 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	98 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	239 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		5 597 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	52 195,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		82 440 520,11	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	24 856 309,69				
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	20 000 000,00				
281638	Autre matériel informatique	20 000 000,00				

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
041	Opérations patrimoniales (10)	100 000 000,00		0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	50 000 000,00		0,00	0,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	50 000 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		144 856 309,69		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état 15 pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR (rés) à renseigner qu'en l'absence de reprises anticipées lors du vote du budget primitif.
(4) Seul 165, 166 et 16416.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en monnaies réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Voir l'annexe 11-65 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RT 040 = DP 040).
(8) Les comptes 15, 23, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(9) Aucune provision budgétaire ne doit figurer à l'annexe 132 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (D1 041 = RT 041).
(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET										III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES- AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE										B
Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N°1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N°1 + Vote)	
III = I + II										
	TOTAL	266 711 633,88	0,00	41 697,42	0,00	0,00	11 200,00	-11 200,00	0,00	
011	Charges à caractère général (4)	23 381 446,70	0,00	0,00	-63 800,00	-63 800,00	-3 800,00	-60 000,00	-63 800,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	55 888 490,00	0,00	0,00	-60 000,00	-60 000,00			-60 000,00	
014	Atténuations de produits	3 457 608,00	0,00		-254 858,00	-254 858,00		-254 858,00	-254 858,00	
016	APA	33 371 500,00	0,00	0,00	-250 000,00	-250 000,00	0,00	-250 000,00	-250 000,00	
017	RSA / Régularisations de RMI	14 437 000,00	0,00	0,00	-133 014,00	-133 014,00	0,00	-133 014,00	-133 014,00	
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	86 472 539,49	0,00	41 697,42	508 622,00	508 622,00	15 000,00	493 622,00	508 622,00	
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	170 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
Total des dépenses de gestion des services		217 178 884,19	0,00	41 697,42	-253 050,00	-253 050,00	11 200,00	-264 250,00	-253 050,00	
66	Charges financières	4 634 000,00	0,00		-53 000,00	-53 000,00		-53 000,00	-53 000,00	
67	Charges spécifiques (4)	42 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			306 050,00	306 050,00		306 050,00	306 050,00	
022	Depenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00						
Total des dépenses financières		4 676 500,00	0,00	0,00	253 050,00	253 050,00		253 050,00	253 050,00	
Total des dépenses réelles		221 855 384,19	0,00	41 697,42	0,00	0,00	11 200,00	-11 200,00	0,00	
023	Virement à la section d'investissement	24 856 309,69			0,00	0,00		0,00	0,00	
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	20 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
Total des dépenses d'ordre		44 856 309,69			0,00	0,00		0,00	0,00	
D002 Résultat reporté ou anticipé (6)										0,00
Total des dépenses de fonctionnement cumulées										0,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 60 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES					B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL						
013	Atténuations de charges (3)	247 509 211,51	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	162 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	10 810 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	7 590 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 918 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	71 605 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Fiscalité locale	62 120 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Donations et participations (3)	67 816 276,51	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	14 736 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services						
76	Produits financiers	237 759 211,51	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières						
Total des recettes réelles		237 759 211,51	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (6) (6)	9 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre						
Total des recettes d'ordre		9 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (6)	0,00
---------------------------------------	------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	0,00
---	------

(1) Voir état I-6 pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = D1 040).
(5) Les comptes 76 peuvent figurer dans le détail du chapitre si le collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune provision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET										III	
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE										B1	
Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N+1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N+1 + Vote) III = I + II		
	TOTAL	266 711 693,88	0,00	-41 697,42	-63 800,00	-63 800,00	11 200,00	-11 200,00	-63 800,00		
011	Charges à caractère général (5)	23 381 446,70	0,00	0,00	-63 800,00	-63 800,00	-3 800,00	-60 000,00	-63 800,00		
6042	Achats de prestations de services	128 450,00	0,00	0,00	-3 050,00	-3 050,00	0,00	0,00	-3 050,00		
60611	Eau et assainissement	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60612	Energie - Electricité	485 000,00	0,00	0,00	184,51	184,51	0,00	184,51	184,51		
60613	Chauffage urbain	597 208,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60618	Autres fournitures non stockables	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60621	Combustibles	51 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60622	Carburants	1 424 333,94	0,00	0,00	37 258,32	37 258,32	0,00	37 258,32	37 258,32		
60623	Alimentation	1 200,00	0,00	0,00	85,00	85,00	0,00	85,00	85,00		
60631	Fournitures d'entretien	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60632	Fournitures de petit équipement	1 298 211,89	0,00	0,00	-10 647,16	-10 647,16	0,00	-10 647,16	-10 647,16		
60633	Fournitures de voirie	2 459 752,70	0,00	0,00	434 801,82	434 801,82	0,00	434 801,82	434 801,82		
60636	Habillage et vêtements de travail	185 228,00	0,00	0,00	10 729,53	10 729,53	0,00	10 729,53	10 729,53		
6064	Fournitures administratives	105 470,40	0,00	0,00	700,00	700,00	0,00	700,00	700,00		
60661	Médicaments	20 000,00	0,00	0,00	7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00		
60668	Autres produits pharmaceutiques	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
6068	Autres matières et fournitures	647 660,11	0,00	0,00	29 051,27	29 051,27	0,00	29 051,27	29 051,27		
611	Contrats de prestations de services	4 108 773,65	0,00	0,00	-489 000,00	-489 000,00	0,00	-489 000,00	-489 000,00		
61221	Matériel roulant	65 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
6132	Locations immobilières	239 316,00	0,00	0,00	-700,00	-700,00	0,00	-700,00	-700,00		
61351	Matériel roulant	285 250,24	0,00	0,00	-922,44	-922,44	0,00	-922,44	-922,44		
61358	Autres	104 971,35	0,00	0,00	-28 874,22	-28 874,22	0,00	-28 874,22	-28 874,22		
614	Charges locatives et de copropriété	10 000,00	0,00	0,00	-3 000,00	-3 000,00	0,00	-3 000,00	-3 000,00		
61521	Entretien terrains	45 200,00	0,00	0,00	2 100,00	2 100,00	0,00	2 100,00	2 100,00		
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	157 254,00	0,00	0,00	40 107,74	40 107,74	0,00	40 107,74	40 107,74		
615231	Entretien, réparations voiries	673 272,81	0,00	0,00	-10 540,27	-10 540,27	0,00	-10 540,27	-10 540,27		
61551	Entretien matériel roulant	462 872,00	0,00	0,00	-1 035,78	-1 035,78	0,00	-1 035,78	-1 035,78		
61558	Entretien autres biens mobiliers	134 979,65	0,00	0,00	5 636,12	5 636,12	0,00	5 636,12	5 636,12		
6156	Maintenance	1 038 246,30	0,00	0,00	-49 370,44	-49 370,44	0,00	-49 370,44	-49 370,44		
6161	Multirisques	397 500,00	0,00	0,00	3 256,00	3 256,00	0,00	3 256,00	3 256,00		
6168	Autres primes d'assurance	85 000,00	0,00	0,00	976,52	976,52	0,00	976,52	976,52		
617	Etudes et recherches	336 000,00	0,00	0,00	-16 490,30	-16 490,30	-3 800,00	-12 290,30	-16 490,30		
6182	Documentation générale et technique	103 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6183	Frais de formation (personnel extérieur	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	467 628,00	0,00		-27 876,00	-27 876,00	0,00	-27 876,00	-27 876,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	39 500,00	0,00		350,00	350,00	0,00	350,00	350,00
6188	Autres frais divers	1 204 182,24	0,00		21 714,49	21 714,49	0,00	21 714,49	21 714,49
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	22 000,00	0,00		17 000,00	17 000,00	0,00	17 000,00	17 000,00
62268	Autres honoraires, conseils	416 250,00	0,00		-24 526,52	-24 526,52	0,00	-24 526,52	-24 526,52
6227	Frais d'actes et de contenus	57 500,00	0,00		-4 000,00	-4 000,00	0,00	-4 000,00	-4 000,00
6228	Divers	76 944,31	0,00		22 700,00	22 700,00	0,00	22 700,00	22 700,00
6231	Annonces et insertions	129 996,00	0,00		18 047,45	18 047,45	0,00	18 047,45	18 047,45
6232	Fêtes et cérémonies	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	264 500,00	0,00		11 950,00	11 950,00	0,00	11 950,00	11 950,00
6234	Réceptions	50 362,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	159 138,00	0,00		-12 285,00	-12 285,00	0,00	-12 285,00	-12 285,00
6237	Publications	115 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	747 071,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
6241	Transports de biens	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	1 492 000,00	0,00		140 000,00	140 000,00	0,00	140 000,00	140 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	406 000,00	0,00		170,00	170,00	0,00	170,00	170,00
6255	Frais de déménagement	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	173 004,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
6262	Frais de télécommunications	355 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	4 000,00	0,00		-800,00	-800,00	0,00	-800,00	-800,00
6281	Concours divers (cotisations)	115 300,00	0,00		-15 000,00	-15 000,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00
6282	Frais de gardiennage	34 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	397 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62873	Remb. frais au CCASCIAS	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	12 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	727 796,11	0,00		-164 819,45	-164 819,45	0,00	-164 819,45	-164 819,45
63512	Taxes foncières	180 000,00	0,00		-8 281,19	-8 281,19	0,00	-8 281,19	-8 281,19
63513	Autres impôts locaux	704,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	55 688 490,00	0,00		-60 000,00	-60 000,00		-60 000,00	-60 000,00
6218	Autre personnel extérieur	90 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGPT	358 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64111	Rémunération principale titulaires	29 709 833,87	0,00		-1 001 500,00	-1 001 500,00	-1 001 500,00	-1 001 500,00	-1 001 500,00
64112	SFT, indemnité de résidence	286 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	181 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	2 519 500,00	0,00		1 001 500,00	1 001 500,00	1 001 500,00	1 001 500,00	1 001 500,00
64121	Rémunération principale	2 855 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64126	Indemnités d'attente	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Indemnités de licenciement	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	3 010 000,00	0,00		-8 800,00	-8 800,00	-8 800,00	-8 800,00	-8 800,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Indemnités liées à la perte d'emploi	130 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64148	Personnel rémunéré à la vacation	150 000,00	0,00		4 320,00	4 320,00	4 320,00	4 320,00	4 320,00
6417	Autres emplois aidés	110 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Rémunérations des apprentis	145 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Colisations à l'I.U.R.S.A.F.	6 101 000,00	0,00		-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00
6454	Colisations aux caisses de retraites	8 305 490,00	0,00		-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00
6456	Colisations aux A.S.S.E.D.I.C.	159 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Versement au F.N.C. supplément familial	70 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6474	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00		4 480,00	4 480,00	4 480,00	4 480,00	4 480,00
6475	Versement aux autres oeuvres sociales	350 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Médecine du travail, pharmacie sociales	72 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges sociales diverses	1 120 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Aténuations de produits	25 166,13	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739214	Attrib. compens. CVAE - Départ. - Région	3 457 608,00	0,00		-254 858,00	-254 858,00	-254 858,00	-254 858,00	-254 858,00
7392251	Prélèv. fonds national péréquati*	1 490 000,00	0,00		-20 000,00	-20 000,00	-20 000,00	-20 000,00	-20 000,00
73951	DMTO	1 250 000,00	0,00		-208 628,00	-208 628,00	-208 628,00	-208 628,00	-208 628,00
73952	Fraction compensatoire TFPB et THRP	360 875,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Fraction compensatoire de la CVAE Revers., restitutions et prél. divers	56 733,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	300 000,00	0,00		-26 230,00	-26 230,00	-26 230,00	-26 230,00	-26 230,00
6511411	APA	33 371 500,00	0,00	0,00	-250 000,00	-250 000,00	-250 000,00	-250 000,00	-250 000,00
651142	APA - Dotation qualité	16 531 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651142	APA versée au bénéficiaire	2 120 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651143	APA versée bénéf. en étab.	2 077 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651144	APA versée à l'étab.	41 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651148	APA autres	12 581 500,00	0,00		-250 000,00	-250 000,00	-250 000,00	-250 000,00	-250 000,00
651148	APA autres	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	14 437 000,00	0,00	0,00	-133 014,00	-133 014,00	-133 014,00	-133 014,00	-133 014,00
65171	RSA - Vers. allocations forfaitaires	11 712 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65172	RSA - Vers. alloc. forfaitaires maj.	1 588 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65671	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	706 200,00	0,00	0,00	-55 200,00	-55 200,00	-55 200,00	-55 200,00	-55 200,00
6568	Autres participations	423 800,00	0,00	0,00	-77 814,00	-77 814,00	-77 814,00	-77 814,00	-77 814,00
65688	Autres	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6568) (5)	86 472 839,49	0,00	41 697,42	508 622,00	508 622,00	493 622,00	508 622,00	508 622,00
65111	Famille et enfance	207 000,00	0,00	0,00	18 000,00	18 000,00	18 000,00	18 000,00	18 000,00
6511211	Presta. de compensation handicapé +2dans	4 483 101,00	0,00	0,00	17 000,00	17 000,00	17 000,00	17 000,00	17 000,00
6511212	Presta. de compensation handicapé -2dans	404 000,00	0,00	0,00	17 000,00	17 000,00	17 000,00	17 000,00	17 000,00
6511213	Presta. de compensat* - Dotation qualité	180 000,00	0,00	0,00	48 903,15	48 903,15	48 903,15	48 903,15	48 903,15
651122	Allocation compensatrice tierce personne	850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651128	Autres	43 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65113	Personnes âgées	68 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	67 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6514	Cotisations, adhésions et autres prestati	812 999,00	0,00	0,00	-33 903,15	-33 903,15	-33 903,15	-33 903,15	-33 903,15
65188	Autres	11 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
65211	Frais de solidarité	68 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65212	Frais périscolaires	436 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
6522	Accueil familial	1 583 530,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
6523	Frais d'hospitalisation	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652411	Foyers enf. centres et hot. mat.	1 700 000,00	0,00	0,00	270 000,00	270 000,00	270 000,00	270 000,00	270 000,00
652412	Malis. enf. caract. social	10 508 000,00	0,00	0,00	-1 590 000,00	-1 590 000,00	-1 590 000,00	-1 590 000,00	-1 590 000,00
652413	Lieux de vie et d'accueil	1 500 000,00	0,00	0,00	320 000,00	320 000,00	320 000,00	320 000,00	320 000,00
652416	Serv. aide éduc. milieu ouvert dom.	3 573 000,00	0,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	-45 000,00	-45 000,00	-45 000,00
652418	Autres	29 557 100,00	0,00	0,00	-130 000,00	-130 000,00	-130 000,00	-130 000,00	-130 000,00
65242	Frais séj. étab. adultes hand	29 557 100,00	0,00	0,00	1 015 000,00	1 015 000,00	1 015 000,00	1 015 000,00	1 015 000,00
65243	Frais séj. étab. pers. âgées	7 834 000,00	0,00	0,00	305 000,00	305 000,00	305 000,00	305 000,00	305 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
			I			II			
6525	Frais d'inhumation	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6526	Prévention spécialisée	483 000,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
65311	Indemnités de fonction	775 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	56 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Coalisations de retraite	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cois. sécurité sociale - part patronale	220 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cois.fonds financ.allocation fin mandat	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655111	Dotation fonctionnement collèges publes	1 985 792,00	0,00		255 336,00	255 336,00	0,00	255 336,00	255 336,00
655112	Dotation fonctionnement collèges privés	652 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	7 271 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65561	Contrib.fonds compens. ch. territoriales	20 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
65568	Autres contributions	105 412,00	0,00		-9 912,00	-9 912,00	0,00	-9 912,00	-9 912,00
6558	Autres contributions obligatoires	136 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6561	Organismes de regroupement	1 686 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	859 910,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	421 549,33	0,00		-5 000,00	-5 000,00	5 000,00	-10 000,00	-5 000,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	1 028 905,74	0,00		13 495,00	13 495,00	0,00	13 495,00	13 495,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	248 412,50	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	574 000,00	0,00		-21 000,00	-21 000,00	0,00	-21 000,00	-21 000,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	10 000,00	0,00		-5 000,00	-5 000,00	5 000,00	-10 000,00	-5 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	4 304 391,25	0,00		-166 989,00	-166 989,00	5 000,00	-171 989,00	-166 989,00
65811	Droits d'utilisat* - informatique nuage	47 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	93 216,67	0,00		-7 818,00	-7 818,00	0,00	-7 818,00	-7 818,00
65888	Autres	600,00	0,00		43 510,00	43 510,00	0,00	43 510,00	43 510,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	170 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
65861	Frais de personnel	170 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		217 178 884,19	0,00	41 697,42	-253 050,00	-253 050,00	11 200,00	-264 250,00	-253 050,00
66	Charges financières	4 634 000,00	0,00		-53 000,00	-53 000,00		-53 000,00	-53 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 900 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	60 000,00	0,00		-30 000,00	-30 000,00		-30 000,00	-30 000,00
6618	Intérêts des autres dettes	642 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6688	Autres	32 000,00	0,00		-23 000,00	-23 000,00		-23 000,00	-23 000,00
67	Charges spécifiques (5)	42 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	42 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			306 050,00	306 050,00		306 050,00	306 050,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00			305 450,00	305 450,00		305 450,00	305 450,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			600,00	600,00		600,00	600,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		4 676 500,00	0,00	0,00	253 050,00	253 050,00		253 050,00	253 050,00
Total des dépenses réelles		221 855 384,19	0,00	41 697,42	0,00	0,00	11 200,00	-11 200,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	24 856 309,69			0,00	0,00			0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	20 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporables	20 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		44 856 309,69			0,00	0,00		0,00	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	724 240,09
Montant des ICNE de l'exercice N-1	694 240,09
= Différence ICNE N – ICNE N-1	30 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état 13 pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
(7) Les comptes 610 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RI 040).
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE						B2
Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N°1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote III = I + II)
	TOTAL	247 609 211,51	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (4)	162 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	151 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu sociale et prévoyance	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Remboursr sur autres charges sociales	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	10 810 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747811	Dotation versée au titre de l'APA	10 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7533	APA	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	7 590 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731421	TICPE - LRL	6 986 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74783	Fonds mobilisation départ. insertion	594 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75342	Allocations forfaitaires	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75343	Allocations forfaitaires majorées	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 918 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	88 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	71 605 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	3 805 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732251	Attrib. /fonds national péréquation DMTO	11 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7324	Frais de gestion de la TFPB	5 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Fract* compens. TFPB, taxe rés. pinci.	43 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7352	Fractiion compensatoire de la CVAE	6 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7358	Autres	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	62 120 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 567 785,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73121	Taxe opt. pub foncière, droit opt. enreg	12 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la consor. finale d'électricité	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731421	TICPE - LRL	3 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	39 637 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73175	Taxe sur les remontées mécaniques	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	67 816 276,51	0,00	0,00	0,00	0,00
74121	Dotation forfaitaire des départements	16 295 854,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL – BUDGET PRINCIPAL CD15 - DM (projet de budget) - 2024

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
741221	Dotation fonctionnement minimale départ.	16 857 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741223	Dotation compensation départements	14 608 239,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74621	DGD des départements	1 686 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	1 679 212,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	520 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	147 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	1 233 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	132 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74771	Participation Fonds social européen	733 819,51	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	38 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747812	Dotation versée au titre de la PCH	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747813	Dotation versée au titre des MDPH	423 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478141	Pari autonomie	20 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	3 610 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	518 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	4 234 752,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74881	Particip. familles restau. Hébergnt	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	14 736 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7511	Recouvrements sur département, autres CL	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7512	Recouvrements sur département, autres CL	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7513	Recouvrements sur Sécurité Sociale	5 437 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7518	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa	3 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7535	PCH	19 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75814	Redevance sur l'énergie hydraulique	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	1 388 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		237 759 211,51	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		237 759 211,51	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	9 650 000,00		0,00	0,00	0,00
722	Immobilisations corporelles	850 000,00		0,00	0,00	0,00
77681	Neutralisation des amortissements	4 000 000,00		0,00	0,00	0,00
777	Rec... subv inv transférées qpte résultat	5 000 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes d'ordre		9 850 000,00	I	0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalesées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état 13 pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Hors recettes imputées aux chapitres 015 et 017.
- (5) Cf. allocations du chapitre des opérations d'ordre (BF 042 – D1 040) / (BF 042 – DF 043).
- (6) Aucune prévision budgétaire se déduit des articles 776 et 779 (cf. chapitre 034 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Les comptes 71 peuvent figurer dans le détail du chapitre si le collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Ce chapitre est crénelé à l'encontre des opérations particulières liées aux opérations de stocks ou liés à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (9) Doivent être renseignés conformément de la part du département de la taxe.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES											IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE											A1
Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA		
	DEPENSES	65 330 000,00	5 894 535,55	0,00	470 000,00	11 660 867,85	810 005,38	1 006 609,65	0,00		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
16	Emprunts et dettes assimilées	63 500 000,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00	0,00	0,00		
18	Cypte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 023 922,36	0,00	0,00	69 608,00	0,00	47 000,00	0,00		
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	470 000,00	90 000,00	330 000,00	144 100,00	0,00		
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 791 701,08	0,00	0,00	1 271 953,12	210 005,38	666 836,13	0,00		
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	3 076 912,11	0,00	0,00	9 769 306,73	270 000,00	148 673,52	0,00		
26	Participations et créances attachées	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
27	Autres immobilisations financières	1 630 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
	RECETTES	107 762 951,03	2 043 000,00	0,00	0,00	3 450 000,00	0,00	200 000,00	0,00		
024	Produits des cessions d'immobilisations	239 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
10	Dotations, fonds divers et réserves	41 429 068,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
13	Subventions d'investissement	0,00	2 043 000,00	0,00	0,00	3 450 000,00	0,00	0,00	0,00		
16	Emprunts et dettes assimilées	66 096 882,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
18	Cypte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
26	Participations et créances attachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00		
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

IV – ANNEXES										IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)										A1
Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL			
	DEPENSES	7 010 549,83	3 682 841,01	667 490,00	28 964 626,58		125 497 525,85			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00			
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00			
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	2 135 000,00		66 095 000,00			
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00			
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	361 000,00	60 000,00	0,00		1 561 530,36			
20.4	Subventions d'équipement versées	6 068 570,00	1 190 900,00	178 290,00	258 000,00		8 729 960,00			
21	Immobilisations corporelles	0,00	28 135,00	114 200,00	4 261 997,46		8 344 826,17			
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00			
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	808 979,83	1 602 806,01	315 000,00	22 309 629,12		38 301 307,32			
26	Participations et créances rattachées	0,00	500 000,00	0,00	0,00		700 000,00			
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		1 632 000,00			
45	Opérations pour compte de tiers	133 000,00	0,00	0,00	0,00		133 000,00			
	RECETTES	2 086 945,00	466 800,00	367 860,00	2 431 033,04		118 808 590,07			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		239 000,00			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		41 428 068,96			
13	Subventions d'investissement	2 034 750,00	368 000,00	367 860,00	2 276 000,00		10 539 610,00			
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		66 095 982,07			
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00			
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00			
20.4	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00			
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	155 033,04		155 033,04			
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00			
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00			
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00			
27	Autres immobilisations financières	0,00	98 800,00	0,00	0,00		298 800,00			
45	Opérations pour compte de tiers	52 195,00	0,00	0,00	0,00		52 195,00			

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES		01	
Article / compte nature (1)	Libellé	Opérations non ventilables	
DEPENSES			65 339 000,00
164	Emprunts auprès des états financiers		63 500 000,00
261	Titres de participation		200 000,00
274	Prêts		1 639 000,00
RECETTES			107 768 951,03
024	Produits des cessions d'immobilisations		239 000,00
102	Dotations et fonds d'investissement		5 069 000,00
106	Réserves		36 368 066,96
164	Emprunts auprès des états financiers		66 098 882,07

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non venant	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetière et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 880 535,51
205	Louages, procédés, soins similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 023 922,36
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
215	Installation, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 240,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 376 461,08
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 057 397,11
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 515,00
275	Dépense et cautionnements versés	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 043 000,00
131	Subv. inv. rattachées aux actifs amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 082 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.soc.ial région/Conseil dév.	033 Conseil cult., édu., env.	034		035 Conseil de territoire	036 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES								
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agrégements et emplacements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installer", matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES								
131	Subv.rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Cop.séclent.act. interrég. et/ou intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
	DEPENSES	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	5 884 535,55
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 023 922,36
212	Agréments et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
215	Matériel, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 240,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	1 379 461,08
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 067 397,11
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 515,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 043 000,00
131	Subv.intr.relatées aux act. amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 062 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
234	DEPENSES	0,00	0,00	420 000,00	0,00	50 000,00	470 000,00
	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	420 000,00	0,00	50 000,00	470 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20	21				22				23	24
		Services communs	Enseignement du premier degré				Enseignement du second degré				Enseignement supérieur	Cités scolaires
		201	211	212	213	221	222	223				
		Services communs	Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lyceés publics	Lyceés privés				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	7 413 500,17	0,00	0,00		4 247 367,68	0,00	0,00
167	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	480 000,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	69 608,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
211	Terminis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		220 000,00	0,00	0,00
215	Installat° matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	398 324,93	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	661 628,19	0,00	0,00		2 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	5 887 607,21	0,00	0,00		4 025 367,68	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	56 331,94	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	2 485 000,00	0,00	0,00		995 000,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	183 000,00	0,00	0,00		986 000,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 272 000,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
IV	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												258 Aures	
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés						257 CNFPT et CDG - missions spécifiques		
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives		
167	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
203	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
211	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
215	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
218	Installer , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
221	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
238	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
131	Subv./inv.rattachés aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services, parascolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 660 867,85
167	Emprunts, dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 606,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
215	Installat., matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	386 324,93
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	663 626,19
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 712 974,89
238	Avances, commandes immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 337,84
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 450 000,00
131	Subv. inv. rattachées aux actifs amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 178
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 272 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30	31								
		Services communs	Culture								
		311	312	313	314	315	316	317	318		
		Activités artistiques et manifest.cult.	Patrimoine	Bibliothèques, médiathèques	Musées	Services d'archives	Théâtres et spectacles vivants	Cinéma et autres salles de spectacles	Archéologie préventive		
DEPENSES		0,00	300 000,00	143 220,00	0,00	42 214,00	0,00	0,00	0,00		
204	Subventions d'équipement versées	20 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
215	Installer, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	7 214,00	0,00	0,00	0,00		
216	Biens historiques et culturels	6 790,00	0,00	143 220,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00		
218	Autres immobilisations corporelles	37 791,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00		
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)						326 Manifestations sportives
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Aires équipements sportifs ou loisirs		
		0,00		0,00	0,00	250 000,00	0,00	
	DEPENSES							
204	Subventions d'équipement diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	
215	Installat ¹ , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
221	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc et loisirs)				34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	810 005,38
204	Subventions d'équipement versées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 214,00
216	Biens historiques et culturels		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
218	Autres immobilisations corporelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 791,38
221	Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éta sanitaires	418 Autres actions
	DEPENSES	148 673,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	148 673,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance	
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4228 Autres actions pour la petite enfance
	DEPENSES	666 636,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	116 636,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées		424 Personnes en difficulté		425 Personnes handicapées		428 Autres interventions sociales
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
	DEPENSES							
204	Subventions d'équipement versées	0,00	144 100,00	0,00	0,00	47 000,00	0,00	1 006 609,65
205	Licences, produits, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 100,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00	0,00	47 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 836,13
	RECETTES							
		0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellés	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	51							
		50	Aménagement et services urbains						518 Autres actions d'aménagement urbain
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	
		0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subventions allouées sur dette amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
IV	
A1.905	

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				555 Logement social
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur localif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	
	DEPENSES				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions de logement versées	0,00	0,00	4 957 549,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	808 979,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	133 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv. rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	1 856 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	52 195,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	582 Autres actions d'investissement		
	DEPENSES	0,00	1 853 000,00	0,00	0,00	0,00	7 010 549,23
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 853 000,00	0,00	0,00	0,00	6 065 570,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	808 979,83
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 000,00
	RECETTES	0,00	178 750,00	0,00	0,00	0,00	2 086 945,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	178 750,00	0,00	0,00	0,00	2 034 750,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 195,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversables	62 Structure d'animation et de dev. éco.	63 Actions sectorielles				
					631		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique	
					Agriculture, pêche et agro-alimentaire				
					6311 Laboratoire	6312 Autres			
	DEPENSES	20 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	2 032 841,61	
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	341 000,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	190 900,00	
205	Licences, brevets, droits similaires	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 135,00	
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 424 806,61	
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00	
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 800,00	365 000,00	
131	Subv mrv attachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 000,00	
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 800,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintenance et dév. des services publics	67 Recherche et Innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		500 000,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	3 662 844,01
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	341 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 190 900,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 135,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	1 554 806,01
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
261	Titres de participation	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	466 800,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368 000,00
274	Plus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
		200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	DEPENSES						
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	Immobilisations corporelles en cours	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv° inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75					76	77	78	TOTAL DU CHAPITRE
		751	752	753	754	758				
		Réseaux de chauffage et de froid	Energie photovoltaïque	Energie solaire	Energie hydraulique	Autres actions	Présen. patrim. naturels/risques techno.	Environnement infrastructures transports	Autres actions	
		0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	115 000,00	0,00	351 490,00	867 490,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 290,00	175 290,00
211	Terminis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 200,00	113 200,00
215	Installat., matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
221	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00	315 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	367 860,00	367 860,00
131	Subv. rattachées aux actifs amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	367 860,00	367 860,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80	81	82					825	828
		Services communs	Transports scolaires	820	821	822	823	824		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	258 000,00	0,00
167	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	258 000,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installer*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandées immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv.rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installer*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83						
		Transport de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	838
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	DEPENSES							
167	Emprunts, dettes, conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installer*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avaries commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES							
132	Subv. rattachées aux acis non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installer*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voies							
		841 Voie nationale	842 Voie régionale	843 Voie départementale	844 Voies métropolitaine	845 Voie communale	846 Visibilité hivernale et allées climatiques	847 Équipements de voies	849 Sécurité routière
		0,00	0,00	28 706 624,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	DEPENSES								
167	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	0,00	2 135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	501 865,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installer*, matériel, outillage techn.	0,00	0,00	3 311 100,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	259 031,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	22 198 207,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	111 421,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	2 431 033,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	1 026 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	1 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installer*, matériel, outillage techn.	0,00	0,00	155 033,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	88 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Halles, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 964 626,58
167	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 135 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
211	Terreins	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	501 865,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00
215	Installer* matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 311 100,57
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 031,89
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 198 207,96
238	Avances commandés immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 421,16
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 431 039,04
132	Subv irrattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250 000,00
215	Installer* matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 039,04

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES										IV	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE										A2	
Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA		
	DEPENSES	7 410 306,00	17 907 722,00	0,00	7 290 000,00	11 455 242,76	5 183 810,19	87 888 665,03	33 089 000,00		
011	Charges à caractère général	2 700,00	4 597 240,94	0,00	0,00	1 287 607,93	1 733 886,19	3 205 465,03	0,00		
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 100,00	11 345 000,00	0,00	0,00	6 671 000,00	2 218 000,00	16 709 200,00	0,00		
014	Atténuations de produits	2 928 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
65	Autres charges de gestion courante	59 982 345,00	1 965 481,66	0,00	7 290 000,00	3 316 634,83	1 231 900,00	67 654 000,00	33 088 500,00		
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
66	Charges financières	3 939 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00		
67	Charges spécifiques	21 476,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24,00	20 000,00	500,00		
68	Dotations aux provisions, dépréciations	306 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
	RECETTES	190 107 630,00	5 992 819,51	0,00	0,00	550 000,00	271 550,00	17 041 000,00	10 810 500,00		
013	Atténuations de charges	0,00	161 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00		
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00	880 000,00	0,00		
73	Impôts et taxes	71 605 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
731	Fiscalité locale	62 020 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
74	Dotations et participations	55 982 345,00	799 619,51	0,00	0,00	550 000,00	182 600,00	7 166 300,00	10 800 000,00		
75	Autres produits de gestion courante	500 000,00	5 032 000,00	0,00	0,00	0,00	950,00	9 193 700,00	10 500,00		
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

IV – ANNEXES
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	14 349 786,00	2 770 442,26	6 242 318,74	1 301 340,47	27 256 750,14		221 855 384,19
011	Charges à caractère général	10 800,00	91 750,26	395 625,74	320 770,47	11 570 760,14		23 317 945,70
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 831 600,00	2 182 600,00	0,00	14 868 990,00		55 828 490,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	273 770,00	0,00		3 202 750,00
65	Autres charges de gestion courante	14 338 486,00	847 052,00	3 663 093,00	706 800,00	254 000,00		134 405 947,49
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		170 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	462 000,00		4 581 000,00
67	Charges spécifiques	500,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00		43 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		306 050,00
	RECETTES	8 172 500,00	1 067 750,00	1 179 350,00	682 112,00	1 884 000,00		237 759 211,51
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		162 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	800 000,00	1 050 000,00	0,00	300 000,00		2 918 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		71 605 000,00
731	Fiscalité locale	6 956 500,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00		69 086 785,00
74	Dotations et participations	1 166 000,00	267 750,00	19 350,00	682 112,00	1 884 000,00		79 200 276,51
75	Autres produits de gestion courante	40 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00		14 787 150,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES			01
Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	
DEPENSES			7 419 306,00
627	Services bancaires et assimilés		2 700,00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)		2 100,00
654	Pertes sur créances incouvrables		40 000,00
658	Charges diverses de gestion courante		170 000,00
661	Charges d'intérêts		3 930 000,00
668	Autres charges financières		9 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs		21 476,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fond.		306 050,00
739	Revers. et restit. sur impôts et taxes		2 928 960,00
			190 107 630,00
RECETTES			
731	Fiscalité locale		62 020 285,00
732	Fiscalité reversée		20 805 000,00
735	Fraction de TVA		50 800 000,00
741	D.G.F.		47 761 593,00
744	FCTVA		200 000,00
746	Dotation générale de décentralisation		1 686 000,00
748	Autres attributions et participations		6 334 752,00
758	Produits divers de gestion courante		500 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
IV	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellés	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funéraires	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
		DEPENSES							
606	Achats non stockés de matériels et fourni	8 96 478,27	11 073 055,66	438 298,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	3 732 457,61
613	Locations	1 000,00	0,00	86 272,00	0,00	0,00	0,00	0,00	423 356,15
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	2 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 358,80
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	819 966,93
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	486 732,52
618	Divers	298 752,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	596 071,60
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231 473,48
623	Pub. publications, relations publiques	9 226,27	78 045,66	360 476,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	89 290,52
625	Déploiements et missions	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 170,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 204,00
628	Divers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 900,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 422,81
641	Rémunérations du personnel	0,00	7 334 833,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	2 370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	350 000,00	1 156 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	25 166,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
657	Charges interven' cpt prop. - Subvent'	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 500,00	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173 598,67
RECETTES									
641	Rémunérations du personnel	150 000,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 960 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 882 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		IV – ANNEXES	IV
			A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.soc.ial région/Conseil dév.	033 Conseil cult., édu., env.	034		035 Conseil de territoire	036 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnement	0342 Section culture, éducation et sports		
		1 177 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES								
606	Achats non stockés de matières et fourn	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations immédiates, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin. Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	1 171 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interven* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils					
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco. social région./Conseil dév.	033 Conseil cult. éduc. env.	034 Conseil éco.soc. enviro. culture éducat.	035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco. sociale et environnement.	0342 Section culture, éducation et sports	
7598	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		IV – ANNEXES	IV
			A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coprédant, act° interrég., aut. intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
		511 781,36	0,00	72 181,63	0,00	0,00	17 907 729,60
	DEPENSES						
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510 630,15
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 376,80
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	619 966,93
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	468 732,52
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
618	Divers	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	868 822,80
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301 479,48
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	538 536,45
625	Dépacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 170,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 204,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286 900,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
635	Autres impôts, taxes (A-dm° impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 422,81
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 334 833,87
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 370 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 506 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 166,13
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 171 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
657	Charges intervert° cpt prop. - Subvent°	511 781,36	0,00	56 681,63	0,00	0,00	617 962,99
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 016,87
	RECETTES	733 819,51	0,00	38 000,00	0,00	0,00	5 952 819,51
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
747	Participations	733 819,51	0,00	38 000,00	0,00	0,00	769 819,51
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 882 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2331

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	7 290 000,00	0,00	0,00	7 290 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	7 271 000,00	0,00	0,00	7 271 000,00
657	Charges interven* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	19 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
IV	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20	21				22				23	24
		Services communs	Enseignement du premier degré				Enseignement du second degré				Enseignement supérieur	Cités scolaires
		201	211	212	213	221	222	223				
		Services communs	Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycées publics	Lycées privés				
DEPENSES												
606	Achats non stockés de matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	11 194 751,56	0,00	0,00	165 491,20	0,00	0,00	
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	584 408,00	0,00	0,00	2 191,20	0,00	0,00	
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	19 555,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	14 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	270 555,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	89 644,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	18 653,11	0,00	0,00	46 300,00	0,00	0,00	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	4 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	1 940 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
651	Charges interv. cpt propre - Ades pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 893 726,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
657	Charges intervint* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	210 906,83	0,00	0,00	117 000,00	0,00	0,00	
661	Charges d'activités	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES												
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
IV	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle													258 Autres
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CNFPT et CDD - missions spécifiques		2572 Missions administratives	
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives		
DEFENSES															
606	Achats non stockés de matières et de fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations immédiates, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Dépassements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges intérie. cpt propre - Actes pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervenant" cpt prop. - Subvent"	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle													257 CFMPT et COG - missions spécifiques			258 Autres
		256 Formation des actifs occupés					255 Remunération des stagiaires											
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante des personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés													
		2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Evolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres												
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26	27	28					29	TOTAL DU CHAPITRE	
		Apprentissage	Formation sanitaire et sociale	Autres services péri-scolaires et annexes					Sécurité		
DEPENSES		0,00	0,00	281	282	283	284	288	95 000,00	0,00	242,76
				Hébergement et restauration scolaires	Sport scolaire	Médecine scolaire	Classes de découverte	Autre service annexe de l'enseignement			
606	Achats non stockés de matières et burni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	586 599,20
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 556,69
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 300,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 556,62
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 644,31
625	Déploiements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00
626	Frais postale et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 953,11
633	(Impôts, taxes, versements (autre orga.))	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 670
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 940
651	Charges interv. cdt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00	000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 863
657	Charges interven* cdt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	728,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	327 906,63
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
IV – A2.933	

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

30		31							
Services communs		Culture							
Article / compte nature	Libellé	311 Activités artistiques et manifest.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinéma et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		2 414 300,00	37 000,00	122 460,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	99 950,00	0,00	25 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	143 900,00	0,00	13 450,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	3 900,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	8 500,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	221 450,00	0,00	47 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déploiements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais de télécommunication	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	1 500,00	0,00	0,00	0,00	24 300,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	4 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	4 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervenif. ext. prop. - Subventif	311 000,00	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		73 100,00	0,00	20 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	79 100,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32					326
		321	322	323	324	325	
		Salles de sport, gymnases	Stades	Piscines	Centres de formation sportifs	Autres équipements sportifs ou laïcs	Manifestations sportives
		0,00		0,00	0,00	942 304,64	299 081,55
	DEPENSES						
604	Achats d'équipés, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourn	0,00	0,00	0,00	0,00	33 353,34	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	33 301,30	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00
623	Plan, publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	126 000,00	294 091,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 990,55
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
667	Charges intervenant" ext prop. - Subvent"	0,00	0,00	0,00	0,00	749 400,00	0,00
673	Taxes annulées (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éducative et loisirs)			34 Vie sociale et citoyenneté			39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	346 Autres			
	DEPENSES	0,00	0,00	5 43 524,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 183 810,19
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 400,00
606	Achats non rattachés de matériels et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 402,34
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 401,30
618	Divers	0,00	0,00	520 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	581 100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	666 841,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
626	Frais postale et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 730,55
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 562 520,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	635 480,00
667	Charges intervenir opt prop. - Subvent*	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 231 900,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	24,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24,00
	RECETTES	0,00	0,00	88 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 550,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	88 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 600,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					418 Autres actions
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dépenses et autres des sanitaires	
DEPENSES		2 575 605,33	380 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	191 449,46	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	120 100,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	59 195,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	16 060,00	46 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	20 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transport biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	11 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 339 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interniv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., -nourriture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	109 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interveniv. cpt prop. - Subvent*	0,00	38 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges dépenses de gestion courante	0,00	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	69 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	69 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement index d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		428 Autres actions pour la petite enfance
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	
		11 165 090,00	0,00	130 000,00	23 168 967,60	1 812 500,00	0,00	0,00	0,00
	DEPENSES								
606	Achats non classés de matières et fourni	48 000,00	0,00	0,00	18 500,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	35 200,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	28 500,00	500,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	688 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	382 000,00	0,00	0,00	6 500,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	69 300,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	7 950 000,00	0,00	0,00	2 970 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	2 632 000,00	0,00	0,00	1 130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cot propre - Aides pers.	0,00	0,00	80 000,00	172 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	4 500,00	0,00	0,00	18 080 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	50 000,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervient "cot prop. - Subvent"	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	13 967,60	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	210 800,00	0,00	0,00	71 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	210 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance			422 Petite enfance			
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
753	Recouvrement index d'inscription et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42							TOTAL DU CHAPITRE
		Action sociale							
		Personnes âgées			424	Personnes handicapées	Autres interventions sociales		
		4231	4232	4238					
		Forfait autonomie	Autres actions de prévention	Autres actions pour les personnes âgées					
DEPENSES		22 900,00	8 438 016,19	50 090,00	0,00	38 853 926,21	992 219,70	87 586 665,93	
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	287 949,46	
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 100,00	
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 196,87	
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 419,70	99 419,70	
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	112 400,00	
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00	97 500,00	
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	42 400,00	
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	940 000,00	0,00	1 632 000,00	
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 000,00	
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00	
628	Divers	0,00	4 000,00	15 000,00	0,00	0,00	10 000,00	579 500,00	
633	Impôts, taxes, versements (autre orga)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 700,00	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 239 000,00	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 322 000,00	
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	
651	Charges interv. cpt propre - Actes pers.	22 900,00	129 800,00	13 090,00	0,00	6 345 480,00	472 000,00	7 233 370,00	
652	Frais de séjour, héberg., alimentation	0,00	8 163 790,00	0,00	0,00	30 824 900,00	0,00	58 882 130,00	
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 000,00	280 000,00	
656	Participations	0,00	117 000,00	0,00	0,00	320 000,00	81 000,00	634 910,00	
657	Charges interven' cpt prop. - Solvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	423 000,00	162 000,00	623 500,00	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	3 486,19	0,00	0,00	2 546,21	0,00	20 000,00	
RECETTES		20 900,00	5 497 890,00	0,00	0,00	6 862 900,00	4 318 000,00	17 641 000,00	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	
708	Autres produits	0,00	80 000,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	680 000,00	
747	Participations	20 900,00	0,00	0,00	0,00	2 622 000,00	4 312 000,00	7 166 300,00	
751	Recouvrement de dépenses d'aide sociale	0,00	5 417 800,00	0,00	0,00	3 620 000,00	0,00	9 167 800,00	
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	19 900,00	0,00	19 900,00	

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées		424 Personnes en difficulté		425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
7598	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	500,00	20 748 500,00	41 000,00	12 309 500,00	33 089 000,00
651	Charges interv. ext propre - Aides pers.	0,00	20 748 500,00	41 000,00	12 309 500,00	33 089 500,00
673	Tires annulées (sur exercices antérieurs)	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
	RECETTES	10 810 500,00	0,00	0,00	0,00	10 810 500,00
747	Participations	10 810 500,00	0,00	0,00	0,00	10 810 500,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellés	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES										
626	Divers	85 300,00	0,00	42 500,00	318 000,00	0,00	6 186,00	13 310 800,00	597 000,00	14 340 786,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 800,00	0,00	10 800,00
656	Participations	50 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 300 000,00	0,00	13 300 000,00
657	Charges interven* cpt prop. - Soutient*	35 000,00	0,00	42 500,00	318 000,00	0,00	6 186,00	0,00	590 000,00	996 986,00
658	Charges d'enses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	6 500,00
RECETTES										
731	Fiscalité locale	592 000,00	0,00	0,00	594 000,00	0,00	0,00	40 000,00	6 966 500,00	8 172 500,00
747	Participations	562 000,00	0,00	0,00	564 000,00	0,00	0,00	0,00	6 966 500,00	6 966 500,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	1 166 000,00
										40 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

[illegible]

Page 101

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		IV – ANNEXES	IV
			A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)			
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aide d'accueil des gens du voyage
	DEPENSES							
606	Achats non accolés de matières et fouris	0,00	0,00	847 052,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervenir "en prop. - Subvent"	0,00	0,00	847 052,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES							
708	Autres produits	0,00	0,00	267 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	267 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du territoire	57 Techno. de l'information et de la comm.	58			59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	582 Autres actions	583 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES								
606	Achats non stockés de matières et fourn.	0,00	45 890,26	0,00	0,00	0,00	0,00	2 770 442,26
615	Entretien et réparations	0,00	2 165,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 165,00
618	Divers	0,00	20 425,26	0,00	0,00	0,00	0,00	20 425,26
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 900,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
628	Divers	0,00	23 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 300,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 100,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 296 500,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	516 000,00
657	Charges intervenant cpt prop. - Subvent	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	847 052,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 067 750,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	267 750,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique	
					Agriculture, pêche et agro-alimentaire				
					6311 Laboratoire	6312 Autres			
DEPENSES		686 200,00	0,00	0,00	434 500,00	135 000,00	1 972 269,74		
606	Achat non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 435,74	
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	17 590,00	
618	Divers	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
621	Personnel extérieur au service	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	
623	Pub., publications, relations publiques	130 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	
625	Déplacements et missions	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
628	Divers	15 200,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	16 000,00	
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	3 500,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	
641	Rémunérations du personnel	370 000,00	0,00	0,00	1 234 600,00	0,00	0,00	0,00	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	135 500,00	0,00	0,00	424 000,00	0,00	0,00	0,00	
656	Participations	0,00	0,00	0,00	631 000,00	0,00	0,00	733 300,00	
657	Charges Intervent. qti prop. - Subvent"	13 000,00	0,00	0,00	0,00	420 500,00	135 000,00	1 086 945,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	129 350,00	
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 350,00	
756	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rajonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et écosociale, solidarité	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		716 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 242 318,74
636	Achats non accolés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
613	Locations	13 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 400,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 435,74
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 590,00
618	Divers	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 500,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 604 600,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	559 500,00
656	Participations	13 7750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 378 050,00
657	Charges interven° cpi prop. - Subvent°	628 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 285 043,00
RECETTES		50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 179 350,00
708	Autres produits	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 350,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES						
606	Achats non stockés de matières et fourni	67 270,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervenant cpi prop. - "Sauvent"	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Revenant et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		340 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES						
747	Participations	340 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Articles / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturels/risques technico.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES										
696	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	69 270,47
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	162 500,00	194 500,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
696	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 400,00	0,00	20 000,00	821 400,00
667	Charges intervenant* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	165 400,00	186 400,00
739	Revent. et recett. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	273 770,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	273 112,00	0,00	0,00	69 000,00	662 112,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	273 112,00	0,00	0,00	69 000,00	662 112,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Article / compte nature (1)	Libellé	80	81	82						
		Services communs	Transports sociales	820	821	822	823	824	825	828
	DEPENSES	15 065 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 736 000,00	0,00
606	Achats non sociaux de matières et fourn	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 543 000,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplicements et missions	179 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Adm. Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	10 510 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	4 226 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00
657	Charges interven* ou prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 584 000,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 584 000,00	0,00

Page 109

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises					
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien
	DEPENSES						
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Relevances de crédits-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Publ, publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervenet* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges d'enses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intéêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (pour exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Relevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
IV	
A2.938	

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voiture							
		841 Voiture nationale	842 Voiture régionale	843 Voiture départementale	844 Voiture métropolitaine	845 Voiture communale	846 Viabilité hivernale et aides climatiques	847 Equipements de voiture	849 Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	7 975 961,16	0,00	0,00	1 419 798,98	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourn	0,00	0,00	5 354 149,27	0,00	0,00	835 291,44	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	575 000,00	0,00	0,00	313 217,96	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	5 620,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	298 108,13	0,00	0,00	42 754,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	1 075 525,63	0,00	0,00	168 215,58	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	105 824,93	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	28 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	53 833,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervenant cpt prop. - Subvent	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	462 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur services antérieurs	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			IV – ANNEXES	IV
				A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liens multimodaux	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Halles, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 256 759,14
606	Achats non stockés de matières et four	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 189 410,71
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 451 217,96
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 620,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	339 862,13
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 243 741,41
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 174,93
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
624	Transport biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
625	Déploiement et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 900,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 835,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 510 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 236 990,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
657	Charges interven* ext prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	462 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 884 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 584 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD05-21

Orientations budgétaires 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le huit novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 11 octobre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle LANTUEJOL

Rapporteur : Bruno FAURE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu les articles L.3312-1 et D.3312-12 du Code général des collectivités territoriales ;

- PREND ACTE de la tenue du débat sur les Orientations Budgétaires pour l'année 2025.

Publication : 15-11-2024

Transmission Préfecture : 15-11-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL
RÉUNION DU 8 NOVEMBRE 2024

Rapport

ORIENTATIONS
BUDGÉTAIRES
2025

Préambule

L'article L.3312-1 du code général des collectivités territoriales prévoit que, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, le Président présente au Conseil départemental un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice à venir.

Ce rapport décline :

- les hypothèses d'évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement ;
- la présentation des engagements pluriannuels, notamment en matière de programmation d'investissement ;
- les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget ;
- les informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel, à la durée effective du temps de travail.

Les éléments ainsi présentés posent le contexte de la proposition de budget qui suivra en décembre en vue de débats sur les perspectives et les stratégies qui se dessinent pour poursuivre le Projet pour le Cantal, au service des Cantaliens.

Ce nouvel exercice s'inscrit dans une situation dégradée issue de la crise COVID, de l'impact de la guerre en Ukraine et dans un contexte national de déficit et de dette inédits. Ces premiers éléments posent le décor d'un budget de l'État pour 2025 qualifié par la Cour des Comptes comme le plus compliqué à élaborer de la V^{ème} République. Si la crise COVID a mis à mal les finances publiques, il s'agissait d'une crise globale à laquelle le monde a dû faire face, la situation constatée aujourd'hui relève plus d'un problème français, de dépenses publiques mal financées. Ce constat ne surprend pas les Départements qui règlent les « factures » de l'État depuis la fin du COVID entre le Ségur, les revalorisations du RSA ou du point d'indice de la fonction publique, en observant par ailleurs que le recours à la dette publique semble sans limite... L'heure est venue de mettre fin aux annonces non financées et en responsabilité, de redéfinir notamment les politiques sociales pour les rendre soutenables. L'heure est aussi venue de faire les comptes et comme il était prévisible, d'en revenir au nouveau redressement des comptes de la nation avec un effort de 5 Mds€ attendu des collectivités.

C'est avec gravité que s'ouvrent les projections budgétaires pour 2025. Et c'est avec détermination que le Département contribuera à cet effort de gestion du déficit public abordé comme jamais. En effet un prélèvement sur les recettes des collectivités visant à garantir l'évolution limitée des dépenses est introduit. Il s'agit là d'un mécanisme de précaution pour constituer un fonds de réserve à restituer selon des mécanismes à définir, preuve qu'aucun nouveau dérapage n'est possible et que les collectivités sont un gage de ce postulat.

Aussi, dans ce contexte le Cantal s'adaptera comme il l'a toujours fait et restera résilient car confiant dans la capacité du nouveau gouvernement à faire face à ces difficultés majeures et en responsabilité, à engager le redressement du pays.

Les Départements ont toujours géré leurs budgets successifs avec une vision prospective afin que les décisions d'aujourd'hui ne deviennent pas les dettes de demain. Le temps est enfin venu que cette approche soit partagée par le gouvernement pour éviter les écueils qui s'imposent désormais.

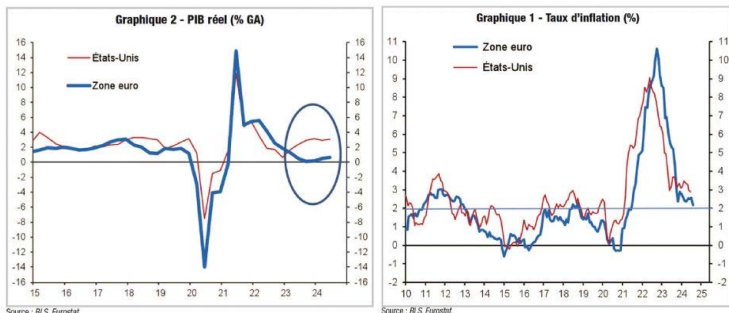
Table des matières

I-) Éléments de contexte :	3
a-) Des perspectives mondiales modestes par rapport aux normes historiques	3
b-) La France en fragilité financière	3
c-) La dégradation des finances départementales	5
II- La situation du Département du Cantal	7
a-) Une perspective de résultat 2024 à la baisse	7
b-) Une dette saine de 167 M€.....	11
c-) Une dette garantie à hauteur de 74 M€	14
III-) Les Perspectives d'évolution des dépenses et recettes en 2025	15
a-) Des dépenses de fonctionnement maîtrisées mais toujours orientées à la hausse : entre 223 et 226 M€ pour 2025.....	15
b-) Des recettes de fonctionnement stabilisées entre 244 et 246M€ mais potentiellement ponctionnées à un maximum de 2% soit 5 M€	22
c-) Des recettes d'investissement augmentées par les cofinancements en fonction des opérations retenues entre 14 et 16M€	29
d-) Des besoins d'investissement proches de 170M€ entre 2025 et 2027	30
IV- Les orientations budgétaires pour 2025 : quelle capacité à financer les investissements projetés ?.....	31
a-) Sans recours à la dette, une capacité de financement inférieure au besoin de 50 M€ à 65 M€	31
b-) Le recours à la dette, une éventualité ?	32
Conclusion.....	35

I-) Éléments de contexte

a-) Des perspectives mondiales modestes par rapport aux normes historiques

Si la situation économique mondiale a été caractérisée par une croissance modérée et la poursuite du processus de désinflation au premier semestre 2024, cet apparent calme sur le front de l'économie masque de nombreux risques liés à l'ampleur des transformations en cours.



Au-delà de ces évolutions macroéconomiques, la situation géopolitique mondiale par la multiplication des conflits dans le monde, par le renforcement des politiques protectionnistes, par la montée de nouvelles formes de populisme en Europe comme aux États-Unis ou par la multiplication des catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique conduisent à une forme de déstabilisation de nos modèles sociétaux. Ce contexte favorise le mécontentement social et l'instabilité politique dans les démocraties occidentales, une situation exacerbée en France par la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République.

Par ailleurs, les avancées technologiques notamment celles de l'intelligence artificielle, inquiètent d'un point de vue macroéconomique avec un gros point d'interrogation sur le potentiel de hausse de la productivité, sur l'emploi et l'énergie associée.

Enfin, le niveau très élevé de l'endettement global reste un facteur de risque important pour l'économie mondiale. Ainsi, si les institutions internationales et les marchés anticipent un ralentissement modeste de la croissance mondiale et la poursuite de la désinflation, la prudence reste de mise.

b-) La France en fragilité financière

Prévisions macroéconomiques

Selon les projections macroéconomiques de juin 2024 de la Banque de France, l'activité resterait ralentie avec une croissance à 0,8 % en 2024, sous les 1,0 % affichés dans le Pacte de Stabilité. En 2025 et 2026, la croissance se renforcerait pour atteindre 1,2 % et 1,6 %, soutenue par la reprise de l'investissement privé à mesure que les taux d'intérêt se détendraient (le scénario macroéconomique du Gouvernement prévoyait un rebond du taux de croissance à 1,4 % en 2025, puis à 1,7 % en 2026 et 1,8 % en 2027). La croissance serait surtout portée par la consommation des ménages en lien avec la poursuite de la désinflation, mais également par le commerce extérieur.

Après avoir atteint encore 5,7 % en moyenne annuelle en 2023, l'inflation totale reculerait sensiblement pour retomber en moyenne annuelle à 2,5 % en 2024, puis à 1,7 % en 2025 et 2026, en raison du reflux des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés. L'inflation dans les services baisserait plus lentement.

Loi de programmation des Finances

L'année 2023 a été marquée par un creusement important du déficit public par rapport à 2022, à 154 Md€ soit 5,5 % du produit intérieur brut (PIB) avec des dépenses qui ont progressé plus rapidement que les recettes, respectivement de 3,7 % contre 2 %. Le déficit 2023 de la France s'est ainsi classé juste derrière l'Italie à 7,4 % et la Hongrie à 6,7 %, ainsi que la Roumanie. Au total, treize pays ont dépassé le seuil de 3 % et le déficit moyen dans l'UE était de 3,5 % du PIB.

La dette de l'État à fin 2023 s'établissait à 3 000 Md€ en augmentation par rapport à 2022 de 148 Md€, avec une capacité de remboursement sous contrainte tenant compte d'un déficit de 173 Md€ ou 5,5 % du PIB. Ainsi le montant des intérêts de la dette de 50 Md€ a pu être financé par un nouvel emprunt. Cette situation s'aggrave chaque année et 2024 ne modifiera pas la tendance avec un nouveau déficit en perspective de plus de 6 %.

L'effort de réduction des dépenses en % du PIB prévue par la loi de programmation initiale des finances publiques 2023-2027 devait se répartir entre les administrations publiques :

- pour les administrations centrales, le déficit devrait être ramené de 5,6 % à 4,3 % ;
- pour les administrations publiques locales, le redressement du solde devrait être ramené de -0,4 % à +0,4 %, avec la contrainte de limiter l'augmentation des dépenses de fonctionnement à inflation - 0,5 % ;
- pour l'administration de sécurité sociale, le solde devrait être porté de 0,5 % à 1 %.

Mais le déficit annoncé pour 2024 atteint désormais 6,1 % du PIB au lieu des 5,1 % espérés. Après la procédure pour déficit excessif déclenchée à l'encontre de la France en juillet, la Commission Européenne attendait un plan de redressement qui au vu des objectifs fixés dans la loi de programmation des finances publiques concernait un ajustement budgétaire structurel massif de l'ordre de 20 Md€ par an dès 2025. Mais cet objectif a dû être révisé au regard de l'aggravation des dégradations budgétaires.

Sans mesures correctives, le déficit anticipé pour 2025 est annoncé à hauteur de 7 %. Pour ramener ce déficit à 5 %, les mesures correctives se quantifient à 60 Md€. Le projet de Loi de finances dans sa première version prévoit ainsi 20 Md€ de recettes supplémentaires à trouver et 40 Md€ d'économies à réaliser.

Ces économies se déclinaient ainsi :

- 20 Md€ sur l'ensemble des ministères,
- 8 Md€ sur les retraites,
- 7 Md€ obtenus par une « maîtrise » des dépenses de l'Assurance maladie,
- 5 Md€ pour les collectivités dont :
 - o 3Md€ sous la forme d'un « fonds de réserve » imposé aux 450 plus grosses collectivités par le prélèvement de 2 % de leurs recettes de fonctionnement. Selon les toutes premières indications, une vingtaine de Départements seront exonérés de cette contribution du fait de leur indice de fragilité sociale,
 - o 1,2 Md€ par le gel de la TVA,
 - o 0,8 Md€ par la baisse de 2 % du FCTVA.

c-) La dégradation des finances départementales

Par comparaison avec le budget de l'État en 2023, la dette consolidée des Départements représente 30 Md€ (soit 1 % des 3 000 Md€ de dette de l'État), le résultat s'établit à 4 Md€ et le montant des frais financiers à 0,8 Md€. Les Départements ont une dette certes, mais une dette limitée à leurs capacités de remboursement, une dette qui n'est pas la variable d'ajustement de politiques non finançables. Aussi pour répondre aux nouvelles dépenses imposées, le choix a été fait d'amputer le niveau d'investissements.

En effet, ce déficit abyssal de l'État est amputé à hauteur de 17 Md€ par an de dépenses transférées aux Départements sans compensations en contrepartie, il s'agit notamment de :

- 12 Md€ correspondant au reste à charge des AIS,
- 5 Md€ liés à la non indexation de la DGF à l'inflation et aux dépenses imposées depuis la crise sanitaire et non financées.

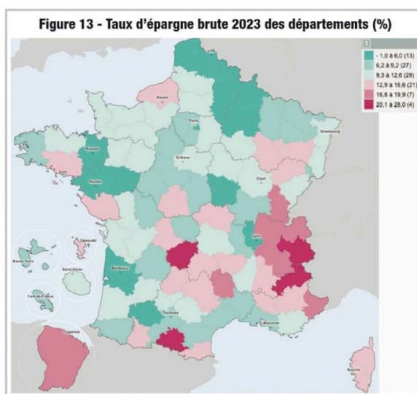
Par ailleurs la loi de programmation des finances publiques fixe une limitation de l'évolution des dépenses aux Départements, alors même que des charges nouvelles leur sont imposées au rang desquelles :

- la hausse du RSA de 4,6 % au 1^{er} avril 2024 : 500 M€,
- les mesures bas salaires sur les extensions du Ségur : 170 M€,
- les mesures salariales décidées sans concertation avec les employeurs départementaux 390 M€ en 2022 et 330 M€ en 2023.

Ces augmentations réglementaires des dépenses semblent ainsi ignorer les termes de la loi de programmation des finances publiques et leur conséquence sur les budgets départementaux.

Par ailleurs depuis la réforme de la fiscalité locale, les Départements n'ont plus de levier sur leurs recettes d'où un retour à l'effet de ciseau en 2023 qui s'accroît en 2024 et qui réduit la capacité d'investissement. En effet, si la dynamique des droits de mutation a permis de constituer des réserves, l'heure est venue de les mobiliser. Dès 2023, 14 Départements ont été identifiés en grande difficulté. En 2024, près de 30 Départements sur 100 sont dans cette situation.

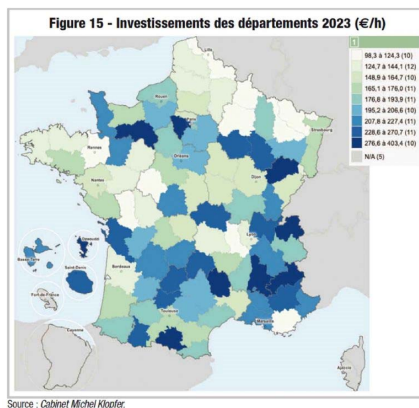
Ainsi confrontés à la chute des droits de mutations, à la hausse de dépenses contraintes et dépourvus de levier fiscal, la situation financière des Départements en 2023 s'est nettement dégradée. Si 2022 était la meilleure des 15 dernières années en matière de situation financière des Conseils départementaux, 2023 est à égalité avec 2015 la pire en matière de taux d'épargne brute. La moyenne nationale revient à 9,9 % alors qu'en 2022 aucun Département de l'hexagone ne se situait au-dessous de 9 %.



La dégradation de la capacité de désendettement est également constatée avec une moyenne de 4,5 ans contre 2,7 ans en 2022.

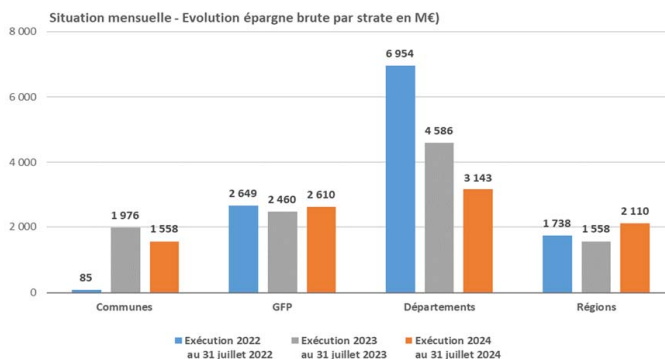
En matière d'investissements, la moyenne s'établit à 197 €/habitant avec une dispersion qui reste forte, dans un rapport de plus de 1 à 4 (de 98 €/hab à 403 €/hab). Le Département du Cantal a néanmoins réussi à maintenir sa dynamique d'aménagement du territoire avec un niveau de dépense au-delà de la moyenne à hauteur de 245 €/hab en 2023, alors même que les recettes de DMTO ont baissé de près de 17 % sur ce même exercice.

En effet le niveau d'investissement est à mettre en parallèle avec la chute des DMTO. Les Départements qui ont connu les plus fortes hausses de DMTO ont été très impactés par la chute de ces recettes parfois de plus de 30 % (notamment métropoles), venant expliquer la nouvelle cartographie des dépenses d'investissement par habitant.



Sur les premiers mois de 2024, la chute de DMTO se poursuit sur un rythme comparable de l'ordre de -20 % par rapport à la période correspondante de 2023. Les dépenses d'investissement augmentent encore sur le premier semestre 2024 pour toutes les strates de collectivités, mais dans une moindre mesure pour les Départements : +24,5 % pour les Régions, +11,2 % pour le bloc communal et +4,4 % pour les Départements.

Par ailleurs les dépenses de fonctionnement constatées en hausse en 2023 augmentent en 2024 à un rythme toujours soutenu pour les frais de séjour (+11,6 %, soit +0,9 Md€) et les aides à la personne (+4,1 %, soit +0,5 Md€). Ces évolutions se décalent totalement de la contrainte fixée par la loi de programmation à inflation -0,5 %. Ainsi sans surprise au 31 juillet 2024, la situation mensuelle montre que la tendance observée en 2023 se poursuit : l'épargne brute des Départements continue sa chute.



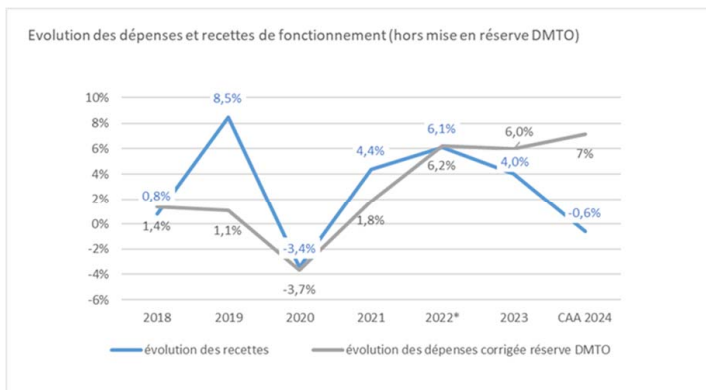
II- La situation du Département du Cantal

Depuis 2019, le Cantal comme l'ensemble des Départements a bénéficié d'une dynamique des recettes qui a permis à la fois de satisfaire aux besoins d'investissements sur la période tout en amorçant un désendettement, mais également de mettre en réserve 5 M€ de DMTO en prévision de périodes contraintes. En effet le contexte a très vite changé et il aurait été plus responsable de l'envisager que d'engager des dépenses pérennes sur la base de recettes conjoncturelles.

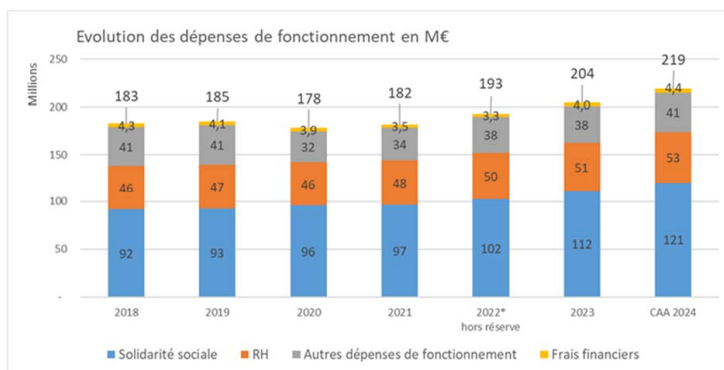
a-) Une perspective de résultat 2024 à la baisse

Depuis 2019 et jusqu'en 2022, la dynamique des recettes portée par la hausse des droits de mutations et le rebond de croissance post COVID a été bien supérieure à celle des dépenses. L'exercice 2023 a marqué le retournement de cette tendance qui se confirme pour 2024 avec :

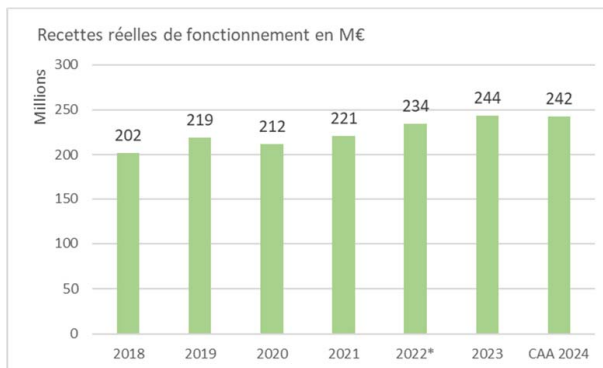
- une évolution des dépenses de fonctionnement de plus de 8 % en 2023 et plus de 7 % envisagés pour 2024,
- une évolution des recettes de fonctionnement de près de 4 % en 2023 envisagée à -1 % en 2024.



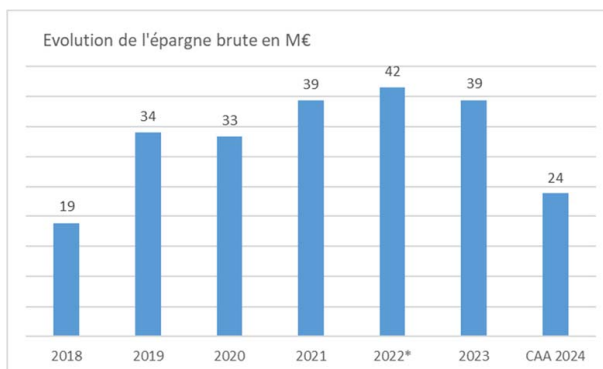
La progression des dépenses de fonctionnement envisagée pour 2024 intègre des éléments exceptionnels comme le financement de l'avance de RSA à la CAF (0,9 M€), le soutien apporté à Terana (0,5 M€) et à la MDPH (0,3 M€), pour autant l'évolution structurelle qui s'établit autour de 7 %. Elle est portée principalement par les dépenses sociales (+9 %) et la masse salariale (+5 %).



Les recettes de fonctionnement pour 2024 sont, au mieux, envisagées stables par rapport à 2023, voire en légère baisse (-2 M€) amputées par la chute continue des droits de mutation (-20 % ou -2,5 M€). Elles restent encore au moment de la rédaction de ce rapport pour partie incertaines notamment du fait de la baisse des encaissements de TVA constatée par l'État.

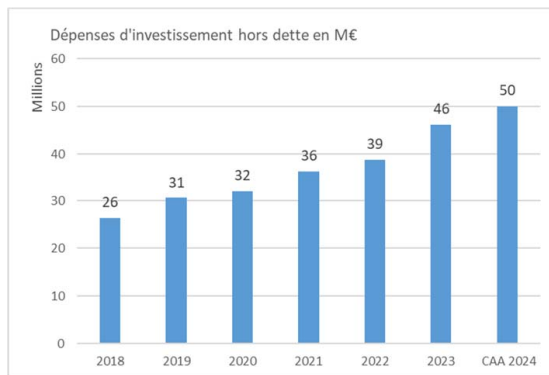


En conséquence, le Département n'échappera pas aux tendances nationales avec une forte baisse de l'épargne brute projetée pour 2024.



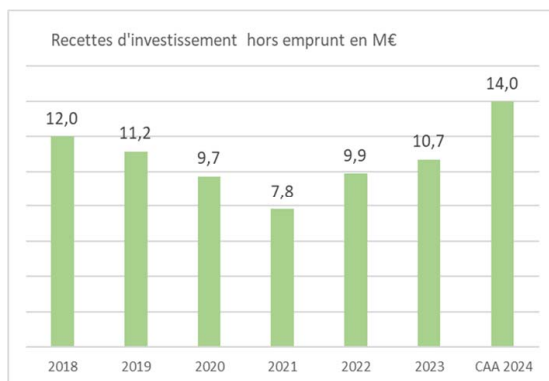
La projection des diagrammes en bâtons ci-dessus traduit les difficultés qui nous attendent et auxquelles nous devons faire face en responsabilité avec une épargne brute envisagée pour 2025 revenue équivalente à 2018. Ainsi pour infléchir les tendances, la maîtrise des dépenses de fonctionnement par la recherche d'efficience sera le fil conducteur de nos actions avec l'objectif de maintien du programme d'investissement.

En effet, le niveau de dépenses d'investissement en augmentation depuis 2020 est un réel atout pour le territoire avec la réalisation de projets phare comme la construction du Pôle d'excellence, la rénovation des bâtiments notamment des collèges, les projets de développement au Lioran ou les aménagements réalisés sur la RD 922.



Les recettes d'investissement en complément de l'épargne nette viennent augmenter la capacité à faire.

Pour autant seuls les co-financements abondent ces recettes de façon significative.



En effet, les recettes socle DSID, FCTVA, dotation d'équipement des collèges, amendes radar, sont quasiment figées aux alentours de 8 à 9 M€. Les grands projets d'aménagement routier, la rénovation thermique des bâtiments notamment, sont autant de projets réalisables par le Département grâce à divers fonds mobilisables comme le Pacte Cantal de la Région, les différentes aides d'État et le programme européen FEDER qui viennent réduire le reste à financer.

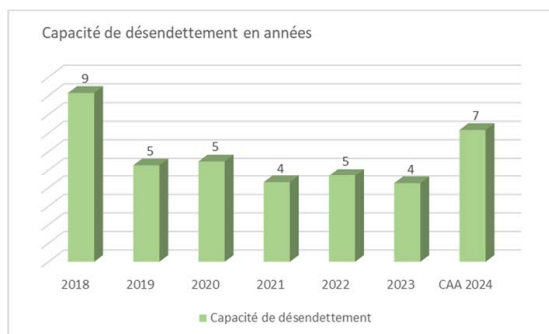
Ainsi la mise en perspective des recettes et dépenses projetées pour 2024 permet d'établir la prévision de report de résultat pour 2025.

en M€	2023	CA anticipé 2024
Recettes Fonctionnement (+0,5% à partir de 2025)	244	242
Dépenses Fonctionnement (+1,3% à partir de 2025)	204	219
report de résultat	28	27
Recettes investissement	11	15
emprunt	10	16
Dette	15	16
Capacité d'investissement	74	65
Dépenses Investissement	47	50
Report de résultat cumulé	27	15

Les données ci-dessus affichent clairement que l'augmentation des dépenses de fonctionnement estimées à 15 M€ viennent amputer le report de résultat qui serait ramené de 27 M€ en 2023 à 15 M€ en 2024.

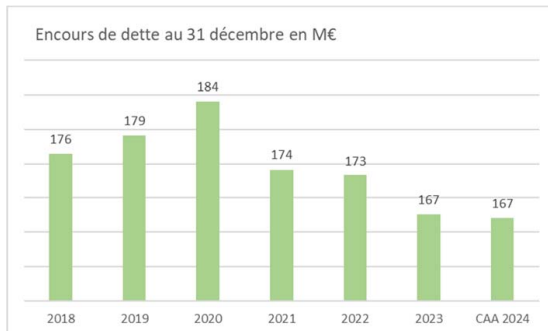
b-) Une dette saine de 167 M€

Avec un encours de 167 M€ qui reste élevé en €/habitant, la dette reste pour autant une opportunité tant que son niveau de remboursement est en cohérence avec la capacité budgétaire, ce qui était encore le cas en 2023 avec un ratio de désendettement inférieur à 5 ans, indicateur qui serait porté à 7 ans pour 2024 au vu des hypothèses d'atterrissage budgétaire.



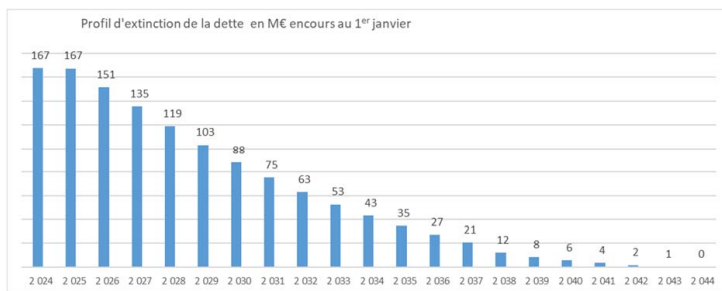
b-1 L'encours de dette

Compte tenu d'une hypothèse de recours à l'emprunt de 16 M€ en 2024, l'encours de la dette au 1^{er} janvier 2025 sera maintenu à 167 M€ dont une dette Partenariat Public Privé de 24 M€.



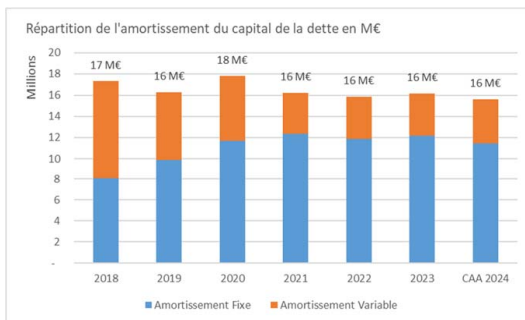
L'encours de dette projeté au 1^{er} janvier 2025 se compose d'une dette bancaire (directement portée par le Département) et d'une dette PPP (partenariat public privé et bail emphytéotique administratif, soit une dette portée par des organismes tiers).

Alors que la part de dette à taux fixe était inférieure à 50 % en 2018, la stratégie du Département a été de sécuriser les frais financiers dans une période de taux propice (2019-2022) en consolidant l'encours à taux fixe autour de 75 %. Par comparaison, l'encours de dette à taux fixe des Collectivités s'établit en moyenne à 77 % au 1^{er} janvier 2024.



b-2 Une annuité constante

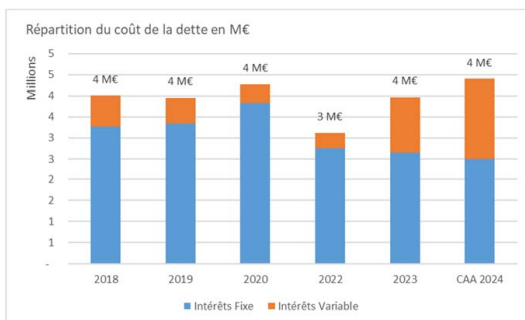
L'annuité de dette se compose du remboursement en capital de la dette et des charges d'intérêts. Le remboursement en capital est stable entre 16 et 18 M€ depuis 2018, avec une tendance à la baisse depuis 2020 du fait du désendettement de la collectivité de 17 M€.



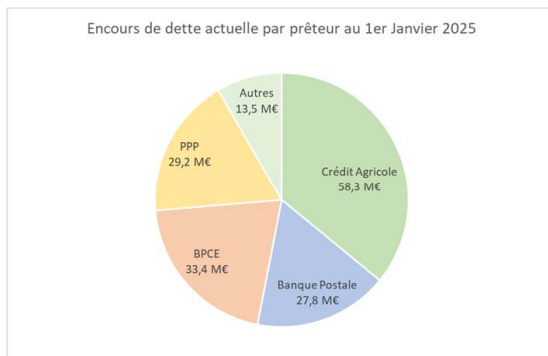
La stratégie de recours à des emprunts taux fixes a permis au Département de limiter la sensibilité de son encours à la volatilité des taux variables dès 2019. Néanmoins, depuis 2022, les conditions de marché se sont inversées et les taux ont fortement augmenté. Dans ce contexte, il est apparu opportun de préférer à nouveau les taux variables dans la limite d'un encours de 25 %.

En effet, les frais financiers ont atteint un plus bas en 2022 avec la chute des taux variables. A l'inverse pour un encours constant les frais financier 2024 sont en perspective haussière du fait de la remontée des taux. Pour autant, si la performance d'une dette à taux variable se lit sur la durée du remboursement, l'impact budgétaire peut être conséquent d'où l'intérêt d'en limiter le volume. Cet impact se lit très clairement entre 2022 et 2024 avec +1,3 M€ de dépenses.

Au 1^{er} janvier 2025, le taux moyen pondéré de l'encours à taux fixe s'établira à 1,9 % ce qui traduit bien la période de taux bas au cours de laquelle le Département a contractualisé. Quant au taux moyen de l'encours à taux variable, il s'établira à 3,5 % à cette même date. Au global, le taux moyen pondéré de la dette sera de 2,3 % fin 2024.

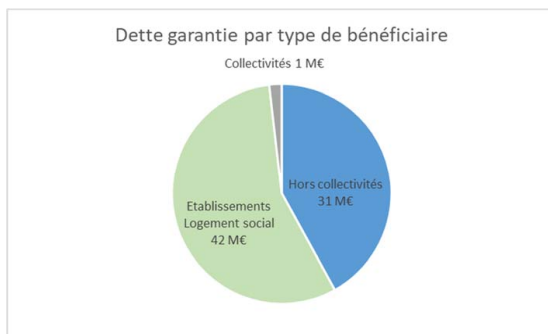


b-3 Répartition par prêteur en M€



c-) Une dette garantie à hauteur de 74 M€

Le Département apporte une garantie d'emprunt à divers partenaires comme les établissements médico sociaux, les bailleurs sociaux ou encore la SAEM du Lioran, avec un encours qui s'établit aujourd'hui à 74 M€.



Les principaux bénéficiaires de garantie d'emprunt par le Département sont par montant d'encours garanti :

- Cantal Habitat : 35 M€ (47 %) ;
- Les Cités cantalienne de l'Automne : 11 M€ (14 %) ;
- Interrégionale Polygone SA d'HLM : 7 M€ (8,7 %) ;
- Association Handi Aide : 4 M€ (5,8 %) ;
- SAEM le Lioran : 4 M€ (5 %) ;
- Le centre « les Bruyères », la Devèze : 3 M€ (3,9 %).

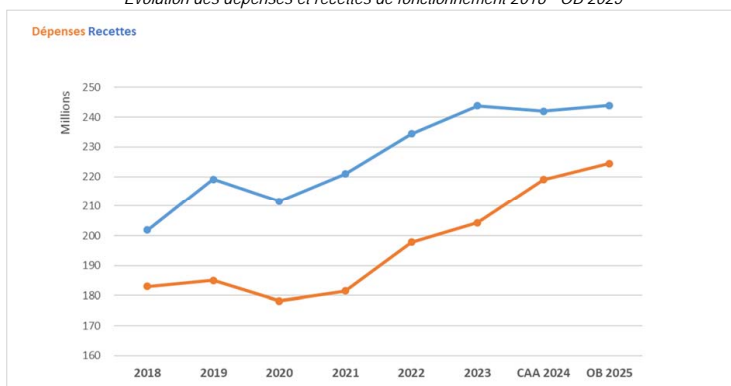
En 2024, le montant total des annuités garanties par le Département représente 5,9 M€ dont 4,6 M€ de capital remboursé et 1,3 M€ d'intérêts. Le risque global sur la dette garantie est à apprécier au regard de l'annuité du Département soit 16 M€ de remboursement de capital et 4,4 M€ de frais financiers.

Ainsi cette dette garantie n'est pas neutre puisque le Département partage finalement toute difficulté d'exploitation.

III-) Les Perspectives d'évolution des dépenses et recettes en 2025

Le graphique ci-dessous illustre l'effet de ciseau qui se dessine entre recettes et dépenses de fonctionnement. La perspective traduit une stabilisation des recettes, des dépenses de fonctionnement toujours en forte augmentation en 2024 et une évolution plus modérée en perspective pour 2025.

Évolution des dépenses et recettes de fonctionnement 2018 - OB 2025



a-) Des dépenses de fonctionnement maîtrisées mais toujours orientées à la hausse : entre 223 et 226 M€ pour 2025

Les hypothèses de dépenses de fonctionnement pour 2025 sont comprises entre 223 et 226 M€, soit une hausse prévisionnelle maximale de 2,5 % par rapport à l'hypothèse de réalisation 2024 (+2,1 % hors ASE et AIS). Les graphes illustrant le scénario retenu présentent l'hypothèse haute par prudence.

a-1 Une forte évolution de la masse salariale sous l'effet de mesures nationales, une évolution projetée à +5 % ou +2,5 M€ entre 2023 et 2024 et +4 % en 2025.

La collectivité emploie 1 032 agents, auxquels s'ajoutent 76 assistants familiaux, 29 apprentis, et 2 agents mis à disposition, soit 1 139 agents titulaires ou contractuels conformément aux informations ci-après.

	Au 31.12.2022	Au 31.12.2023	Ecart
Titulaires	892	886	-6
TITULAIRES	892	886	-6
Contractuels Remplaçants	8	18	+10
Contractuels Postes vacants	71	84	+13
TOTAL CONTRACTUELS PERMANENTS	79	102	+23
Autres personnels	7	7	=
Occasionnels/Saisonniers	9	7	-2
Vacataires (médecins)	11	5	-6
Apprentis	16	29	+13
PEC	8	4	-4
Contrats de projets	19	21	+2
Assistants familiaux	72	76	+4
TOTAL CONTRACTUELS NON PERMANENTS	142	149	+7
TOTAL MIS A DISPOSITION	1	2	+1
TOTAL GENERAL	1114	1139	+25

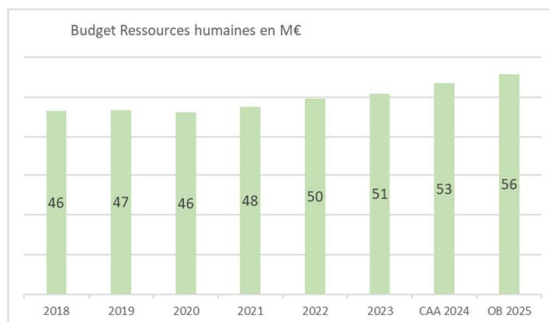
Ces contrats sont répartis par catégories comme suit :

Catégorie A : 251 agents soit 24,32 % (en 2022, 247 soit 24 %) ;

Catégorie B : 163 agents soit 15,79 % (en 2022, 160 soit 16 %) ;

Catégorie C : 618 agents soit 59,88 % (en 2022, 618 soit 60 %).

En conséquence, les dépenses relatives aux ressources humaines représentent environ le quart des dépenses de fonctionnement, hors assistants familiaux (4 M€) intégrés au budget de la solidarité.



La masse salariale a pu être maîtrisée entre 2018 et 2021 dans une augmentation limitée à 2,3 %. Entre 2022 et 2025 cette évolution s'établirait à 12 %.

En effet pour comprendre cette dynamique, les dernières décisions gouvernementales 2022 à 2024 se traduisent par une augmentation de 3,3 M€ par an :

- 1,9 M€ pour les deux revalorisations du point d'indice (+3,5 % en juillet 2022, +1,5 % en juillet 2023),
- 0,4 M€ environ pour les révisions des grilles indiciaires (révisions des grilles catégories B et C pour les indices les plus bas au 1^{er} juillet 2023 et attribution du 5 points d'indice au 1^{er} janvier 2024),
- 0,5 M€ pour les revalorisations Ségur en année pleine appliquées aux agents du secteur social (hors assistants familiaux) à compter de 2023,
- 0,5 M€ de revalorisation pour les assistants familiaux (loi Taquet : attribution du SMIC au premier enfant placé) à compter de 2023.

Pour 2025, la masse salariale projetée à près de 56 M€ augmenterait de plus de 2 M€, dont :

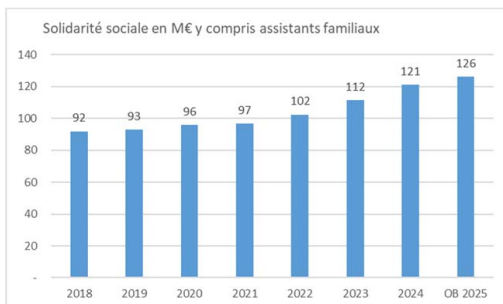
- +1,4 M€ correspondant à la budgétisation des déroulements de carrière en année pleine, compte tenu des aléas (absence, remplacements, carence, grève),
- +0,1 M€ de hausse du régime indemnitaire (RIFSEEP - CIA) mis en œuvre en 2023,
- +0,4 M€ liés aux avancements et promotions.

Malgré ces augmentations, le postulat n'est pas de faire de la masse salariale la variable d'ajustement. Il n'est pas question de cesser des activités ou de réduire la qualité des services rendus, seule la recherche d'efficience guidera l'évolution de ce poste de dépenses. À ce titre, si la collectivité applique le régime des 1 607 heures conformément à la législation, un travail approfondi sur l'actualisation du règlement intérieur doit être mené pour 2025 dans un objectif d'améliorer les conditions de travail tout en répondant aux besoins de flexibilité et d'efficacité organisationnelle.

a-2 Les dépenses sociales : 124 à 126 M€, une hausse supérieure à 5 %

Les dépenses sociales qui représentent 64 % des dépenses de fonctionnement des Départements en moyenne, mobilisent 60 % du budget de fonctionnement pour le Cantal. Elles sont en augmentation constante pour tous les Départements du fait de l'augmentation du nombre de bénéficiaires mais également du tarif des prestations, impacté par les revalorisations Ségur.

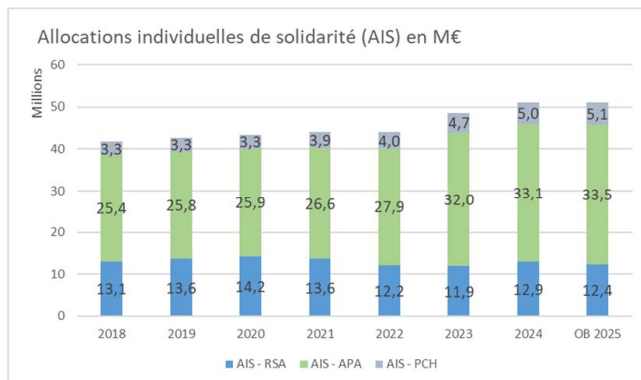
Pour le Cantal, au montant prévisionnel de 124 à 126 M€ pour 2025 s'ajoute la mobilisation de personnel hors assistants familiaux à hauteur de 13 M€ de dépenses.



Les dépenses de la solidarité sont schématiquement composées de 2 grands ensembles : les allocations versées et les frais liés à l'hébergement / accueil.

▪ Les AIS : RSA, APA, PCH : 50 à 52 M€

Les différentes allocations versées au titre des AIS sont estimées à 52 M€ pour 2025 en intégrant l'ACTP. L'augmentation projetée est inférieure à 2 %, sous l'effet d'une hausse mesurée de l'APA et de la PCH (moins de 1,5 %), et d'une anticipation de +3 % pour le RSA, en considération que le nombre d'allocataires a atteint son point bas en 2024.



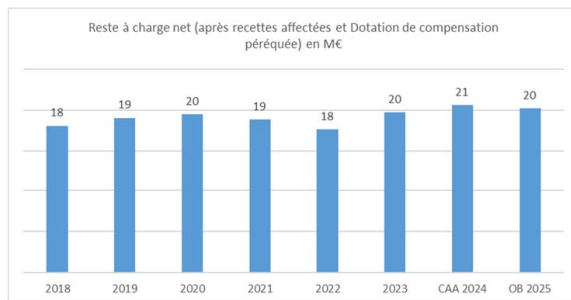
Les dépenses APA sont projetées entre 33 et 34 M€, les dépenses PCH sont estimées à 5 M€ pour 2025. Les dépenses liées à l'APA et la PCH ont fortement évolué en 2022 et 2023 sous l'effet des revalorisations salariales (avenants 43 et 54) et de nouveaux dispositifs comme la dotation qualité.

Pour 2025 les évolutions projetées sont les suivantes :

- +0,2 M€ pour la compensation des revalorisations salariales (avenant 43), dotation qualité,
- +0,2 M€ du fait d'une augmentation du nombre d'heures réalisées par les services d'aide à domicile,
- stabilisation du nombre d'allocataires de la PCH : l'augmentation de 2024 est due pour partie à l'intégration en année pleine des bénéficiaires PCH parentalité et du dispositif soutien à l'autonomie.

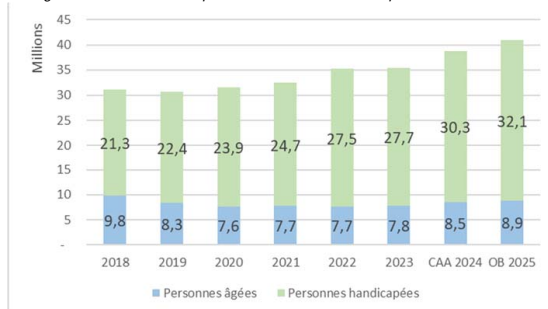
Les dépenses RSA sont estimées entre 12 et 13 M€, en hausse. Le montant des allocations versées au titre du RSA pourrait de nouveau augmenter en 2025. En effet, le montant versé en 2024 est majoré de l'avance versée à la CAF (0,9 M€), ce qui explique l'illusion de stabilité de cette allocation entre 2024 et 2025. Mais l'hypothèse est bien une hausse de 3 % après une baisse continue depuis 2020 et la stabilisation 2024. Cette hausse intègre l'évolution de l'inflation et une hypothèse d'augmentation du nombre de bénéficiaires RSA qui a atteint un minimum de 2 059 bénéficiaires en septembre 2024.

Le reste à charge relatif aux Allocations Individuelles de Solidarités est estimé à 21 M€ pour 2024 et 20 M€ pour 2025 soit un taux de compensation global limité à 60 %.



▪ Les frais liés à l'hébergement / accueil

Hébergement et accueil personnes en situation de perte d'autonomie en M€



Après une forte hausse projetée en 2024, le budget dédié aux hébergements et accueils de jour pour les personnes handicapées est à nouveau estimé en hausse de +1,8 M€ en 2025 du fait :

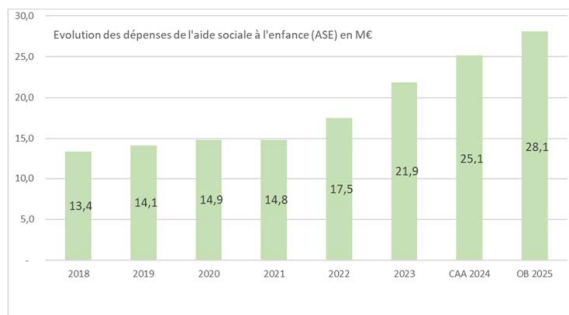
- d'une évolution minimale de +3 % des tarifs (+0,9 M€),
- d'un nombre de journées en hausse (+0,5 M€).

Par ailleurs, le versement de la dotation Ségur Soins s'établit à 1,2 M€, compensé en totalité par la CNSA. Au-delà, le précédent Gouvernement a décidé de l'extension du Ségur à l'ensemble des personnels des établissements ce qui représenterait une charge supplémentaire de +1,1 M€ dès 2024. Cette dernière mesure vise à généraliser la prime Ségur aux catégories de personnels qui n'en ont pas bénéficié avec une rétroactivité au 1^{er} janvier 2024. Dans l'attente de négociations sur le financement de ce nouveau « chèque » de l'État avec les ressources des collectivités, les Départements se sont accordés afin de ne pas intervenir sur ces dispositions imposées sans concertation.

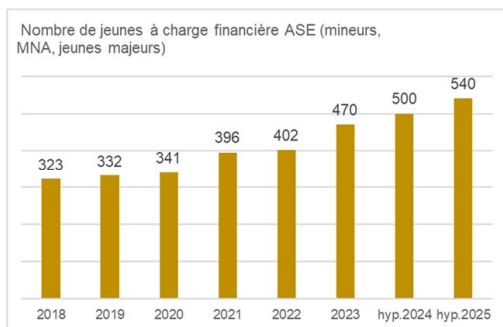
Pour les établissements accueillants les personnes âgées, la hausse prévue de l'ordre 0,4 M€ correspond à une hausse de tarif prévisionnelle de 3 % qui sera un minimum au vu de la situation financière des EHPAD.

Les dépenses dédiées à l'ASE ont progressé de près de 25 % en 2023, elles progresseraient de 15 % de nouveau en 2024 (+3 M€). Elles devraient encore augmenter de plus de 10 % en 2025, soit à nouveau +3 M€. Cette évolution forte et continue impacte tous les Départements qui font face aux mêmes difficultés quant à la prise en charge des jeunes qui leur sont confiés.

De plus, les revalorisations salariales (Ségur) impactent les prix de journée des établissements, et représenteraient un coût net pour le Département de 0,7 M€ en 2024.



Il s'agit pour le Département de rechercher de nouvelles solutions pour élargir les capacités d'accueil du Département avec une perspective fin 2024 de 500 enfants confiés au Département, soit une centaine de plus que fin 2022.



A ces prises en charge s'ajoutent les accompagnements à domicile avec plus d'enfants suivis.

Cette tendance se poursuit pour 2025 dans les hypothèses budgétaires avec une hausse prévisionnelle de 3 M€ imputable pour :

- + 0,7 M€ liés aux augmentations de tarifs dont 0,2 M€ au Ségur,
- + 1,2 M€ pour l'augmentation du nombre d'accueils,
- + 1 M€ pour le placement éducatif à domicile.

a-3 Les autres dépenses de fonctionnement : 46 M€, +2 %

La hausse des autres dépenses de fonctionnement 46 M€, soit 20 % des dépenses de fonctionnement devrait être contenue au niveau de l'inflation ramenée à +2 % en perspective pour 2025. Pour autant, dans cet ensemble de dépenses, les hausses prévues comme le financement du SDIS avec +0,7 M€ en première projection, devront être équilibrées par des économies sur d'autres postes.

Dans ce contexte, respecter la loi de programmation des finances publiques 2024-2027 qui encadre l'augmentation de dépenses de fonctionnement à inflation -0,5 %, soit +1,5 % avec une hypothèse d'inflation de 2 % pour 2025 semble contradictoire. En effet, le Gouvernement aurait acté unilatéralement que les Départements étaient en capacité à la fois de prendre en charge de nouvelles contraintes et de réduire leurs dépenses.

Comme à l'habitude, le Cantal s'attachera à faire face en responsabilité, et moins dans le souci de respecter la loi que dans l'ambition de dégager de l'autofinancement pour poursuivre les projets de développement du Département avec un programme d'investissement adapté. Ainsi, hors dépenses ASE et AIS, l'évolution projetée pour 2025 s'établirait entre +0,7 % et +2,1 % après une progression de près de 8 % en 2024.

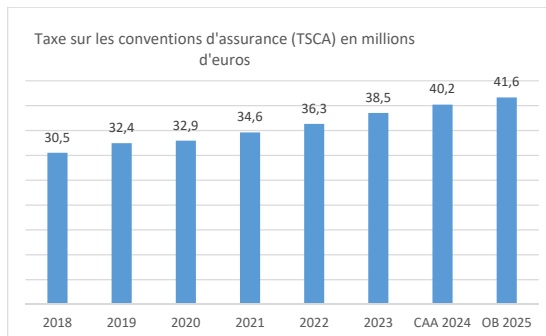
	2023	CAA 2024	OB 2025	
			mini	maxi
AIS	48,6	50,0	51	51
ASE	21,9	25,1	28	28
Total dépenses fonctionnement	204,4	219	224	226
Dépenses sous contrainte :				
Dépenses de fonctionnement hors AIS ASE	133,9	143,9	145	147
évolution dépenses contraintes		7,5%	0,7%	2,1%

b-) Des recettes de fonctionnement stabilisées entre 244 et 246 M€ mais potentiellement ponctionnées à un maximum de 2 % soit 5 M€

b-1 Les recettes projetées en augmentation se limitent à la TSCA et la dotation de compensation péréquée, autour de +1,4 M€

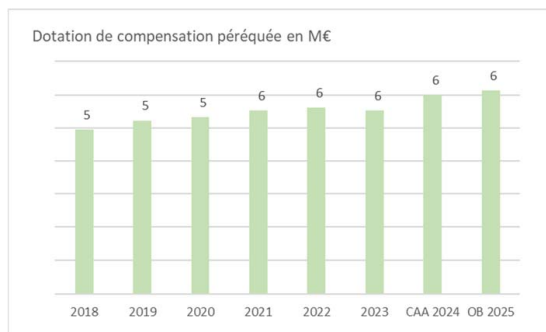
- La taxe sur les conventions d'assurance (TSCA), 41 à 42 M€, +1,4 M€ ou +3,6 %

La TSCA est une recette dynamique dont la croissance est de l'ordre de 4,8 % par an en moyenne sur la période 2018-2024.



Après une croissance de 6,1 % en 2023, et une projection supérieure à 4 % pour 2024, les trois composantes de la Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) sont anticipées avec une progression globale de +3,6 % par rapport à 2024.

- La dotation de compensation péréquée (DCP ou frais de gestion de la taxe sur le foncier bâti) +120 k€ ou +2 %



Le dispositif de compensation péréquée (DCP) attribue aux Départements les recettes issues des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) perçus par l'État. Cette recette constitue un complément de financement du RSA insuffisamment compensé par la taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE). Attribuée selon des critères de péréquation et sur la base du reste à charge des AIS, une évolution de 2 % est projetée pour 2025.

b-2 Compte tenu du gel de la TVA, de la faiblesse de la croissance projetée, la majorité des autres recettes est projetée stable pour 2025

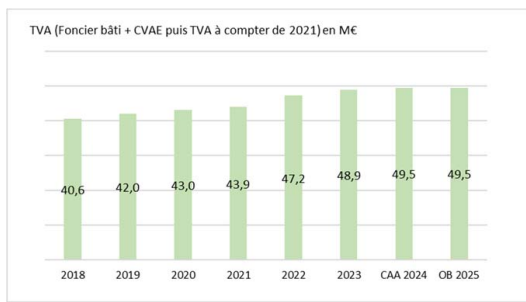
▪ **La TVA : reconduite au montant 2024, entre 49 et 50 M€**

Initialement prévue à 5,3 % en projet de loi de finances pour 2023, révisée à 4 %, la hausse constatée de la TVA en 2023 a finalement été confirmée par Bercy à 2,8 %, les collectivités ont donc reçu en 2024 des demandes de reversements, ce montant s'est élevé 418 k€ à ce titre en 2024 (370 k€ en 2023) pour le Cantal.

L'augmentation prévue en loi de finances pour 2024 était de +4,5 %, le BP 2024 a retenu une hypothèse prudente de +4 % avec une augmentation de 1,9 M€. Déjà abaissées de près de 30 Md€ au printemps, Bercy estime que les prévisions de recettes fiscales ne seront pas atteintes. Fin juillet, les recettes de TVA sur les parts État sont en baisse de 1,2 Md€ par rapport à 2023.

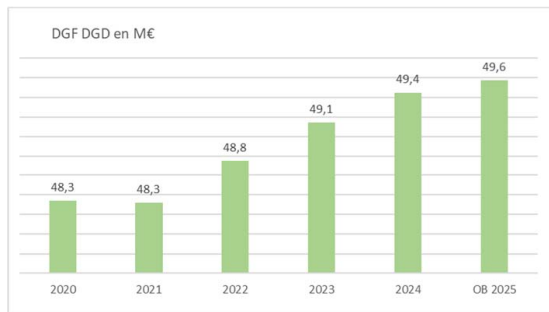
Il semble ainsi que l'évolution des recettes de TVA reste en dessous du niveau cumulé de l'inflation et de la croissance : la prévision initiale à 4,5 % serait revue en dessous de 1,5 % pour 2024. Non seulement la recette 2024 sera inférieure à la prévision initiale, mais le Département sera très certainement amené de nouveau à reverser de la TVA à l'État.

Pour 2025, l'hypothèse retenue traduit les orientations loi de finances pour 2025, à savoir que l'État gardera le bénéfice de la dynamique TVA reconduisant aux Départements le montant perçu en 2024 ainsi gelé.



▪ la Dotation Globale de Fonctionnement : 49 à 50 M€

Représentant environ 20 % des recettes de fonctionnement, les dotations de l'État totalisent près de 49,4 M€ en 2024.



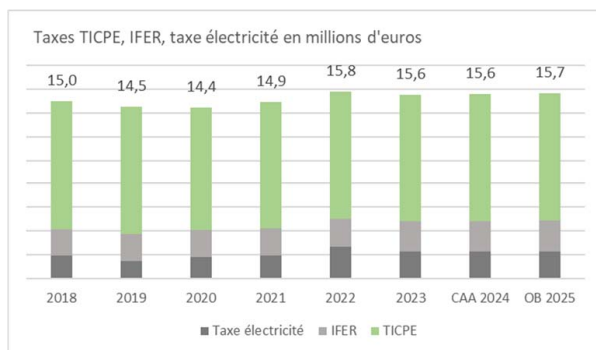
Dans le cadre du redressement des comptes publics, il n'est pas prévu que l'évolution de la dotation globale de fonctionnement puisse servir de moyen de maîtrise de l'évolution des dépenses des collectivités. Néanmoins, la non-indexation de la DGF sur l'inflation constitue bien une contribution à l'effort de redressement des comptes publics.

La loi de finances pour 2025 devrait reconduire une DGF en stabilité pour les Départements à 8,3 Md€. Pour autant, la réforme du calcul du potentiel financier/fiscal des Départements suite au remplacement de la taxe foncière sur les propriétés bâties par la TVA prend effet progressivement à compter de 2024 dans les critères d'attribution de la DGF mais également des concours CNSA et de l'attribution du fonds de péréquation des DMTO. Les premières estimations impacteraient les recettes avec une perte globale de l'ordre de 500 k€ pour le Cantal au terme de l'intégration de ce nouveau critère (0 % en 2024, 33 % en 2025, 66 % en 2026 et 100% en 2027).

Si les crédits dédiés à la DGF restent stables, les dotations de péréquation ont été régulièrement revalorisées ces dernières années. Par conséquent, la projection pour 2025 tient compte d'une revalorisation de la péréquation limitée par l'effet du nouveau potentiel fiscal à +0,2 M€ soit une recette estimée à 49,6 M€.

▪ Taxes diverses :

Le produit des taxes est globalement reconduit en 2025 au montant estimé pour 2024, soit 15,7 M€.



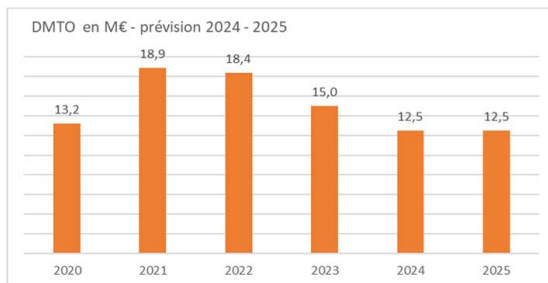
- Le montant de la Taxe Intérieure sur la Consommation de Produits Énergétiques (TICPE), est reconduit à 10,8 M€. La part finançant le RSA est gelée à 7 M€. La part compensation des transferts évolue entre 3,7 et 3,8 M€ sur 2018-2023, à l'exception de 2020 (période COVID). L'estimation pour 2025 est donc de reconduire l'hypothèse d'encaissement de 2024, soit 3,8 M€.
- Les recettes futures de la taxe sur l'électricité et l'IFER (Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau) sont estimées respectivement à 2,3 M€ et 2,6 M€.

b-3 Des inconnues : la péréquation DMTO et la réforme des concours CNSA

- Le produit des droits de mutation est stable mais la péréquation est en baisse – 600 k€

Entamée en 2022, la baisse des DMTO constatée en 2023 se poursuit. Ainsi, au niveau national, la baisse est de 20,2 % sur les 7 mois de 2024.

La chute constatée s'explique à la fois par la hausse des taux d'intérêts et des prix de l'immobilier, mais également par la capacité d'emprunt des acquéreurs au vu du durcissement des critères. Pour 2025, la stabilisation de l'assiette des DMTO est envisagée en prenant en considération la baisse des taux sur les prêts immobiliers.

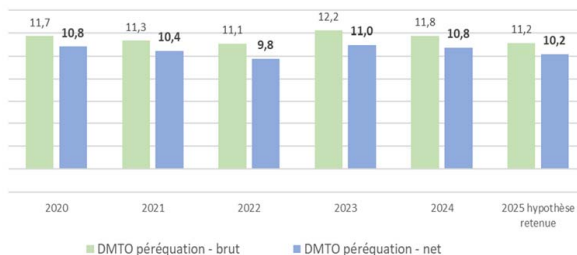


La péréquation DMTO est alimentée annuellement par deux prélèvements :

- un prélèvement proportionnel de 0,34 % applicable à tous les Départements en fonction de l'assiette DMTO de droit commun ;
- un prélèvement progressif fixé à 750 M€, réservé aux Départements dont l'assiette DMTO par habitant est supérieure à 75 % de l'assiette DMTO moyenne par habitant.

Une baisse du montant à percevoir est envisagée pour 2025, notamment du fait de prélèvements en baisse limitant l'assiette à répartir. Au-delà, le montant à répartir pour 2024 de 1,9 Md€ comprenait la mobilisation de la réserve excédent 1,6 Md€. Pour 2025, au vu de la nouvelle baisse de l'assiette à l'échelle nationale, le montant à répartir pourrait fondre en deçà 1,6 Md€.

Péréquation DMTO en millions d'euros



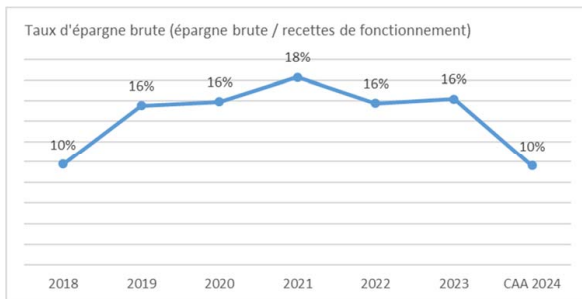
- **Le fonds de sauvegarde des Départements** : une recette supplémentaire à laquelle il reste préférable de ne pas être éligible...

Ce fonds de sauvegarde a été créé après le transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) aux Communes. Un transfert compensé par l'attribution d'une fraction figée de TVA pour compenser la perte de la dynamique du foncier bâti en 2021, fraction figée dont la dynamique a été isolée dans un fonds depuis 2021. Au vu de la forte évolution de la TVA sur ces derniers exercices, ce fonds s'élevait à 53 M€ en 2023, il a été porté à 106 M€ pour 2024 car abondé par l'État de 53 M€. Les critères d'éligibilité sont les suivants :

- Un taux d'épargne brute inférieur à 12 % en moyenne sur les exercices 2021 et 2022 ;
- Un « indice de fragilité sociale », calculé en fonction de la proportion de bénéficiaires des allocations individuelles de solidarité dans la population du département, supérieur à 80 % de la moyenne nationale.

Le Département du Cantal, avec un taux d'épargne brute d'environ 17 % en moyenne en 2021-2022 n'était pas éligible à ce fonds en 2023. Le Département du Cantal serait aux alentours de 10 % de taux d'épargne en 2024, soit la moyenne des Départements en 2023. La chute du taux d'épargne brute est comparativement moins brutale que la moyenne du fait d'un plus faible impact de la baisse des DMTO limitées à 5 % du total des recettes.

Au-delà, le projet de loi de finances pour 2025 ne décline pas à ce stade l'avenir de ce fonds sachant que la dynamique de la TVA pour 2024 est bien inférieure aux prévisions et que donc le montant même du fonds anticipé pour 2025 à 44 M€ pourrait fondre.

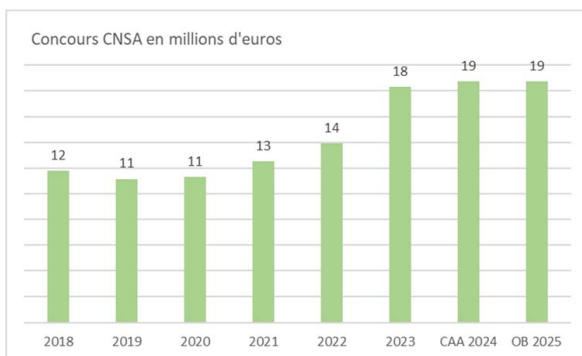


Avec 30 Départements sur 100 présentant des difficultés budgétaires en 2024, le fonds de sauvegarde ne suffira pas à compenser les augmentations de charges dans un contexte de chute des DMTO.

▪ **La réforme des concours CNSA :**

Les concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) destinés aux Départements sont passés de 2,8 Md€ en 2022 à plus de 5 Md€ en 2024, progressant d'environ 2,3 Md€. Cette augmentation de 4 M€ pour le Cantal ne traduit pas pour autant une véritable amélioration de la couverture des allocations individuelles de solidarité, il s'agit de nouveaux concours apportés en réponse à de nouvelles dépenses adressées aux Départements au bénéfice des politiques de l'autonomie.

Au total, la CNSA verse 12 concours aux Départements pour le financement de l'APA, la PCH, de la MDPH, du forfait autonomie, des revalorisations salariales, d'un tarif plancher et des dotations qualité dans les services d'aide à domicile (SAAD).



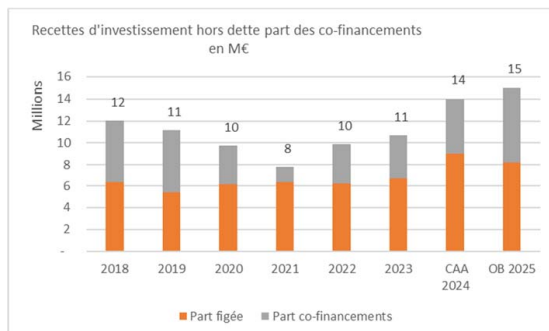
Le montant attendu par le Département pour 2024 est estimé à 19 M€ et projeté à un montant similaire pour 2025.

Néanmoins une réforme des concours est en cours de négociation autour d'un objectif de simplification, en rassemblant ces 12 concours en trois ou quatre grands blocs avec un objectif de renforcement de l'équité de compensations. Au-delà, une baisse du reste à charge est attendue par les Départements, notamment concernant l'APA avec un taux de couverture moyen de 38 % aujourd'hui alors qu'attendu autour de 50 % comme s'y était engagé l'État au moment du transfert. Il est important de rappeler que le niveau de compensation est calculé en fonction du montant des dépenses mais également d'autres critères comme le nombre de personnes âgées, le niveau de dépense APA, le potentiel fiscal. Aussi le taux de compensation diffère d'un Département à l'autre.

Fin 2023, une contribution exceptionnelle 2024 de 150 M€ abonde les concours de la CNSA a été décidée au vu de la pression budgétaire notamment pour le financement de l'APA. Les enveloppes revenant à chaque Département devaient être notifiées à l'automne. Pour autant, aucune information n'a été communiquée à ce jour. Or le Cantal finance une dépense APA de 27 M€ compensée à seulement 38 %. Une compensation de 50 % augmenterait la recette de plus de 3 M€.

c-) Des recettes d'investissement augmentées par les cofinancements en fonction des opérations retenues entre 14 et 16 M€

L'accès aux subventions d'investissement est désormais de plus en plus souvent conditionné à l'atteinte de critères de performance environnementale. Leur identification et leur intégration à la conception des projets deviennent stratégiques.



En effet, les recettes classiques sont reconduites en moyenne pour un total de 8 M€ annuels :

- la Dotation d'Équipement des collèges figés à 900 k€ ;
- les amendes de radars autour de 650 k€ ;
- la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) attribuée chaque année moyennant présentation de dossiers éligibles autour, autour de 2 M€ ;
- enfin le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) attribué sur la base de 16,4 % des dépenses d'investissement éligibles perçu autour de 5 M€ annuels. Ce montant serait ramené autour de 4,6 M€ en lien avec la baisse de 2 % du taux annoncé en projet de loi de finances.

d-) Des besoins d'investissement proches de 170 M€ entre 2025 et 2027

Les dépenses d'investissement projetées résultent de projets déjà engagés qui devront être menés à bien mais également de nouveaux projets en perspective.

Les projets en cours ont été validés par des autorisations de programme qui engagent plusieurs exercices budgétaires. Le stock d'autorisations de programme (AP) à financer est estimé à 255 M€ au 1^{er} janvier 2025 avec un besoin de crédits de paiement de 49 M€ en 2025, 30 M€ en 2026 et 22 M€ en 2027, soit environ 100 M€ sur la période 25-27, comme décliné ci-après.

Autorisations de programme	Stock AP à financer 2025 prévisionnel	CP 25	CP26	CP27	Reste à financer postérieur à 2027
Bâtiments	30	3	2	5	20
Campus	10	5	3	1	1
Collèges	33	5	10	6	13
Lioran	19	1	4	4	11
Routes	54	25	9	4	15
Très haut débit	15	2	2	2	9
Finances (loyers PPP et BEA)	36	3	3	3	28
Territoires Fonds Cantal	37	5	5	5	23
Territoires (agri-aménagement-biodiversité)	10	1	1	1	6
Culture-Patrimoine	1,5	0,3	0,3	0,3	0,4
Eau	0,5	0,2	0,2	0,1	-
Tourisme	2,5	0,1	0,1	0,1	2
Collèges-Education (subv privé)	0,5	0,1	0,1	0,1	0,3
Total	255	49	30	22	153

Au-delà des autorisations de programme votées, les besoins de crédits de paiement pour la période 2025 à 2027 s'établissent autour de 56 M€ par an, au total à 167 M€.

	en M€	2025	2026	2027
services support / systèmes d'information		6	6	5
Patrimoine		17	22	22
Routes dont matériels		26	21	24
Aides aux territoires		6	6	6
total		55	55	57

IV- Les orientations budgétaires pour 2025 : quelle capacité à financer les investissements projetés ?

La mise en perspective des dépenses et recettes telles que projetées pour 2025, et extrapolées pour 2026 et 2027 avec une augmentation des recettes de fonctionnement de +0,5 % et des dépenses de fonctionnement de +1,3 %, des recettes d'investissement optimisées par les cofinancements en fonction des projets retenus permet d'établir la capacité d'investissement.

a-) Sans recours à la dette, une capacité de financement inférieure au besoin de 50 M€ à 65 M€

Sans recours à la dette, en maintenant l'encours à 167 M€ soit en empruntant annuellement un montant égal au capital remboursé, la capacité d'investissement serait de :

- 49 M€ en 2025, le besoin est établi à 55 M€ ;
- 37 M€ en 2026, le besoin est établi à 55 M€ ;
- 31 M€ en 2027, le besoin est établi à 57 M€.

en M€	2023	CA anticipé 2024	2025	2026	2027
Recettes Fonctionnement (+0,5% à partir de 2025)	244	242	244	245	246
Dépenses Fonctionnement (+1,3% à partir de 2025)	204	219	225	228	231
report de résultat	29	27	15	0	0
Recettes investissement	11	15	15	15	15
emprunt	10	16	16	16	16
Dette	15	16	16	16	16
Capacité d'investissement	74	65	49	37	31
Dépenses Investissement	47	50	49	37	31
Epargne brute	39	21	19	18	16
Epargne nette	24	5	3	2	0
Encours de dette	167	167	167	167	167
Durée de désendettement	4	8	9	9	10

Une augmentation des dépenses de fonctionnement plus rapide que l'augmentation des recettes conduit à l'effet de ciseaux qui réduit la capacité d'investissement. Au-delà, les marges dégagées entre recettes et dépenses de fonctionnement permettent tout juste de financer le remboursement en capital de la dette dès 2027 avec une épargne nette qui s'affiche à 0. Cette contrainte se traduit également par une durée de désendettement autour de 10 ans dès 2025.

Ainsi, si les efforts en termes de maîtrise des dépenses de fonctionnement ont toujours été vertueux pour dégager des marges d'investissement, le Département pourrait en arriver à contraindre ses dépenses afin de rembourser la dette. Ces hypothèses réalistes ont pris fin à l'annonce du projet de loi de finances pour 2025, avec notamment l'annonce d'une potentielle ponction des recettes de fonctionnement à hauteur de 5 M€ et d'une baisse de 2 % du FCTVA qui se traduirait comme suit.

en M€	2025	2025 impact PLF
Recettes Fonctionnement (+0,5% à partir de 2025)	244	239
Dépenses Fonctionnement (+1,3% à partir de 2025)	225	225
report de résultat	15	15
Recettes investissement	15	14
emprunt	16	16
Dette	16	16
Capacité d'investissement	49	43
Dépenses Investissement	49	43
Epargne brute	19	14
Epargne nette	3	-2
<i>Encours de dette</i>	167	167
Durée de désendettement	9	12

Une perte de 6 M€ ramènerait la capacité d'investissement pour 2025 à 43 M€ en décalage avec un besoin établi autour de 55 M€. Des arbitrages s'imposeraient donc pour 2025, mais d'ores et déjà par extrapolation, également pour les années suivantes.

b-) Le recours à la dette, une éventualité ?

La projection des besoins de recours à la dette pour répondre aux besoins de financement de 167 M€ s'étale entre 2024 et 2027 avec un besoin croissant. Ainsi l'encours serait augmenté de :

- 12 M€ en 2025, remboursement en 2026 (0,8 M€ sur 15 ans) ;
- 18 M€ en 2026, remboursement à partir de juin 2026 (1,2 M€ sur 15 ans) ;
- 27 M€ en 2027, remboursement à partir de juin 2027 (1,8 M€ sur 15 ans).

En 2028, l'annuité serait ainsi augmentée de 3,4 M€, impossible à financer au vu des projections retenues. Sans surprise, l'épargne nette s'afficherait négative à -3 M€. Il ne serait donc pas responsable de recourir à l'endettement pour réaliser les projets retenus.

en M€	2023	CA anticipé 2024	2025	2026	2027
Recettes Fonctionnement (+0,5% à partir de 2025)	244	242	244	245	246
Dépenses Fonctionnement (+1,3% à partir de 2025)	204	219	225	228	231
report de résultat	28	27	15	0	0
Recettes investissement	11	15	15	15	15
emprunt	10	16	22	35	45
Dette	15	16	16	17	19
Capacité d'investissement	74	65	55	55	57
Dépenses Investissement	47	50	55	55	57
Epargne brute	39	21	19	18	16
Epargne nette	24	5	3	1	-3
<i>Encours de dette</i>	167	167	173	191	218
Durée de désendettement	4	8	9	11	14

Ces perspectives budgétaires éliminent donc le recours à l'emprunt comme une solution de financement. Pour autant, la contrainte du projet de loi de finances pour 2025 viendrait encore gonfler le besoin de +6 M€ pour maintenir une capacité d'investissement conforme au besoin.

en M€	2025	2025 impact PLF
Recettes Fonctionnement (+0,5% à partir de 2025)	244	239
Dépenses Fonctionnement (+1,3% à partir de 2025)	225	225
report de résultat	15	15
Recettes investissement	15	14
emprunt	22	28
Dette	16	16
Capacité d'investissement	55	55
<i>Dépenses Investissement</i>	55	55
Epargne brute	19	14
Epargne nette	3	-2
<i>Encours de dette</i>	173	179
Durée de désendettement	9	13

c-) Des arbitrages retenant en priorité les projets cofinancés ?

Les besoins d'investissements tels que projetés initialement sont cofinancés à hauteur de 34 %.

en M€	Total 2025-2027	Total dépenses cofinancées	Total cofinancements	taux de cofinancement
services support / systèmes d'information	17	9	3	33%
Patrimoine	61	54	18	33%
Routes dont matériels	70	39	14	36%
Aides aux territoires	18	0	0	0%
total	167	102	35	34%

En matière d'arbitrage des projets retenus au plan pluriannuel d'investissements, le montant des opérations reste évidemment important, mais il paraît aujourd'hui plus que jamais essentiel d'analyser chaque projet au regard de son éligibilité à des fonds ou dotations ou subventions diverses. D'ailleurs la Région a contractualisé une aide de 20 M€ sur les programmes de voirie départementale sur la période 2024-2027, il semble inconcevable d'y renoncer.

Il en est de même pour les aides dans le cadre du contrat de plan État Région, des aides d'État, des fonds européens et de la Dotation de soutien à l'investissement des départements qui depuis 2019 n'est plus réellement une dotation mais un cofinancement adossé à certains types de projets.

Certes, il serait plus aisé de garder une certaine liberté de choix des projets pour aménager le territoire mais encore faudrait-il avoir les moyens de les financer. Ainsi, une sélection des projets à retenir s'imposera. Mais comment orienter des choix identifiés comme stratégiques pour le territoire ?

Dans cette période d'austérité qui s'annonce, par souci de maintien de l'activité économique, chaque euro d'argent public compte. Aussi les arbitrages retiendront en priorité les projets fortement cofinancés.

Un premier exercice de maintien de l'ensemble des projets a été conduit comme suit :

- en priorisant dès 2025 les opérations fortement cofinancées,
- tout en décalant les autres projets,
- en concentrant donc les cofinancements DSID sur ces projets prioritaires.

Ce résultat se traduit par un report de dépenses de 10 M€ avec un taux de cofinancement des dépenses retenues porté de 34 % à 44 %.

<i>en M€</i>	Total 2025-2027	Total dépenses cofinancées	Total des cofinancements	<i>taux de cofinancement</i>
services support / systèmes d'information	17	9	3	33%
Patrimoine	59	54	22	41%
Routes dont matériels	62	28	15	54%
Aides aux territoires	18	0	0	0%
total	158	91	40	44%

Ainsi, en retenant prioritairement les opérations cofinancées, les 1^{ères} projections mettent en perspective une capacité à reporter des dépenses en augmentant le taux de cofinancement sur l'exercice, soit +5 M€. Cette proposition visant à repousser certains projets retient néanmoins 64 M€ de dépenses non éligibles à cofinancement notamment les grosses opérations d'entretien routier, les achats de matériels, mais également les opérations d'entretien courant du patrimoine ou encore les aides aux communes.

<i>en M€</i>	Dépenses d'investissement	Total des dépenses non cofinancées
services support / systèmes d'information	17	9
Patrimoine	59	7
Routes dont matériels	62	30
Aides aux territoires	18	18
total	158	64

Ainsi les choix ne seront pas si simples entre entretien du patrimoine et aides aux communes bien entendu non cofinancées et développement du territoire accessible grâce à l'effet levier de cofinancements, telle est pourtant la situation qui se profile pour le Conseil départemental. Dans ce contexte, les orientations resteront ambitieuses aussi toute ressource qui pourra profiter au territoire sera mobilisée sans report et dictera les projets qui deviendraient prioritaires.

Conclusion

Les décisions gouvernementales ont augmenté massivement les dépenses de fonctionnement entre 2021 et 2024 sans garantir les financements nécessaires, conduisant à un étranglement des capacités d'autofinancement en perspectives budgétaires 2025-2027, +36 M€ pour le Cantal !

En parallèle, la dette publique a augmenté de 4,5 % du PIB en zone Euro entre 2019 et 2023 et a été portée à 12,7 % du PIB en France.

Et au-delà des questionnements sur la pertinence d'un tel niveau de dépenses publiques au regard des résultats obtenus, la commission des finances de juin 2024 s'inquiétait des 54% de titres de dette française détenus par des non-résidents. Si ce constat traduit l'attractivité des titres français, il traduit aussi les risques d'insoutenabilité de la dette française en cas de vente massive de ces titres en période de retournement de marchés guidés par des indicateurs économiques ou géopolitiques. La dette n'est pas une ressource sans limite, la dette publique pas davantage, et l'éventualité d'une incapacité à la rembourser parle à chacun.

Aussi, il n'est plus nécessaire de poser encore le constat de mauvaises décisions, il est désormais question de conduire avec détermination et responsabilité ces futurs budgets empreints de rigueur. Plus que jamais, chaque euro compte, et une prise de conscience collective permettra au Département d'être résilient pour affronter ces perspectives indispensables pour retrouver une autonomie financière et une saine gestion du Pays.

Cette nouvelle trajectoire budgétaire sera plus complexe pour garantir l'essentiel, pour autant le Département ne renoncera pas à son projet stratégique pour un Cantal :

- Solidaire avec près de 143 M€ consacrés aux aides tant sur le volet social que territorial,
- Connecté et ouvert, avec plus de 43 M€ annuels dont le financement de la ligne aérienne, le développement de la fibre ou pour la réalisation de grandes opérations routières cofinancées.
- Innovant, avec notamment 4 M€ pour la construction du site du pôle d'excellence de microbiologie dans l'ambition de faire du Département un site de référence dans un domaine technologique de pointe.
- Attractif avec 25 M€ pour l'aide aux territoires, les projets culturels et de jeunesse ou pour le développement du campus à travers la réalisation d'un restaurant universitaire et le campus connecté.
- Responsable avec plus de 31 M€ consacrés aux actions en faveur de la transition énergétique notamment la rénovation thermique du patrimoine départemental.

Je propose à l'Assemblée départementale de débattre sur l'ensemble de ces propositions.